PARTI SOCIALISTE – SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968
Puteaux

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 3
Ernest Cazelle 5
Jacques Carat 6
Claude Fuzier 8
Jacques Piette 9
Guy Mollet 10
Jacques Piette 11
Guy Mollet 11
Maurice Gauthier 14
Guy Mollet 14
Debesson 16
Le président Claude Fuzier 21
Parent 21
Robert Pontillon 27
Blanca 34
Gourtovoy 37
Gérard Jaquet 40
Thiéblot (Puy-de-Dôme) 46
Christian Pineau 49
André Griset (Yvelines) 55
Pierre Mauroy 58
Siérat (Tarn) 62
Charles Pot (Val-de-Marne) 63
Guy Mollet 64
Ernest Cazelles 76
Pierre Mauroy 76
Jules Moch 91
Le président (Georges Guille) 96
Urudia (Dordogne) 96
Défossé (Savoie) 97
Fajardi (Cher) 99
Charles Lamarque Cando 102
Benoit (Nièvre) 107
Gaudin (Var) 110
Claude Fuzier 112
Georges Lamousse (Vienne) 119
Fourrier (Côte d'or) 122
Arthur Notebart (Nord) 125
Jacques Fleury 132

Fondation Jean-Jaurès

André Chandernagor 137
Le président (Gérard Jaquet) 144
Montanier (Hérault) 144
Trintignac (Corrèze) 146
Roger Quilliot (Puy-de-Dôme) 148
Faivre 155
Albert Gazier 157
Debesson (Nord) 160
Gaston Defferre 162
André Boulloche 169
Max Lejeune 177
Gauthier (Loire-Atlantique) 181
Jean-Pierre Chevènement 186
Carpentier (Loire Atlantique) 189
Pierre Thibault 192
Hintermann (Val d'Oise) 197
Carouja (Alpes maritimes) 200
Allies (Hérault) 202
Jacques Mellick 203
Lhonorey (Seine-Maritime) 208
Serra (Tarn) 210
Desenne (Vendée) 211
Basse (Var) 212
Savouroux (Hauts-de-Seine) 214
Le président (Marcel Champeix) 217
Lamousserie (Lot) 217
Bourbon (Tarn) 218
Denis Cépède 219
Georges Guille 223
Jacques Piette 231
Guy Mollet 238
Gaston Defferre 262
Le président (Kléber-Loustau) 266
Robert Pontillon 266
Jacques Piette 267
Georges Guille 269
Claude Fuzier 271
Roger Quilliot 273
Claude Fuzier 275
Christian Pineau 277

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, Puteaux

Collection Jean-Jaurès

Séance du vendredi 20 décembre 1968 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Georges Dardel, assisté de : Auzaneau, Deux-Sèvres ; Chauvel, Loire-Atlantique, Duvoux, Loir-et-Cher.

Le président (Georges Dardel)

Camarades, en ouvrant cette séance, je voudrais au nom de ma section - dont je suis le Secrétaire général - qui a l'honneur de recevoir ce Congrès aujourd'hui, pour la première fois dans cette salle neuve, remercier le bureau du Parti et le Comité directeur d'avoir choisi notre ville pour organiser ce Congrès. J'espère que vous y trouverez le confort habituel.

Je voudrais vous dire combien notre joie est grande, à la section Socialiste de Puteaux, de retrouver le Congrès Socialiste dans cette ville qui a vu tellement de manifestations de notre Parti, combien mon émotion est profonde de revoir tous les camarades, dans cette salle, à Puteaux.

Je voudrais également vous dire que notre section se porte bien et, au moment où nous allons discuter des problèmes intéressant le Parti de demain, vous dire que nous sommes encore 1 000 cette année, malgré la perte de 5 000 habitants qu'a subie notre ville de 40 000 habitants, en pleine transformation. Je crois que c'est un signe de bonne santé de la part de ce Parti, que certains voudraient déjà voir disparaître.

Nous étions samedi dernier, pour fêter les vingt ans à la tête de la municipalité, de votre serviteur, nous étions 1 200 dans cette salle ; cela prouve que notre Parti se porte bien, dans cette ville qui est Socialiste depuis 1912. Les jeunes viennent à nous, nombreux. Nous avons beaucoup de mal à maintenir notre effectif, à cause de la diminution de population dont je vous parlais tout à l'heure, mais nous constatons tout de même qu'au cours de cette année, nous avons eu, en moyenne, un adhérent par jour, plus de 365 adhérents dans l'année, pour maintenir notre effectif ; cela représente un travail quotidien qu'il faut peut-être étudier plus que certains problèmes d'état-major, en habituant nos militants à recruter pour redonner au Parti son aspect ouvrier d'autrefois.

Excusez-moi de vous dire cela, mais c'est la meilleure façon de souhaiter la bienvenue au Congrès que de lui donner l'état de santé de la Section locale, en l'engageant à venir travailler pour que ce Parti retrouve son caractère de parti de masse qui était sa force.

Camarades, je ne vais pas plus longtemps retenir votre attention. Je voudrais, encore une fois, vous dire notre grande émotion de vous retrouver tous ici.

J'en viens maintenant à un certain nombre de communications. Je voudrais tout d'abord vous dire les vœux que nous formons tous, J'en suis persuadé, pour le rétablissement de notre camarade Darchicourt.

Si vous le voulez bien, camarades, selon la tradition, nous allons nous lever pour dire quelques mots de nos grands disparus.

Jule Fil, maire de Carcassonne, sénateur de l'Aude. Né en 1899, dans une famille de viticulteurs, à Bize Minervois, Jules Fil choisit très jeune la carrière d'instituteur.
Dès 1928, il donnait son adhésion au Parti Socialiste SFIO et contribuait largement à renforcer son parti dans le département de l'Aude.
En 1947, il devenait premier adjoint au maire de Carcassonne, puis maire en 1953, Conseiller général en 1958, réélu en 1964, dans le canton de Carcassonne-Ouest.
En 1962, il était élu député dans la première circonscription de l'Aude, Carcassonne, et, en 1967, il entrait au Sénat.
Avec Jules Fil disparait un vieux militant Socialiste après avoir soutenu jusqu'au dernier jour une longue carrière de lutte et de responsabilités.

Ludovic Tron, notre ami Ludovic Tron, sénateur des Hautes Alpes, apparenté au groupe Socialiste est décédé.
Né en 1904, il était sénateur des Hautes Alpes depuis 1957, ex-président du Conseil général, membre de la CIR il était apparenté au groupe Socialiste et chargé des affaires économiques et financières dans l'équipe formatrice du contre-gouvernement.
Polytechnicien, inspecteur général des Finances, président du conseil d'administration de la BNCI jusqu'à son élection comme sénateur en 1957, il avait été secrétaire aux Finances dans le gouvernement d'Alger en 1942.
On lui doit deux ouvrages : les métamorphoses de la France et Opposition de sa majesté.
Marius Moutet. A 92 ans, passés, Marius Moutet s'est éteint, sans avoir un seul instant relâché son activité de militant. Il avait, à 19 ans, adhéré au mouvement Socialiste. Il était le doyen du Sénat.
Marius Moutet était l'un des lus vieux militants du Parti, peut-être le plus ancien. Il avait été élu député le 9 août 1914 à Lyon, au terme d'une campagne dans laquelle Jean Jaurès avait prononcé son dernier discours. Plus tard, en 1929, il était devenu député de la Drôme et sa connaissance des problèmes d'outre mer avait amené Léon Blum a lui confier le ministère des Colonies en juin 1936 et en mars 1958. En juillet 1940, il était parmi les 80 parlementaires qui, à Vichy, refusèrent de s'incliner.
Après la libération, dans plusieurs gouvernements, et notamment encore une fois avec Léon Blum, en décembre 1946, il eut la responsabilité de la politique d'outre mer.
Le nom de Marius Moutet est lié à plus d'un demi-siècle d'action Socialiste en France.
La mort de Marius Moutet marque comme le point final d'une longue page de l'histoire Socialiste, a écrit Guy Mollet, Mais toute sa vie met en évidence la fidélité d'un homme et la continuité de notre action. C'est un exemple qui appelle respect et affection.
René Cassagne est mort et nous mesurons d'un coup l'ampleur de la place qu'il tenait parmi nous.

Fondation Jean-Jaurès

Instituteur, il ne s'était pas borné à assumer ses tâches de pédagogue et, très tôt, il s'était vu confier par ses camarades toutes les responsabilités du militant : secrétaire des jeunesses Socialistes de la Gironde à la veille de la guerre, il était devenu après la libération maire de Cenon, puis conseiller général, secrétaire fédéral du Parti, membre du comité directeur, enfin, depuis 1958, député de la Gironde,
Au groupe de l'Assemblée Nationale, dont il était vice-président, comme dans son département, René Cassagne constamment au travail s'imposait comme un homme de travail et de dévouement.
Il nous quitte prématurément alors que âgé seulement de 55 ans, il pouvait encore donner beaucoup aux siens, à ses camarades, à son Parti.
(L'Assemblée, debout, a écouté cet éloge funèbre)
La parole est à Ernest Cazelle.

Ernest Cazelle

Mes chers Camarades,
Voici les propositions qui vous sont faites quant à l'organisation de nos travaux pour ce Congrès.
Jusqu'à 12 h, 30, après la désignation de la Commission de vérification des mandats, nous aurons le vote d'un texte qui sera rapporté tout à l'heure par notre Camarade Carat, au nom de la Commission des résolutions, qui a travaillé hier toute la journée ; ce texte porte sur l'organisation politique du pays.
Ensuite, nous aurons un rapport sur les cotisations, la modification des pourcentages des timbres des diverses catégories.
Cet après-midi, à partir de 14 h 30, débat sur la répercussion de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, et cela, jusqu'à 19 h environ.
Ensuite, nous prendrons le débat portant sur la création du nouveau parti, débat qui se poursuivra samedi toute la journée pour se terminer, espérons-le, à 20 heures. Vote indicatif. Désignation de la Commission des résolutions, qui siégerait dimanche toute la matinée et jusqu'à 17 heures, rapports de la Commission des résolutions et votes sur ces rapports.

Le président - Êtes-vous d'accord sur ce programme de nos travaux ?
Adopté.

Ernest Cazelle - Je vous demande de désigner la Commission de vérification des mandats qui serait composée de Seine (Vendée), Moutet (Bouches-du-Rhône), et Gauthier (Paris).
J'invite cette Commission à se réunir le plus rapidement possible, de façon à faire rapport à la fin de la séance de ce matin.

Le président - Vous êtes d'accord sur la composition de cette Commission de vérification des mandats ?
Pas d'opposition ?
Adopté.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

La parole est à Carat, sur la réforme régionale.

Jacques Carat

Eh bien, Camarades, il est apparu au terme de la journée d'étude que nous avons eue hier sur le problème de la régionalisation, que les différences n'étaient pas irréductibles entre les partisans en notre sein de la régionalisation et les camarades qui sont plus réservés sur ce problème, à partir du moment où tout le monde admettait que la régionalisation n'est évidemment pas une fin en soi et se déclarait d'accord, d'une part, pour dénoncer l'opération politique du gouvernement, l'opération politique que le gouvernement, sous le couvert de la régionalisation qui, dans les termes où il la présente est un faux problème, et d'autre part, pour définir la conception Socialiste en fonction, d'une part, des nécessités d'un aménagement national démocratique, dans un premier temps, et dans un second temps dans la perspective Socialiste du cadre européen.

Nous avons réussi ainsi à établir une motion d'unanimité et je crois que le plus simple est que je vous en donne lecture. Je vous indique qu'il y a de légères retouches de style au texte qui vous a été distribué.

"Depuis plus de cent cinquante ans, la France souffre d'une centralisation dont les défauts se sont considérablement aggravés depuis dix années au cours desquelles un pouvoir central, autoritaire et prodigue de dépenses improductives a concentré dans ses mains les pouvoirs et appauvri les collectivités locales.

Le problème qui est posé est celui de la refonte de nos structures administratives pour les soumettre aux exigences du développement économique, répondre à l'aspiration toujours plus vive des hommes à exercer leurs responsabilités de citoyen et nous adapter au cadre européen dans lequel doit se jouer notre avenir.

La réforme régionale devrait correspondre à une volonté de rénovation, de justice et de démocratie.

Le projet de régionalisation tapageusement lancé par le gouvernement gaulliste ne répond en rien au problème posé. Le régime d'ailleurs a trop systématiquement cherché à affaiblir "les corps intermédiaires", et plus particulièrement les pouvoirs locaux, pour qu'on puisse croire que la réforme projetée était inspirée par le souci d'améliorer les structures administratives tant sur le plan de l'efficacité qu'eu égard aux exigences delà démocratie.

Le truquage de la consultation hâtive à laquelle il vient de procéder fixant à l'avance les conclusions essentielles du débat, mêlant l'avis de corps représentatifs et d'organisations sans poids ni responsabilité ; le fait de lier arbitrairement deux problèmes n'ayant aucun rapport entre eux : la régionalisation et le Sénat ; le recours anticonstitutionnel au référendum pour essayer de faire passer le tout à la faveur d'une idée attrayante ; le maintien annoncé d'un régime particulier pour la région parisienne ; l'annonce officieuse d'élections municipale et cantonales anticipées ; le projet de regroupement autoritaire des communes éclairent les intentions réelles du chef de l'État.

Il s'agit, d'une part, d'ôter au Sénat, non seule ment son rôle législatif mais son rôle constitutionnel, puisqu'il suffirait alors d'une majorité qualifiée à la Chambre pour modifier au gré du pouvoir la Constitution actuelle ; d'autre part,

d'affaiblir au nom de la régionalisation les structures locales vivantes commune et département en créant une superstructure où les pouvoirs essentiels seraient exercés par le représentant du gouvernement, où l'assemblée délibérante hétérogène, élue à un suffrage inégal, ne serait qu'un simulacre d'institution démocratique ; où le syndicalisme serait intégré dans l'appareil de l'État afin de porter atteinte à sa personnalité et d'émousser sa force de contestation.

Il s'agit enfin d'apurer un nouveau transfert de charges de l'État sur la région ainsi créée, ce qui provoquerait une aggravation des impôts qu'aucun service nouveau ne justifierait.

Le Parti Socialiste, rappelant à propos du référendum qu'un premier recours illégal à cette procédure ne saurait faire jurisprudence, répond fermement non au Sénat des corporations, non à la caricature de décentralisation qui est proposée et qui n'est qu'un glissement des pouvoirs d'un échelon central à un échelon régional de l'État ; non à la confusion sur le plan national comme sur le plan régional, entre la représentation de l'intérêt général et celle des intérêts particuliers si légitimes soient-ils ; non au régime d'exception pour la région parisienne ; non à toutes ces agressions contre la démocratie.

Le Parti Socialiste ne peut donc que repousser le projet gouvernemental.

Sa conception, en matière de régionalisation, n'a pas seulement pour objet de donner, par la réforme régionale, un sens à la participation et au développement, c'est aussi, c'est surtout d'organiser dans une optique démocratique, la communication et le dialogue entre les "collectivités" et le "pouvoir", c'est essentiellement d'aboutir à la promotion de responsables locaux en créant des centres de "responsabilité collective" au contact des populations.

L'instrument d'une telle évolution c'est la décentralisation administrative et la déconcentration gouvernementale aboutissant, dans le cadre des impératifs d'ordre national au renforcement des pouvoirs et des moyens d'action des collectivités locales.

Dans les limites du territoire national, il importe de doter les régions des instruments d'élaboration et d'exécution des plans en veillant toujours à assurer le contrôle démocratique des décisions prises en vertu des pouvoirs délégués à des assemblées élues au suffrage universel et égal. Le Conseil économique régional devra soumettre pour décision à l'assemblée élue le plan élaboré sous sa direction.

La constitution de régions économiques réelles suppose que celles-ci regroupent des collectivités locales retrouvant la plénitude des moyens dont le pouvoir gaulliste les a privés. C'est à la condition qu'une véritable politique d'aménagement du territoire soit mise en œuvre qu'il sera possible de corriger les disparités dont les régions souffrent déjà et que leur constitution ne manquerait pas d'aggraver si les plus pauvres devaient vivre sur leurs propres ressources et les autres accroître leur pouvoir d'attraction jusqu'au point de compromettre leur équilibre démographique et finalement entraîner des coûts sociaux exorbitants.

C'est dans le cadre d'une Europe unie qu'il sera possible de dessiner des régions aux dimensions appropriées dotées de pouvoirs politiques réels comportant un exécutif élu, disposant de ressources propres et de moyens de recherche et

d'étude suffisants, où l'Université remplirait un rôle important. Ainsi devraient être construits les États-Unis d'Europe. "
Voilà, camarades, le texte qui est proposé à la discussion et à l'approbation du Parti.

Le président - Camarades, il s'agit d'un texte sortant de la Commission des résolutions qui a siégé hier.

Jacques Carat - Je voudrais ajouter que la Commission des résolutions, après avoir fait un texte quand même assez développé, a éprouvé la nécessité d'avoir un texte plus bref qui pourrait servir de moyen de combat plus efficacement que ce premier texte, et a chargé Claude Fuzier de le lire.

Le président - La parole est à Claude Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades, voici un projet de texte qui n'a évidemment pas été soumis à la Commission que vous avez désignée.
"Le projet gaulliste de régionalisation a un unique objectif : réduire encore plus les pouvoirs de la représentation populaire, en s'attaquant aux élus locaux, à l'assemblée qui les représente, le Sénat, et aux organisations syndicales.
La seule réforme concevable serait celle qui conduirait à une décentralisation réelle des pouvoirs de l'État au profit des régions, au renforcement de l'autorité des communes et des départements, à l'humanisation des rapports entre l'administration et l'administré, à la participation de tous, à la gestion des affaires publiques.
Nous opposons ces objectifs à celui du pouvoir. Nous refusons la création d'un Sénat des corporations, à l'image des assemblées imposées par les régimes totalitaires. Nous refusons une fausse régionalisation, conduisant à faire des préfets régionaux des gouverneurs dotés de tous les pouvoirs de l'État. Nous refusons la destruction de collectivités vivantes, les communes et les départements.
Nous refusons une prétendue réforme, qui n'aboutira qu'au renforcement du pouvoir central, en faisant des collectivités locales, départementales et régionales, des organismes consultatifs.
Nous refusons que, sous prétexte de régionalisation, des charges financières nouvelles aggravent une fiscalité dévorante.
Nous refusons une procédure anticonstitutionnelle détruisant une assemblée comme le Sénat, coupable d'être républicaine.
Nous appelons les Françaises et les Français à dire "non" au référendum illégal et anti-démocratique ; en disant "non", le peuple français se prononcera pour un développement harmonieux des libertés locales, départementales et régionales, posant ainsi les fondations d'une nouvelle démocratie française, prête à participer à des États-Unis d'Europe."

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Camarades, vous avez deux textes en présence, sur lesquels, conformément à la tradition, nous ne ferons pas un débat, mais nous aurons la possibilité de déposer des amendements.

Jacques Piette - est-ce qu'ils s'opposent ?

Le président - Ils sont complémentaires. Le premier texte doit être rendu public. Quant au second, il est plus facile à adapter à la propagande.
La parole est à Jacques Piette.

Jacques Piette

Camarades, je ne veux pas faire rebondir le débat. Il me parait tout de même souhaitable de modifier le premier alinéa de la motion sur la réforme régionale, texte présenté par Carat au nom de la Commission.
Je voudrais exprimer ma pensée très rapidement. Il me parait que si la France a connu une centralisation excessive depuis plus de 150 ans, il n'est tout de même pas sans intérêt, ne serait-ce que du point de vue historique, et parce que c'est la tradition républicaine, que nous donnions un coup de chapeau à l'idée jacobine.
Je sais bien que ce faisant, je risque de faire recentrer sur d'autres préoccupations le débat, et c'est bien loin de ma pensée. Il me parait cependant que nous aurions intérêt à nuancer un peu notre pensée sur ce point, et c'est pourquoi je propose l'alinéa suivant, à la place de celui que nous a lu Carat :
"Les Socialistes constatent que la France souffre aujourd'hui d'une centralisation excessive et d'une concentration abusive des pouvoirs. S'ils admettent de reconnaître notre fait régional comme un problème décisif dans la rénovation de l'ensemble de nos structures, ils veulent rappeler que c'est l'idée jacobine qui a permis l'unité du pays.
Le pouvoir gaulliste a aggravé les excès que nous n'avons cessé de dénoncer, depuis que l'État, sous l'empire de la nécessité ou d'un choix politique, a dû intervenir dans la vie économique."
Ce texte remplacerait le premier alinéa de la motion présentée par Carat.

Le président - Que dit le rapporteur ?

Jacques Carat - Je suis très embarrassé, parce que sur le fond, ce que vient de dire Piette ne me choque nullement. Je crois que le rappel historique va alourdir un peu la motion et n'apparait pas nécessaire, à côté du problème auquel on doit faire face. Par conséquent je serais tenté de m'y opposer, en le regrettant.

Le président - Ce qui est regrettable, c'est que nous avons passé une journée entière hier sur cet important problème, journée à laquelle ont assisté peu de camarades, et que si la discussion avait été plus importante on se serait facilement mis d'accord en Commission des résolutions !

Fondation Jean Jaurès

Jacques Carat - Je crois en tous cas que le texte tel qu'il est présenté par la Commission des résolutions, et qui a été modifié sur un mot de telle manière qu'on ne puisse blesser aucun jacobiniste parmi nous, est finalement un texte parfaitement acceptable. Je le maintiens pour, j'allais dire, l'homogénéité de l'ensemble.

Le président - Camarades, est-ce qu'il y a d'autres amendements ? Je vais mettre l'amendement de Jacques Piette aux voix...
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Je vais présenter un sous-amendement. On va employer les méthodes parlementaires !
L'idée essentielle du texte de Jacques Piette, si j'ai bien compris, c'est qu'il se refuse à la référence "depuis plus de 150 ans".
L'idée qui a dominé la discussion de ceux qui ont participé à la Commission était, dans ce premier chapitre - il y a trois chapitres, donc je ne parle pas du paragraphe mais du chapitre - de dire ce que doivent être les objectifs, ce que sont les problèmes posés, à savoir celui de la réforme des structures administratives, celui de la planification sur le plan général, pour montrer ensuite que la proposition gouvernementale n'y répond pas.
Si on introduit la référence au jacobinisme, qui se trouve dans le texte de notre ami Piette, on rompt cet équilibre, car il n'est pas du tout question du passé, mais de dire ce qu'on devrait faire dans l'avenir.
Si par contre on maintient la référence aux 150 ans, on lui refuse une satisfaction qui est parfaitement légitime, car je suis personnellement plutôt jacobin en la circonstance.
Alors je vous propose quelque chose de très simple, si Jacques Piette en est d'accord, c'est de faire sauter "depuis plus de 150 ans" dans le texte de la résolution qui vous est proposée, et de commencer en disant :
"La France connait - et non pas "souffre" - une centralisation dont les défauts se sont considérablement aggravés depuis dix ans", et je crois que Jacques Piette aurait ainsi satisfaction, sans qu'on pose un problème qui risque de faire rebondir le tout.
En est-il d'accord ?

Jacques Piette - Tu veux le relire ?

Guy Mollet - C'est le texte tel que l'a lu Carat. On fait sauter "depuis plus de 150 ans", et on démarre : "la France connait une centralisation dont les défauts se sont considérablement aggravés depuis dix ans, au cours desquels un pouvoir central..." etc. le reste sans changement.
Il n'y a donc aucun jugement pour ou contre les jacobinistes.

Fondation Jean-Jaurès

Jacques Piette

Notre président avait raison de souligner le fait que c'est un débat qui aurait pu légitimement trouver sa place hier, je le reconnais humblement. Fiais je constate aussi que tous ceux qui avaient demandé un débat sur la régionalisation n'étaient pas plus présents que ceux qui n'étaient pas favorables.

Alors s'il veut bien me permettre de relancer pour un court instant le débat, en m'excusant de n'avoir pas eu le temps de me faire entendre par la Commission, je dois dire que la proposition de Guy Mollet m'irait tout à fait, à la condition qu'on veuille bien m'autoriser tout de même à faire un petit rappel historique devant le Congrès, même si ce n'est pas dans le texte, et à dire que l'idée jacobine est une idée essentiellement de gauche, et que si nous l'abandonnions, même pour céder à la modernité du propos tenu par le pouvoir gaulliste sur la régionalisation, et même par un certain nombre de nos amis, je crois que nous commettrions à l'égard de l'histoire disons un péché par omission.

Alors je me rallierai volontiers au texte de Guy Mollet à la condition qu'on accepte, bien que cela puisse paraître éloigné, qu'au dernier alinéa, deuxième page, "c'est dans le cadre d'une Europe unie qu'il sera possible..." etc... de supprimer le membre de phrase : "disposant de ressources propres, Pourquoi ? Parce que si nous ne faisons pas référence à l'idée jacobine, cela veut dire que nous aurons des budgets de caractères régionaux, avec des moyens financiers de caractères régionaux, et encore une fois, sans vouloir faire rebondir le débat, rien ne s'opposerait dans ce cas là ce que la région vendéenne, par exemple, ou bretonne, ne vote à l'enseignement privé, sur un prélèvement ou eus une ressource locale déterminé des moyens qui lui seraient refusés au niveau national, et dès lors c'est l'unité nationale qui serait en péril.

Alors je veux bien qu'on ne fasse pas référence à l'idée jacobine d'une manière expresse, mais dans ce cas là je demande qu'on fasse sauter le membre de phrase "disposant de ressources propres", et dans cette hypothèse, je me rallierai au sous-amendement présenté par Guy Mollet.

Guy Mollet

J'enregistre d'abord avec satisfaction l'accord sur le premier paragraphe. On prend maintenant la discussion sur le dernier, et je crois qu'il y a là un malentendu. Je suppose que tout le monde a le texte sous les yeux ?

Non ? Si vous ne l'avez pas tous, cela va être compliqué. Enfin je vais essayer de le rendre clair, en m'excusant auprès de ceux qui ont le texte.

Nous avons trois thèmes, je l'ai rappelé, qui sont les suivants : dans un premier chapitre, on dit : voilà ce qu'on devrait faire, voilà les problèmes posés. Les problèmes posés, c'est l'aménagement du territoire, c'est la planification, etc...

La deuxième grande partie consiste à dire : ce que propose le gouvernement ne répond en rien à ces préoccupations. Au contraire, le gouvernement a des arrière-pensées évidentes que l'on dénonce et que l'on condamne. C'est tout le passage que vous avez dû retenir, où Carat dit : non à ceci, non à cela, non, non, non...

Mais nous ne nous sommes pas contentés, à la Commission, de dire non, nous avons eu à cœur de répondre à une autre question qui était souvent posée : "mais que feriez-vous "? Il ne s'agit plus seulement de dire non pour telle raison, mais de dire : "que ferions-nous, nous ?"
C'est alors qu'il est répondu d'une manière qui essaie d'être claire, et qui est celle-ci : notre réponse ne serait pas la même dans le cadre d'une Europe unie ou dans le cadre de la France isolée. Dans l'avant-dernier paragraphe, et l'antépénultième, dans les limites du territoire national, il importe de dire ce que nous ferions si c'est la France seule. Mais dans le dernier paragraphe, et j'attire l'attention de Jacques Piette sur ce point parce qu'il est d'accord avec moi sur le fond, j'en suis sûr, nous en avons souvent, parlé, dans le cadre d'une Europe unie, alors un certain nombre de choses qui ne sont pas possibles à nos yeux dans le cadre de la France, par exemple des ressources propres, deviennent dans le cadre d'une Europe unie et de régions européennes, non seulement possibles, mais même nécessaires, parce que dans le cadre d'une Europe unie, en fait on n'est plus devant le problème qui consiste à prendre à. l'État son pouvoir et le décentraliser, mais devant le problème qui consiste à prendre des régions se fédérant et ressortissant au pouvoir supérieur de l'Europe, une partie de leurs pouvoirs, donc une partie même de leurs ressources propres.
J'espère, Jacques Piette, que nous sommes bien d'accord quant à l'interprétation ?

Jacques Piette - Ce n'est pas clair !

Guy Mollet - C'est cela qu'on veut dire, et dès l'instant que c'est cela qu'on veut dire, je sais que tu es d'accord !
Maintenant je cède la parole au rapporteur.

Le président - La parole est à Carat.

Jacques Carat - Moi je crois que c'est très clair ! Qu'est-ce qu'on peut faire pour rendre ce texte plus clair ? Qu'est-ce qu'on peut dire de plus, dans le cadre d'une Europe unie ?
Qu'est-ce que Piette souhaiterait, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, puisqu'il est d'accord sur le fond ?

Jacques Piette - Sous la réserve de l'explication fournie par Guy Mollet, le texte va très bien.
Mais le dernier chapitre est trop court par rapport au reste, car précisément c'est à l'intérieur du territoire national que nous condamnons ce qui est proposé, et nous mettons l'accent sur ce qui est européen.
Or dans le texte, il y a une disproportion, graphique en tous cas, entre les deux idées qui fait que cela n'est pas rendu évident. C'est tout, mon observation s'arrête là. Mais elle est essentielle.

Coll. Fondation Jean Monnet

Jacques Carat - Bien entendu, seulement on met plus d'importance à ce qui se passe dans les limites du territoire national parce que c'est la première étape, et qu'au fond on nous demande ce qu'on ferait maintenant, si la Gauche reprenait le pouvoir, avant que soit créée une Europe unie, ce qui demandera malgré tout un délai.

Guy Mollet - Proposition concrète : les camarades se réuniront à deux ou trois pour rédiger une phrase qui sera resoumise à la Commission générale des résolutions.

Le président - Alors nous ne votons pas maintenant ?

Guy Mollet - Si !

Le président - Bien. La modification sera soumise à la Commission générale des résolutions.
Nous allons voter maintenant sur le texte qui a été présenté par notre camarade Carat.
Que ceux qui sont partisans d'adopter ce texte le manifestent en levant la main, carte rouge à la main.
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Le texte est adopté à l'unanimité.
Je vais mettre aux voix maintenant, à moins qu'il y ait des amendements, le texte présenté par glaude Fuzier.
Personne ne demande la parole ?
Que ceux qui sont partisans d'adopter ce texte le manifestent en levant la main, carte rouge à la main.
…
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Adopté à l'unanimité.

Ernest Cazelles - Camarades, pour permettre l'organisation des débats sur les deux points qui nous restent à discuter, c'est-à-dire le débat sur la répercussion de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, et d'autre part la création du nouveau Parti, il serait souhaitable que les camarades qui veulent intervenir sur le premier point, c'est-à-dire la répercussion de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, se fassent inscrire sur le bureau du Congrès jusqu'à 15 heures, et nous organiserons le débat immédiatement après.

Fondation Jean-Jaurès

Quant aux camarades qui veulent intervenir dans le deuxième débat, c'est-à-dire la création du nouveau Parti, ils devront se faire inscrire jusqu'à 18 heures ce soir, afin que le Bureau du Congrès puisse organiser le débat ce soir et toute la journée de demain.

Le président - Je pense que vous êtes d'accord ?
Donc, inscriptions jusqu'à 15 heures et jusqu'à 18 heures.
La parole est maintenant à Maurice Gauthier pour le rapport de la Commission chargée du contrôle des mandats.

Maurice Gauthier

Camarades, avant de vous donna lecture au rapport, je dois indiquer au Congrès que la Commission avait été saisie par une fédération d'une demande de dérogation car, en raison de ses effectifs, cette fédération, en fonction également de l'article 10 des statuts du Parti, n'a pu voter en 1967 et en 1968.
La Commission n'a pas accordé de dérogation et la situation de cette fédération sera examinée au début de 1969.
Commission de vérification des mandats
La Commission de vérification des mandats désignée par le Congrès national extraordinaire à Puteaux, après s'être assurée que les calculs du nombre de mandats et du nombre de délégués pour nos assises nationales ont été faits conformément aux articles 22, 23 et 25 de nos statuts, à la décision du 55ème Congrès national de retenir la base de 25 cotisants à 12 timbres, aux dispositions arrêtées par le Comité directeur du 20 janvier 1963, ayant constaté que toutes les fédérations ont été avisées en temps utile de leur représentation et qu'elles ont eu la possibilité de faire entendre leurs réclamations, ayant entendu les explications du trésorier national et du secrétaire chargé de l'administration, vous demande de valider, pour le Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, les chiffres ci-après : mandats : 2 922 ; délégués : 312.

Le président - Quelqu'un demande-t-il la parole sur le rapport de la Commission ?
Pas d'opposition ?
Le rapport est adopté.
La parole est à Guy Mollet sur le 3e point de l'ordre du jour de notre réunion de ce matin : "Cotisations modification des pourcentages des timbres des diverses catégories. "

Guy Mollet

Camarades, je vais vous demander de faire attention, il y a un problème que les trésoriers des fédérations présentes et un peu les secrétaires connaissent bien mais que nombre de militants connaissent moins bien. Le Parti, en mai 1962, a pris en ce qui concerne les cotisations deux décisions importantes :

Fondation Jean Jaurès

- d'abord, dans le souci de libérer le Parti dans ses Congrès de discussions fastidieuses, désagréables chaque année sur le taux des cotisations, il a décidé une indexation que le Comité directeur applique régulièrement.
Cette année, comme les années précédentes, le taux de la carte 1969 des timbres 1969, qu'il y ait ou non un nouveau Parti, car il ne faut pas mélanger les genres, dans les deux cas c'est valable, ces taux sont fixés et je n'ai pas le mandat, au nom du Comité directeur, de vous demander de revenir sur ces taux fixés.
Par contre, à la même date, on avait essayé d'instituer dans le Parti une certaine forme de cotisation sociale proportionnelle, en quelque sorte on estimait qu'en fonction de son revenu, chaque camarade devait payer en faisant un sacrifice à peu près du même ordre, que s'il était légitime de faire des cotisations très, très faibles pour les plus humbles, il serait très sain d'avoir des exigences très grandes pour ceux qui en ont les moyens.
Alors, on avait, non pas imposé à toutes les sections de respecter un barème proportionnel au revenu, on avait demandé aux trésoriers fédéraux d'acheter au Parti, sur le plan national, des timbres, le feuillet est le même pour tous, mais les timbres sont différents et correspondent à des catégories et à certains pourcentages.
Voici comment ces pourcentages ont été fixés en 1962 : on estimait qu'une fédération - car je dis bien fédération et pas forcément section, sur le plan fédéral on doit pouvoir s'organiser, car il y a des sections urbaines où il y a des camarades qui ont des moyens en nombre plus grand que dans certaines sections rurales et surtout c'est un tout - devrait au moins commander sur le plan national un minimum de 20% de timbres correspondant à des adhérents ayant un revenu inférieur au SMIG, c'est-à-dire en 1962, inférieur à 28 000 F par mois anciens bien sûr.
65% de timbres correspondant au traitement ou salaire de ceux qui gagneraient à l'époque entre 28 000 devenus 32 000 puis 52 000 et un peu plus parait-il depuis quelques jours, le SMIG, et 60 000 anciens francs, 600 F nouveaux.
13% de timbres correspondant à un revenu évalué entre 60 000, 600 nouveaux francs mensuels, et 1 200 F, 120 000 anciens francs.
Enfin, 2% correspondant à des revenus supérieurs à 120 000 anciens francs, 1 200 nouveaux.
Vous entendez bien, mes camarades, que nous vivons encore actuellement, si vous n'acceptez pas ma proposition, ce que je redoute, sur la fiction suivante : il y a parait-il dans notre parti aujourd'hui 85% de membres gagnant moins de 60 000 anciens francs par mois !
Je ne ferai pas l'épreuve que je fais sans les réunions publiques, je ne vous demanderai pas de dire qui se reconnait dans les 85%, mais on en est là ! Il y a 85% de membres du Parti qui gagnent moins de 60 000 F par mois et 2% seulement qui gagnent plus de 120 000 anciens francs par mois !
Nous savons bien tous que c'est inexact.
Or, si nous devons avoir une trésorerie comparable à celle que nous avons maintenant, où une partie trop importante de la trésorerie est basée sur les cotisations parlementaires, avec tous les aléas que cela présente dans les

mauvaises années, et on vient d'en traverser une, l'équilibre de la trésorerie n'est pas assuré,,
C'est sur les cotisations des adhérents qu'un parti doit vivre et sur la cotisation d'un adhérent qu'un parti doit faire face aux frais de presse, à sa distribution à chacun. C'est sur les cotisations des adhérents qu'un Parti devrait faire son effort de cadres et il n'est pas proposé de modifier les taux, il est proposé de modifier les pourcentages et voici ceux que j'ai soumis au Comité directeur, lequel m'a autorisé à vous en faire part en Congrès. Les pourcentages que je propose sont les suivants :
Je propose de dire qu'on devrait au moins estimer qu'il y a 20% de camarades susceptibles de gagner moins que l'actuel SMIG, qu'il y en a disons 40% qui gagnent entre le SMIG et 70 000 F, 700 F nouveaux par mois,
Et vous savez, je n'ai pas l'impression d'exagérer en disant qu'il y aurait 60% de membres du Parti qui gagneraient moins de 70 000 F par mois, 700 nouveaux !
Puis, que dans ceux qui sont au dessus de cela on estime qu'il y en a 35% entre 70 000 et 100 000, entre 700 et 1 000, et que nous sommes un parti assez prolétaire pour qu'il n'y ait que 5% de camarades au-dessus de 100 000, 1 000 nouveaux francs.
Je n'ai pas le sentiment d'exagérer, j'ai même la certitude que c'est très au dessous de la réalité.
Je suis certain que si l'on ne mettait aucun pourcentage mais qu'on obtienne de tous nos camarades simplement qu'à la loyale ils se déclarent eux mêmes dans la tranche qui est la leur, les pourcentages seraient très supérieurs à ceux qu'ici je vous propose.
Alors, c'est un minimum. J'insiste beaucoup pour laisser derrière moi une trésorerie saine, j'insiste beaucoup pour qu'au nom de tous les camarades vous ayez ce courage qui se traduira, je ne vous le cache pas, par une recette très importante pour le nouveau Parti.

Le président - est-ce que quelqu'un demande la parole sur la proposition de Guy Mollet ? La parole est à Debesson, Nord

Debesson

La Commission administrative de la fédération du Nord s'est occupée du problème des cotisations depuis longtemps, parce que chez nous et je suppose que dans d'autres fédérations le problème qui nous préoccupe le plus c'est celui des pourcentages dont parlait tout à l'heure Guy Mollet.
C'est un fait que dans le Nord, nous avons encore de très nombreuses sections qui sont constituées par des ouvriers et les pourcentages des timbres nous ont posé des problèmes tels que sur le plan fédéral le problème est insoluble pour nous.
Nous avons donc décidé à notre dernière Commission administrative, en face des problèmes qui nous étaient posés, de faire un prix unique, parce qu'il ne nous a pas été possible de faire une répartition judicieuse des timbres qui nous étaient remis.

Il nous est resté chaque année un nombre considérable de timbres jaunes, ceux qui portent le n°2 dans notre distribution et il en résulte, bien sûr, que les recettes normales de la fédération qui pourraient être importantes sont en réalité extrêmement faibles.
Je sais bien les problèmes qui se posent au parti et nous sommes tout à fait décidés, bien sûr, à aider le Parti, mais je crois que cette fois on a été un peu fort.
On a été un peu fort, parce que le pourcentage d'augmentation par rapport à 1963 - j'ai fait quelques calculs avec Notebart - est de 124% et de l'année dernière a cette année il atteint 31%.
Je sais bien que nous souffrons d'avoir perdu des parlementaires et d'avoir vu nos ressources très diminuées, mais pour nous…

Guy Mollet - Attention ! Bon, ça va, j'ai compris, on mélange ce qui a été décidé et ce que je propose oui…

Debesson - dans l'ensemble, les propositions du Comité directeur représentent une hausse de 31% par rapport à l'année dernière, et c'est beaucoup.
Nous pensons qu'on pourrait aboutir à une transaction qui donnerait au lieu de 31%, 2l% seulement.
Cela consisterait à porter la répartition de la façon suivante :
20% pour les timbres appelés n° 4, au lieu de 40% pour les timbres n° 1, alors qu'autrefois ce pourcentage était de 65%, la fédération du Nord vous propose de mettre au lieu de 65 - 13 et 2 - 50, 25 et 5.
Cette nouvelle répartition donnerait tout de même globalement une augmentation sur l'année dernière de 21%.
Il y a une raison à cela quand même, vous savez, camarades, c'est que les chiffres qui disent que c'est 700 F pour ceux qui gagnent le SMIG, 1 000 F pour d'autres, en réalité le Congrès n'en a jamais décidé, c'est une répartition qui a été faite sans que le Congrès soit consulté.

Guy Mollet - Si, si.

Plusieurs voix - Si !

Debesson - Je puis dire en tous cas que ce sont des tranches de salaires qui ne correspondent pas à une réalité. Alors nous vous proposons ces amendements qui donneront des ressources supplémentaires importantes, et qui sont une transaction entre les propositions du Comité directeur et ce que souhaitaient les militants de base : la permanence des cotisations.
Voilà, Camarades, ce que je vous propose au nom de la fédération du Nord.

Le président - est-ce que quelqu'un d'autre veut prendre la parole à ce sujet ?
La parole est à Maurice Gauthier.

Cote Fondation Jean-Jaurès

Maurice Gauthier - Camarades, je voudrais indiquer tout de suite au Congrès que la fédération de Paris à l'unanimité a accepté les propositions qui sont faites. Mais nous voulons profiter de cette occasion, puisque cela apporte des modifications, pour reprendre une proposition que nous avions faite il y a déjà quelques années, c'est la suppression des 12 timbres, c'est-à-dire en venir au timbre trimestriel, car d'une part cela permettrait plus facilement le travail des trésoriers, et d'autre part ce serait une économie.

Le président - est-ce que quelqu'un demande encore la parole ? Non ?
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet - Camarades, je m'attendais bien à ce que ce ne soit pas facile. Il est évident qu'il y a une augmentation de charge, mais il n'y a pas d'augmentation de charge réelle pour un camarade qui a jusqu'à maintenant payé la cotisation qu'il devait payer.
J'entends parler de 31% : c'est parfaitement inexact, excusez-moi, l'augmentation est de 14%, telle qu'elle est actuellement indexée. Ce que vous dites, qui est vrai, c'est que cela fait 31% sur l'ensemble d'un département comme recette supplémentaire, et transfert sur le plan national supplémentaire. Comme cela, c'est vrai, mais ce n'est pas une augmentation de 31% par adhérent, car celui qui n'a pas triché - je m'excuse, le mot est un peu gros -, celui qui a payé les timbres de la catégorie à laquelle il appartient, celui-là n'aura que 14% d'augmentation en fonction des indices.
Celui qui va se trouver porté à 31% d'augmentation, c'est celui qui va s'apercevoir tout d'un coup, parlons clair, qu'il ne payait pas la cotisation de la catégorie à laquelle il appartient.
Combien avons-nous de cadres moyens, d'enseignants, dans notre Parti ? 2% ? Sur 80 000... Cela ne fait pas beaucoup !
Vous savez tous que c'est à inexact. Vous savez tous que s'ils le veulent, et je crois que souvent il suffirait de faire appel à eux pour faire fonctionner la maison, ils le peuvent, et je suis assuré qu'ils le feront. Je rêve du jour où vous déciderez de lever les pourcentages !
Vous avez fait des calculs, je ne conteste pas les chiffres, mais je voudrais maintenant attirer votre attention sur ce que cela veut dire.
Il y avait autrefois une sorte de tradition. Quand on parlait, dans les partis ouvriers, des cotisations, on essayait de dire qu'un travailleur devait, pour son syndicat ou son parti, consacrer la valeur d'une heure par mois de son travail. Ce n'était pas la vraie cotisation sociale, mais l'exemple que l'on donnait toujours était que chaque travailleur devait sacrifier une heure par mois de son travail pour faire vivre son syndicat ou son parti.
Eh bien, camarades, j'ai fait les calculs suivants : si vous reteniez la proposition que je fais, un camarade au SMIG, 52 000 F par mois, consacre vingt minutes de son travail mensuel à son parti. Ceci dans ma proposition.
Un camarade qui serait entre 52 000 et 70 000 abandonnerait entre vingt et trente minutes.

Collection Jean-Jaurès

Quand il arrive à 70 000, il travaillerait 30 minutes, quand il démarre à 52, 20 minutes.
Entre 700 et 1 000, un camarade abandonnerait entre 25 et 35 minutes de son revenu mensuel à son parti.
Ce n'est que pour ceux qui dépassent les 100 000 mensuels que la part passerait de 30 minutes à 45 minutes.
Je vous assure que si l'on dit cela à des camarades, si on leur montre, alors que la cotisation est dure à prélever dans les milieux ouvriers, nous le savons dans le Pas-de-Calais tout comme vous, que ce qui leur est demandé est moins que ce qu'ils consomment en tabac ou moins que la tournée d'apéritif ou de vin blanc qu'ils sont tout prêts à vous offrir le jour où vous venez toucher la cotisation, ils comprendront.
Alors, je m'excuse, mais je repose le problème comme tout à l'heure. Cette année, la disparition d'un certain nombre de députés battus aux dernières élections, d'un ou deux sénateurs fait que la trésorerie à cette heure-ci est en déséquilibre de la bagatelle de 16 millions d'anciens francs. C'est ça que cela veut dire.
Alors, il ne faut quand même pas que l'on fasse fonctionner un Parti sur des bases comme celle-là. On va consacrer à la vie du Parti cette année des sommes qui devaient être réservées pour la propagande électorales des prochaines élections, un va utiliser l'argent de la souscription. Ce n'est pas normal. Si vous voulez donner à votre Parti les moyens de vivre, il faut que l'on demande à nos adhérents de faire l'effort nécessaire.
Je vais faire le marchand de tapis et demander aux camarades du Nord de pousser leur contre-proposition un peu plus et pour que ce soit adopté à l'unanimité parce qu'autrement, cela ne marchera pas, je propose ceci :
tu as proposé 50 pour les timbres correspondant aux salaires compris entre le SMIG et 700 F ; faisons une moyenne et disons 45 ;
Pour les timbres entre 700 et 1 000, tu as proposé 25 et nous 35, passons à 30, et le trésorier national le fera comprendre au trésorier fédéral.

Prévot - Le trésorier est d'accord.

Guy Mollet - J'insiste. Ce n'est pas une plaisanterie Vous irez chercher l'argent pour faire marcher le Parti !

Arthur Notebart - Moi, j'aime bien Guy Mollet quand il essaie de nous présenter cela en minutes. La seule erreur qu'il commet, c'est qu'il tient compte des minutes compte tenu des cotisations du Centre et qu'il oublie que les salariés touchant leur salaire, c'est à la section qu'ils paient les cotisations. Alors, cela fait beaucoup de minutes. C'est la seule remarque que je veux faire.
Maintenant, on vient de nous dire que le Centre va manquer de 1,6 millions.
Je dis à Guy Mollet que la majoration que nous proposons, 50, 25, 25 et 20, donne au Parti, sur 85 000 adhérents - ce n'est pas très optimiste, au moment où on parle de renouveau et de milliers de gens qui nous attendent à la porte –

Coll. Fondation Jean Jaurès

31 800 000 francs de recettes supplémentaires. Je pense que c'est suffisant. Avec une première décision de ce genre, laissons au futur parti le soin de régler les choses lui-même.

Guy Mollet - J'ai essayé de ne pas mêler les genres entre le nouveau Parti et l'ancien. C'est un parti dont on parlera demain. Quant aux chiffres que j'ai donnés pour les pourcentages en minutes, il ne faut pas ironiser ; est-ce que, vraiment, vous doublez le taux des cotisations des timbres dans vos sections ?

Arthur Notebart - Mais bien entendu !

Guy Mollet - Je ne le croyais pas. J'ai entendu soutenir que vous ne doubliez pas, que vous passiez de 25 à 30%.

Arthur Notebart - On double les timbres de base, mais pas les timbres du haut,

Guy Mollet - Mais pourquoi ? On double pour les moins riches et pas pour les plus riches ? Cela, je ne le comprends pas. Je dis qu'on ne double pas et que, dans l'hypothèse où on doublerait, qu'est-ce que deviendrait mon calcul en minutes ? Les 20 deviennent 40 ; les 30 deviennent 60 ; les 25 deviennent 50. Cela vous parait encore excessif comme sacrifice à faire ? Moi, je dis non !
Alors, je ne poursuis pas ce dialogue. Je fais une proposition au Congrès. Je propose donc - et vous avez ce document dans le n° 164 sous le titre "cotisations", à la page 6 - alors que les pourcentages actuellement retenus sont de 20, 65, 13 et 2, je propose, dis-je, et c'est un amendement à la proposition que j'ai faite, 20, 45, 30 et 5. 20% au-dessous du SMIG, 45 jusqu'à 700, 30% à entre 700 et 1 000, 5 au-dessus.
Je demande au président de soumettre cet amendement au Congrès.

Le président - Camarades, vous avez entendu la proposition amendée par Guy Mollet. Est-ce que vous êtes d'accord pour l'accepter ?
Tous ceux qui sont d'accord le manifestent en levant la main.
Avis contraires ?
Abstentions ?
(2 avis contraires, 12 abstentions)
Adopté.

Le président - Nous abordons maintenant le débat sur la répercussion de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. Je donne la parole à notre camarade Pierre Parent.

Un délégué - Parent a cours ce matin. Nous avions demandé qu'il passe cet après-midi.

Le président - Gérard Jaquet est-il prêt ?

Confédération Jean Jaurès

Guy Mollet - Je fais une proposition, quant à l'organisation du Congrès. D'une part, nous sommes prévenus qu'un certain nombre de camarades de province ont été retardés et vont arriver ; d'autre part, notre débat de ce matin s'est déroulé à une très bonne cadence ; si nous prenions tous l'engagement d'être vraiment là à 15 h, nous pourrions démarrer à 15 h, sur les répercussions de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. Plusieurs camarades nous font savoir qu'ils ne sont pas prêts ; ils savent ce qu'ils veulent dire, bien sûr, mais ils veulent parfaire ce qu'ils décideront, et ne pensaient pas que le débat viendrait si vite. Voulez-vous que nous reprenions à 15 h précises, sans attendre les retardataires ? Voilà la proposition que je fais.

Dans la salle - 14 h 30 !

Guy Mollet - C'est sérieux ? Vous serez là ? Alors, bravo.

Le président - Camarades, voici la composition du bureau, pour la séance de cet après-midi, fixée à 14 h 30.
Président : Claude Fuzier ; assesseurs : Desseine (Vendée), Allemand (Bas-Rhin) et Tintignac (Corrèze).
Nous vous donnons rendez-vous à 14 h 30, en espérant que vous serez fidèles à votre promesse. La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, Puteaux

Séance du vendredi 20 décembre (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Fuzier, assisté de Desseine (Vendée), Allemand (Bas-Rhin) et Tintignac (Corrèze).

Le président Claude Fuzier
Camarades, la séance est ouverte. Nos travaux reprennent, et nous engageons cet après-midi le débat sur les conséquences de l'affaire de Prague et de la crise tchécoslovaque.
Le premier orateur inscrit est notre camarade Parent, de la fédération de l'Essonne.

Parent
Camarades, il faut, pour traiter de nos rapports avec le Parti Communiste, bien préciser, me semble-t-il, dans quelles perspectives on se place.
Trois perspectives m'apparaissent possibles : à long terme, l'espoir d'une réunification du mouvement ouvrier en France, et l'effacement du Congrès de

Fondation Jean-Jaurès

Tours. A moyen terme, les possibilités d'un gouvernement en commun sur les bases d'un programme commun. Enfin, à court terme, de simples alliances électorales ou des actions défensives.
De quels facteurs dépendent les réponses que nous pourrions apporter à chacun de ces problèmes, qui ne se présentent pas évidemment tous dans les mêmes termes ?
Il me semble que ces facteurs sont essentiellement au nombre de deux : d'une part l'évolution de l'URSS et des pays satellites, et d'autre part l'évolution du Parti Communiste français lui-même.
En ce qui concerne l'évolution de l'URSS, notre analyse a jusqu'alors été fondée sur l'hypothèse que l'évolution économique du pays amènerait une démocratisation progressive du régime politique. Cette hypothèse a semblé se vérifier effectivement pendant un temps avec la politique qui a été menée par Khrouchtchev.
Or, il faut bien constater qu'aujourd'hui, par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, par les mesures internes dont nous ne citerons qu'une d'entre elles, mais qui a valeur de symbole, la reconstitution du MVD, héritier du MKVD de sinistre mémoire, et le renforcement des méthodes policières.
L'URSS revient à la politique la plus condamnable de l'impérialisme stalinien, et Larisa... et Lipinov (?) reprennent le chemin de la Sibérie, comme c'était le cas pour d'autres sous les tsars et sous Staline, d'autre part l'œuvre de Soljenitsyne (?) est réduite au silence. Ce sont là des choses dont il faut que nous ayons bien conscience, cette évolution vers un retour au stalinisme en Union Soviétique, et du même coup notre hypothèse de départ selon laquelle l'évolution économique du pays amènerait une démocratisation progressive du régime, ne se trouve pas pleinement vérifiée.
L'on constate même que toute tentative de démarche vers une démocratisation politique se traduit en fait par un renforcement de la dictature.
C'est très précisément ce que prouve l'expérience tchécoslovaque, et c'est au point que l'on est en droit de se demander si l'hypothèse exactement inverse de celle qu'on avançait tout à l'heure ne serait pas beaucoup plus juste. On pourrait se demander si l'évolution économique des pays Communistes ne conduirait pas en définitive ceux-ci à un renforcement du pouvoir autoritaire, ce qui n'est peut-être qu'apparemment paradoxal.
Car s'il est bien vrai que l'amélioration des conditions économiques et du niveau de vie d'un peuple conduit celui-ci à des aspirations nouvelles, et l'amène à peser sur les classes dirigeantes, pour essayer de conquérir de nouveaux droits, il est non moins vrai que les classes dirigeantes, et en l'occurrence cette nouvelle classe dirigeante dont parlait Tchilas (?) et dont l'analyse me semble toujours valable, ces nouvelles classes dirigeantes se sentent menacées dans leurs aspirations, aspirations à la démocratie notamment, aspirations qui partent de la base, et elles se défendent. Elles savent qu'en effet, si elles entrent dans un processus de démocratisation, c'en est fait du régime qu'elles ont institué et c'en est fait du même coup de leurs privilèges.

Alors elles se défendent, mais comme elles possèdent la force, elles étouffent la démocratisation.
Il est évident que dans tous les pays de l'Est, sauf à courir au massacre, on ne peut rien contre l'Armée rouge, et l'Armée rouge impose en fait la volonté de quelques dirigeants qui ne sont pas près d'accepter l'idée de démocratie.
Jusqu'à quand en sera-t-il ainsi ?
Il est évidemment impossible de le dire, et pour l'instant il nous faut simplement tristement constater que partout dans le monde, nous assistons à un tel renforcement des régimes policiers.
Nous n'avons pas, pour répondre aux questions que nous posions tout à l'heure au début, nous n'avons pas grand chose dans l'immédiat à espérer de l'évolution des pays de l'Est.
Le problème se pose évidemment dans des termes différents pour les partis Communistes du monde occidental, d'abord parce qu'ils ne sont pas au pouvoir, et deuxièmement parce qu'ils ne pourront prendre ce pouvoir qu'en donnait, au moins dans un premier temps, des gages de démocratisation.
Alors qu'en est-il exactement en ce qui concerne le Parti Communiste français ?
Je crois que deux éléments principaux nous permettent de faire le point.
1° Son attitude à l'égard de l'U.R.S.S., après l'intervention de celle-ci en Tchécoslovaquie.
2° La publication récente de son manifeste pour une démocratie avancée, pour une France Socialiste.
Face à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, le Parti Communiste a adopté au début une attitude incontestablement nouvelle par rapport à ses attitudes antérieures à l'égard de l'Union Soviétique. Mais il me semble que cette attitude n'a pas toujours été sans ambiguïté, et que depuis le début elle a évoluée.
La réalité de l'action du Parti Communiste est en contradiction formelle avec ses affirmations de principe selon lesquelles chaque pays peut passer au Socialisme par les voies qui lui sont propres.
Estimer en particulier que les Accords de Moscou entre l'URSS et la Tchécoslovaquie sont positifs, et permettent de trouver une solution équitable au problème tchécoslovaque, équivaut à se placer - et cela, les faits le démontrent chaque jour davantage - purement et simplement dans la ligne de Moscou ! En dépit de quelques réserves singulièrement atténuées, le communiqué publié à l'issue du récent voyage d'une délégation du Parti Communiste français en URSS confirme bien cette impression.
Donc la position du Parti Communiste par rapport à l'Union Soviétique est très en retrait par rapport à ce que les démocrates Socialisées sont en droit d'attendre.
Est-ce que le manifeste pour une France Socialiste apporte des éléments nouveaux ? Et notamment sur les problèmes fondamentaux tels que celui de la définition et au contenu réel de la démocratie, ou sur cet autre problème fondamental qui est celui des voies de passage au Socialisme ?
Il nous faut bien répondre que ce manifeste n'apporte pas d'élément nouveau. En fait, il ne contient rien de plus que la déclaration commune FGDS - PC de février 1968. Les points de divergence restent les mêmes, et si nous examinons

dans le détail ce manifeste, nous pouvons, bien sûr, reconnaître que sur certains points nous sommes d'accord.
Par exemple, si nous sommes d'accord pour estimer que le passage, et là je cite le manifeste, à une société de caractère Socialiste peut et doit se faire par la voie démocratique grâce à des étapes réformatrices, nous pensons par contre que le Parti Communiste n'offre pas des garanties suffisantes de démocratie lorsqu'il se contente de déclarer que lors du passage au Socialisme et pour l'édification de celui-ci, les Partis et les formations démocratiques existantes qui s'affirmeront pour le Socialisme et le respect des lois du nouveau régime social pourront participer pleinement à la vie politique du pays et jouiront de l'ensemble des droits et des libertés garanties par la constitution.
Évidemment, le Parti Communiste s'appuie sur cette phrase pour dire : mais voyez comme nous sommes démocrates. Nous reconnaissons la pluralité des partis et tous auront le droit de s'exprimer pleinement, etc.
Il oublie simplement de dire une chose, c'est que cette liberté d'expression n'existera que dans un cadre déterminé et ne reconnaître le droit de participer pleinement à la vie politique qu'aux partis qui s'affirmeront pour le Socialisme, c'est en fait supprimer toute opposition, que ce soit dans un premier temps celle des partis bourgeois, ou que ce soit alors dans un deuxième temps celle des partis ou tendances Socialistes qui pourraient manifester un désaccord sur la politique suivie par les dirigeants et nous ne tarderions pas à voir ces dirigeants se retourner contre ces authentiques Socialistes qui ne seraient pas d'accord sur tel ou tel point, pour les dénoncer comme des saboteurs de la construction du Socialisme, et chercher à les éliminer le plus rapidement possible des postes de direction s'ils en avaient.
Or, il nous semble quant à nous que la garantie de la démocratie, c'est le droit légalement reconnu à l'opposition de s'exprimer, de s'organiser et de contester la politique des dirigeants en place. Sans contestation possible et sans opposition légale, il n'y a pas de démocratie possible. Or le Parti Communiste dans son manifeste ne reconnaît pas ce droit à l'opposition. Je sais bien que M. Georges Marchais interviewé à Europe n°1 a eu quelques réponses sur ce problèmes. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles étaient singulièrement embarrassées et que, il faut bien constater que L'Humanité ne les a pas reprises le lendemain dans son édition, ce qui semblerait bien indiquer que ce n'est pas là, ce qu'il a pu dire plus ou moins dans l'embarras à des auditeurs qui l'interrogeaient, la voix tout à fait officielle du Parti.
Le Parti Communiste, donc, s'il veut que nous établissions une collaboration réelle devra réviser ses positions dans ce domaine et faire des pas supplémentaires vers une réelle démocratisation car il faut bien qu'il soit entendu que nous ne sommes pas disposés à jouer à son égard le rôle d'otage ou à nous satisfaire d'un rôle politique diminué comme c'est le cas de certains partis en Allemagne de l'Est ou en Pologne dont l'existence officielle est admise, certes, mais qui laissent en fait au Parti Communiste le monopole réel du pouvoir.
Il ressort donc de cette analyse que je pense être objective et exprimée sans passion, que nous ne pouvons pas, aujourd'hui plus qu'hier, envisager avec le

Parti Communiste une action positive à long ou à moyen terme. La réponse est donc négative en ce qui concerne les deux premiers points que j'évoquais au début de cet exposé et il en sera ainsi, aussi longtemps qu'il n'aura pas renoncé à un alignement sinon exprimé du moins tacite sur Moscou et qu'il n'aura pas donné les garanties nécessaires quant à la pratique de la démocratie.
Il reste donc le troisième terme c'est-à-dire le court terme : Les alliances électorales possibles, les actions purement défensives.
Eh bien, il nous semble qu'aujourd'hui comme hier nous pouvons et devons mener des actions défensives communes contre le pouvoir gaulliste, mais là aussi, je crois qu'il convient de bien préciser les limites de cette action et de bien considérer en matière d'alliance électorale combien le caractère d'allié privilégié que nous pourrions accorder au Parti Communiste pourrait nous être préjudiciable. Je sais bien que cette notion "d'allié privilégié" n'est pas une notion Socialiste SFIO, je ne crois pas que dans nos rangs on ait jamais prononcé cette expression et c'est moins, en fait, au Congrès donc là que je m'adresse qu'à nos futurs partenaires qui, eux, l'ont mise en avant, car que se passe-t-il dans ce cas-là ?
Eh bien, je crois qu'il faut à ce propos bien considérer deux choses et tout d'abord éviter de tomber dans une espèce de facilité car si nous analysons les élections antérieures, il me semble qu'en dépit de l'avantage temporaire que nous avons pu trouver à cette alliance avec le Parti Communiste, le rapport des forces entre le Parti Communiste et nous joue et risque de jouer de plus en plus en notre défaveur. Je crois que nous ne devons pas nous laisser prendre, notamment à certaines attitudes souples qu'a pu avoir le Parti Communiste au moment des législatives de 1967 ou des cantonales de cette même année 1967. Je ne dis rien de l'année 1968 étant donné que les élections se sont déroulées avec un caractère tout à fait particulier et qu'il vaut mieux prendre comme point de référence des années disons plus normales. En effet, ce rapport de forces risque de jouer de plus en plus en notre défaveur et il ne faut pas se laisser prendre à certaines attitudes souples du PC, car si l'on analyse par exemple le rapport que faisait Plissonier sur les élections cantonales de 1967, il me semble que l'on trouve des choses extrêmement révélatrices et instructives. Plissonier distingue très soigneusement entre ce qu'il appelle, et je le cite, "le stade de la propagande pour l'unité", ce qui correspond à ce que j'appelais tout à l'heure une phase souple où l'on accorde assez généreusement des désistements en faveur de candidats démocrates Socialistes arrivés derrière le candidat du PC. Il distingue donc cette phase, "le stade de la propagande pour l'unité", de ce qu'il appelle "la phase de la réalisation de cette unité" et où le durcissement sur les positions du Parti Communiste s'impose car Plissonier ajoute à ce moment-là : "Plus l'unité avance, plus l'action indépendante du Parti doit s'affirmer. C'est essentiel pour renforcer ses positions et intervenir toujours plus efficacement en faveur de l'unité".
Nous voilà donc bien avertis.
Le stade de la propagande pour l'unité est dépassé, nous n'aurons plus aucune complaisance à attendre de la part du Parti Communiste, et il entendra jouer son

jeu à bloc, je m'empresse de dire que c'est absolument normal. C'est la règle du jeu, mais il faut que nous en soyons bien conscients pour établir très clairement les rapports de forces qui existent entre lui et nous.
Et puis, je crois aussi qu'il y a plus grave, c'est que dans tous les départements où nous sommes en position d'infériorité par rapport aux Communistes, et notamment dans la région parisienne, nous apparaissons comme condamnés au deuxième tour à nous désister automatiquement pour les candidats Communistes, sans qu'il y ait possibilité de réciprocité dans le cadre du département.
Nos électeurs progressivement nous abandonnent, le raisonnement est simple, et c'est un raisonnement que j'ai entendu bien des fois au cours de la dernière campagne électorale, sans avoir réussi, je l'avoue, à convaincre toujours mes interlocuteurs qu'il ne fallait pas raisonner ainsi.
Le raisonnement, dis-je, est simple, ils disent ceci : puisque de toute façon, il faudra voter Communiste au deuxième tour, eh bien autant voter Communiste dès le premier tour.
Et je crains que l'élection législative partielle d'Issy les Moulineaux, en dépit de toutes les déclarations qui tendent à minimiser le fait, soit la parfaite illustration de ce phénomène : nos électeurs plutôt que de voter démocrate Socialiste ont préféré porter leurs voix dès le premier tour sur le candidat du Parti Communiste. Bien sûr, on me dira : c'était très particulier, c'était une élection partielle, il s'agissait de battre immédiatement le pouvoir personnel et c'était une erreur que de présenter des candidats de l'opposition en grand nombre. Peut-être, mais enfin une chose est sûre, c'est qu'entre deux candidats de la Gauche, ou même trois, nos électeurs ont préféré choisir le candidat Communiste, et, croyez-moi, ce n'est pas là un fait isolé, on l'a déjà constaté lors des élections de 1968 et j'ai invoqué tout à l'heure certains témoignages.
Je crains bien que ce soit là une idée qui s'ancre de plus en plus chez les gens, notamment dans la région parisienne où l'on va alors vers une espèce de bipolarisation qui nous est terriblement préjudiciable.
Ainsi, d'élection en élection, nos voix et pourcentages s'amenuisent au point de tendre vers zéro, comme c'était le cas à Issy-les-Moulineaux.
Il y a là, semble t-il, un phénomène extrêmement dangereux et qu'il sera très difficile de combattre aussi longtemps que le Parti Communiste se donnera des allures démocratiques et un peu libérales, alors qu'en réalité il entend agir en force dominante dont l'ambition est d'absorber la force démocrate Socialiste qui, pour un temps, peut lui servir de force d'appoint.
En définitive, et à l'issue de cette analysé, pour conclure, il nous semble, et c'est le sens que nous avons donné à la motion de la fédération de l'Essonne, que vous avez pu trouver dans le Bulletin intérieur, qu'une attitude objective d'alignement du PC, sur l'URSS et l'incapacité dans laquelle il se trouve d'apporter les garanties d'indépendance et le respect de la démocratie que les démocrates Socialistes jugent indispensable, ne permettent pas d'envisager avec lui des actions positives à moyen au à long terme, et que, compte tenu des réserves que nous venons d'émettre, nous devons nous border a des actions avec le Parti

Communiste qui ne seront que des actions défensives et à court terme, sans qu'aucun lien, autre que défensif, ne puisse nous unir à lui.
Évidemment, nous savons les limites d'une action purement défensive. Mais enfin, il faut se rendre à l'évidence, les conditions ne sont pas réalisées pour qu'il y en ait d'autres.
C'est en affirmant notre capacité à une réelle rénovation, notre capacité à regrouper l'ensemble de la gauche non Communiste en un parti démocratique et puissant, que nous parviendrons à ouvrir des voies nouvelles, mais les pas qui restent à faire sont à faire par le Parti Communiste et non pas par les démocrates Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert Pontillon.

Robert Pontillon

Camarades, il est toujours présomptueux et même quelquefois risqué d'aborder la tribune d'un Congrès avec pour seule pâture ou presque, des sujets de politique étrangère et pour autant, je voudrais dire, à cet égard, que nous devrions, dans le Parti nouveau, par référence à ce problème spécifique de la vie internationale, nous sentir comme chargés d'une responsabilité particulière, cairote tenu de nos liens anciens et exclusifs avec l'internationale.
Il y a là une tradition privilégiée de la SFIO dont je veux espérer qu'elle ne sera ni contesté, ni remise en cause.
Ma deuxième remarque sera pour me féliciter de l'occasion offerte d'un large débat de politique étrangère, domaine dont l'intérêt comme l'importance sont inégalement appréciées et dont la discussion est trop souvent sacrifiée aux préoccupations immédiates, il faut, en général, la dramatisation de l'événement, comme ce fut le cas récemment avec l'affaire tchécoslovaque, pour que l'opinion s'éveille, la nôtre du reste comme l'opinion publique, aux événements internationaux, mais le fait que 64 gouvernements, sur les quelque 110 que compte le monde, soient actuellement dominés par des militaires, nous laisse généralement indifférents. Le fait que la décolonisation ait débouché sur l'aventure personnelle de quelques sous-officiers, semble constituer un événement banal en soi. Le fait que la flotte russe pénètre la mer nourricière du monde occidental donnant ainsi effet et réalité au testament politique de Pierre Le Grand, ne préoccupe apparemment personne. Pour autant, me semble-t-il, tous ces phénomènes ont un lien commun, qu'il s'agisse de la poussée générale du Poujadisme ou de la subversion militariste par le monde, tous ces faits trahissent l'état général de crise des sociétés contemporaines, sociétés capitalistes ou précapitalistes, crise aussi de la démocratie politique dans le monde épuisée par les jeux sclérosant d'une action conçue uniquement en termes parlementaires, crise plus profonde de la conscience civique, crise également des structures internationales, et crise enfin du centralisme totalitaire dans les états qui se revendiquent de l'étiquette Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

Comment dès lors s'étonner de cette révolte universitaire de la jeunesse qui est d'abord un refus devant ce spectacle de désordre et d'impuissance que lui offre le monde contemporain. Comment aussi ne pas ressentir comme une ardente obligation de notre action politique, la nécessité de rendre à la revendication Socialiste un élan nouveau et un contenu plus séduisant dans ce domaine aussi de la politique internationale, et ne croyez pas, camarades, contrairement à ce qu'affirment certains, que ce problème soit particulier au parti français. Je sais, pour ma part, beaucoup d'autres partis de l'internationale où ces interrogations sont également soulevées.

Ce qu'on appelle le déclin de l'influence Socialiste et qui me paraît être davantage l'inadéquation de notre langage politique aux problèmes de notre époque, est un souci fort partagé dans les partis de l'internationale, sinon comment expliquer que nous ayons successivement été écartés du pouvoir au cours de la dernière décennie, aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Autriche, et il y a à peine huit jours on aurait pu ajouter l'Italie à la liste.

Des lors, comment expliquer les reculs électoraux réguliers et souvent plus importants en valeur absolue que les nôtres, des autres partis Socialistes européens ?

Je sais bien que les arbres nous cachant la forêt, l'argument spécieux se dissimule derrière le récent succès électoral de nos camarades suédois.

Camarades, qu'on nous entende bien. Nous avons salué avec ferveur, et nous nous félicitons du maintien au pouvoir de la Sociale Démocratie suédoise, mais apprécier ce succès en valeur absolue est illusoire, car nous devons aussi savoir qu'il ne fut acquis, pour partie du moins, qu'en raison directe de la crise internationale créée par l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie. Gardons-nous donc, camarades, de ce masochisme facile et par trop complaisant qui ne retient des choses que l'aspect extérieur et formel, et refuse l'explication en profondeur. Une exploration approfondie exigerait d'abord que fussent comparées des choses comparables et que fussent retenus, par exemple, les traditions historiques différentes, les modes de constitution originale de nos Partis Socialistes en Europe du moins, dont les uns furent des créations de l'organisation syndicale, et les autres se développèrent concurremment à l'organisation syndicale, qu'il soit aussi tenu compte, pour le cas des pays latins en particulier, de la concurrence permanente entretenue au sein du mouvement ouvrier par l'existence d'un puissant Parti Communiste.

J'étais récemment à Blackpool, au Congrès du Labour Party, et je peux attester que le problème fondamental posé aux 1 500 délégués présents, n'était pas celui des effectifs du Parti, voire même le déclin de son influence électorale, mais celui, plus difficile, de la finalité et du contenu Socialiste de l'action gouvernementale travailliste.

Si ce que certains appellent le déclin du Socialisme européen porte réflexion, n'est-elle pas précisément, cette réflexion, dans la difficulté de l'exercice du pouvoir, dans le cadre d'une structure qu'on n'est pas ou qu'on n'est plus décidé à transformer ?

Fondation Jean Jaurès

Le problème aujourd'hui, pour les partis de l'internationale et pour nous-mêmes, est de savoir si la finalité Socialiste s'inscrit dans un aménagement du capitalisme au sens de la démocratie scandinave, modernisés par la planification de l'économie et de la généralisation de l'enseignement supérieur, ou si elle tend, au contraire, à l'élaboration d'un modèle d'état Socialiste adapté à là société capitaliste industrielle.
L'expérience du gouvernement travailliste, parce qu'elle reste dans la première option, vaut d'être méditée, tout autant que la baisse générale d'influence du Socialisme en Europe, quand elle s'apprécie seulement en tenues de rapport de forces parlementaires. Appliquée, camarades, à la réalité française, en l'état actuel de nos structures, et devant la crise de l'esprit civique que nous connaissons, je ne crois pas que la référence au simple contrat de progrès cuisse désormais constituer une alternative suffisamment attractive, pour faire basculer le gaullisme ou le néo-gaullisme.
Je ne crois pas, en effet, que notre ambition doive, dans l'avenir, se limiter à la rencontre au pouvoir du capital modernisateur et du courant réformiste, sur un terrain qui viserait seulement à limiter l'affrontement social, à réduire les déséquilibres nationaux, et à promouvoir quelques vagues réformes de progrès économique, tout en garantissant un certain niveau de vie démocratique.
Je ne l'accepte pas, pour ma part, pour l'idée que je me fais encore du Socialisme. Je ne le crois pas davantage souhaitable pour le crédit du Socialisme dans la jeunesse.
Insatisfaites et déçues, les masses nouvelles de jeunes travailleurs manuels et intellectuels, se détourneront alors de nous, pour trouver refuge soit vers le Parti Communiste, soit vers des formations qui apparaîtraient dans ces conditions du fait de nos propres défaillances, comme l'unique porteur de l'avenir Socialiste dans ce pays.
Si la formation Socialiste que nous voulons construire devait rester ce conglomérat d'opinions diverses, cimentées par un vague optimisme libéral et social que fut la FGDS et refuser de se reconnaître dans des options résolument transformatrices, j'ai peur, alors, camarades, que le nouveau Parti connaisse les illusions et les déboires du centrisme italien.
Dès lors, ma première conclusion, par référence à la situation actuelle du Socialisme en Europe, sera de dire que c'est dans une option résolument Socialiste que la création du nouveau Parti prend tout son sens et tout son relief.
Après ces considérations générales, je voudrais livrer quelques réflexions sur l'affaire tchécoslovaque.
Depuis notre dernier Conseil national, la situation ne s'est guère améliorée dans ce pays. Les prétendus accords imposés à l'équipe dirigeante de Prague, ont confirmé pratiquement toutes nos appréhensions. Il est clair désormais que les Russes voulaient obtenir des Tchèques la légalisation du statut d'occupation. C'est maintenant chose faite pour 60 000 hommes de l'armée rouge.
Ce qu'on sait moins généralement, c'est que cette occupation militaire se développe selon un axe nord-sud, partageant très exactement les pays tchèques du pays slovaque, ce qui conduit, de mon point de vue, à deux remarques.

La première, pour constater que les Russes eux-mêmes ne croient pas sérieusement à la réalité d'une menace allemande sur la Tchécoslovaquie, laquelle servait pourtant de prétexte formel à l'agression du 21 août, puisqu'aussi bien ils abandonnent la sécurité des frontières occidentales du pays à l'armée tchèque qu'ils ne tiennent pas en particulière confiance.
La seconde remarque se formule un peu comme une question, laquelle est de savoir si ce rideau protecteur, qui coupe désormais la Tchécoslovaquie par le travers, ne trahit pas la volonté des Soviétiques d'intégrer la Slovaquie dans les limites stratégiques d'abord, puis politiques ensuite de l'Union Soviétique. Dès lors, il n'est pas interdit de penser que les Russes ont le secret dessein de provoquer la rupture de l'unité tchécoslovaque, et de faire à terme de la Slovaquie la 17ème République fédérée de l'URSS.
Je crois, pour ma part, que les Russes poursuivaient déjà cette ambition en août dernier, et qu'elle a échoué sur le patriotisme solidaire des peuples tchèques et slovaque.
Je crois enfin que les Russes nourrissent davantage encore la volonté d'éliminer toute chance de résurgence du printemps de Prague, et ceci passe inévitablement à terme par l'élimination de la direction actuelle et son remplacement par quelque Kisling. Celui-ci, du reste, existe potentiellement et vient même d'être à nouveau imposé par les Soviétiques à la direction du Parti.
Camarades, l'affaire tchécoslovaque s'inscrit donc tout naturellement dans notre réflexion collective.
Je voudrais ajouter à cet égard que, quelque dégoût que nous inspire le comportement soviétique, notre analyse doit se garder de deux tentations : celle de l'antisoviétisme vulgaire et réactionnaire, comme celle tout autant de la complaisance du type disons réaliste.
Dès lors, notre réflexion me paraît devoir porter sur trois plans.
Elle doit d'abord apprécier les conséquences internationales de l'événement, au niveau stratégique et politique.
Ses conséquences sont diverses ; j'en évoquerai quelques-unes.
D'abord, après le succès militaire écrasant de l'opération tchécoslovaque, le prestige des partisans de la force au Kremlin sort accru de l'événement. Rien ne nous permet plus de douter désormais que l'URSS ne profite d'une autre occasion pour reprendre l'initiative militaire sur certains secteurs sensibles, disons, du dispositif atlantique, comme par exemple Berlin, la Grèce du nord, la Turquie orientale, et bien sûr, d'abord, sans doute, la Roumanie.
Ensuite, le dispositif défensif occidental doit être remanié à la lueur des leçons militaires de l'invasion, compte tenu, notamment, de l'extrême mobilité des forces orientales que ces événements ont révélées et de la stratégie vers l'avant qu'elle parait impliquer.
Il est incontestable, en effet, que le centre de gravité des forces soviétiques en Europe s'est sensiblement rapproché de nos frontières propres. L'enlisement des Américains au Viêt-Nam a, certes, constitué un encouragement à l'agressivité soviétique et, dans le même temps, il met directement en cause la réalité des engagements américains en Europe. Pour sa défense, l'Europe ne peut plus

désormais compter que sur ses faibles forces, en l'état de délabrement où les a placées la défection française.
Troisième remarque. L'Intervention soviétique a encore eu pour effet de stopper pour un temps tout nouveau progrès dans la coexistence pacifique, qu'il s'agisse des mesures de limitation des armements, comme l'interdiction partielle des essais, ou du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, ou encore du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
Ceci posé, camarades, les réalités demeurent, et la réalité principale me semble-t-il, c'est que toute relance de la coexistence pacifique et tout progrès d'avenir dans les relations internationales passent nécessairement par un dialogue avec l'Union soviétique. Et ce n'est pas altérer la vigueur de notre condamnation que de refuser comme une erreur le blocage de tout échange avec l'Union Soviétique parce qu'il y a eu le 21 août. Une telle attitude me paraît condamnable pour plusieurs raisons.
La première, c'est que tout montre à l'évidence que les échanges entre l'Est et l'Ouest ont largement contribué à la libéralisation qui s'est produite en URSS et chez ses satellites.
La seconde, c'est que les changements profonds se propagent toujours à partir d'un centre, alors qu'ils se colmatent facilement comme le révèle la crise tchécoslovaque, quand ils naissent à la périphérie des empires. Ceci est tellement vrai que quand les Russes exigent de Prague la condamnation d'Ota Sik, La Pravda continue, elle, d'exalter les théories de Libermann, sur la concurrence et la productivité dans les entreprises.
La troisième raison, enfin, c'est que le meilleur cadeau à faire aux staliniens du Kremlin, serait de rétablir une sorte de péril extérieur qui renforcerait leur pouvoir et ruinerait, pour une génération, les chances de libéralisation du Communisme en Europe.
Pour tous ces motifs, camarades, je crois que des mesures de rétorsion seraient tout à la fois inopérantes et dangereuses. En particulier, rien ne devrait entraver le développement des échanges économiques avec l'Union soviétique. Pour sa part, l'occident n'a rien à y perdre. Il a, par centre, tout à y gagner, de l'élévation progressif du niveau de vie en Union soviétique, mais cette approche réaliste, il nous faut aussi l'appliquer à l'attitude Socialiste, tant à l'égard de l'URSS qu'à l'égard du Parti Communiste Français. Nous ne distinguons pas, pour notre part, entre les impérialismes, et celui du Kremlin est plus odieux encore à nos yeux puisqu'il se pare abusivement du pavillon Socialiste. Ce n'est pas l'ordre capitaliste qui était menacé le 21 août, à Prague. Ce qui l'a été, par contre, c'est une tentative originale pour concilier le Socialisme et la liberté, tentative qui portait en elle une grande vigueur contagieuse.
Ce qui a finalement reculé à Prague, c'est donc le Socialisme, et le Socialisme, Camarades, c'est notre affaire.
Je ne partage pas sur ce plan, du reste, l'analyse de nos camarades de Poissy, qui, pour séduisante et optimiste qu'elle se veuille, me paraît malheureusement fondée sur une illusion qui transparaît au paragraphe 5 de la motion.

L'émancipation culturelle des peuples soviétiques, que personne ne contestera, s'efface et se dilue dans un nationalisme chatouilleux et agressif, dès lors que les intérêts nationaux de la Russie blanche apparaissent menacés. Et où sont les réactions solidaires de ce peuple éduqué devant la condamnation de Pavel Litvinov et de Larissa Daniel, qu'évoquait le camarade qui m'a précédé à cette tribune ?

D'autre part, cette explication ignore la part prépondérante des militaires dans la décision du Comité central. Pour autant, elle me paraît négliger le poids spécifique de l'armée rouge dans le Parti Communiste de l'URSS lequel représente aujourd'hui, à lui seul, près de 40% des effectifs globaux du Parti.

Cette thèse me paraît enfin contestable et dangereuse parce qu'elle est fondée sur un postulat implicite, selon lequel l'Union soviétique serait un état authentiquement Socialiste échappant, par hypothèse, sinon par définition, aux contradictions internes des systèmes de gouvernement, et ceci, camarades, depuis Rosa Luxembourg, a cessé, je crois, d'être une thèse Socialiste.

Je crois, pour ma part, que le thermidor stalinien avait déjà sonné le glas de la révolution et que le néo-stalinisme bureaucratique d'aujourd'hui vient d'enterrer à Prague les espérances de renouveau nées avec Khrouchtchev. Mais il a aussi, dans le même temps, enterré des ambitions de Moscou à jouer les guides éclairées et uniques. Le schisme chinois d'abord, la crise tchèque ensuite, ont été les actes de naissance du polycentrisme, dans le mouvement Communiste international, et cette situation nouvelle porte en elle l'espérance d'un dialogue enfin possible avec les Partis Communistes nationaux en voie d'émancipation de la tutelle soviétique. Il y en a de possible si les Partis Communistes nationaux, prolongent leur contestation épisodique par une remise en cause réelle du centre de décision unique tout autant que de la philosophie qui l'inspire.

Je n'ai pas, camarades, à cet égard, l'optimisme de certains, sur la réalité d'un changement profond dans le comportement du Parti Communiste Français. On ne peut tout à la fois, en effet, protester contre l'invasion militaire et se féliciter de l'accord politique qu'elle a imposé. On ne peut dire sa réprobation d'une décision dont on a été informé après le Général de Gaulle et le Président Johnson., tout en continuant de se revendiquer des principes du centralisme démocratique, un ne peut, enfin, mettre en cause la politique soviétique, tout en maintenant une confusion volontaire entre le Socialisme et la forme particulière qu'il a prise en Union soviétique. Méfions-nous dès lors des autojustifications faciles - S'il est vrai que rien ne contredit, de mon point de vie, la justesse des orientations définies par le Parti depuis six ans, rien non plus n'indique que le combat est gagné.

Le Parti Communiste Français n'a pas rompu avec le stalinisme ; tout au plus cherche-t-il à le dissimuler comme on cache des maladies honteuses. Pour ma part, je vois davantage dans le comportement de la Direction du PC, face au drame tchèque, une réaction d'état-major asservi à la loi des appareils que le signe d'une évolution profonde amorçant une rupture réelle avec le dogmatisme traditionnel.

(Applaudissements)

C'est davantage le souci des équilibres internes qui gouverne l'état-major de la rue de Châteaudun que le sentiment des évolutions nécessaires. Camarades, le conservatisme n'est pas seulement un phénomène de droite. Je regrette dès lors, pour ma part, quitte à paraître présomptueux, que le Comité directeur ne m'ait pas suivi, quand j'ai suggéré une reprise publique du dialogue avec le Parti Communiste, sur les problèmes réels que soulevait, du point de vue Socialiste, l'affaire tchécoslovaque. On m'a objecté alors des raisons d'opportunité, l'incompréhension probable du public, en un mot, des objections tactiques, mais ne croyez-vous pas, camarades, au contraire, que notre abstention sur ce plan je ne dis pas face à l'événement, car notre réaction face à l'événement a été excellente, a finalement permis au Parti Communiste de reconstituer progressivement et d'abord vis-à-vis de ses militants et des masses qui le suivent, une virginité fortement entamée par l'événement ? Et le débat que nous avons manqué ne devait pas porter, à mon avis, sur le programme commun, sur les perspectives électorales, sur le document transitoire, et autres "amuse-gueules", mais au contraire, sur la finalité même de l'action socialiste dans ce pays.

(Applaudissements)

L'heure était propice et l'occasion magnifiquement offerte de poser au Parti Communiste les préalables vrais de l'action commune, c'est-à-dire ceux, d'abord, de la définition du contenu réel de la démocratie, ceux, ensuite, des modes de vie et des structures d'organisation du mouvement ouvrier, ceux enfin des voies spécifiques de passade au Socialisme, dans une société avancée.

J'ai trouvé à cet égard une résonance complice dans la motion de la fédération de l'Essonne. Comme elle, je crois que le Parti nouveau doit se définir de façon autonome, c'est à-dire se tenir sur la réserve à l'égard du Parti Communiste, aussi longtemps que les équivoques et les ambiguïtés actuelles n'auront pas été levées.

On ne saurait sur ce plan sacrifier les impératifs stratégiques aux exigences tactiques du moment, sauf à compromettre notre visage et notre expérience.

Ceci dit, je crois que la formule employée dans le texte de l'Essonne "d'allié privilégié" introduit à son tour une autre ambiguïté. Tout dépend en effet du terrain, de l'objectif, et du rapport de force.

Pour la construction Socialiste, le Parti Communiste, ou plus exactement ses militants et ses masses, sont naturellement nos alliés privilégiés. Mais pour des objectifs limités et circonstanciels, il dépend d'eux, et d'eux seuls, qu'ils le soient ou non.

Il dépend aussi de nous et de notre effort pour arriver à une clarification réelle, que la situation s'éclaircisse enfin.

Dès lors, camarades, je ne me sens pas gêné de déborder le cadre tchécoslovaque, et d'ajouter quelques autres questions à ces interrogations fondamentales qu'il soulève en lui-même, quelques questions plus précises, du genre de celles-ci :

- Que pensent la direction et le Parti Communiste français de la campagne éhontée d'antisémitisme qui se développe actuellement en URSS ?

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

- Que pense le Parti Communiste français et sa direction de la persécution nationale engagée en Pologne depuis la guerre d'Israël de l'an passé contre les Juifs polonais, ou ceux-là mêmes qui sont simplement soupçonnés d'ascendance juive ?
C'est sans doute, camarades, parce que j'ai la mémoire obstinée, mais j'ai posé ces questions au nom du Parti à Khrouchtchev à Moscou en 1963. La réponse n'est jamais venue. Plus exactement elle st venue en décembre qui a suivi par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique qui nous a envoyé trois kilos de documents officiels.
Nous savons, bien sûr, que la tradition antisémite est fortement ancrée dans l'âme russe, et que le régime soviétique d'après Lénine n'a rien fait, au contraire, pour la réduire. Mais nous, qui refusons le modèle soviétique, pour la société Socialiste française, sommes au moins en droit de demander à ceux qui se revendiquent d'être nos associés naturels dans cette entreprise, s'ils sont là aussi, s'ils sont là encore solidaires des bureaucrates du Kremlin.
Et c'est ainsi, camarades, me parait-il, que la réflexion de politique internationale peut rencontrer l'analyse des problèmes intérieurs. Il m'apparait finalement que le problème le plus urgent qui se pose à nous aujourd'hui, ce n'est pas celui d'une tactique adaptée aux circonstances, et impliquant la recherche d'alliances privilégiées, mais qu'il est au contraire de définir une stratégie globale qui rende un sens et un pouvoir attractif réel à la vieille revendication Socialiste.
A cet égard, les leçons de Prague comme celles tirées de la vie ou de l'expérience des partis Socialistes d'Europe occidentale, débordent largement le cadre étroit et limité d'un débat de politique étrangère.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Blanca.

Blanca

Camarades, le Comité directeur dans sa réunion précédant notre dernier Conseil national de Clichy, a décidé de mettre à l'ordre du jour de ce Congrès le point suivant :
Répercussions de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie sur nos relations avec le Parti Communiste français.
Ce n'est pas sans une certaine inquiétude, je l'avoue, qu'avec mes Camarades du Comité directeur, j'ai accepté la mise à l'ordre du jour de ce sujet.
En effet, je considère que la seule véritable question qui se pose aujourd'hui est la suivante : allons nous créer le nouveau Parti, nouveau et Socialiste, que nous sommes nombreux à vouloir ? Et n'est-ce pas le Congrès constitutif du nouveau Parti qui devrait alors décider des orientations politiques, des contacts à nouer ou à dénouer des dialogues à rétablir ou à rompre ?
Il est vrai aussi que de nombreux camarades qui ont des positions communes sur le point 3 de notre ordre du jour divergent sur la manière de traiter le point 2 qui nous occupe présentement, concernant nos relations avec le PC à la suite de l'agression soviétique contre les territoires et les peuples tchécoslovaques.

Fondation Jean-Jaurès

Mais, réflexion faite, ce ne sera pas la première fois d'abord que des camarades auront eu des points de vue différents sur les différents sujets sur lesquels nous devons nous prononcer dans un Congrès, c'est le fait d'un parti démocratique et il n'est pas mauvais, par ailleurs, toute réflexion faite encore une fois, de faire le point entre nous, en tant que Parti souverain, sur un problème fondamental engageant notre avenir à la veille d'une nouvelle étape du mouvement Socialiste en France.

Dans un premier temps, il est utile, croyons-nous même si cela paraît un peu fastidieux, de faire un bref historique de nos relations avec nos camarades du Parti Communiste français depuis 1962. Lors des élections législatives de 1962 pour lesquelles nous avions adopté la tactique qui s'avéra désastreuse du cartel des non et qui, j'espère, nous fera renoncer de manière définitive à toute alliance organisée avec la droite réactionnaire, nous avions fait au deuxième tour l'expérience des désistements dits défensifs avec le Parti Communiste français. Le résultat, objectivement, comme on pourrait dire, fut payant de part et d'autre. Nous avions gagné alors 25 députés tandis que le PC en gagnait 30 et pouvait, pour la première fois depuis l'ère gaulliste, constituer un groupe à l'Assemblée Nationale. Cette nouvelle tactique était définie d'une manière plus précise l'année suivante au 54e Congrès ordinaire, en juin 1963. Ce Congrès qui devait en outre décider de l'ouverture du dialogue public avec le Parti Communiste français adoptait la position suivante : "Le Parti Socialiste constate que les conditions nécessaires à un accord politique avec le PC, nos actions communes en découlant, ne sont pas remplies, mais le fait que nous rejetions la conception bolchevique et que nous appréciions en théorie et en pratique le danger Communiste ne nous fait pas négliger le danger que la réaction fait peser sur les institutions démocratiques. Nous refusant à lui permettre un triomphe facile, nous n'excluons pas, par conséquent, une tactique défensive avec le Parti Communiste contre un péril déclaré."

Ce même Congrès jetait les bases d'un rassemblement de la gauche non Communiste autour d'un programme commun et dans cette perspective déclarait dans sa Résolution finale :

" C'est pourquoi la gauche démocratique ayant établi son programme et formé sa coalition, le Parti Communiste se trouva placé devant le choix entre deux attitudes : Ou bien, renouveler les erreurs du passé en se maintenant dans une position qui, en fait, l'amènera à de nouvelles coalitions négatives avec la droite, ou bien, soutenir une formation démocratique de gauche en tenant compte des progrès que celle-ci permettra de réaliser au profit des travailleurs et de la liberté."

En fait, il s'agissait de demander le soutien du Parti Communiste à un gouvernement de gauche non Communiste.

A cette époque, la série d'articles dont le Comité directeur avait confié la rédaction à notre camarade Roger Quilliot, articles qui ont été réunis dans deux brochures intitulées : "Les Communistes et nous", connaissaient un certain succès à gauche et constituaient un effort méritoire de clarification.

Enfin, on semblait sortir des éternelles contingences électorales qui avaient fini depuis la fin de la dernière guerre par nous défigurer aux yeux de l'opinion. L'originalité des démocrates Socialistes s'affirmait aux yeux de tous ceux qui, rares il est vrai, avaient pris la peine de prendre connaissance de nos positions. Hélas ! L'absence de réponse véritable du Parti Communiste qui, il faut le dire, boudait le dialogue public et se contentait de rappeler des positions alors fondamentales et trop connues, nous conduisait, semble-t-il, à une impasse. C'était le gel.

Le véritable dégel, lui, eut lieu à l'occasion des élections présidentielles de 1965 et autour de la candidature unique de la gauche que l'un et l'autre Partis soutenaient. Les militants des deux Partis ouvriers travaillaient ensemble, au coude à coude, tandis que certaines méfiances réciproques s'estompaient dans l'enthousiasme, il est vrai, de l'action commune.

Cela conduisait à la déclaration commune du 20 décembre 1966, qu'une partie de l'opinion publique confondait bien légèrement avec un programme commun de gouvernement.

C'est dans cette ambiance qui faisait de la gauche non Communiste aux yeux de l'électorat l'axe essentiel de l'union de la gauche et d'un futur gouvernement de gauche, c'est dans cette ambiance que se faisaient les élections de 1967 qui constituèrent un succès relatif pour la gauche. Il est très important de souligner que ce succès était obtenu à un moment où nous apparaissions comme pouvant faire figure du plus puissant courant de la gauche en France.

Mais aussitôt, alors que le dialogue politique pour un programme commun entre la FGDS et le Parti Communiste, d'une part, et d'autre part, le dialogue idéologique entre le Parti SFIO et le Parti Communiste commençaient à prendre tournure, il s'avérait que des divergences qui semblaient avoir été oubliées pendant les élections de 1967 apparaissaient à l'évidence de tous et nous avons eu par la suite le courage de les mettre noir sur blanc et de les rendre publiques.

Mais quand on s'étonne aujourd'hui de la crise provoquée par l'agression de l'Union soviétique et des pays du Pacte de Varsovie contre le peuple tchécoslovaque, il ne faut pas oublier que nous avons eu les prémisses de ces difficultés en juin 1967 lors de la guerre des Six Jours entre Israël et les pays arabes, et les positions alors prises par le Parti Communiste étaient beaucoup moins ambiguës que celles qu'il a crises au lendemain de l'agression contre la Tchécoslovaquie.

A cette époque, pourtant, le dialogue n'a pas été rompu et, au contraire, après quelques hésitations, il a repris avec plus de vigueur. Alors, on comprend mal que ce soit seulement après l'agression contre le Tchécoslovaquie que l'on commence de remettre en cause le principe même du dialogue avec le Parti Communiste sur le plan idéologique et sur le plan politique. Si cela devait être fait, cela aurait dû être fait avant, ou alors, nous étions bien naïfs. Bien sûr, je sais que pour beaucoup d'entre nous, la déception/des élections de 1968, inattendu il est vrai, a provoqué bien des revirements. Cela est très regrettable. Pour mas, part, je persiste à penser que ce qui est fondamental c'est de maintenir le dialogue avec le Parti Communiste français sur le plan idéologique et de

rendre publics les résultats de ces conversations. C'est fondamental parce qu'il est fondamental de séparer les positions électorales et tactiques des problèmes fondamentaux et qu'il est fondamental pour nous d'affirmer que voulant pour demain une victoire Socialiste, cette victoire Socialiste ne pourra jamais exister sans le concours de tous ceux qui font aujourd'hui confiance au Parti Communiste français.
Ensuite, le deuxième point sur lequel je voudrais insister, c'est qu'il est absolument scandaleux que des camarades fassent la même critique et fassent la même analyse du Parti Communiste que l'analyse et la critique qu'en fait la droite. Il est trop de camarades qui, entraînés par un anticommunisme viscéral, en sont aujourd'hui à faire la même critique du Parti Communiste que M. Lecanuet ou que M. Edgar Faure. Cela est absolument inadmissible et ce sont des camarades qui ne devraient pas avoir place dans nos rangs.
(Quelques applaudissements)
Alors, quelle est la véritable position que nous devons adopter à mon sens ?
Eh bien, d'abord, et là je rejoins les camarades qui m'ont précédé, je crois que ce qu'il faut affirmer c'est notre propre personnalité démocrate Socialiste, c'est de populariser nos thèses, c'est d'avoir suffisamment de militantisme, d'avoir suffisamment de courage pour populariser des thèses qui, en fin de compte, peuvent être adoptées par une majorité des Français ; et d'autre part, il faut redonner à notre esprit militant la confiance qui lui manque et qui évidemment lui manquant, il peut difficilement faire partager aux autres. Vous savez, depuis trop longtemps à force de vouloir faire du réformisme sans se préoccuper de la fin, nous avons pour beaucoup paru faire du réformisme une fin et non un moyen. Redonner au processus réformiste son véritable visage c'est-à-dire un moyen pour aboutir à la construction de la société Socialiste, tel doit être en tout état de cause notre désir et le sens de notre combat.
Je crois qu'ainsi ensemble, dans le futur Parti et forts de nos convictions, forts de nos militants, forts aussi de notre esprit de décision nous pouvons demain, avec l'ensemble des travailleurs, construire en France une société nouvelle sur les cendres d'une société dont la jeunesse ne veut plus.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gourtovoy, Marne. Ensuite, elle sera à Gérard Jaquet.

Gourtovoy

Camarades, certains d'entre nous ont douté de l'opportunité de mettre à l'ordre du jour de ce Congrès national nos réactions après l'affaire de Tchécoslovaquie et nos rapports avec le Parti Communiste français.
Personnellement, je pense qu'il était nécessaire de poser ce problème car nous ne pouvons pas ne pas avoir un examen périodique de nos relations avec ceux dont nous avons fait nos alliés privilégiés. D'ailleurs, cet examen périodique empêchera qu'il y ait des équivoques possibles, empêchera qu'il y ait des interprétations différentes de notre position réelle.

Je souhaiterais d'abord que l'on dissocie les deux questions, d'une part, notre réaction à l'Affaire de Tchécoslovaquie, d'autre part, notre attitude à l'égard du Parti Communiste français.
En ce qui concerne le premier point, l'affaire de Tchécoslovaquie, c'est clair, c'est net, notre condamnation est formelle : Nous condamnons formellement l'agression de type impérialiste qui s'est produite en Tchécoslovaquie.
Qu'a fait le Parti Communiste français à la suite de cet événement ? Il a réprouvé. Nous voulions qu'il condamnât ! Peut-on s'étonner de sa réaction ? Pouvait-on s'attendre à autre chose de sa part ? Quels sont ceux parmi nous qui en toute conscience pensaient, au lendemain de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, que le Parti Communiste français aurait condamné formellement celle-ci et éventuellement, tirant la leçon, les conséquences logiques de cette condamnation, aurait rompu les ponts avec Moscou ? Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de nombreux Camarades répondant positivement à cette question. Nous savions qu'il ne pouvait pas condamner. On peut même dire que certains d'entre nous se sont félicités qu'il ait réprouvé.
Si nous analysons nos rapports dans un passé récent avec le Parti Communiste, passé récent : l'alliance privilégiée de mars 1967, pouvait-on espérer en mars 1967 que le Parti Communiste dans les mois qui allaient suivre adoptât une autre position que celle qu'il a adopté et un autre visage que celui que nous lui avons connu à cette date ? Et pourtant, en mars 1967 nous en avons fait notre allié privilégié.
Je dois dire qu'un certain nombre d'entre nous ne s'y trompaient pas. Dès septembre 1967, je me souviens d'une conférence de Guy Mollet, conférence-débat à Epernay où notre principal contradicteur fut le secrétaire de la section Communiste d'Épernay alors même qu'à Épernay un député Communiste avait été élu grâce à cette alliance privilégiée, grâce à nos voix. Nous n'avons pas été surpris de son interruption et nous avons affirmé encore à cette réunion : "Camarades Communistes, nous sommes vos alliés. Sachez que nous ne serons jamais vos instruments" et nous avons poursuivi le débat.
Aujourd'hui, on sent parmi nos camarades un retrait, un retrait à l'égard du Parti Communiste et le souhait que le dialogue ne soit pas repris. Pour marquer le coup, dit-on, marquer le coup après la Tchécoslovaquie. En fait, soyons très francs, les uns vis-à-vis des autres, est-ce que ce n'est pas plutôt après les résultats des élections de juin 1968 que nous avons souhaité qu'ait lieu ce retrait et non pas après les événements tchécoslovaques d'août 1968 ? Je crois que là il ne faut pas de faux-semblant, il faut être très franc et regarder les choses en face.
Mais si l'on regarde ces choses en face, on s'aperçoit très rapidement que notre finalité, que nous avons affirmée encore lors de notre dernier Conseil national, notre finalité c'est la société Socialiste qui fait d'abord sa place à l'homme, qui exerce pleinement la démocratie et qui obtient dans son exercice l'appropriation collective des moyens de production et d'échange. Pour cela, croyez bien, camarades, qu'il n'y a pas plusieurs moyens, il n'y en a qu'un ; L'unité de toutes les forces de gauche. Or cette unité passe par le Parti Communiste et si certains d'entre nous disent "l'unité de toutes les forces de gauche, l'unité avec des

résultats positifs entre le Parti Communiste et nous ne pourra se faire que lorsque le rapport de forces sera changé, lorsque les Socialistes seront plus forts et plus nombreux que les Communistes", alors je vous pose la question : "Pensez-vous que pour obtenir que les Socialistes soient plus nombreux que les Communistes, pensez-vous qu'il faille rompre le dialogue public avec le Parti Communiste, qu'il faille rejeter celui-ci dans un ghetto, qu'il faille dire au corps électoral, dire aux Français : Nous sommes anti-Communistes, venez à nous, venez à nous Socialistes et ainsi arriver à dépasser le Parti Communiste" ? Je ne le pense pas.

Ce que nous voulons, c'est que les électeurs dont nous disons depuis plusieurs années qu'ils se fourvoient en votant Communiste, les électeurs qui sont dans le fond des Socialistes, il faut qu'ils viennent à nous. Pour cela, c'est en leur montrant publiquement que ce n'est pas en votant Communiste qu'ils le feront, car entre les Communistes et nous, il y a des différences fondamentales qui ont été signalées par des camarades et des réponses que les Communistes ne veulent pas nous apporter. Nous n'obtiendrons cela qu'en poussant le Parti Communiste français dans ses retranchements, en lui posant de façon incessante les questions auxquelles il ne peut ou ne veut pas répondre.

Je suis personnellement convaincu, camarades, que nous n'avons rien à perdre dans la poursuite d'un tel dialogue, sinon prouver notre fidélité à l'idéal Socialiste et montrer combien le Parti Communiste français en est encore loin et en contradiction avec lui-même. D'ailleurs, du point de vue de l'opinion publique, nous ne pouvons être que bénéficiaires d'un tel dialogue et nous avons toujours été bénéficiaires du dialogue avec le Parti Communiste lorsque nous avons adopté une attitude dynamique et non pas une attitude de repli sur nous-mêmes. D'ailleurs, ceux qui envisagent une perspective gouvernementale rapide ne doivent pas s'y tromper, ils ne doivent pas se leurrer. Si ce régime suivant des événements que nous commençons de comprendre, une situation en mouvement qu'il ne contrôle plus, si ce régime doit partir dans la honte et la banqueroute, les Français, ou plutôt ces quelques pour cent de Français qui font et défont les majorités ne voudront pas remplacer le gaullisme par une coalition contre nature et opportuniste, allant par exemple des Socialistes à M. Edgar Faure en passant par M. Duhamel.

(Quelques applaudissements)

Robert Pontillon parlait du choix entre l'aménagement de la société capitaliste ou d'un modèle Socialiste qui réponde aux forces du capitalisme mondial d'aujourd'hui. Nous avons choisi, je crois, clairement, nous avons choisi la deuxième formule, nous avons refusé l'aménagement de la société capitaliste.

(Quelques applaudissements)

Alors, n'hypothéquons pas l'avenir de ce futur Parti que nous avons tant de mal, parce que nous ne sommes pas seuls à enfanter, n'hypothéquons pas son avenir vis-à-vis de l'opinion publique, vis-à-vis de tous ceux qui attendent que nous puissions amener un véritable régime Socialiste en laissant des portes ouvertes, en restant dans des ambiguïtés et en permettant à nos détracteurs de dire qu'encore nous sommes prêts à toutes compromissions et à toutes alliances.

(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Jaquet. Ensuite, elle sera à Thiéblot, du Puy-de-Dôme.

Gérard Jaquet

Camarades, le premier coup de Prague avait bouleversé la situation mondiale en dressant le rideau de fer entre l'Est et l'Ouest et en obligeant le Parti Communiste français à se réfugier dans un ghetto dont il eut bien du mal à sortir par la suite.

Vingt ans plus tard, le second coup de Prague aura-t-il des conséquences aussi tragiques et, tout d'abord quelle est sa signification exacte ?

En fait, à l'origine des événements qui se sont déroulés, qui se déroulent encore en Tchécoslovaquie, il y a eu essentiellement la volonté d'un certain nombre de dirigeants de faire sortir leur pays d'une crise économique qui prenait un caractère de plus en plus dramatique. Ce n'était d'ailleurs pas là, dans le monde Communiste, une situation bien originale, dans la plupart des capitales de l'Europe de l'Est on se pose communément aujourd'hui ces mêmes problèmes et la critique de la planification autoritaire et centralisée telle qu'elle a été appliquée jusqu'à présent est désormais parfaitement admise.

A Prague, toutefois, cette critique a pris rapidement une allure plus profonde, plus radicale et plus agressive. Il en fut ainsi probablement parce que la Tchécoslovaquie était parmi les démocraties populaires la nation la plus anciennement industrialisée et en même temps la plus atteinte par la crise. Il en fut ainsi vraisemblablement aussi parce que les hommes qui prirent la tête de ce courant novateur étaient d'une qualité et d'un courage exceptionnels, mais ils se heurtèrent très rapidement à l'appareil du Parti qui risquait, dans cette aventure, d'être obligé d'abandonner une fraction importante de ses prérogatives. Il fallait donc, pour permettre l'application de la nouvelle politique économique, provoquer un changement de direction, mais pour imposer ce changement de direction à un Parti qui avait au cours des ans perdu une grande partie de sa substance et de son autorité, il fallait créer autour des idées nouvelles un grand courant populaire. Et c'est ainsi que prit naissance le Printemps de Prague.

Ce serait une erreur de croire qu'au départ les nouveaux dirigeants tchécoslovaques ont eu la volonté farouche de s'engager sur la voie de la démocratie et de la liberté. Ils avaient essentiellement le souci de surmonter la crise économique grâce à une nouvelle politique et c'est à partir de là que s'est déclenché l'irrésistible processus. Les ouvriers, les paysans, les écrivains, les artistes appelés à appuyer la nouvelle orientation n'hésitèrent pas à réclamer ce qui leur tenait le plus à cœur c'est-à-dire une plus grande liberté dans tous les domaines et la nouvelle direction, pour gagner définitivement sa bataille contre Novotny, accepta elle aussi de s'engager dans cette voie.

Pendant toute la première moitié de cette année, le problème tchécoslovaque prit alors pour tous les Socialistes valeur d'expérience et valeur d'exemple. Un pays soumis depuis vingt ans au système bolchevique le plus orthodoxe,

Fondation Jean Jaurès

constamment fidèle à Moscou, fidèle sans protestation et même probablement sans discussion, allait-il pouvoir progressivement se libéraliser ?
Nous savions qu'une telle transformation ne pourrait certainement pas s'accomplir sans difficultés, sans heurts, sans à-coups, nous n'ignorions pas que les obstacles à franchir seraient considérables mais nous espérions que Moscou laisserait faire l'expérience et que celle-ci pourrait de ce fait faciliter singulièrement le rapprochement des deux courants de pensée qui, depuis 1920, n'ont cessé de s'opposer et de se combattre.
Cet espoir était vain. Il est certes trop tôt pour dire aujourd'hui avec certitude ce que va devenir la Tchécoslovaquie. Ses dirigeants les plus progressistes continuent la lutte avec un courage qui nous redonne par instant l'espoir que tout n'est pas joué. L'effort de libéralisation sur le plan économique n'est pas complètement stoppé. C'est essentiellement de cela qu'il s'agit lorsque Prague affirme que la politique de janvier doit se poursuivre, mais sur le plan politique, la situation est beaucoup plus inquiétante et le rétablissement de la censure imposée par l'occupation étrangère a pratiquement arrêté la marche vers la démocratisation.
Jusqu'au bout, nous avions voulu croire que la Russie n'interviendrait pas. Malgré nos inquiétudes, en dernière analyse nous repoussons l'idée de l'intervention parce que nous espérions que Moscou finirait par comprendre qu'une action militaire entraînerait pour elle des conséquences redoutables et une réprobation durable. Et pourtant les hommes qui dirigent la politique du Kremlin ont accepté le risque devoir accuser sévèrement leur pays par l'opinion internationale, ils ont accepté le risque de replonger le monde dans la guerre froide, ils ont même accepté le risque de créer un profond malaise au sein de la famille Communiste. Pourquoi ? Quelles raisons impérieuses malgré ces conséquences qu'ils ne pouvaient pas ignorer les ont conduits à se lancer dans une telle aventure ? La question mérite d'être posée.
La Russie craignait-elle que la nouvelle politique tchécoslovaque aboutisse finalement à un retour au système capitaliste ? C'est un argument qui a été souvent développé à Moscou au cours de ces derniers mois dans la presse, dans les déclarations officielles et pourtant, je ne crois pas que cette crainte ait été réellement ressentie par les dirigeants du Kremlin. Il y avait sans doute en Tchécoslovaquie, il y a sans doute encore aujourd'hui des hommes qui souhaitent le retour pur et simple au passé, mais il est évident qu'ils ne sont qu'une petite minorité et pour s'en rendre compte avec certitude, il suffit de constater l'extraordinaire développement du Parti Communiste tchécoslovaque au cours des premiers mois de cette année. Depuis le mois de janvier jusqu'aux événements du mois d'août, à aucun moment le Parti Communiste n'a perdu le contrôle de la situation, à aucun moment ses responsables n'ont été débordés et c'était bien là pour Moscou la meilleure des garanties.
Était-ce alors la crainte de l'Allemagne ? Il est vrai que des contacts s'étaient établis entre les nouveaux dirigeants de Prague et les autorités de l'Allemagne de l'Ouest. Les conversations s'étaient d'ailleurs limitées strictement aux problèmes économiques et l'ambition des dirigeants tchécoslovaques était d'obtenir de

l’Allemagne Fédérale un emprunt que la Russie soviétique leur refusait obstinément. Cette dernière a-t-elle pensé qu'à la faveur de ces contacts la Tchécoslovaquie risquait de changer son orientation internationale et d'abandonner finalement le Pacte de Varsovie ? Il est possible que cette crainte ait été ressentie réellement au Kremlin où la hantise de l'Allemagne prend par moment un caractère presque pathologique, et pourtant, sur ce problème, les déclarations apaisantes des dirigeants tchécoslovaques n'ont pas manqué. Ceux-ci ont eu à cœur de montrer qu'ils entendaient rester dans le courant Communiste, qu'ils respecteraient tous les engagements pris par leur pays et que leur adhésion au Pacte de Varsovie ne prêtait à aucune discussion. Comment de telles affirmations n'auraient-elles pas convaincu même les plus inquiets, les plus exigeants et les plus soupçonneux ?

Je crois, en fait, que la cause essentielle de l’intervention soviétique est ailleurs. Je crois qu'elle est avant tout dans la suppression de la censure et dans cette liberté d'expression qui a pris, pendant ce "Printemps de Prague" un extraordinaire développement.

Moscou a craint la contagion de la liberté dans le monde Communiste. La liberté gagnant demain l'Allemagne de l’Est, ou la Pologne, ce serait, en effet, presque inévitablement le départ à court terme des dirigeants actuels et l'arrivée au pouvoir d'hommes qui seraient aussi des Communistes, mais qui risqueraient d'être plus indépendants ou moins dociles. Et en union Soviétique même, la contagion de la liberté ne mettrait-elle pas également en péril l'actuelle classe dirigeante ? Celle-ci a obéi à un réflexe conservateur, et ce réflexe conservateur a été d'autant plus fort que ce qu'il fallait conserver, en l'occurrence, c'était la pérennité de son pouvoir.

C'est ainsi que je m'efforce d'expliquer aujourd'hui ce que nous avons eu, après le mois d'août, tant de peine à comprendre.

Si telle est bien la simplification de l'intervention soviétique, et je n'en vois guère de plus rassurante, cela signifie que les espoirs que certains auraient pu entretenir sur une démocratisation rapide de l'Europe de l’Est doivent être abandonnés.

Cela ne doit pas signifier cependant que toute transformation, du système soviétique est désormais définitivement arrêtée. Certes, l'idée d'une conversion des dirigeants actuels de Moscou, de Varsovie ou de Budapest, à un communisme nouveau, plus humain et démocratisé, serait désormais du domaine de la chimère.

Par contre, il n'est pas niable que, dans la mesure où-ces dirigeants refuseront de changer, ils devront lutter de plus en plus durement pour conserver leur autorité-

La marche vers la démocratisation dans les Pays de l’Est ne peut donc se concevoir que sous la forme d'une progressive désagrégation de l'autorité actuelle des dirigeants. Ceux-ci le comprennent d'ailleurs parfaitement, et ils viennent de montrer qu'ils sont décidés à se défendre avec acharnement. Je crois pourtant que le mouvement se poursuivra, car, à notre époque, les courants de pensée parviennent à traverser les frontières même les mieux gardées, et dans cette perspective, les événements de Tchécoslovaquie constituent, quelle que

soit leur évolution dans les prochains jours, une étape peut-être capitale sur la voie de cette évolution lente, difficile, douloureuse, mais inévitable du système Communiste vers sa libéralisation.
Les événements de Prague entraînent, bien entendu, des conséquences de tous ordres. Il nous faudra les tirer un jour prochain, sur le plan diplomatique et dire si, dans ce domaine, nous devons procéder à une révision déchirante de notre attitude.
Je ne le crois pas, et je persiste à penser que notre volonté de faire triompher une politique de coexistence pacifique ne doit pas faiblir, mais c'est là un problème que nous examinerons à une autre occasion.
Par contre, la question de notre comportement à l'égard du Parti Communiste français est à l'ordre du jour, et je voudrais, sur ce point, vous fournir quelques réflexions.
Il est indiscutable que le Parti Communiste français, depuis sa création, a été d'une constante fidélité à l'égard de Moscou. Lorsque, au sein de l'Union soviétique naissante, la lutte pour le pouvoir prenait un caractère de violence passionnée, la lutte pour la direction au sein du Parti Communiste français était également dure et incertaine, et lorsque, quelques années plus tard, le pouvoir devint stable à Moscou, il devint également stable à Paris et il répondit constamment aux préoccupations soviétiques. Tactique de classe contre classe en 1927. Front Populaire en 1936. Approbation difficile, mais pourtant finalement imposée, du Pacte germano-soviétique. Repli et isolement au lendemain du premier coup de Prague, et acceptation sans réserve même des aspects les plus inadmissibles de la politique stalinienne ; je pense, en particulier, au trop fameux concours des blouses blanches. Puis vint la mort de Staline, le 20ème Congrès de la démystification et la Déclaration de 1960, sur les modalités de l'édification du Socialisme en fonction des conditions historiques et des particularités nationales. Apparemment, un tournant était pries. Le Parti Communiste français voulait sortir de son isolement et il n'hésitait pas à affirmer que, contrairement à ce qui s'était passé en Russie en 1917, le passage au Socialisme devrait, en France, garder un caractère pacifique et s'opérer en respectant l'existence des différents partis.
Mais l'inquiétude ne se dissipait pas pour autant. Quarante années de docilité du bolchevisme français à l'égard de Moscou avaient inévitablement accumulé chez les hommes de gauche et chez les Socialistes une trop grande méfiance. Combien de fois, pendant cette dernière période, n'avons-nous pas dit : Ah ! si le Parti Communiste s'affirmait un jour sur un problème important clairement, et publiquement, en désaccord avec Moscou ! Alors, nous accorderions plus de crédit à ses affirmations d'indépendance et un rapprochement durable et substantiel entre lui et nous deviendrait possible.
N'est-ce pas précisément ce qui vient de se produire, à propos de l'affaire de Prague ? Il s'agissait là, manifestement, d'un problème important, et la réprobation a été clairement exprimée - Peut-on prétendre que l'importance de cette réprobation, a été sensiblement atténuée par la réaffirmation de la solidarité du Parti Communiste français à l'égard du Parti Communiste d'Union

soviétique ? Je ne le crois pas, car à aucun moment, nous n'avons sérieusement pensé que le Parti Communiste français abandonnerait ses conceptions bolcheviques d'un seul coup, comme par un coup de baguette magique, et réagirait comme un parti de la démocratie Socialiste.
La réprobation des premiers jours a donc, selon moi, été réconfortante, et il eut été chimérique de penser que le Parti Communiste aurait pu aller sensiblement plus loin.
Ce qui, par contre, nous a tous déçus, c'est l'attitude Communiste au cours des semaines qui ont suivi - C'est notamment l'affirmation, sans explication sérieuse, qu'il faut considérer comme positif le fait que les pourparlers de Moscou aient abouti à un accord, alors qu'il est évident qu'il ne s'agit nullement d'un accord, mais d'un diktat imposé par la force, et qui n'a d'autre but que de stopper la démocratisation de la Tchécoslovaquie.
Depuis cette affirmation, c'est le silence, ou presque, un silence embarrassé, comme si le Parti Communiste, sans revenir sur sa réprobation du premier jour, se sentait toutefois encore tout décontenancé d'avoir osé se laisser entraîner aussi loin sur la voie de la contestation.
Dans le même temps, par contre, l'attitude du Parti Communiste italien a été infiniment plus satisfaisante. Celui-ci a été notamment beaucoup plus constant dans l'affirmation de sa réprobation. Il a même tiré des événements du mois d'août des enseignements qui rejoignent singulièrement certaines de nos analyses - Voici notamment ce que disait Longaud (?), Secrétaire général du Parti Communiste italien, devant son Comité central, au lendemain de l'intervention soviétique :
"La crise tchécoslovaque", disait Longaud, "pose d'une manière urgente les problèmes d'une nouvelle articulation des rapports de la vie sociale et de la démocratie Socialiste dans les pays Socialistes. Il est tout à fait évident à nos yeux que la socialisation des moyens de production, telle qu'elle a été réalisée jusqu'ici dans les pays Socialistes, est une condition nécessaire mais non suffisante, pour que le Socialisme concrétise toutes les possibilités de justice et de liberté qui lui sont propres. Pour cela" - ajoutait Longaud - "une démocratisation profonde du pouvoir dans tous les secteurs de la société est nécessaire. Toutes les sociétés Socialistes existantes se trouvent, d'après nous, devant le problème qu'on ne saurait éluder plus longtemps de transformer en réalité concrète le potentiel démocratique du Socialisme".
Sentez-vous à quel point cette citation est importante ? Sous une apparence objective, il s'agit, en fait, d'une critique, et combien sévère, du système soviétique puisqu'il est accusé de manquer gravement aux principes de la démocratie véritable.
Si cette critique n'avait pas été formulée à Rome devant le Comité central du Parti Communiste italien, mais à Paris devant le Comité central du Parti Communiste français et par Waldeck Rochet, il est évident que le problème de nos rapports avec le Parti Communiste se poserait tout différemment.
Et pourtant, malgré les difficultés, malgré les obstacles, nous devons, je le crois profondément, rester fidèles à nos perspectives d'union de la Gauche, nous

devons lui rester fidèles parce qu'il n'y en a pas d'autre qui soit acceptable par nous. Les camarades qui critiquent le plus sévèrement le Parti Communiste demandent-ils que nous changions d'orientation et que nous acceptions l'idée d'une ouverture vers le centre ? Je ne le pense pas, car cela signifierait inévitablement l'abandon de toute perspective réellement Socialiste. Les ententes centristes ont été souvent considérées comme une nécessité par les Partis Socialistes européens, depuis la seconde Guerre mondiale. Nous-mêmes, nous les avons pratiquées à un moment où le Parti Communiste n'avait pas encore commencé son évolution, et nous ne songeons nullement à renier notre attitude de cette époque, mais reconnaissons que ce comportement, qui a été imposé au Socialisme européen par les circonstances, ne lui a pas été favorable. S'il est partout presque sur la défensive, c'est dans une large mesure parce qu'il est apparu à une opinion publique exigeante comme le trop pâle reflet de ce qu'elle attendait de lui à l'instant où l'attitude Communiste, sans être loin de là pleinement satisfaisante, n'est quand même plus aussi inacceptable qu'auparavant, qui pourrait songer à nous demander de reprendre le comportement que nous avions h l'heure de la guerre froide ? Fort bien, dira-t-on peut-être ; restons donc alors tout à fait nous-mêmes, mais pour qu'il en soit ainsi, ne regardons ni à notre droite, ni à notre gauche.

Oh ! si cela signifie que nous devons considérer que, dans les circonstances présentes, notre tâche prioritaire doit être de créer un Parti Socialiste nouveau, regroupait tous les courants de la pensée Socialiste et susceptible de devenir la principale force politique de notre pays, je serai bien volontiers d'accord. D'ailleurs, la faiblesse relative du mouvement Socialiste en France complique encore le problème de nos rapports avec le Parti Communiste.

Le comportement d'un grand Parti de la démocratie Socialiste à l'égard de nos voisins de gauche, serait infiniment plus facile que le comportement que nous pouvons avoir aujourd'hui, mais ce nouveau parti de la démocratie Socialiste, si puissant soit-il, ne pourra pas négliger le problème de ses alliances, à une heure où, par souci d'efficacité, l'opinion n'accepte de s'engager qu'en faveur des forces susceptibles de constituer des majorités cohérentes et durables. Comment un Parti Socialiste pourrait-il se présenter seul et sans alliés ? Et quelle autre alliance pourrait-il envisager que celle qui concrétiserait l'union de Gauche ? Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faut brûler les étapes, discuter prématurément et dans l'équivoque d'un programme commun qui risquerait de voler en éclats à la première difficulté sérieuse. Nous savons que l'union de la Gauche est la seule perspective possible et en même temps, nous en comprenons toutes les difficultés- C'est bien là une des très sérieuses complications de la situation présente, mais ces obstacles et ces difficultés qui se dressent encore sur la route du regroupement des forces de Gauche, il y a deux manières de les appréhender.

On peut affirmer qu'ils sont insurmontables et qu'ils apportent la preuve que rien n'est possible avec le Parti Communiste. On peut, au contraire, tout en regrettant qu'ils retardent notre progression, s'efforcer, par un certain comportement, d'accélérer l'évolution du Parti Communiste, en rapprochant ainsi l'heure où les

obstacles pourront être franchis. C'est, bien entendu, vers cette deuxième attitude que vont mes préférences. C'est d'ailleurs là un problème que nous ne pouvons pas réellement régler aujourd'hui et que nous devrons poser clairement au Parti Socialiste que nous allons créer. C'est lui qui devra trancher en dernier ressort. C'est lui notamment qui devrait dire quand et comment nous devrons reprendre le dialogue idéologique, car il faudra bien le reprendre un jour, sur les problèmes qui restent les plus controversés. Il faudra le reprendre sans complaisance, avec sévérité, et avec le souci d'être entendu aussi bien par les militants de la base du Parti Communiste que par ses dirigeants. Mais c'est là, je le répète, un problème qui devra être soumis au nouveau Parti ; au moment où celui-ci prendra sa décision, il disposera d'ailleurs d'une information complémentaire.
Que va-t-il se passer au Congrès du Parti Communiste qui se tiendra au printemps ? Les débats garderont-ils leur conformisme habituel ou, au contraire, assisterons-nous, pour la première fois, à des controverses ? Les réponses qui seront apportées à ces questions ne manqueront pas d'intérêt et constitueront un élément important de notre dossier.
Telles sont les premières réflexions, trop schématiques sans doute, mais que j'ai essayé de rendre claires, qu'ont suscitées en moi les événements de Tchécoslovaquie. Ces derniers ont encore assombri une situation internationale qui, pourtant, n'était pas sereine. Ils ont aussi compliqué notre tâche sur le plan intérieur, mais ils n'ont selon moi, transformé aucune de nos perspectives, ni bouleversé aucune de nos actions. Nous restons engagés dans la même bataille. Les mêmes obstacles se dressent devant nous et c'est avec la même volonté de vaincre que nous devons les affronter.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Thiéblot, je rappelle que la clôture des inscriptions pour le débat de ce soir et de demain, sur le nouveau Parti, a lieu à 18 heures. Les camarades qui ne se sont pas fait inscrire doivent y penser sérieusement.
La parole est à Thiéblot, ensuite à Christian Pineau.

Thiéblot (Puy-de-Dôme)

Camarades, la fédération du Puy-de-Dôme a voté à l'unanimité une motion qu'elle m'a chargé de défendre à cette tribune. Cette motion concerne, bien sûr, les événements de Tchécoslovaquie et leur répercussion sur la vie politique française. A mon avis, cette notion diffère sensiblement de celle votée par le Haut-Rhin, ou de celle de la Section de Poissy.
Par contre, elle va se rapprocher assez sérieusement de l'exposé que vient de vous faire notre camarade Jaquet.
Elle est simple à présenter. Elle comprend deux parties, l'une faisant l'analyse des raisons qui ont poussé la Russie à intervenir en Tchécoslovaquie, l'autre présentait une critique de la position du Parti Communiste français.
A notre avis, il faut analyser les raisons qui ont conduit le gouvernement soviétique à changer brutalement, et à prendre une décision extrêmement grave,

qui risquait de conduire à une situation dont les rebondissements étaient d'avance incalculables.
Certes, il faut jusqu'à un certain point se féliciter que celle-ci n'ait pas fait renaître la guerre froide, mais nous devons quand même voir à la loupe, si l'on peut dire, quelles sont les raisons profondes de ce gente, qui est extrêmement - grave et qui, brusquement, remet en question et pouvait remettre en question la notion de coexistence pacifique.
A notre avis, plusieurs préoccupations ont guidé la prise de cette décision. D'une part, pour le gouvernement soviétique, il était important de reprendre en main les pays du groupe Socialiste dont la force centrifuge est actuellement extrêmement grande, en Tchécoslovaque, mais aussi en Roumanie.
D'autre part, en me plaçant, je le dis tout de suite, dans l'optique des dirigeants du Kremlin, la Tchécoslovaquie pouvait, à la rigueur, présenter un danger d'une libération trop rapide du régime. Il ne faut pas oublier que la Tchécoslovaquie est un pays voisin de l'URSS... Or, pour avoir fait un séjour à Moscou, j'ai pu ne rendre compte qu'actuellement, même en Russie, il existe un goût également très prononcé pour la libéralisation ; on se désintéresse très souvent dans la masse des problèmes du Parti Communiste lui-même, ou de la propagande, pour s'occuper davantage des biens de consommation, ce qui d'ailleurs, il faut bien le dire, n'est pas propre à la Russie.
Un autre point important a, semble-t-il, guidé également le Kremlin, c'est le problème de l'Allemagne de l'Ouest. Il ne faut pas oublier que la Tchécoslovaquie représente un glacis militaire pour la Russie ; je sais bien que la propagande joue son jeu et que l'Allemagne de l'Ouest est représentée, vis-à-vis de l'opinion publique russe, depuis longtemps, corme un danger permanent, même du point de vue militaire. On l'a dit tout à l'heure, je le répète, ce danger a été exagéré, surtout dans les circonstances actuelles.
Un autre point, qui concerne spécifiquement la 'Tchécoslovaquie et là je diffère sensiblement peut-être de ce qu'a dit Jaquet tout à l'heure, c'est qu'à notre avis, malgré la rigueur apparente de la sévérité du régime Communiste en Tchécoslovaquie avant Dubcek, il existe une certaine fragilité dans l'opinion publique qui regrette jusqu'à un certain point les conditions économiques qui avaient précédé l'installation du ouvertement Communiste, au moment du coup de Prague.
Il ne faut pas oublier également qu'avant Prague, il y avait à peu près 22% de voix Communistes, ce qui fait qu'il y avait tout de même 80% de non-Communistes. Bien sûr, ceux-ci, par la suite, ont évolué et admettaient que le régime était solide, mais dans un pays où la liberté a toujours été une tradition j'allais dire nationale, ceci les portait précisément à essayer de s'avancer vers un Socialisme démocratique, Socialisme démocratique dont vous savez que nous ne pouvons que nous féliciter, mais qui représentait incontestablement pour l'opinion russe un danger incontestable.
Pour toutes ces raisons, avec l'équipe dirigeante actuelle, il est certain qu'ils ont essayé de réagir, mais je pense que c'est beaucoup plus pour des raisons à la fois

d'ordre interne et peut-être, par la suite, militaires, que cette grave décision a été prise.
Néanmoins, il faut le dire, je pense que la politique de coexistence pacifique n'est pas remise en cause, tout au moins officiellement, si, de par le fait même de cette intervention qui a choqué l'opinion internationale, elle peut être remise en question.
Par conséquent, je crois que le gouvernement soviétique est retourné, s'il l'a jamais abandonnée d'ailleurs, à une politique nationaliste. Par contre, ce qui est plus grave, c'est qu'en même temps, il retourne vers une forme stalinienne.
Je pense que le Parti doit renouveler sa confiance et sa sympathie au peuple tchèque qui s'est avancé quelquefois peut-être - je m'excuse auprès des camarades - imprudemment au point de vue tactique, vers une évolution trop rapide. Il est certain que la pression soviétique continue en Tchécoslovaquie et vous savez que les derniers renseignements sont précisément des arguments qui montrent bien que la libéralisation est stoppée pour un temps, qu'il est difficile actuellement de définir, mais pour un temps assez long.
Maintenant, on va passer au deuxième volet, et se demander ou plus exactement examiner d'une manière critique l'attitude qu'a eue le Parti Communiste français dans cette affaire.
Sans doute, il faut reconnaître, comme un certain nombre d'orateurs l'ont fait, que c'est un fait nouveau qu'il y ait eu une condamnation de l'attitude de la Russie. C'est probablement la première fois, et même la seule fois où cette manifestation a été faite publiquement, mais il est un fait certain - et en ceci, je rejoins les orateurs précédents - c'est que l'attitude du Parti Communiste par la suite et, en particulier, après les différents voyages à Moscou de M. Waldeck Rochet, s'est singulièrement atténuée et si, pour le principe de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, on continue a réaffirmer une réprobation, comme l'a dit tout à l'heure le camarade Gourtovoy, il est certain qu'en fin de compte, les conclusions actuelles tirées par les dirigeants du Parti Communiste et par le Parti Communiste lui-même, sont que, finalement, la présence russe en Tchécoslovaquie a aidé à maintenir le régime Socialiste, tel que le conçoivent les Communistes et qu'en fin de compte, cette intervention aurait été bénéfique.
Dans ces conditions, nous devons, bien sûr, reconsidérer le problème de nos rapports avec le Parti Communiste français, sans oublier ce que nous venons de dire à l'instant même. D'ailleurs, c'est probablement, en particulier à notre adresse que le Comité central du Parti Communiste a voulu se prémunir en lançant son manifeste pour une démocratie avancée.
Certes, la SFIO a toujours montré sa profonde préoccupation de l'unité ouvrière, mais à notre avis, ceci n'est possible qu'en mettant le Parti Communiste au pied du mur, et en lui demandant de répondre à un certain nombre de questions - et, en particulier sur le refus du Parti unique de réaffirmer avec beaucoup plus de netteté son indépendance vis-à-vis de l'URSS sur l'indépendance syndicale, sur l'Europe, sur le respect de la loi de la majorité, mais aussi sur la garantie de l'opinion des minorités. On pourrait certainement ajouter d'autres questions, mais ceci nous a paru particulièrement essentiel, et important. Je pense qu'il

nous appartient, à nous, de mettre les Communistes dans l'embarras, en leur posant un certain nombre de questions auxquelles ils n'ont pas voulu apporter une réponse dans le passé. Mais nous pensons que, dans l'immédiat, il est ou trop tard, ou trop tôt, car les conversations avec le Parti Communiste ont été interrompues et je ne panse pas que le moment soit opportun de les reprendre dans les conditions actuelles.
Trop tôt, en ce sens qu'à notre avis, il faut attendre que le nouveau Parti démocrate Socialiste soit constitué, que l'on puisse réaliser une unité de la Gauche car nous pensons que lorsque nous discutons avec le Parti Communiste , il faut être en position de force suffisante pour pouvoir essayer de faire prévaloir ses thèses, nous pensons également que ceci n'est possible que si, préalablement, ces hypothèques sont levées par le Parti Communiste français. Comme on l'a dit tout à l'heure, pour des raisons défensives, il est peut-être possible, de temps en temps, de mener une action commune, mais il est certain que le problème fondamental reste celui de la doctrine. C'est à cette tâche que le nouveau Parti s'attachera, je l'espère, d'ici quelques mois.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Pineau. Ensuite, Grizet, des Yvelines.

Christian Pineau

Camarades, pour faciliter la discussion dans notre Congrès, nous avons séparé deux problèmes : celui des relations avec le Parti Communiste, et celui de la création du nouveau Parti, mais il y a évidemment un lien entre ces deux questions, dans la mesure où nous serons amenés rapidement à définir une position communs avec nos partenaires éventuels, discussion difficile car, au sein de la démocratie Socialiste, les positions à l'égard de ce problème sont toujours nuancées.
Pour le moment, nous sommes encore dans un Congrès du Parti, et il s'agit de définir de manière précise et claire notre attitude, ce qui, en quelque sorte, donnera le blanc-seing à vos représentants pour discuter ultérieurement.
Le problème n'est pas nouveau ; cela va faire près d'un demi-siècle, au sein du Parti comme dans les syndicats, qu'il se pose de manière permanente, et de temps à autres de manière critique, comme c'est le cas depuis les événements de Tchécoslovaquie.
Mais il est intéressant de noter que nos rapports avec le Parti Communiste ont toujours varié en fonction d'évènements internationaux.
1920. Le Congrès de Tours. C'est l'époque où la révolution russe se défend contre la coalition occidentale qui l'attaque à ses frontières.
1935, 1936. Le Front Populaire est, en réalité, préparé par le voyage de Pierre Laval à Moscou et son accord avec Staline sur les principes de la défense contre l'hitlérisme.
1939. Accord germano-soviétique. Rupture avec le Parti Communiste.
1944/1945. Flirt entre le général de Gaulle et Staline. Les ministres Communistes sont au gouvernement.

Fondation Jean Jaurès

1947. La guerre froide. Ils quittent le gouvernement.
1956. Nous essayons un rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Les ministres Socialistes se rendent à Moscou. Le Parti Communiste soutient le gouvernement Socialiste.
1956. Budapest et Suez. Le Parti Communiste rentre dans l'opposition.
1958/1961. Début de la rupture du front occidental. Le Parti Communiste soutient la politique étrangère du général de Gaulle, mais évidemment ne peut, sans risquer de perdre ses troupes, approuver sa politique économique et sociale, d'où sa position équivoque.
1965/66. La Gauche démocrate se montre réticente à l'égard des États-Unis, beaucoup à cause de la guerre du Vietnam. Alors, elle se rapproche du Parti Communiste qui accepte ou fait semblant d'accepter un certain nombre de nos positions européennes.
Enfin 1968. Les événements de Tchécoslovaquie. L'attitude des Russes étant injustifiable, le Parti Communiste, dans un premier temps, est obligé de la condamner, mais il le fait mollement, et le voyage de Waldeck-Rochet à Moscou correspond, en fait, à une acceptation résignée du Parti Communiste français.
Vous voyez que toutes ces dates de notre histoire correspondent à des variations absolument concomitantes de nos relations avec le Parti Communiste, et ici, la Gauche démocrate oscille sur la question de savoir si, dans les circonstances présentes, compte tenu des positions un peu équivoques du Parti Communiste français, il y a un véritable changement ou non dans son attitude à notre égard et, par voie de conséquence, s'il doit y avoir un changement de notre attitude à son égard à lui. C'est la discussion en cours, et on peut apprécier différemment la situation présente et les chances de l'avenir.
Quels sont les arguments en présence ?
Tout d'abord, le lien entre nos rapports avec le Parti Communiste et les événements de politique étrangère, montre clairement que l'attitude de l'URSS a toujours dominé et continue à dominer celle du Parti français. C'est l'un des points que, depuis 1920, nous avons toujours constaté, d'où d'ailleurs notre soulagement quand, pendant un temps, le Parti Communiste français a paru reprendre sa liberté et d'où notre déception actuelle quand il nous a semblé que cette reprise de liberté notait qu'épisodique.
Par ailleurs, l'invasion de la Tchécoslovaquie n'a pas seulement un sens de politique étrangère. Évidemment, on peut donner plus ou moins d'importance à ce que pense l'armée soviétique sur les dangers qu'elle court à la frontière ouest allemande, dans la perspective d'un conflit possible avec la Chine, mais pour nous, ce n'est pas le point le plus important. Ce qui compte, ce qui est grave pour nous, Socialistes, c'est que l'URSS n'admet toujours pas l'existence dans les démocraties populaires de formules originales d'adaptation du Socialisme aux traditions et aux intérêts nationaux. Non seulement le principe du parti unique, contre lequel nous nous sommes toujours élevés, est maintenu, mais ce parti doit rester de stricte obédience à l'égard de Moscou. Il en résulte que sa volonté doit primer la volonté populaire et qu'il peut imposer une politique dont le pays ne veut pas, d'où la censure, le régime policier, l'occupation militaire, éternelle est

alors notre crainte ? C'est que le Parti Communiste français, même s'il est sincère aujourd'hui lorsqu'il admet la pluralité des partis, l'existence d'une opposition au pouvoir, d'ailleurs limitée, l'acceptation d'un programme Socialiste adapté aux nécessités françaises, ne soit pas en mesure de tenir ses engagements, du fait des pressions soviétiques.
Prenons une hypothèse, pour le moment absurde, où les armées soviétiques arriveraient à proximité de nos frontières. Nous savons bien qu'alors, ce n'est pas au Parti Communiste français que nous aurions à faire, mais au Parti Communiste soviétique.
Voilà une des données fondamentales du problème qui nous est posé.
Il en est une autre, bien différente, qui a trait à la politique intérieure française, et là, l'argument va en sens inverse, c'est que, mathématiquement, la Gauche ne peut arriver au pouvoir sans la participation, ou à tout le moins l'appui du Parti Communiste, et cela est vrai depuis longtemps.
Quant à l'exemple du Front Populaire que l'on ne peut reprendre aujourd'hui dans les mêmes termes, car le rapport des forces entre la SFIO et le Parti Communiste a changé, je pense qu'il ne saurait être repris aujourd'hui, les circonstances n'étant plus les mêmes.
En revanche, il y a un élément nouveau : Le gaullisme, que nous considérons, à juste titre - ne l'oublions pas dans nos débats - comme un adversaire privilégié, et à ce titre, je suis de ceux qui ont toujours défendu, quand ils étaient nécessaires pour battre le gaullisme, les accords électoraux avec le Parti Communiste, mais on remarquera qu'il s'agit ici d'accords négatifs, c'est-à-dire dirigés contre quelqu'un, et non d'accords positifs, c'est-à-dire destinés à faire quelque chose en commun, autrement dit à gouverner.
Enfin, il faut ajouter que nos relations avec le centre auprès duquel nous avons parfois trouvé des appuis, se trouvent limitées par le fait de sa répugnance à admettre certaines réformes d'inspiration Socialiste, sans lesquelles il ne nous paraît pas intéressant, pour la cause que nous défendons, d'exercer le pouvoir.
De ces données, il résulte que la tentation est grande pour nous de réaliser une alliance qui, à premier examen, nous laisserait une chance de prendre le gouvernement et d'y pratiquer une véritable politique.
Mais avant de choisir une solution extrême ou moyenne, en fonction de ces données opposées du problème, il me paraît nécessaire de procéder à une analyse plus serrée des réactions de l'électorat français.
Il n'est pas original d'affirmer que celui-ci se prononce rarement sur un programme. Il est plus sensible à ses impressions qu'à ses raisonnements et le manque d'objectivité de l'information ne contribue pas à améliorer ses mœurs. Si, au deuxième tour, il vote presque toujours contre quelqu'un ou quelque chose, il en est parfois de même dès le premier tour, d'où la difficulté d'interpréter nos votes, et j'avoue que je ne suis jamais parvenu à les expliquer à des interlocuteurs étrangers, surtout s'il s'agit d'Anglo-Saxons.
Mais ce qui me parait certain, c'est que le Parti Communiste a toujours cristallisé sur ses candidats l'opposition populaire, celle des intérêts privés se portant vers l'extrême droite. Beaucoup d'hommes de gauche, et même quelquefois

d'hommes de droite, ont voté ou votent Communiste pour exprimer leur hostilité au pouvoir en place, le Parti Communiste étant considéré par eux, à tort ou à raison, comme le plus efficace des partis de l'opposition. Cela veut dire que les mêmes électeurs ne sont nos pour autant partisans d'une arrivée au pouvoir des Communistes, même si ceux-ci ont la caution de la démocratie Socialiste.

Franchement, je crois que les réactions de l'opinion à nos diverses tentatives de rapprochement avec les Communistes méritent d'être examinées d'un peu près.

Dans le cas des accords électoraux, et notamment des désistements au second tour, ceux-ci sont admis par la grande majorité de l'opinion, dans la mesure où ils permettent de concentrer les votes contre sur un candidat unique, et en période gaulliste, cela ne présente aucune difficulté.

Le cas de l'élection présidentielle est déjà différent. Il est significatif que les Communistes n'aient pas alors présenté de candidat au premier tour ; étant donné le caractère de l'élection et l'importance du rôle du chef de l'État dans le pouvoir exécutif, les Communistes eux-mêmes craignaient un échec et n'ont pas voulu risquer l'aventure. En revanche, le candidat unique étant démocrate Socialiste, 45% des français n'ont pas hésité, au second tour, à apporter, sans la moindre inquiétude, leurs voix à François Mitterrand, et le programme très général, on peut même dire assez vague, mis au point à cette époque entre le Parti Communiste et la FGDS, n'a nullement rebuté les électeurs.

Puis est venu le premier programme commun. Vous vous rappelez ce document, à mon avis très habilement préparé, dans lequel la FGDS et le Parti Communiste, après des discussions laborieuses, ont exposé leurs points d'accord et leurs divergences.

Pour l'opinion publique, ce document unique a paru extraordinairement honnête, et les divergences étaient de telle nature et de telle importance que les électeurs n'ont pas vu les prémices d'un gouvernement commun. Ils l'ont donc accepté de bonne grâce.

En revanche, le second document qui nous apparaissait complémentaire du premier, n'a pas été accueilli de la même manière, et pourquoi ? Parce qu'il ne faisait pas état des divergences, comme si elles s'étaient tout à coup atténuées, et qu'il apparaissait dès lors non plus comme un programme électoral, mais comme un programme de gouvernement. Et au cours des événements de mai et juin, les appels réitérés de Waldeck-Rochet à la constitution d'un gouvernement populaire ont confirmé l'opinion dans cette impression, et bien que François Mitterrand n'ait rien fait, ni rien dit pour renforcer celle-ci, il n'a pas été possible de la dissiper au cours des élections du mois de juin dernier.

Bien sûr, les mouvements d'étudiants, la prolongation des grèves habilement exploitée par M. Pompidou, ont puissamment contribué à créer le climat de panique, mais celui-ci est, à mon avis, venue surtout du fait que la population a cru à l'arrivée imminente du Parti Communiste au gouvernement.

Ce qui prouve que beaucoup d'électeurs qui votaient Communiste ont voté UDR à partir du moment où ils ont pensé que le Parti Communiste pouvait arriver effectivement au pouvoir.

Au Mans, par exemple, dans ma circonscription où l'analyse des résultats du bureau de vote est facile, dans la mesure où nous savons, par exemple, qu'autour des usines Renault la plupart des habitations sont occupées par des ouvriers de la firme nationale, eh bien, nous nous sommes aperçus que ce sont les travailleurs de chez Renault qui ont fait basculer la majorité, travailleurs qui votent à 80% pour la CGT.
Quant aux cultivateurs qui votaient Communiste pour se plaindre de la situation faite aux petites exploitations agricoles, ils ont, eux aussi et pour les mêmes raisons, changé leur vote. Ainsi, le sens des votes favorables au PC en période normale apparaît-il sous un jour assez différent.
Viennent les événements de Tchécoslovaquie.
Ils ont évidemment porté un coup sérieux au Parti Communiste dans l'opinion française, mais celle-ci a surtout enregistré le désaveu initial du Parti Communiste, elle n'a pas suivi avec beaucoup d'attention ses variations ultérieures. Nous oublions souvent, c'est une remarque que je fais en passant, dans notre Parti, que ce qui nous paraît facile à analyser en fonction de notre expérience politique est souvent beaucoup moins clair pour les masses.
Mais la crise financière d'octobre-novembre, elle, a porté au régime un coup beaucoup plus sévère que les événements de Tchécoslovaquie n'en avaient porté au Parti Communiste. En expliquant qu'elle était due à peu près exclusivement aux événements de mai, le gouvernement a cru pouvoir échapper à ses responsabilités, mais il a mécontenté les milieux ouvriers qui ont estimé l'accusation injuste, de telle sorte que le pouvoir s'est trouvé la victime de votes contre et parfois les mêmes que ceux qui s'étaient exprimés six mois plus tôt contre le Parti Communiste.
Telle est, de mon point de vue, l'explication de la dernière élection des Hauts-de-Seine. Bien sûr, il faut tenir compte de la réaction traditionnelle de l'électorat français en faveur des parlementaires invalidés, réaction accrue par le fait que la cour constitutionnelle est totalement dépourvue d'autorité morale mais cette réaction ne suffit pas à expliquer un mouvement de voix aussi important, surtout après les événements de Tchécoslovaquie.
Il faut donc rechercher l'explication, je le répète, dans le fait que le mécontentement populaire a changé d'objet et que la menace dominante a paru aux électeurs venir du gaullisme et non plus du Parti Communiste.
Cette analyse succincte montre qu'il n'y a pas non plus de majorité de gauche en France avec le Parti Communiste si celui-ci paraît représenter un danger actuel pour la démocratie. Bien sûr, si nous étions plus puissants si nous pouvions trouver au centre un appoint tel que le gros du PC au sein du gouvernement n'apparaisse plus déterminant, alors l'opinion rassurée nous accorderait un préjugé plus favorable, et d'ailleurs, la solution serait-elle idéale ? L'expérience du tripartisme au début de la IVe République montre, hélas ! Que non.
Entre toutes ces données souvent contradictoires, il nous faut chercher une autre voie. Elle est d'autant moins facile à trouver que la modestie de nos moyens d'information ne nous permet pas d'expliquer aux électeurs comme il conviendrait les divers aspects d'une position forcément nuancée.

Quelles solutions positives et concrètes pouvons-nous proposer ? Je crois que nous pourrions les résumer en quelques termes aussi simples que possible.
En premier lieu, il ne saurait être question de pratiquer un anti-Communisme systématique, certains de mes amis de la fédération de la Sarthe l'appellent "viscéral", et d'apparaître ainsi comme des hommes qui désespèrent à tout jamais de l'unité de la gauche. Ce ne serait ni sage ni même payant sur le plan électoral. Tenant compte des menaces qui pèsent sur la démocratie en régime gaulliste et de celles plus graves encore peut-être qui pèseront sur elle dans l'après-gaullisme, nous ne pouvons renoncer à un éventuel combat commun de toute la gauche contre le fascisme. En revanche, et c'est le deuxième point, nous ne pouvons actuellement considérer le Parti Communiste en allié privilégié ni envisager avec lui un gouvernement commun dont le programme de politique étrangère en particulier serait impossible à établir et encore moins à appliquer. L'opinion ne souscrirait pas à une telle équivoque et nous faciliterions en l'acceptant l'avènement du fascisme en France. Combien de militaires ont pu prendre le pouvoir dans le monde en créant une confusion voulue entre le Communisme autoritaire et le Socialisme démocratique ?
Troisième point : Nous devons souligner que cette position est bien actuelle c'est-à-dire que nous nous refusons à désespérer d'une évolution future du communisme en France et dans le monde. Sur le plan intérieur, nous aiderons ainsi les hommes qui, au sein du Parti Communiste ou à ses bords, œuvrent en faveur d'une libéralisation en continuant la discussion même si elle doit revêtir parfois un caractère polémique sur les points qui nous tiennent à cœur : respect des libertés publiques, Pluralité des partis, jeu démocratique des institutions, originalité des formules nationales du Socialisme. Nous pouvons contribuer à hâter l'évolution souhaitable et en tout cas, à mettre en difficulté les éléments les plus staliniens du PC. Sur le plan extérieur, nous ne savons pas quelle sera au cours de la prochaine décennie l'évolution du communisme mondial. Aux prises avec le schisme chinois, avec les réactions libertaires de la jeunesse, avec les tendances centrifuges des satellites de l'URSS, dix ans, cela peut paraître beaucoup à certains. Ce n'est pas grand chose pour l'histoire.
Enfin, quatrième point : Dans l'immédiat, il nous faut rester fidèles à notre doctrine et sur ce point, je suis d'accord avec la majorité qui s'est manifestée au dernier Conseil national. Si nous devons modifier notre langage, procéder à une analyse plus scientifique des données de la société moderne et en fonction de cette analyse préciser notre pensée sur bien des points, il serait dangereux d'abandonner à priori au profit d'alliances centristes que nous ne rendrions pas pour autant moins aléatoires une doctrine qui reste aujourd'hui notre seule force et face aux déviations du Communisme autoritaire, le seul rempart idéologique possible. Je crois qu'en particulier nous ne devons pas confondre ce qui est alliance pour défendre une idée ou pour constituer un gouvernement avec ce qui est doctrine c'est-à-dire le fondement même de notre action et de notre pensée.
C'est dans ce sens que la fédération de la Sarthe a adopté une motion sur nos rapports avec le Parti Communiste, motion qui sera soumise à la Commission des résolutions et voté, motion qui retient les idées exprimées par la majorité du

dernier Conseil national. Mes Camarades, pas plus que vous-mêmes, ne se font d'illusion. La solution qu'ils ont adoptée est moins facile à appliquer que les deux solutions extrêmes, soit la rupture totale avec le PC, soit l'unité d'action immédiate, mais c'est celle qui nous paraît le mieux préserver les chances du Socialisme tel que nous le concevons et capable de maintenir chez les travailleurs un espoir raisonnable dans une unité de la gauche à laquelle ils ont raison de ne pas vouloir renoncer, même si pour des circonstances indépendantes de leur volonté, cette unité n'est pas encore à la veille d'être réalisée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est Griset, des Yvelines. Ensuite, elle sera à Pierre Mauroy.

André Griset (Yvelines)

Camarades, le problème de la reprise des négociations avec le Parti Communiste français après le choc engendré par l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS et ses satellites n'est pas simple. Il se pose en terme électoral français, puis au regard de l'état des tendances au sein mime du Parti et dans une perspective plus élevée, il consiste à apprécier le degré de sincérité, d'opportunité tactique des responsables du Parti Communiste français dans leur réprobation contre l'usage de la force en Tchécoslovaquie. Enfin, il s'agit de dégager des solutions qu'il faudra rapidement élaborer, étant considérée l'évolution possible de la situation actuelle vers une crise économique, sociale et politique qui prendrait totalement au dépourvu une gauche disloquée, n'ayant pas retrouvé son tonus de combativité et qui risquerait en cas d'aggravation de se voir dépassée définitivement par des éléments incontrôlables et dangereux.
Les événements de Tchécoslovaquie ont indéniablement apporté à une opinion peu avertie mais, il faut bien ajouter assez majoritaire, la preuve que les arguments anti-Communistes développés abondamment et machiavéliquement par le gouvernement des CCI au cours de la campagne électorale avaient un fondement sérieux. Le Communisme était apparu comme légataire de la liberté et étant donné le degré de profonde inculture où sont sciemment enfermées les masses électorales et leur incapacité à procéder à des analyses objectives, le retrait qu'avait enregistré la consultation électorale s'en trouvait en quelque sorte conforté.
Mais les événements vont vite et changent à vue d'œil les dispositions qui paraissaient les mieux établies. L'affaire tchécoslovaque n'a pas eu, heureusement, l'épilogue sanglant qu'attendaient avec impatience ceux qui à travers les Communistes visent toute la gauche. L'acceptation par les Tchèques sans geste dramatique des conditions de la disparition de certaines franchises dont ils voulaient orner le Socialisme de leur pays a fini également par émousser l'intransigeance de la stigmatisation soviétique. D'autre part, l'affirmation du gouvernement français et des dirigeants américains, y compris Nixon, que cette affaire pour désagréable qu'elle fut n'était cependant pas de nature à rompre la

Fondation Jean-Jaurès

coexistence pacifique des puissances en cause, la réitération même si elle a été nuancée de la position prise par les Communistes français constituant pour la première fois une rupture d'allégeance inconditionnelle du Parti Communiste envers les dirigeants de l'URSS ont eu un effet certain de neutralisation des conséquences du premier choc dans une fraction importante de l'électorat.

Depuis, d'autres facteurs ont marqué en profondeur ceux qui ont triomphé de la gauche au mois de mai. D'une part, il est apparu que la majorité parlementaire était loin d'être homogène. Des tendances contradictoires se sont manifestées dans les rangs de l'UDR notamment et de Sanguinetti aux gaullistes de gauche, des oppositions de doctrine et d'interprétation des faits ont déterminé des clivages sans autre lien entre eux qu'une provisoire fidélité à des serments communs d'allégeance envers la personne du général de Gaulle.

Les événements monétaires récents ont révélé, d'autre part, qu'une fraction des supporters capitalistes du gaullisme, effrayés par les projets de réforme tendant à légaliser la présence syndicale dans les entreprises, est prête à abandonner le régime et est même disposée à le saborder.

La riposte du refus de dévaluation du franc n'est qu'un palliatif temporaire et les répercussions sociales et politiques inévitables de l'arrêt net de l'expansion économique qu'implique inéluctablement le plan d'austérité, dans ces conséquences suscitent déjà le doute et l'inquiétude au sein même du gouvernement. M. Couve de Murville lui-même aurait déjà présenté sa démission.

L'année qui vient, chacun le pressent, est chargée de graves incertitudes. M. Huvelin, tout en rappelant la reprise de certains secteurs, n'a voulu formuler pour 1969 aucune hypothèse dans son texte nouveau. L'impact psychologique qui résultait de l'occupation de la Tchécoslovaquie s'est largement estompé et les élections des Hauts-de-Seine l'ont démontré. Les organes de presse qui, sous le signe d'un libéralisme sentant le souffre, avaient nourri leurs manchettes d'imprécations contre cette atteinte aux libertés ont graduellement mis une sourdine à leur campagne dont ils se rendaient compte qu'elle avait perdu de sa résonnance.

Ainsi donc, une grande anxiété chassant une réprobation qui avait d'ailleurs été parfaitement légitime nous permet aujourd'hui de faire plus aisément le point.

La question qui nous est posée par les instances centrales du Parti ne porte d'ailleurs que sur ce problème : est-il opportun ou non de reprendre le dialogue avec le Parti Communiste français et dans quelle perspective ?

Il nous appartient donc de tenter, pour autant que cela puisse se faire sans disposer de tous les éléments du dossier - selon l'expression consacrée - de supputer les motivations d'une erreur politique aussi préjudiciable aux intérêts du Communisme international commise par l'URSS, d'autant plus paradoxales que depuis que l'URSS possède l'arme atomique le degré des forces est équilibré. Apparemment, on ne pourrait l'imputer qu'aux séquelles, au pire à une résurgence du stalinisme. Mais quand on sait l'importance grandissante du nombre immense des savants et techniciens qui, face aux gens de "l'appareil", manifestent le désir de modifier l'esprit de l'action politique, quand on considère

la dimension des mutations de tous ordres qu'a entraîné la diffusion massive de la culture sous toutes ses formes dans cette Russie qui n'est plus du tout celle de Staline et dont une partie de la population se sent probablement beaucoup plus près, des animateurs de la Tchécoslovaquie que des dépositaires du pouvoir et des traditions sacro-saintes d'un léninisme sclérosé, on peut s'étonner de l'intervention pour le moins maladroite des armées russes et alliées en Tchécoslovaquie.

Des hypothèses, à défaut d'informations concrètes, ont été émises. La plus courante est que les dirigeants de l'URSS préoccupés surtout par l'attitude hostile de la Chine qui ne fait pas mystère de ses ambitions territoriales confirmées par de nombreux incidents de frontière qui auraient nécessité la présence de 1 500 000 soldats, s'attendent à un conflit plus grave avec ce pays et ont cherché de ce fait en mettant fin brutalement à la révolution Communiste tchécoslovaque à sauvegarder l'intégrité du glacis (?) de défense en Europe afin de continuer à disposer d'une assise de garantie à l'Ouest, action peut-être précipitée eu égard au développement de la puissance de l'Allemagne fédérale et à certains aspects de la guerre des agents secrets qui semble avoir atteint un degré élevé d'acuité.

Autre hypothèse : Cette intervention serait le fait exclusif des apparatchiks (?) et l'opposition a tendance libératrice n'attendrait que l'occasion favorable pour leur faire payer cher cette erreur et engager l'URSS dans une sorte de Printemps de Prague, offrant ainsi au monde le spectacle d'un Socialisme humanisé et attractif.

Mais tout cela, camarades, n'est que conjectures et il n'en demeure pas moins vrai que les prises de position du Parti Communiste français et du Parti Communiste italien révèlent l'importance des changements intervenus dans la masse des militants au cours de ces dernières années, car si l'on peut en partie les faire dépendre d'un souci de tactique de ne pas se couper de ses alliés au moins électoraux, il n'en reste pas moins que pour l'essentiel elles reflètent des tendances nouvelles, des ouvertures vers un Socialisme plus libéral. Les masses Communistes elles-mêmes n'ont plus le même comportement.

L'éviction de Jeannette Vermeersch représentant la tradition stalinienne, la molle sanction infligée à Garaudy, qui semble destinée davantage à sa personnalité qu'à ses idées puisque aucune sanction n'a été prise à l'encontre d'Aragon qui manifestait des positions voisines, sont des faits significatifs car naguère ils eussent sûrement encouru de plus graves sanctions.

Pour me résumer, il semble possible d'affirmer que la situation se décante suffisamment pour qu'il ne soit pas répondu de façon négative aux éventuelles approches du Parti Communiste et que soient conjointement recherchés les éléments d'une position commune sur tous les problèmes sans aucune exclusive afin que toute propagande démagogique et non fondée soit résolument écartée, que les Communistes refusent sans équivoque de sacrifier des objectifs nationaux communs pour la politique extérieure de l'URSS qui vient de s'identifier à une forme d'impérialisme que nous condamnons eu égard à la politique intérieure. Ce qui n'exclut pas, loin de là, la nécessité d'agglutiner à nos formations les républicains sincères du centre démocrate, notamment ceux qui

reconnaissent implicitement depuis le colloque de L... en Bavière le marxisme également comme une forme d'humanisme, car l'union d'une gauche aussi élargie que possible sera peut-être dans les mois qui viennent la meilleure garantie contre les formations à caractère fasciste qui menacent des libertés démocratiques fondamentales dans un but d'instaurer un régime de colonels ou de retarder avec des complicités au sein de la majorité un régime Socialiste, le seul qui réponde aux aspirations profondes des Français.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy. Ensuite, elle sera à Paul Serra (Tarn)

Pierre Mauroy

(Applaudissement)
Camarades, c'est au nom de la fédération du Nord que je voudrais parler maintenant.
Le Comité directeur du Parti a inscrit au point deux de l'ordre du jour : "Les répercussions de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie". Il est certains Camarades qui pensaient qu'il eût été préférable de ne pas aborder ces problèmes. Eh bien, nous ne sommes pas de leur avis ! Justement parce que nos rapports avec le Parti Communiste dominent la scène politique française, parce que nos militants en parlent, parce que nos électeurs y sont très sensibles, nous avions le devoir d'ouvrir ce débat public, nous n'avions pas à porter le débat là où il n'est pas.
La question n'est pas de savoir aujourd'hui ce que pensent nos partenaires éventuels, le seul problème est de connaître la réaction de nos camarades.
Les représentants de la fédération du Nord ont fait connaître en temps utile leur réaction au Comité directeur, mais nous n'avons pas voulu diffuser une motion avant notre Congrès départemental qui s'est tenu dimanche dernier. Aujourd'hui, nous sommes mandatés et nous sommes unanimes dans le Nord. Comme nous nous sommes partagés en ce qui concerne la création du nouveau Parti Socialiste et que vous connaissez bien les positions des uns et des autres, la preuve est faite, tout au moins dans le Nord, que nous devons aborder cette question sans en tirer des conséquences abusives pour les discussions de demain.
Autant nous avons été unanimes dans notre fédération, autant nous avons été frappés par les nuances, les approximations quelquefois un peu rapides diffusées dans les motions avant ce Congrès. Nous avons pris une résolution, mais avant de vous la communiquer, permettez-moi d'engager le dialogue avec ceux qui ont fait l'effort d'écrire un texte.
Nous ne venons pas avec des positions tranchées, définitives. C'est un sujet sur lequel nous devons penser tout haut et tous ensembles. Plutôt que de nous engager dans la théorie, et ce n'est pas le jour, je voudrais vous livrer d'abord nos réflexions par rapport à des idées lancées et écrites par des camarades du Parti dans le bulletin intérieur.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons lu attentivement les motions proposées au Congrès. Les camarades du Haut-Rhin ont fait une motion. Ils condamnent énergiquement l'intervention de l'URSS, de la Pologne, de la Hongrie, de la Bulgarie et de l'Allemagne de l'Est. Nous sommes, bien sûr, tous d'accord. Ils expriment leur sympathie au peuple tchécoslovaque. Nous sommes encore tous d'accord. Ils regrettent l'absence d'une organisation internationale, souhaitent une force internationale d'intervention, réclament la construction d'une Europe unie pour assurer l'équilibre entre les blocs existants. Il y a là à la fois, camarades du Haut-Rhin, la politique d'hier et celle de demain ; mais pas un mot sur ce qu'il faut faire aujourd'hui.

Les camarades de la section de Poissy - et vous venez d'entendre leur porte-parole - considèrent qu'avec l'éloignement dans le temps de l'événement, une certaine atténuation du choc doit intervenir, d'autant, ajoutent-ils que les dirigeants tchécoslovaques ont donné leur consentement, quoique de mauvais gré. Ils écrivent que la tension s'estompera par la volonté délibérée des responsables américains comme des Russes eux-mêmes, afin de ne pas faire renaître la guerre froide. Hélas ! Ils ont raison de souligner cette évolution. Il n'y a pas que les Français dans le monde qui aient la mémoire courte, mais nous estimons que la responsabilité internationale des Socialistes français exige que nous exprimions haut et fort ce que nous pensons. Mous n'avons rien à gagner d'un silence gêné. Notre parole doit être nette et franche. La section de Poissy ajoute : "Considérant d'ailleurs que la raison faisant place au sentiment, l'analyse des motifs qui ont du déterminer cette action de l'URSS aussi attentatoire aux intérêts du communisme mondial apparaît singulièrement plus complexe que n'avait pu le laisser entrevoir la première réaction émotionnelle."

C'est très exactement cette complexité qui nous inquiète et qui doit inquiéter tout Communiste de bonne foi. La politique de l'URSS coïncide toujours avec les intérêts du Communisme mondial. N'y a-t-il pas en marge du mouvement Communiste mondial la persistance d'une raison d'État finalement plus proche de la politique traditionnelle de la Russie de toujours que du combat de l'ouvrier de Gennevilliers ou du guérillero de la sierra ?... (applaudissements)… C'est une question. Les Français peuvent au moins se la poser puisque, en leur nom et par la volonté d'un seul, nous brandissons dans le monde de 1968 le principe des nationalités qui collait mieux à la réalité du XIXe siècle. Oui, l'URSS a 50 000 savants, des millions de techniciens, des bibliothèques dans les villages et de puissants moyens d'enseignement ; nous la félicitons pour cela ! Cette réalité, dites-vous, camarades de Poissy, finira par exercer un contrepoids et limitera la volonté de dictature des gens de l'appareil Communiste. Eh bien, ce raisonnement, cet espoir des camarades de Poissy, nous le partageons dans le Nord, nous le partageons et c'est bien là le fondement de notre stratégie que nous ne voulons pas modifier et qui doit nous conduire à l'union de la gauche, à l'unité des travailleurs ensuite et à l'instauration d'une démocratie Socialiste.

(Quelques applaudissements).

Seulement, combien de temps faudra-t-il attendre ? Voilà le problème. Compte tenu de nos objectifs à long terme qu'il faudra rappeler dans le manifeste du

nouveau Parti, la politique de 1969 ou de 1970, comme toujours, est l'art du réel et du possible, et permettez-nous de dire que c'est un raccourci audacieux et même téméraire de nous demander en se fondant sur l'espoir rationnel pour demain d'une gestation de société nouvelle en URSS d'utiliser dans l'immédiat les événements favorables à l'amplification du dialogue avec le Parti Communiste. Où sont les événements favorables après la Tchécoslovaquie ? Il y a tout de même là de grosses difficultés à surmonter.

La 14e section de Paris nous propose d'affirmer une ligne Socialiste. "Un Parti se détermine, disent-ils, non par ses alliances mais par son programme. C'est pourquoi il faut rejeter l'alliance avec le centre qui n'est que la droite non gaulliste, car l'alliance centriste ne peut permettre l'application d'un programme Socialiste"… (applaudissement)… Camarades de la 14ème section, nous sommes d'accord avec vous et nous ne sommes pas près de succomber à la tentation des diablotins du centre... (quelques applaudissements)... et nous pensons effectivement avec vous que c'est en nous tenant sur un terrain solide que nous assurerons le moment venu la véritable relève du régime, que nous attirerons les travailleurs et faciliterons l'évolution nécessaire du Parti Communiste vers la démocratie Socialiste.

Les camarades de la fédération de l'Essonne constatent que les débats idéologiques entre Socialistes et Communistes n'ont pas permis de résoudre deux problèmes fondamentaux : Celui de la définition et du contenu réel de la démocratie ; celui des voies de passage au Socialisme. "A la réponse, disent-ils, que le Parti Communiste donnera à ces deux problèmes, dépendent largement les rapports que nous pourrons établir avec lui" et ils ajoutent : "Ce nouveau Parti Socialiste devra donc renoncer à la notion d'allié privilégié aussi longtemps que ne seront pas réglés les problèmes idéologiques fondamentaux."

Je dois dire au Congrès, parce que je suis l'interprète de ma fédération, que beaucoup de nos militants pensent ainsi, mais les responsables doivent approfondir la notion d'allié privilégié car ici, l'apparence comme souvent en politique l'emporte sur la réalité. Nous avons derrière nous cette extraordinaire expérience qu'avec la même ligne de conduite, qu'avec le même objectif : Rassembler toute la gauche sans exclusive, nous sommes apparus en mars 1967 les leaders entraînant le Parti Communiste et la gauche au succès commun, et en juin 1968 des partenaires entraînés par le Parti Communiste à la déroute commune. L'image de la fédération de la Gauche s'était à ce point altérée que des braves gens avaient fini par croire qu'elle était non pas le rassemblement des Socialistes, des radicaux et des conventionnels, mais le point de jonction des Socialistes et des Communistes.

Cela signifie que la discussion idéologique ne règle pas tout, que nous devons être attentifs à notre manière d'être, à notre style et quand il faut les dire, que des paroles nettes doivent être prononcées. Et surtout, nous devons poser le postulat suivant dans la France d'aujourd'hui. Nous le faisons parce que c'est ainsi, c'est une réalité de la conjoncture politique française. Au-delà de nos rencontres avec le Parti Communiste, au-delà de nos débats doctrinaux, l'électorat accepte l'alliance avec le Parti Communiste lorsqu'il y a un Parti Socialiste fort, mais

rejette l'alliance avec le Parti Communiste lorsque c'est un Parti Socialiste faible, et il vaut mieux le savoir et en tenir compte pour surmonter nos difficultés de demain.
La fédération de Paris écrit : "Le Parti ne regrette pas les contacts qui ont été pris avec le PC qui ont favorisé une évolution démocratique. Malheureusement, cette évolution est loin d'être achevée." C'est ce que certainement nous pensons tous, c'est le réalisme.
Eh bien, dans le Nord, sans remettre en cause notre ligne théorique, nous vous demandons d'être réalistes, Pour un Parti comme le nôtre, la ligne politique juste est un lieu géométrique en fonction des données constantes et des facteurs variables. Quelles sont les constantes ? C'est que nous voulons instaurer une démocratie Socialiste, que nous avons besoin de l'adhésion des masses populaires, que nous avons besoin de l'union des travailleurs, de l'union et demain, espérons-le, de l'unité de la gauche. La deuxième constante, c'est notre attachement indéfectible à la liberté et à la démocratie. Nous avons salué le Printemps de Prague comme l'aube d'un temps nouveau. C'est maintenant l'automne là-bas et peut-être l'hiver russe, mais si les Communistes français ont déjà déposé leur pot de chrysanthème, nous garderons, nous, Socialistes qui n'oublions pas, quelques bouquets de myosotis.
Les variables ? C'est la politique de l'URSS, c'est l'attitude du Parti Communiste. Nous ne changerons pas le cap de nos données constantes, mais nous ferons et referons notre plan de vol en fonction des variables.
Et voici, chers camarades, la résolution adoptée à l'unanimité lors de notre Congrès départemental :
"Le Comité directeur du Parti Socialiste, dans sa Résolution du 5 décembre, a sévèrement condamné l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. Il a ensuite dénoncé l'intolérable pression exercée sur le gouvernement de Prague pour aboutir à un soi-disant accord qui n'est, en fait, qu'un dictat imposé par la force.
Aujourd'hui, une "normalisation" est en cours. Elle est manifestement contraire aux aspirations de la quasi unanimité des populations intéressées et marque pour une période indéterminée la fin d'un processus de démocratisation des pays de l'Est que les Socialistes attendaient et dont ils avaient cru discerner les signes avant-coureurs dans le Printemps de Prague.
Les principes de la démocratie, du Socialisme authentique, des Droits de l'Homme, finiront là comme ailleurs par s'imposer, mais le fait est que l'URSS a délibérément opté pour le retour à une politique hier condamnée de l'impérialisme stalinien.
Le Parti Communiste français a d'abord manifesté sa réprobation devant l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. Les Socialistes ont pensé que c'était là le signe d'un changement appréciable dans l'attitude des Communistes français à l'égard de Moscou, mais le fait est que le Parti Communiste a marqué un recul regrettable par rapport à sa réaction primitive et que la question est aujourd'hui posée - c'est une question-de savoir si ce recul signifie le retour à une obédience systématique et permanente à l'égard de Moscou.

Les débats idéologiques entre Socialistes et Communistes ont permis d'enregistrer des progrès appréciables qui se trouvent aujourd'hui détériorés par l'actualité d'une attitude d'alignement sur Moscou.
Le drame de la Tchécoslovaquie met en relief les contradictions entre les objectifs de l'État soviétique et les intérêts fondamentaux des travailleurs qu'ils soient aujourd'hui tchécoslovaques ou demain français. La réalité de la prise de position du Parti Communiste est en contradiction formelle avec ses affirmations de principe selon lesquelles chaque pays peut passer au Socialisme par des voies qui lui sont propres. On mesure dans ces conditions combien il serait vain dans l'immédiat de poursuivre un dialogue idéologique dont les promesses ne résistent pas à l'épreuve des faits.
Il est clair que dans cette voie tout est maintenant subordonné au choix du Parti Communiste français, au choix qu'il fera lui-même quant à son évolution, quant à l'indépendance qu'il sera capable de prendre à l'égard de l'URSS dont l'impérialisme est la négation d'un véritable internationalisme.
Au demeurant, et ce sera le débat de demain, le nouveau Parti Socialiste doit avant tout avoir le souci d'être lui-même et d'apparaître aux français comme la grande force de la Gauche, de la démocratie et du Socialisme, et sur ce dernier point, le Parti Communiste ne peut qu'être d'accord avec nous. Il devrait être le premier à s'inquiéter des difficultés de la Gauche non-Communiste.
La création, le lancement du nouveau Parti Socialiste le concerne. Sans lui, sans notre force, sans les Socialistes, le Parti Communiste est voué à demeurer perpétuellement dans une opposition symbolique. A lui de le comprendre, et aux travailleurs de ce pays de nous entendre et de nous suivre !
(Applaudissements)

Le président - Je rappelle au Congrès que la clôture des inscriptions a lieu à 18 heures, c'est-à-dire dans vingt minutes.
Je donne la parole à Siérat (Tarn) ; ensuite, Charles Potte (Val-de-Marne) ; enfin, Guy Mollet.

Siérat (Tarn)

Chers camarades, simple ouvrier militant de la base, je me sens un peu gêné de parler derrière les orateurs qui se sont succédé à cette tribune et qui ont fait une analyse si précise des répercussions de l'agression soviétique. Je vais être très bref et vous livrer les décisions du Congrès fédéral du Tarn.
1° - Nous demandons au Congrès de préciser une nouvelle fois, et de condamner d'une façon nette et catégorique, l'agression soviétique en Tchécoslovaquie.
2°- Nous demandons au Congrès de bien préciser notre pensée et de la faire préciser surtout au Parti Communiste. Au moment où un semblant de démocratisation, je dis bien un semblant de démocratisation sincère s'instaure au sein du Parti Communiste, il serait quand même dangereux et regrettable de le rejeter dans un ghetto. Nous pensons aussi qu'à l'avenir, nous ne devons plus faire des Communistes des alliés privilégiés.

Contribution Jean-Jaurès

Voilà ce qu'a décidé le Congrès fédéral du Tarn. Je ne veux pas revenir sur ce qui a été dit et sur l'analyse précise faite par les orateurs qui se sont succédé, avec beaucoup plus de talent que je ne pourrais le faire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Charles Pot.

Charles Pot (Val-de-Marne)

Mes chers camarades, la fédération du Val de Marne s'est trouvée unanime pour condamner, comme vous tous, toutes les formes d'agression de l'impérialisme capitaliste ou totalitaire, pour dénoncer la criminelle agression de l'URSS contre le peuple tchécoslovaque.
Nous voulons féliciter et remercier notre Secrétaire général Guy Mollet d'avoir fait entendre, dès le premier jour de l'agression, la voix de notre Parti, afin que soient immédiatement connues dans le pays notre réprobation et notre indignation...
Félicitons également nos camarades du Comité directeur qui ont pris la décision de faire démissionner de "France-URSS" les camarades qui avaient été délégués pour siéger au sein de cette organisation, ceci étant dit notamment à l'usage de certains rédacteurs d'une certaine "nation" prétendue Socialiste, qui, ignorant les décisions de notre Parti, ne lisant peut-être pas la presse de notre Parti, s'en vont allègrement sur les tréteaux du département du Val de Marne en compagnie de gaullistes notoires et autres députés, trouver un langage qui est tout à fait contraire à ce que les démocrates véritables et authentiquée, Socialistes peuvent penser.
Les gaullistes ont également condamné l'agression soviétique, mais ils ne pouvaient faire autrement sans être à contre-courant et recueillir la réprobation de ceux-là même qui défilaient aux Champs-Élysées en mai 1968, mais soyez assurés, camarades, que les gaullistes se soucient autant de la Tchécoslovaquie et de son peuple courageux que de leur première croix de Lorraine !
Il est vrai que, pour eux, le mois d'août est loin et ils ont actuellement d'autres préoccupations.
Je ne prendrai qu'un seul exemple pratique. Nous avons quitté France-URSS ; eux, y sont encore.
Les Communistes français ont pris position et nous avons accueilli leur prise de position première avec satisfaction et grand intérêt.
Oui, le sais, camarades, vous me dires : "Mais après le retour de Moscou de Waldeck Rochet et de la délégation du bureau politique " ? A cette question, je pourrais dire que les électeurs de la 11ème circonscription des Hautes de Seine ont répondu dimanche dernier très clairement, mais ce serait trop simple, et il est exact que le Parti Communiste français a accepté comme un fait accompli cette scandaleuse contrainte d'un peuple en quête de liberté.
Ce qui est important, c'est de pouvoir constater que, pour la première fois, en 40 ans d'histoire du Parti Communiste français, les Communistes se sont trouvés, au moins officiellement pendant un mois, en désaccord avec l'URSS. C'est là un

fait important à noter, comme il faut aussi noter les divergences internes du Parti Communiste français sur les problèmes de politique internationale en juin 1967, c'était la guerre des six jours en Israël, et ses conséquences au sein même du Parti Communiste français. Je connais des élus et des responsables Communistes dont les nuits étaient peuplées de cauchemars à la seule pensée d'avoir à choisir le lendemain entre leurs frères courageux d'Israël et leurs camarades égyptiens soutenus par Moscou.
Hier, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, Aragon, Garaudy et beaucoup d'autres encore manifestaient leur désapprobation. Dans le même temps, Janette Thorez-Weermersch choisissait Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, berceau du Communisme et dernier fief du stalinisme de la banlieue sud, pour démissionner de ses fonctions.
Était-ce un heureux présage, ou bien un message ? La question demeure et reste posée.
Il n'en demeure pas moins que les Communistes français s'interrogent, se posent des questions, en posent à nous, Socialistes SFIO. C'est encore un point positif.
Ne croyez-vous pas, nés camarades, que si les Communistes français ont pu en arriver là, en dehors de l'isolement dont ils veulent absolument sortir, les discussions idéologiques amorcées avec eux n'y sont pas pour quelque chose ?
C'est pourquoi la fédération Socialiste SMIC du val de Val de Marne, sans pour autant demander l'arrêt de ces discussions idéologiques, susceptibles d'entraîner le Parti Communiste français vers plus de démocratie, condition indispensable à la réunification de la classe ouvrière que nous sommes tous ici unanimes à souhaiter, je n'en doute pas, pense que, pour l'immédiat, nous devons d'abord nous organiser nous-mêmes, au sein d'un grand Parti de la Gauche démocratique, afin de devenir plus puissants et de nous mettre en position de force avant de décider de nos alliances avec qui que ce soit.

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades, la question dont nous débattons maintenant a été présentée à nos militants sous l'intitulé "conséquences de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie".
Plusieurs camarades ont d'abord cherché à retrouver ce qu'avaient pu être les raisons de cette agression et je les comprends ; cela peut être un bon moyen de mieux apprécier, après, les conséquences.
Je vais essayer de ne pas trop répéter ce qui a été dit sur ce sujet.
On parle de la contagion pour les Russes, car la contagion est possible, dans le domaine de la libéralisation. L'Ukraine est très proche de la Tchécoslovaquie. Préoccupations stratégiques. Par exemple, menaces contre le Pacte de Varsovie. Problèmes économiques, etc. Je me refuse à choisir car ma conviction personnelle est que tout cela a joué à la fois.
En fait, au départ, aucun dirigeant du Parti Communiste tchèque, même de ceux qui, aujourd'hui encore, sont restés les dirigeants du Parti Communiste tchèque,

ne pensait une seconde appliquer le Pacte de Varsovie, ou voir établie la liberté en Tchécoslovaquie.
Nous étions à Prague une délégation du Parti Socialiste SFIO, à la fin de l'automne 1966, Novotny régnant encore. Nous avons eu l'occasion de discuter longuement avec des hommes, ceux dont on parle beaucoup aujourd'hui : Dubcek, Lagnef, Cernik et Sik. Aucun d'entre eux n'avait des réactions de démocrate Socialiste. Il ne faut absolument pas s'illusionner là-dessus. Le problème qui leur était posé était tout autre. Leur préoccupation était toute autre. C'était une préoccupation de caractère économique. Ce dont ils voulaient se dégager, c'était du Komencom.
Nous entendons, ceux qui étions là-bas, nous entendons encore le Sik, et même Novotny, nous expliquer que les conditions du Komencom les condamnaient à mort, parce qu'ils étaient un pays particulièrement industrialisé et qui devait son industrialisation à la période anté-stalinienne. Parcs qu'ils étaient ce pays industrialisé, ils avaient été condamnés à fournir à l'ensemble du monde du Komencom les productions de qualité qu'on ne faisait pas ailleurs et sans aucun souci de rentabilité. Dubcek nous expliquait que l'éventail de la production tchèque était plus large que l'éventail de la production britannique. Je dis bien l'éventail des différents produits fabriqués, même lorsqu'il en fallait fabriquer seulement quelques-uns, c'est-à-dire sans aucune rentabilité possible.
C'est comme cela qu'ils ont abordé le problème et l'ayant ainsi abordé, se sont posés à eux - et les thèses de Sik sont connues, mal connues, mais rejoignent, sur l'essentiel, des thèses que, chez les communistes, Libermann ou Trapeznikov (?), ont exposées - des problèmes de calcul de la valeur réelle, du prix de revient de chaque objet produit, le problème du marché non pas avec le sens d'ailleurs que lui donnent les capitalistes, et pour eux, il fallait à la fois régler ce problème de la rentabilité et celui du marché, et d'un marché qui ne pouvait être qu'un marché extérieur.
La thèse était déjà exposée, je le répète, sous Novotny.
Nous avons même eu un incident amusant, que je vais vous raconter, parce qu'il est caractéristique, de l'opposition qu'il y avait entre les cadres moyens et même quelquefois supérieurs du Parti à cette tentative. C'est que les cadres du Parti, comme dans tout parti organisé avec ses structures qu'ils ont adoptées dans les pays de l'Est, les cadres du Parti, des fonctionnaires politiques, ont été envoyés à la direction économique des entreprises. Et l'une des plus grandes entreprises de Prague - et pas l'entreprise seule, un "concern"- était ainsi dirigée par un membre suppléant du Comité central. Il a, à ce titre, participé à quelques-unes de nos discussions "théoriques, mais quand le lendemain, nous avons été invités à visiter le concern en question, nous l'avons cette fois retrouvé cornue directeur et entouré, comme il se fait toujours, des représentants du Parti, des représentants du syndicat, des cadres de l'entreprise. Il a accepté la discussion avec nous. A un moment, nous avons voulu savoir comment, dans l'entreprise, on voyait la mise en application des théories de Sik et, parlant au nom de la délégation, j'ai, à un moment, dit :

"Nous voudrions savoir ce que cela donne dans le concret, parce que le petit document que nous avons trouvé à Paris, la traduction qui a été faite en français des propositions de Sik, n'est malheureusement pas très claire. Peut-être est-ce le fait de ce que la traduction en français n'est pas bonne ? C'est peut-être difficile de le traduire en français ?"

Et notre interlocuteur a eu, en face, un mot, qui ne nous a pas été immédiatement traduit, mais qui a été suivi d'un splendide éclat de rire. Nous avons demandé à savoir ce qui pouvait bien soulever ainsi l'hilarité générale. On nous l'a dit, sans barguigner. Notre interlocuteur avait simplement dit : "C'est encore beaucoup plus difficile a traduire dans les faits !".

Hé oui ! Tous les cadres de l'économie étaient absolument hostiles. Pourquoi ? Parce que c'était leur propre présence et leur propre direction qui étaient mises en cause. A partir du moment où se posaient ces problèmes de rentabilité, de calcul vrai des prix de revient, ils avaient les réactions des bureaucrates, de ceux qui n'étalent pas capables de transcrire les doléances de la base, de les transmettre vers le sommet, mais pas davantage du sommet vers la base, de prendre la moindre initiative, d'où l'obligation dans laquelle se sont trouvés les dirigeants tchèques, Novotny y compris, d'essayer de faire un peu d'information. Ah ! C'est dangereux, quand on ouvre la soupape de l'information ! Un peu d'explication. Un peu de démocratisation économique.

Ah ! Mes Camarades, nous savons tous que s'il y a une dynamique du fascisme, et je crains qu'on ne soit entré dedans en France, il y a aussi une dynamique de la libéralisation. Et cela allait loin, très loin, à telle enseigne que s'il y avait une certitude que nous avions traduite à nos Camarades, c'est que si le Congrès du PCT, du Parti Communiste tchèque, se tenait au mois de septembre, après l'allure qu'avaient prise les événements de janvier et de février, alors, c'était un grand moment de l'histoire du monde qui s'ouvrait. C'était, selon une formule que j'aimais utiliser à l'époque, peut-être la plus grande date de la deuxième moitié de ce siècle, car en effet, dans la faille ouverte d'un début de démocratisation, tout s'était engouffre, les enseignants, les philosophes, les professeurs, les économistes, et plus encore la jeunesse ; tout était entré là-dedans et si le Congrès de septembre avait lieu, tout pouvait changer.

Si bien que les dirigeants du Parti Communiste de l'Union soviétique se sont trouvés placés face à un dilemme très simple, un dilemme à deux faces : ou bien on laissait se tenir le Congrès du PCF, et tout était possible ; ou bien il fallait empêcher le Congrès, et il n'y avait pas d'autre moyen que la force d'empêcher ce Congrès de se tenir et ils ont choisi.

Et c'est là qu'on en vient aux conséquences. Je vais me répéter un peu ; vous me le pardonnerez, mais il vaut mieux cela que se trahir.

Conséquences sur le plan international d'abord.

L'URSS, j'en suis convaincu, vient de commettre la plus grave des fautes qu'elle ait commises depuis longtemps. S'il fallait s'amuser, comme beaucoup l'aiment, à employer des citations, je dirais que, pour eux, cette fois, c'est plus qu'un crime, c'est une faute, et cette faute est sanctionnée par le plus clair des échecs.

En effet, quatre mois après l'occupation militaire, ils n'ont pas encore trouvé, même si on le sent pointer, le Kisling qu'ils attendent, alors qu'ils croyaient le trouver dans les vingt-quatre heures. Peu à peu, peut-être, vont-ils y parvenir. Hélas ! Nous le craignons tous, mais je veux le dire, il est déjà trop tard. Le monde entier sait maintenant ce qu'est la volonté réelle de la population tchèque se sont-ils placés - car les militaires ont joué, un ami l'a dit cet après-midi, un rôle très grand dans la prise de décision, c'est très vraisemblable, on ne le sait pas, mais on le sent - se sont-ils placés sur le plan de la stratégie ? Les Tchèques, et aussi si les stratèges sont a priori des militaires, il n'y a plus de militaires éventuellement adversaires de l'URSS dans le monde qui ne sachent maintenant que le soi-disant glacis n'est plus une force, mais représente pour l'URSS la faiblesse la plus grave en cas de conflit. Dans tous les domaines, ils ont perdu, et celui dans lequel, à mon avis, ils ont le plus perdu, c'est à l'intérieur du monde Communiste. Car nous faisions, nous, à l'occasion du 54ème Congrès, en 1963, une analyse dont je ne vais pas vous réimposer le texte, mais si vous voulez bien vous y reporter, vous constaterez qu'elle reste vraie ; j'y reviendrai.

Mais sur le fait même de l'évolution, commençons par ce qui s'est passé, à Prague même.

La jeunesse, et c'est très important, plus important que les anciens à Prague, car on peut penser que ce qui s'est passé à Prague, c'est parce que, comme nous le disions souvent, la Tchécoslovaquie était dans les pays du centre-Europe celui qui était le plus accroché, le plus attaché à la démocratie, fut-ce simplement la démocratie parlementaire ; c'était un modèle, et un modèle qui eut probablement valu, même pour beaucoup de pseudo-démocrates français ; mais ce ne sont pas eux qui ont été les agents essentiels de ce qu'on appelle de ce très beau mot "le printemps de Prague" ; c'est la jeunesse.

Or, cette jeunesse, ceux qui ont 20 ans aujourd'hui, ils sont nés en 1945 ; s'ils ont 25 ans, ils sont nés en 1943 ; ils n'avaient que 5 ans en 1948 ; ils ont tous été élevés, formés, éduqués, sous le régime stalinien, et ce sont ceux-là qui ont été à la pointe du combat pour la liberté.

Vous savez, camarades, c'est une réponse merveilleuse et extraordinaire à tous les pessimistes, y compris à ceux dans nos rangs, à ceux d'entre nous qui sont arrivés à cette conviction qu'il n'y a rien à faire, que cela ne changera pas, que les Communistes dans le monde sont éternellement condamnés à être ce qu'ils ont été et ce que, hélas, souvent, ils sont encore. Cette jeunesse-là vous a répondu et quiconque est allé, depuis de récentes années, dans les Pays de l’Est, sait que ce n'est pas un phénomène spécifique à la Tchécoslovaquie, sait qu'à Moscou même, le même phénomène existe.

Ah ! Certes, si on a l'illusion que cela va se traduire très vite par des mouvements, par des révolutions... je ne le crois pas. Une des grandes leçons de notre siècle, c'est que les pouvoirs forts, les pouvoirs de style dictatorial sont des pouvoirs que l'on renverse très difficilement de l'intérieur. Cela a été vrai du fascisme. Je crois que ce n'est pas une opinion aventurée que de dire que si Hitler et Mussolini n'avaient pas fait la folie de la guerre extérieure, ils seraient encore en place, comme les Franco, ou comme les Salazar. Je ne crois pas que

cela se passe non plus en Russie sous cette forme-là, mais à l'occasion de troubles internes, de difficultés entre les différentes forces qui sont en présence, des quantités de closes, et dans un avenir parfaitement impossible à définir, peuvent surgir.
La formule que je vais employer n'est pas de moi ; elle condamne d'une manière terrible le comportement du PCUS. Elle est d'un Tchèque, d'un Tchèque ami dont vois comprendrez que je ne cite pas le nom, mais qui, il y a peu de semaines, alors que nous nous rencontrions, disait :
"C'est fantastique, ce qui nous arrive. C'est monstrueux. Pour la première fois dans l'histoire d'un Parti Communiste dans le monde, nous avions la majorité. Nous n'étions plus un de ces partis avant-gardistes, imposant sa loi à un peuple. La majorité du peuple tchèque était avec nous. Nous aurions pu supporter des élections libres, et c'est cette heure-là qu'ils ont choisie pour nous briser !"
Oui, je dis que le drame est grand, à l'intérieur même du monde Communiste. Grand, pourquoi ? Et comment cela se traduit-il déjà ?
Pour la première fois, nous avons vu la liste des Partis Communistes approuvant l'attitude de l'URSS en Tchécoslovaquie, être la plus réduite du monde. Jamais ils n'avaient connu cela. En dehors de ceux qui ne peuvent pas faire autrement, les cinq satellites qui étaient à côté d'eux, en dehors d'un certain nombre de représentants de pays sous-développés, il n'est pas un, ou plutôt il en est un et j'y reviendrai tout à l'heure, un Parti Communiste, et je ne parle pas du PCF, il n'en est pas un seul qui ait approuvé l'attitude des Soviétiques en Tchécoslovaquie.
Par contre, la liste est longue de tous ceux qui, avec des nuances et des variantes, ont dénoncé l'agression militaire, de tous ceux qui - et il faut se placer dans la peau d'un Communiste, là, pour comprendre - ont considéré que c'était une négation absolue des engagements pris ensemble, en particulier, par Novotny. C'est important.
Il se passera l'année prochaine un événement qui ne manquera pas d'intérêt, pour des démocrates Socialistes, à commenter quand on en aura connu les résultats, c'est la Conférence internationale des Partis Communistes, où il sera parfaitement impossible, pour eux tous, de négliger ce problème.
Répercussions en France maintenant, et d'abord dans l'opinion.
Je dois avouer, et je le regrette, que le ne partage pas l'illusion de beaucoup de camarades qui pensent que les répercussions dans l'opinion publique est grande. L'opinion dans les couches politiques, oui, est grande ; l'opinion dans la masse n'est pas grande.
Je sais que l'on parle beaucoup des élections des Hauts-de-Seine. Je sais même, je crois savoir que même les dirigeants Communistes y trouvent un extraordinaire réconfort. Excusez-moi, mais cela me paraît être une analyse parfaitement fausse de ce qui s'est passé dans les Hauts-de-Seine comme sont faux la plupart des commentaires qu'on a entendus ou lus plus souvent.
J'ai lu, comme chacun de vous, que c'était l'écrasement de la Gauche Communiste.
Ils prennent, ces gens-là, inlassablement, leurs rêves pour une réalité !

Fondation Jean-Jaurès

Si l'invalidé avait été, que sais-je ? Dans l'Aude, les Bouches-du-Rhône, ou le Nord, et qu'il eût été des nôtres, il aurait été réélu au premier tour et je n'en aurais pas conclu au succès de la Gauche non Communiste.
Il faut ramener les choses à ce qu'elles sont. D'une part, on est dans les Hauts de Seine où, depuis 1945, la lutte a toujours été limitée entre le Parti Communiste et l'extrême-droite par qui que ce soit qu'elle soit représentée ; nos pourcentages, à l'époque de la proportionnelle, étaient d'une triste modestie, et cette fois-ci, le Parti Socialiste n'avait pas de candidat ; non seulement il n'en avait pas, mais l'un des nôtres ayant prétendu se présenter, dût retirer sa candidature, pour une raison simple, c'est que, dans des cas comme cela, il n'y a jamais de candidat aussi longtemps que nous sommes seuls à prendre une décision et aussi longtemps que dans la FGDS on voulait bien nous écouter ; il n'y a jamais eu, au cours de toute la période précédente, non seulement pour les Communistes, non seulement pour les nôtres, mais même pour des PDM, de candidat ; dans l'Aude, on n'a pas eu de candidat contre le sortant invalidé. Bien sûr, des voisins, des partenaires ont cru que c'était leur heure- Eh bien ! J'espère qu'ils auront retenu la leçon et qu'ils ne récidiveront pas dans ce genre d'erreur !
(Applaudissements)
Mais je veux revenir à mon propos - Est-ce que, vraiment, l'électorat qui a voté pour Ducoloné a voulu manifester qu'il avait bien digéré l'affaire de Prague et l'opinion émise par le Parti Communiste français en cette occasion ?
Est-ce que les dirigeants Communistes français - si mon analyse est exacte - qui croient que c'est fait, ont raison de le croire ? Réponse : non. Cela n'a pas joué, et cela ne joue malheureusement pas.
La masse des électeurs s'occupe de ce qui se passe dans son pays, de la liberté dans son pays mais pas tellement ; voyez le comportement de la masse des électeurs, chaque jour où le gouvernement... - le gouvernement, c'est trop dire ! Où le Chef de l'État viole la Constitution ; cela n'émeut personne. La masse des électeurs s'occupe donc un peu de la liberté dans son pays, mais surtout de la condition économique et de la condition sociale dans son pays. Cela, ça compte et s'il en est parmi vous qui s'imaginent que je suis en train d'expliquer cette élection pour en diminuer la valeur, non.
Je vais vous donner un exemple très précis, hors de France. Il va y avoir des élections au Luxembourg. Nos camarades sont dans une majorité gouvernementale - Je ne suis pas sur qu'ils y restent d'ailleurs, mais ils y sont pour l'instant. Le Parti Communiste du Luxembourg est justement le "un" dont je vous parlais tout à l'heure : c'est celui qui a approuvé à 100% l'attitude de l'URSS en Tchécoslovaquie. Il vient de gagner des voix et des sièges.
Est-ce que vous allez y voir l'affirmation que le prolétariat luxembourgeois est d'accord avec l'agression ? Ce n'est pas vrai. Il a voté contre le gouvernement. Il a voté parce qu'il n'est pas satisfait. Il a voté pour des questions économiques internes. Eh ! Oui, c'est aussi malheureux que cela ! Mais s'il n'y a pas, dans l'opinion, les répercussions que j'aurais souhaitées, je veux dire, par contre, ma conviction que, déjà un peu exprimée, que, dans la classe politique, il y a des

réactions, et d'abord dans la classe politique que constitue non pas l'électorat Communiste, mais le Parti Communiste Français.
Je sais que l'on veut toujours minimiser les drames internes au PC ? Je sais que l'on peut expliquer que... oh !... les décisions prises concernant Janette Wermersch ou Garaudy dans l'autre sens, ou l'absence de décision dans le cas d'Aragon, veulent dire ceci, ou cela.
Ce n'est pas mon avis. A l'heure actuelle, le PCF traverse en son sein une crise sérieuse, et s'il vous arrive de discuter - cela m'arrive, je multiplie les occasions autant que faire se peut - avec des militants communistes, vous saurez que la crise est réelle.
A mes yeux, elle est la suivante.
Parmi la jeunesse du PCF, dans les cadres du PCF, dans l'intelligentsia du PCF, ils sont assez nombreux - oh ! je ne dis pas très nombreux mais assez nombreux - ceux qui ont compris la vanité des efforts d'un parti Communiste isolé dans un pays comme la France, qui savent que, peut-être, au gré d'élections, ils pourraient augmenter le nombre de leurs élus, mais que, jamais, si les choses restent ce qu'elles sont, ils n'ont la moindre chance, mais pas la moindre chance de voir évoluer même vers la forme de pseudo-Socialisme à laquelle ils pensent, la société française. Et qui, ceux-là, sont troublés. Qui, ceux-là, sont sincères. C'est ma conviction profonde - Lorsqu'ils parlent de voies multiples, lorsqu'ils commencent à reconnaître que l'exemple soviétique n'est pas un exemple forcément valable, pour des pays comme le nôtre, lorsqu'ils reconnaissent que, dans un pays industrialisé et de tradition démocratique comme la France, le problème ne peut pas se poser comme dans un pays sous-développé. Mais ils ont leur drame, en ceci, c'est que s'il est des hommes, et je suis sûr qu'il en est, qui pensent ainsi, je ne suis pas sûr qu'ils soient absolument majoritaires dans leur propre Parti.
Le drame, c'est que, chez eux, ils ont à rémonter les fautes commises pendant quarante ans. Nous avons peut-être, nous aussi, parfois, chez nous, à nous poser le problème en sens inverse, nais pour eux, j'ai bien vu ce qu'étaient les réactions des camarades quand je les ai rencontrés, j'ai bien vu que l'effort que tentions depuis des années, quelquefois, violait un peu les camarades et que, tout d'un coup, ils se sont trouvé confrontés avec quoi ? Avec les réactions des militants Communistes qu'ils connaissaient dans leur localité.
Je revois encore mes camarades de la région minière du Pas-de-Calais, quinze jours après les événements de Prague.
Ils avaient d'abord été, comme je l'avais été, favorablement impressionnés par la dénonciation immédiate faite par le Parti Communiste Français, mais ils n'ont pas eu besoin d'attendre ce que vous croyez être des virages importants dans la prise de position ; j'y reviendrai dans un instant. Ils ont rencontré le porion d'à-côté, ancien militant Communiste ; ils ont rencontré le camarade de la CGT, et le camarade avec qui on commençait à se re-traiter un peu comme camarade ; ils ont rencontré le maire ou l'adjoint au maire de leur village, vieux militant Communiste ; 35 ou 40 ans de Parti ; et qui, lui, ne leur a pas tenu le même langage, qui, lui, leur a dit :

"Ah ! Quand l'URSS fait quelque chose que je ne comprends pas, j'ai appris qu'il faut que je sache attendre quinze jours après, j'aurai compris qu'elle l'a fait pour le bien du peuple".
Même celui qui, allant plus loin, allait lui dire : "On ne laissera jamais dans notre pays croire que l'armée soviétique ne vient pas nous libérer...". Il y en a qui sont, dans la conversation, allés jusque-là.
Le camarade est rentré complètement outré et m'a dit, quand je l'ai rencontré : "Mais Guy, tu te trompes, ou ils te trompent ! Voilà ce que m'a dit untel ; voilà ce que m'a dit untel...".
C'est vrai ; chez eux aussi, il y a eu, à la base, la réaction de ceux à qui on a, pendant 30 ans, 40 ans, répéta inlassablement : "L'URSS a toujours raison", et qui ont du mal à admettre que l'URSS puisse se tromper.
Vous savez, c'est aussi difficile à expliquer cela... J'allais faire une comparaison qui n'est pas désobligeante, qu'à expliquer aux tenants de pas mal d'autres églises que leur pape ne peut jamais se tromper, mais qu'un jour, il se trompe.
Il y a eu cette réaction à la base. Faut-il, pour autant être pessimiste ? Faut-il, après ce que je disais tout à l'heure, sur la transformation et l'évolution de la jeunesse, dans un pays comme la Tchécoslovaquie, douter de l'avenir ?
Moi, je dis non. Je sais qu'on me reproche toujours mon éternel optimisme - Il est grand aujourd'hui. Il est grand, et pas seulement du fait que cette jeunesse, en Tchécoslovaquie, a fait cela, mais du fait que c'est l'attitude présente de la jeunesse à travers le monde.
Oh ! Là, ne me faites pas dire ce que je ne veux pas dire ! Il est, dans l'attitude de certains jeunes, une très petite minorité aujourd'hui, même quand on admire leur courage... "admire", le mot est grand, mais quand on estime leur courage... il est des folies, et tels jeunes Français d'aujourd'hui, pseudo-étudiants, ne se rendent pas compte comme eux qu'ils ont une véritable haine au cœur pour le fascisme, qu'ils risquent d'en être les meilleurs fourriers, parce que cette dynamique contestation, violence, répression, recontestation, finit toujours par la victoire de la répression, et ils sont en train de faire naître en France un nouveau parti de l'ordre qui, demain, applaudira les totalitaires en puissance qui, ceux-là, veulent les briser- Ce n'est pas à cette jeunesse-là que je pense. C'est à la jeunesse dans son ensemble.
Avez-vous, comme moi, remarqué ce phénomène extraordinaire que, dans tous les pays de dictature, on crie, «Vive la liberté" ? Oui, oui ! de Madrid ou de Barcelone à Prague, mais que, dans tous les pays du capitalisme, alors même que, parfois, on ne sait pas très bien ce que cela implique, on crie "Vive le Socialisme". Dites-moi, ce n'est pas riche d'espoir, tout cela ? Liberté, Socialisme, est-ce que ce ne sont pas les deux fondements mêmes de la pensée démocrate Socialiste ?
Oui, je suis un optimisme... Mais il faut revenir au problème ; je ne veux pas m'en tirer par des phrases de caractère général.
Le problème essentiel est celui, donc, des rapports maintenant entre Socialistes et Communistes, et je voudrais qu'on distingue entre deux préoccupations : la stratégie et la tactique. Le long et moyen terme, et le court terme.

Sur le plan de la stratégie, je vous en conjure, mes camarades, ne commettons pas d'erreur, si les Socialistes, et je voudrais pouvoir dire tous les Socialistes, n'ont pas au cœur la conviction que la division ouvrière, c'est vraiment l'arme privilégiée de la réaction et du capitalisme, si les Socialistes et tous les Socialistes n'ont pas la volonté ardente de tout faire en ce qui les concerne, pour qu'un jour on arrive à vaincre cette division ouvrière, alors, il est vain de parler de déclaration de -principe, il est vain de rêver que l'on bâtira un jour une société de caractère Socialiste dans notre pays. Ce n'est pas vrai.

Si, un jour, les démocrates Socialistes se trouvaient chargés des responsabilités et qu'ils aient à côté d'eux - je ne dis pas à leur gauche - une fraction de la classe ouvrière livrée à toutes les revendications démagogiques, incapable d'accepter ce qu'il faudra accepter pour bâtir une société de caractère Socialiste, il n'est pas vrai que jamais nous la ferons.

Voilà quant à la stratégie.

Il faut en venir au cours terme, à la tactique.

Sur le plan de l'action prochaine, alors, là, il faut essayer d'apprécier ce qu'est l'attitude présente du Parti Communiste français.

Autre manière de poser la question : est-ce que l'attitude au PCF à l'occasion des événements de Prague, d'une part, est-ce que les décisions du dernier Comité central, d'autre part, constituent un progrès ou un recul dans cette voie ?

Sur les événements de Prague, je suis de ceux qui ont salué - je ne regrette pas de l'avoir fait, je continue à le faire - la première déclaration du bureau politique du PCG dès le lendemain de l'agression. Par contre, jamais - et je le dis en public chaque fois que l'occasion m'en est donnée et aux Communistes quand j'ai l'occasion d'en rencontrer - jamais nous n'accepterons d'admettre qu'un diktat imposé par la contrainte à des interlocuteurs prisonniers, puisse constituer un acte positif. Je ne parle même pas du contenu de l'accord, du pseudo-accord ; je parle de la manière même de la procédure employée pour aboutir audit accord.

Quant au manifeste, ce manifeste qui a été adopté les 5 et 6 novembre à Champigny, et autant qu'au manifeste, au discours de Waldeck Rochet qui le présentait, mon avis est le suivant. Je vais d'abord donner un conseil aux camarades. Il faut le lire, il faut s'imposer de le lire. On ne peut pas discuter des rapports entre Communistes et Socialistes si on ne sait pas exactement ce qu'est la position des intéressés - Ils n'ont pas, comme nous l'avons trop souvent, la préoccupation de faire des textes courts, pour faciliter le travail de la presse. Ce document comporte six pages du format que voilà. Je ne dis pas que ce soit une lecture aisée, mais c'est une lecture nécessaire.

Que contient-il ? Je ne vais pas en faire une analyse totale, complète. Il y a, à mon avis, des points qui marquent un progrès par rapport aux déclarations antérieures, mais il en est, par contre, quelques-uns - je ne vais pas les reprendre - sur lesquels il y a une divergence éclatante, même quand elle est voilée par la formulation.

Je souhaite qu'une commission du Parti - le Comité directeur prochain en désignera une - fasse l'étude de ces documents.

Fondation Jean-Jaurès

Pour ne citer que deux exemples, je vais prendre d'abord dans le rapport de Waldeck Rochet le passage court que je vais vous lire :
"C'est ainsi que les réformistes et les opportunistes de droite, même quand ils s'en défendent, présentent comme du Socialisme ce qui n'est qu'un simple aménagement du capitalisme. D'aucuns parlent d'une révolution progressive et permanente..."
Et j'ai cru me reconnaître !
... "D'aucuns parlent d'une révolution progressive et permanente, mais dans la mesure où cette expression sert à désigner une transformation insensible du capitalisme par l'accumulation de réformes partielles, il s'agit, en réalité, d'une variété de réformisme dont le capitalisme peut fort bien s'accommoder..."
C'est souligné dans le texte :..."les réformistes et les opportunistes de droite abolissent l'idée d'un bond révolutionnaire", "bond" "b-o-n-d, "... à laquelle doit conduire précisément l'évolution, etc.".
Camarades, là, il y a une caricature. Elle ne peut pas être involontaire. Une caricature de l'attitude des Socialistes. Il n'est pas concevable qu'un mois après notre Congrès (notre Conseil national ayant pouvoir de contres), alors que nous avons manifestement dénoncé cette forme de réformisme, dénoncé ce pseudo-modernisme du centre, de la Droite française, qui ne sont que des aménageurs du capitalisme, il n'est pas concevable qu'on laisse, par un semblable texte, entendre que nous sommes confondus avec les intéressés. Ce n'est pas normal, car c'est faux.
Et puis, alors, il faudra aussi nous dire ce que c'est que ce "bond révolutionnaire".
Ah ! Je ne prétends pas me lancer dans une discussion théorique à cette heure-ci. Si quelqu'un veut connaître ma pensée sur ce sujet - je pense que vous êtes nombreux à avoir lu un livre, à mes yeux, le meilleur, de Gorse - eh bien ! Je fais mienne l'explication qu'il en donne dans ce livre.
Un autre exemple, cette fois pris dans le rapport. Qu'est-ce qu'une démocratie avancée, et qu'est-ce qu'une démocratie avancée dans le domaine international ?
"Les problèmes de politique internationale sont vitaux pour la paix et la sécurité de tous les peuples et ils doivent être résolus dans le respect de la souveraineté des peuples, de l'indépendance des nations, et de leur solidarité indispensable".
Rien à redire à ce propos, mais c'est la phrase qui suit qui est belle :
"Les partisans de l'intégration capitaliste de la petite Europe soutiennent, en fait, que l'indépendance nationale est un principe valable pour certains pays et dépassé pour d'autres - Les Communistes partent du point de vue que chaque pays doit décider lui-même, sans ingérence extérieure, des problèmes relatifs à son organisation sociale et politique, comme de son orientation économique, etc."
Faites attention ! entre deux phrases que nous pourrions faire nôtres, sur la nécessité de décider librement, dans son propre pays, et dont je comprends bien le rappel ici, car c'est important, c'est même positif, cela implique en soi même une condamnation de ce qui s'est passé à Prague, entre deux phrases que nous

pourrions faire nôtres, dis-je, pourquoi a-t-on inséré celle-ci : "Les partisans de l'intégration, capitaliste de la petite Europe soutiennent, en fait..." ?
Quelle extraordinaire comparaison ! Entre une intégration que l'on suppose volontairement décidée, démocratiquement voulue par les représentants en question, et l'intervention étrangère, militaire ou non, quelle confusion ! Elle ne peut pas avoir échappé au rédacteur.
J'ai mis l'accent sur les points négatifs - J'ai dit qu'il était des points positifs, mais je dis que ce n'est certainement pas sur des bases comme celles-là que nous pouvons trouver un accord.
Ma conclusion dans ce domaine est franche ; elle est simple - Après les événements de Prague, les Socialistes, c'est-à-dire des démocrates Socialistes ne trouvent pas, en tout cas ne trouvent pas encore dans les déclarations à ce sujet, dans le manifeste qui vient de sortir, des garanties suffisantes pour pouvoir construire avec les Communistes un programme d'action gouvernementale, c'est-à-dire d'exercice du pouvoir en commun.
Voici un point précis traité. J'ai maintenant pratiquement terminé. Il me reste à aborder les tout derniers. Vous avez pu remarquer que je n'ai pas parlé de problèmes électoraux. Je ne souhaite pas que ce soit à travers les problèmes électoraux qu'un Congrès comme le notre traite une question aussi importante- Je ne nie pas l'importance du problème électoral, mais il y a des traditions dans le Parti Socialiste SFIO dont j'espère bien qu'elles seront reprises par le nouveau Parti Socialiste. C'est qu'une tactique électorale, cela se définit en fonction de la conjoncture, de la loi électorale, et notre Parti a toujours fait précéder toute consultation électorale d'une décision d'un Congrès ou d'un conseil national spécifiquement convoqué pour le faire. Il faudra faire la même chose.
Non. Ce n'est pas de cela que je veux parler. C'est de nos rapports.
Je dis dans ce domaine encore qu'en 1935... Que dis-je ? en 1963, lors du 54e Congrès - cela devrait être notre Bible à tous - c'est ce jour-là qu'on a préparé de la manière la plus solide un Congrès et c'est ce jour-là que des décisions valant pour l'avenir ont été prises. Ce jour-là, nous en disions : "Mais le fait de rejeter les conceptions bolcheviques, le fait d'apprécier en théorie et en pratique le danger que cela présente, ne nous fait pas négliger le danger que la réaction fait peser sur les institutions démocratiques. Nous nous refusons à lui permettre un triomphe. Nous n'excluons pas, par conséquent, une tactique défensive avec le PC contre tout péril déclaré".
Il faut que ceci soit maintenu.
Quant à nos rapports, je dis que restent plus nécessaires que jamais - je dis bien plus nécessaires que jamais - l'exposé public, le dialogue public, les différences qui existent entre les thèses du Parti Communiste et les nôtres. Il y a d'ailleurs un très grand malentendu et, dans l'esprit de beaucoup de camarades, je l'ai senti, qui confondent le dialogue public, l'exposé des différences théoriques, idéologiques, entre les Communistes et nous, et le débat à un moment instauré sur ce sujet, et les négociations qui ont eu lieu entre la FGDS et le Parti Communiste.

Beaucoup pensent que cela a été interrompu après Prague. Ce n'est pas vrai. C'est interrompu depuis le mois de janvier dernier, les conversations de caractère théorique ; le débat public sur ces problèmes a été interrompu lorsque s'est substitué à lui, au lieu de s'ajouter : lui, un débat sur l'immédiat, un débat sur les alliances électorales, un débat sur un soi-disant programme. Et j'ai eu le sentiment, je veux le dire comme je le pense, que nos partenaires Communistes préféraient ce genre de débat à celui que nous avions entamé sur les problèmes idéologiques. Il ne faut pas que vous ayez de complexe d'infériorité, mes camarades, sur les problèmes idéologiques ! Nous avons raison...
(Applaudissements)
Ce n'est pas du tout un problème de tactique électorale.
Alors, voilà ce qu'il nous faut dire, voilà ce que je souhaite que le Congrès dise. Il faudrait que le Congrès dise que le Parti Socialiste est toujours lui-même, qu'il le dise en clair - Je voudrais le redire après Mauroy tout à l'heure et après ceux qui l'ont dit clairement, ce que nous sommes et ce que nous voulons ; nous n'avons à craindre de débat avec personne. Je souhaite que nous le fassions. A mes yeux, il n'y a nul besoin pour cela de laisser s'accréditer la légende, car il s'agit d'une légende, d'une pseudo-alliance privilégiée. Je confirme le propos d'un camarade qui, tantôt, le disait. Je mets qui que ce soit au défi de trouver cette formule dans aucun texte du Parti Socialiste SFIO, ni dans aucun texte signé par le Parti Socialiste SFIO, c'est-à-dire les textes de la FGDS ; nulle part ; ne prenons pas à notre compte les propos oraux de tel ou tel de nos partenaires qui n'ont jamais été nôtres mais il n'y a pas besoin non plus, dans l'autre sens, de procéder à je ne sais quelle révision déchirante, mes camarades !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous avons terminé le débat sur les conséquences de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, mais nous n'avons pas terminé les travaux de ce Congrès pour autant, nous allons suspendre cette séance pour permettre aux orateurs inscrits de se réunir, et pour permettre l'organisation du débat. Je dois, en effet, vous signaler qu'à l'heure actuelle, nous avons, sur le dernier débat à l'ordre du jour de ce Congrès, c'est-à-dire la création du nouveau Parti Socialiste, 48 orateurs inscrits, qui ont demandé un temps de parole donnant un total de 19 heures 10 de débat. Étant donné que nous nous sommes battus courageusement avec le reste du mouvement ouvrier pour faire que la journée de 3 heures soit respectée, vous imaginez à quoi cela nous conduit ! Il faut donc que cette suspension ait lieu pour essayer de réduire un peu ce flot d'éloquence. La séance sera reprise dans un quart d'heure ou vingt minutes au plus. Nous entamerons alors le dernier débat. Nous entendrons un rapport sur les négociations que nous avons eues avec nos partenaires de feue - dans quelques jours - la FGDS, rapport présenté par Pierre Mauroy. Il faudra peut-être prévoir une poursuite des travaux ce soir si nous voulons respecter la limite de dimanche soir, mais la Commission vous le dira à la reprise de la séance.
(Des instructions pratiques sont données par Ernest Gazelles pour la réunion de la Commission)

Le président - La séance est suspendue pour un quart d'heure ou vingt minutes, au maximum.

Le président - La séance est reprise.

Ernest Cazelles

Voici les propositions qui sont faites et les décisions qui ont été prises par le bureau du Congrès et les orateurs qui se sont fait inscrire.
Ce soir, jusqu'à 20 heures – 20 heures 30, le rapport de notre ami Pierre Mauroy.
Demain matin, séance à 9 heures 30 jusqu'à 13 heures.
Samedi après-midi, de 14 heures 30 à 19 heures.
Samedi en soirée, séance de 21 heures à 23 h 30.
Dimanche matin, reprise de la séance à 9 h 30 jusqu'à 13 heures.
La Commission des résolutions se réunira immédiatement et les travaux reprendront à 17 heures pour le vote sur les motions finales.
Après les rapports, avec le nombre des orateurs et avec la réduction du temps de parole, l'ensemble des représentants des fédérations qui se sont fait inscrire pourront s'exprimer à la tribune du Congrès.

Le président - Camarades, vous êtes donc informés. Nous allons reprendre nos travaux et je donne la parole à Pierre Mauroy pour la présentation du rapport introductif.

Pierre Mauroy

Chers camarades, nous allons varier les plaisirs..., maintenant il s'agit de la création du nouveau Parti et je dois vous rendre compte des négociations qui ont été entreprises et faire le point sur ces négociations.
D'abord, vous le savez, depuis cinq ans nous sommes à pied d'œuvre et nous suivons la ligne de notre 54e Congrès ainsi définie : "Le parti saura procéder aux transformations nécessaires dans son langage, ses méthodes et sa structure pour s'affirmer comme le grand Parti de la démocratie Socialiste", et notre Congrès ajoutait : "Un dialogue utile doit s'ouvrir entre les organismes nationaux de notre Parti et un certain nombre d'hommes de gauche".
Inlassablement, nous avons poursuivi notre effort à travers les colloques Socialistes, puis la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, inlassablement, nous avons manifesté notre volonté unitaire.
Nous voici au dernier quart d'heure, au moment où projetant un retard sur tout ce que nous avons accepté, quelquefois enduré, vous allez donner votre réponse définitive, au moment où en dépit des obstacles l'espoir nous anime, celui de réussir cette grande entreprise collective de renouvellement et d'adaptation au service du Socialisme.

Fondation Jean-Jaurès

Le Conseil national des 2 et 3 novembre à Clichy a adopté deux textes, l'un, fixant les principes fondamentaux qui doivent être ceux d'un Parti Socialiste, l'autre, en application des décisions du 54ème Congrès, fixe nos propositions en ce qui concerne les structures nouvelles du Parti Socialiste à créer.
Sur ces bases et conformément aux décisions de nos précédentes assises et particulièrement du Congrès de janvier dernier, le Parti s'est déclaré prêt à la poursuite des négociations avec tous ses partenaires pour la création dès le 1er janvier 1969 d'un nouveau Parti. Le Conseil national a donné mandat au Comité directeur de mener les négociations avec la plus grande diligence, en tout état de cause dans des délais tels que le Congrès de décembre puisse prendre des décisions définitives. Ce mandat a été donné à l'unanimité moins une abstention et vous êtes au rendez-vous.
Le 6 novembre, le Comité directeur désigne la délégation chargée de ces contacts. Elle est ainsi constituée : Guy Mollet, Ernest Cazelles, Gaston Defferre, Claude Fuzier, Pierre Herbaut, Pierre Mauroy.
Nos partenaires sont au départ ceux de la fédération de la Gauche.
Les 23 et 24 novembre, se tient le 65ème Congrès national du Parti radical-Socialiste et le 28 novembre, le président René Billères rend comité au Comité exécutif de la FGDS des décisions de son Parti. Elles sont de trois ordres.
Premièrement, le Parti Radical-Socialiste n'estime pas dans l'immédiat une fusion possible sur la base des textes que nous avons proposés. Il prend du champ et prévoit la convocation d'un Congrès extraordinaire en février-mars. Le vent a tourné de ce côté-là. Avec les radicaux, il nous reste à partager - c'est important -notre lutte commune contre le pouvoir, notre attachement à la démocratie et à la liberté. Mais s'il faut nuancer, disons que de plus, il nous reste avec les uns l'art de bourrer notre pipe et la tentation de mettre nos pantoufles et qu'avec les autres nous gardons de notre vie commune à la fédération de la Gauche la conviction de partager le même combat, d'avoir le même idéal et espérons que le nouveau Parti Socialiste sera, tel qu'un jour viendra où nous les retrouverons.
Deuxièmement, le parti radical-Socialiste souhaite passer avec la nouvelle formation Socialiste un contrat d'association de type confédéral et le président René Billères met beaucoup d'insistance à nous le demander. Nous avons donné acte au Parti radical-Socialiste de cet engagement, mais lui avons précisé que seul le nouveau Parti pourra en débattre et en décider.
Enfin, troisièmement, le président René Billères a insisté pour que le groupe parlementaire qui nous est commun reste en l'état. Nous avons acquiescé, après avoir obtenu l'assurance que la discipline de vote en resterait la règle pour tous. C'est une question là encore que le nouveau Parti devra reprendre pour en décider définitivement.
Sans attendre la décision du Parti radical-Socialiste et avec son accord d'ailleurs, nous avions convenu lors du Comité exécutif du 7 novembre de commencer la négociation avec nos autres partenaires ensemble. Nous avions laissé le soin au Secrétariat de la fédération de la Gauche de traiter de ses dernières affaires.

La fédération de la Gauche est ainsi morte, mais l'acte officiel de décès ne sera publié que le 31 décembre au soir.
Mais revenons à ce qui vit, à nos partenaires qui ont décidé de continuer avec nous dans la voie de l'unité et de la création d'un nouveau Parti.
Quels sont ces partenaires ? La Convention des Institutions Républicaines - les conventionnels - ; l'UCRG, l'Union des clubs pour le rassemblement de la Gauche, appelée pour la commodité bien que ce ne soit pas très bien sur le plan de la personnalisation les clubs Savary ; l'UGCS, l'Union de la Gauche des clubs Socialistes, appelée pour simplifier "les clubs Poperen" - parce que, vraiment, dans les initiales on s'y perd -. D'un commun accord, nous décidons d'avoir des réunions bilatérales pour réparer la confrontation d'ensemble et alors ici, intervient un choix dans la présentation des faits et des résultats obtenus. Je vais essayer de faire durer le suspense jusqu'au bout, mais enfin je dois tout de même vous dire que nous n'avons pas le parchemin de l'accord. Nous avons enregistré de gros progrès, la négociation a été menée jusqu'à ces derniers jours et c'est pourquoi vous n'avez pas reçu d'informations détaillées.
Dans une ambiance d'ailleurs cordiale, les yeux ont été serrés, vous l'imaginez. Chacun a mis ses cartes sur la table, mais la partie n'est pas finie. Les négociations ne sont pas interrompues, elles sont suspendues. On a fait comme à Bruxelles en certain temps, on a arrêté les horloges.
A vous de décider, de prononcer la clôture ou de nous donner de nouvelles instructions et, de toute façon, de lancer le mouvement de renouveau et de décider qu'on appliquera les textes que nous avons adoptés.
Je n'ai pas seulement à vous présenter une somme qui serait la totalisation définitive des résultats acquis. En cours de route, et vous l'imaginez bien, il y a eu des additions, il y a eu des soustractions et je crois que vous devez les connaître. Je n'hésiterai pas à vous donner quelquefois des détails, excusez-moi à l'avance, mais cela me paraît nécessaire pour que vous compreniez la progression de cette négociation. Comme un air de musique, une négociation c'est un problème d'accord, mais c'est aussi une question de rythme. Dans quel ordre les demandes et les réponses ont-elles été faites ? Où exactement y a-t-il eu désaccord ? Quels sont les partenaires qui ont provoqué les difficultés ? Eh bien, vous allez tout connaître. En matière politique, vous savez bien que Paris même n'a plus de mystère.
Notre délégation unanime, je dois le dire, a été dure sur la doctrine, ouverte comme vous le verrez sur les structures, circonspecte sur quelques propositions inattendues et soucieuse sur ce point de connaître vos réactions. Cela, ce sera pour tout à l'heure.
Abordons le premier volet : La doctrine, les principes fondamentaux.
D'entrée de jeu, nous avons annoncé la couleur.
Nous n'avons pas dit que c'est à prendre ou à laisser, mais enfin il y avait le mandat ferme que vous nous aviez donné sur ce plan-là et je dois dire que d'entrée de jeu nos partenaires nous ont confirmé leur accord total. Les délégations qualifiées de la Convention, de l'UCSG et de l'UGCS ont déclaré

qu'elles approuvaient la totalité des idées contenues dans la déclaration de principe élaborée et votée par le Conseil national des 2 et 3 novembre.
Ainsi, camarades, des forces qui n'appartiennent pas à notre Parti affirment leur accord avec nos principes, nos finalités et notre but. C'est la confirmation que des milliers d'hommes et de femmes peuvent maintenant nous rejoindre pour créer un nouveau Parti authentiquement Socialiste. Il serait vraiment dommageable pour notre idéal que des exigences inconsidérées, que des questions vraiment subalternes viennent empêcher une union qui est unanimement souhaitée, au moins en ce qui concerne les principes et l'idéal, en tout cas, ceux qui prendraient maintenant le risque d'ouvrir une crise à l'intérieur de la gauche s'exposeraient demain à de redoutables responsabilités.
Pratiquement, voici ce que nous avons convenu sur ce chapitre. D'abord, avant la constitution du nouveau Parti, apporter à la déclaration de principe les améliorations proposées quant à la forme et ajouter éventuellement telle ou telle idée avec laquelle nous serions d'accord et qui ne serait pas dans notre déclaration. Il y a là, par conséquent, voyez-vous, un accord. S'il faut changer une virgule, s'il faut même changer un verbe, etc. on n'y verra pas d'objection et une Commission a été désignée avec Claude Fuzier et avec un représentant de chaque famille pour faire cet exercice.
Adopter - alors cela, c'est une idée nouvelle adopter un manifeste politique destiné à lancer le nouveau Parti en définissant les orientations politiques qu'il propose. Les citoyens n'adhéreront pas seulement à notre nouveau Parti en fonction de principes ou en fonction de structures. Un texte sur les structures, ce n'est pas une invitation à rentrer dans un Parti. Mais s'ils sont saisis et entraînés par un appel marquant ils adopteront notre détermination à combattre et à vaincre le gaullisme. Par conséquent, sur ce plan, accord unanime. Ce sera un manifeste lancé au pays, un appel à venir nous rejoindre, cela avant le lancement du nouveau Parti donc, en principe, avant le 1er janvier. Les horloges sont un peu arrêtées, par conséquent, le 1er janvier cela peut être la mi-janvier.
Au cours de la période constitutive c'est-à-dire dans la période d'exception, en attendant le Congrès constitutif du nouveau Parti, nous avons convenu de rédiger un projet de programme fondamental et un projet de programme immédiat. Le programme fondamental, depuis que Jules Moch et ceux qui animent sa Commission ont donné au Parti Socialiste, à la SFIO, un programme fondamental, vous savez ce que c'est. Ce programme situerait le mouvement Socialiste dans l'évolution mondiale des idées et des faits, viserait notre stratégie globale, arrêterait les conditions générales de notre combat au milieu de la société industrielle, analyserait les éléments de la société moderne qui nécessitent de notre part une adaptation. Far conséquent, tout le monde a été d'accord sur ce point.
Un programme immédiat, c'est nécessaire dès qu'on lance un nouveau Parti et qu'on veut appeler des citoyens de l'extérieur.
Ces deux documents seront donc préparés pendant la période précédant le Congrès constitutif et soumis bien sûr à l'approbation de ce Congrès constitutif.

Collection Jean Jaurès

Voilà en ce qui concerne la doctrine, les principes fondamentaux. Je suis très court dans ce domaine parce que je n'ai rien à vous dire de plus et pourtant, j'ai vraiment le sentiment que c'est tout de même là que sont les choses essentielles, dès qu'on a donné son accord à notre déclaration de principe, dès que l'on dit être d'accord avec notre combat et avec notre idéal, voilà ce qui est l'essentiel.
Eh bien, pas tout à fait, tout à fait... parce que maintenant nous allons descendre dans la mine, la mine des problèmes de structure et nous allons reprendre la négociation à son point de départ.
Au départ, des réunions bilatérales. C'est ainsi que le 8 novembre la délégation du Parti rencontre une délégation de la Convention composée de Claude Estier, Georges Fillioux et Gabriel Bergounioux. Alors, je vous donne les questions qui ont accroché, les questions qui ont nécessité de notre part une mise au point.
1ère question : Dans quelle forme se feront les adhésions au nouveau Parti Socialiste, ces adhésions auront-elles un caractère individuel ?
Il serait fastidieux de vous lire intégralement notre réponse. J'y suis disposé si vous avez une partie de la nuit, mais enfin, toutes nos réponses sont à votre disposition.
Nous avons dit : "Oui, pour être membre du nouveau Parti un acte individuel d'adhésion sera nécessaire pour tous". Nous l'avons décidé tous ensemble lors du dernier Conseil national. Cependant, l'adhésion d'un nombre, d'une organisation s'étant prononcée pour la création du nouveau Parti ne pourra être contestée par personne. C'est évident. Oui, les modalités matérielles seront entreprises par le collectif local ; disons peut-être simplement un comité de coordination avec les représentants des différentes organisations sur le plan local. Oui, le collectif départemental c'est-à-dire ce même comité de coordination sur le plan départemental pourra contrôler l'opération la où il y le juge utile. Mais cela vous l'aviez décidé lors de notre Conseil National. Par conséquent, voilà la première question.
2ème question : Comment sera assurée la participation de tous les adhérents aux décisions politiques et à la désignation des responsables et des candidats ?
C'est le problème des votes, c'est le problème des mandats. Alors là, je passe très vite parce que vous connaissez la mécanique, mais je dois dire que nos partenaires d'entrée de jeu, là, commençaient par nous faire un procès qui, au fond, n'existe pas et finalement se sont ralliés aux propositions qu'on leur a faites, d'autant qu'il n'y a pas de système plus simple. On va élire un candidat. Ce sont tous les adhérents de la circonscription électorale qui désignent le candidat. Veut-on désigner un responsable du Parti sur le plan local ? Eh bien, vous savez comment cela se passe, ce sont les membres du Parti qui votent pour désigner un secrétaire, pour désigner un bureau de section.
Et sur le plan départemental ? Ah ! Sur le plan départemental, certains de nos partenaires nous disaient : "Il faut rassembler tout le monde". Nous nous disons : "Il y en a 11 000 dans le Nord, il n'y a pas de salle assez grande pour rassembler tout ce monde". D'autres ont dit : "Il y a tout de même des départements où il y a 60 ou 70 km à faire...". Bref, vous sentez bien que ce n'est pas possible de rassembler tous les membres de l'Assemblée départementale dès que le Parti est

véritablement vivant, par conséquent, dans un Parti démocratique, il faut qu'il y ait une délégation. Cela veut dire que dans les sections en fonction des timbres, des feuillets, on désigne des délégués et que ces délégués personnellement votent pour les responsables départementaux. Voilà par conséquent un problème qui a été clarifié.

3ème question : Comment peut-on associer pendant la période constitutive des non-membres des organisations actuelles à la création du nouveau Parti ?

Nous avons eu le souci d'associer ceux de l'extérieur avec nos structures spécialisées, avec les Journées de la Gauche qui sont prévues dans les textes que vous avez adoptés, mais nous avons ajouté : "La période constitutive qui commencera pratiquement le 1er janvier 1969 doit être l'occasion d'un vaste effort de propagande et de mobilisation de bonnes volontés en faveur du nouveau Parti. Nous sommes donc favorables à l'organisation tant nationalement que départementalement d'Assemblées largement ouvertes au cours desquelles sera présentée la nouvelle organisation par un débat direct avec les participants, étant entendu que de telles Assemblées ne pourront pas prendre de décisions politiques celles-ci étant réservées, bien sûr, aux adhérents du nouveau Parti. Cela va de soi.

Quelques problèmes en cours de route sont apparus : Le problème de l'ancienneté. Nos partenaires pensaient que l'ancienneté accordait des privilèges à l'intérieur de notre Parti. Elle donne le privilège d'adhérer à l'Association des vétérans dont je vois là le président, n'est-ce pas. En dehors de cela, vous savez que c'est la satisfaction de dire qu'on a été tout de même un certain temps dans le Parti. Pour le reste, l'ancienneté ne joue, vous le savez, que par l'ancienneté requise pour être candidat à certains postes ou certaines fonctions électorales.

2ème problème : Les jeunes. Nous ne "voulons pas d'une organisation de jeunesse qui soit à côté du Parti. Nous leur avons répondu : "Alors là, nous sommes tout à fait d'accord puisque dans le texte proposé au Conseil national notre organisation de jeunesse est justement intégrée dans le Parti ; Les jeunes sont membres du Parti avant d'être les membres d'une organisation spécialisée et même pas d'une "organisation" spécialisée, d'un "groupe" spécialisé.

3ème problème : L'Internationale. Ils nous ont dit : "est-ce que l'affiliation de la SFIO à l'Internationale va jouer ipso facto pour le nouveau Parti ?

On a dit : "Oui, bien sûr, on va demander à ce que le nouveau Parti soit adhérent à l'Internationale, mais c'est ce nouveau Parti qui le décidera et il le décidera, nous l'espérons du moins, le jour du Congrès constitutif". Je dois dire que nos réponses ont été jugées satisfaisantes et elles ont été acceptées par nos partenaires conventionnels.

Le 20 novembre, c'était une rencontre avec la délégation de l'UGCS composée de Jean Poperen, de Colette Audry, de Guy Desson et de Jean-Pierre Blondi. Les questions suivantes ont été examinées :

1ère question : Votation dans le Parti ?

C'est le problème des votes, des désignations, des mandats. Alors là, nous avons longuement discuté le problème de savoir quel serait le système adopté. Pour les votes politiques, seuls les présents votent, bien entendu, dans nos sections, mais

lorsqu'on totalise les mandats au département, vous savez que l'on tient compte du nombre d'adhérents de la section. Nous avons montré à nos partenaires que finalement c'était favoriser les minorités agissantes que de faire ainsi ; les voix de ceux qui finalement préfèrent rester chez eux et de ceux qui ne se dérangeait pas pour discuter d'un débat, eh bien, naturellement elles sont partagées entre les différentes thèses qui s'affrontent à l'intérieur de la section.
2ème question : La période transitoire, l'exécutif provisoire.
Alors là, nos partenaires nous disaient : "Il faut un exécutif provisoire capable d'assumer la responsabilité politique pendant la période transitoire". Voici notre réponse : "Dans les départements, des organismes provisoires devront être créés sur une base paritaire pour arbitrer les contestations éventuelles sur les adhésions. Nationalement, un organisme provisoire ayant les responsabilités d'un exécutif ne peut être mis en place. Sur quelles bases pourrait-on le constituer ? D'où tirerait-il sa légitimité démocratique ? Enfin, la composition d'un tel organisme risquerait de préfigurer celle de la direction du futur Parti et constituerait une pression dangereuse sur le choix du futur Congrès national.
En revanche, doit exister pendant la période transitoire qu'il faut tenter de faire la plus courte possible un organisme national de coordination chargé d'ajuster les positions, d'aplanir les éventuelles contradictions et en cas d'événement politique de grande ampleur, cet organisme accomplira les tâches et assumera les responsabilités qui seraient, dans une situation de parti autonome, celles des délégations désignées en vue d'une action commune. "
Voilà, par conséquent, bien précisée notre position sur ce Comité de coordination sur le plan national.
3ème question : Participation pendant la période constitutive des non-membres des organisations actuelles à la création du Parti. Je vous ai donné tout à l'heure les explications. Les réponses ont été jugées satisfaisantes, elles ont été acceptées par nos partenaires.
20 novembre encore, - c'était une journée faste - rencontre avec la délégation de l'UCRG composée de Alain Savary, Robert Verdier, Pierre Berregovoy.
Alors là, ils nous ont posé quelques problèmes qui n'avaient pas été traités par les autres.
1er problème : Possibilité de contrat d'association entre un club de recherches à vocations multiples et le nouveau Parti ?
Là, c'est le problème important de savoir si tous les clubs qui existent vont se saborder ou vont s'intégrer dans le nouveau Parti, ou si, au contraire, ils vont subsister à côté du nouveau Parti. Mais là, ils posaient le problème d'un club particulier, d'un club de recherches à vocations multiples.
Réponse : Une telle situation peut, en effet, exister mais n'est pas la règle courante et conserve un caractère exceptionnel justifié par un double intérêt : Pour nos idées, de pénétrer dans les milieux encore fermés au mode de fonctionnement des organisations politiques, pour le Parti, de disposer des travaux et des avis de gens à la compétence non contestable. Mais de tels clubs ne disposeront pas du pouvoir de décisions politiques ni de la participation à la

préparation de ces décisions politiques. Enfin, l'association se fera seulement sur le plan local, sans structure nationale verticale et sans structure horizontale.
Les membres du Parti adhéreront s'ils le désirent individuellement à de tels clubs qui ne disposeront pas de représentation consultative dans les directions des organismes locaux du Parti."
Autrement dit, ce sont des clubs vraiment hautement spécialisés, de recherches. Si un de ces clubs ne peut vraiment pas s'intégrer dans le nouveau Parti, on ne verra pas d'inconvénient à ce qu'il soit à côté du Parti, mais finalement sans aucune liaison nationale, pas même départementale, avec une simple liaison locale, et ceux qui le voudront dans le Parti pourront y adhérer.
2ème problème : La direction collégiale devra être composée d'un nombre restreint de membres.
Réponse : "La direction collégiale a pour but d'assurer un réel passage des responsabilités, en particulier dans l'exécution des décisions prises. Chaque membre de la direction collégiale sera entièrement responsable d'une tâche qui lui a été confiée devant l'ensemble de la collégialité et devant l'organisme directeur émanant du Congrès. Le nombre de membres dans la direction collégiale dépend donc du nombre de tâches jugées nécessaires pour un bon fonctionnement du nouveau Parti. En tout état de cause, ce nombre ne peut pas être restreint faute de quoi nous reviendrions à l'erreur que constitue l'accumulation sur le même de charges multiples. D'autre part, une division suffisamment poussée des tâches parce qu'elle rend moins écrasante chacune d'entre elles permet d'éviter les permanents à plein temps, ce qui compte tout de même pour un Parti qui n'a pas des ressources multiples comme le nôtre. Enfin, il est souhaitable de prévoir la présence au sein de la direction collégiale de membres n'ayant pas de tâches particulières, pouvant aider de leurs avis et conseils l'ensemble de la direction."
Voilà par conséquent fixée notre ligne de conduite en ce qui concerne la direction collégiale.
3ème problème : Limitation du nombre des mandats successifs dans les organismes directeurs.
Réponse : "Cette limitation est impossible sur le plan départemental et local compte tenu de la difficulté de recrutement des cadres à ce niveau" et vous connaissez tous la comédie quelquefois pour trouver des camarades qui acceptent de prendre des responsabilités. "La, direction nationale doit jouir d'une continuité, dans l'action notamment, pour assurer le contrôle du Parti sur les élus nationaux pour qui aucune limitation des mandats successifs ne peut être envisagée." Ou bien ça devrait l'être en accord avec l'électorat, mais pour passer des accords de ce genre si une telle mesure devait être retenue, il est évident qu'elle ne pourrait porter que sur un renouvellement partiel de l'organisme directeur.
Une autre question - vous voyez comment ils ont été précis - souhaitait une distinction rigoureuse entre les tâches administratives et les tâches politiques et voici notre réponse :

"Il ne faut pas confondre l'appareil administratif du Parti, chefs de service, personnel de secrétariat, etc. et l'administration politique du Parti assurée par des responsables. Par exemple, un responsable à l'organisation chargé notamment des relations avec les organisations départementales a sans doute apparemment des tâches administratives." - Cazelles pourrait vous en parler excellemment !... - "Pour autant, il ne peut être qu'un homme politique émanant de la majorité politique du Parti, faute de quoi des décisions démocratiquement prises risqueraient d'être mal appliquées.
Les propositions pour la direction collégiale font d'ailleurs tomber la plupart des observations sur les risques qui pourraient résulter d'un lien total entre la situation matérielle personnelle et la responsabilité au sein du Parti."
Autre question encore et de plus en plus difficile : Limitation du cumul des mandats électifs.
Réponse : "Le principe est bon mais son application dépend des systèmes électoraux en vigueur - je l'ai dit tout à l'heure - Par exemple, le cumul entre les fonctions de maire et de député peut être évité avec un scrutin proportionnel ; il ne peut l'être avec un scrutin d'arrondissement majoritaire. Il faudrait donc changer la loi électorale. Par les temps qui courent, c'est une autre affaire ...".
Pour le reste, mise en place dès le 1er janvier d'un organisme provisoire, je vous en ai parlé tout à l'heure.
Voilà les questions qui nous ont été posées, et franchement, les réunions bilatérales se sont vraiment bien déroulées. Je dois dire que nous étions confiants en la SFIO et pensions que le calendrier pourrait être respecté, qu'il y aurait un accord de tous.
Alors, troisième volet, troisième séquence : Le tournant. Vous pensez bien qu'il a fallu qu'il se passe tout de même quelque chose pour qu'on n'arrive pas à cet accord définitif.
Eh bien, début décembre, les événements vont se précipiter. Ce n'est pas la peine de retenir l'ordre chronologique, on va essayer de sérier les problèmes essentiels.
Fin novembre, une délégation élargie de la Convention et comprenant Claude Estier, Georges Fillioux, Gabriel Bergounioux, Charles Hernu, Louis Mermaz, Roland Dumas et Pierre Joxe, nous remet un mémoire comportant 20 propositions. Rassurez-vous, ce ne sont pas les 21 conditions... Nous sommes surpris par les propositions n° 11 et n°20, tout à l'heure je vous dirai ce qu'elles signifient, et déclarons qu'il n'est pas possible d'y répondre avant notre Congrès.
Alors, des conversations particulières permettent de mieux cerner les problèmes mais le blocage est net sur les points 11 et 20 et la délégation SFIO a réaffirmé le mandat du bureau du Parti qui a suivi chaque mercredi, évidemment, l'évolution de nos négociations et du Comité directeur qui s'est réuni le 27 novembre en réunion ordinaire et le jeudi 5 décembre en séance extraordinaire.
Par conséquent, la délégation socialiste de la SFIO a pris sa décision qui a été confirmée par le bureau, confirmée par le Comité directeur et ensuite, nous sommes passés à des réunions communes des délégations au grand complet.
Elles se tiennent les 6, 10 et 12 décembre. Tous les problèmes se règlent, mais le butoir reste la question n° 11 et la question n° 20, et nous en sommes encore là !

Fondation Jean Jaurès

Quatrième volet : Je dois dire qu'au milieu de cette effervescence, dans le calme et la solitude des grands engagements, Guy Mollet rend publique sa décision vieille de quelques mois et connue des membres du Comité directeur : "Je ne serai pas, lors de la constitution du nouveau Parti élargi ou non, candidat au poste de Secrétaire politique. Ce n'est ni retraite ni mise en réserve ni abandon de poste, c'est la conséquence logique et presque la consécration de l'effort entrepris depuis cinq ans. C'est si peu une retraite que je solliciterai du nouveau Parti toute autre charge que l'on voudra, bien me confier dans l'équipe collégiale formée et m'en remettrai à la décision du Parti selon qu'il me l'accorde ou non."
Le premier militant de notre Parti, celui qui, pendant plus de vingt ans, a dirigé, animé le Parti, a pris sa décision seul, l'a fait connaître au moment choisi par lui dans ces heures décisives pour la SFIO. Guy Mollet était entouré de la seule présence affectueuse et silencieuse de ses collaborateurs directs, mais je suis sûr que tout le Parti était là l'entourant de sa confiance et de son amitié.
(Applaudissements)
Cinquième volet.
L'accord s'est fait sur 18 points. Je vous ai donné suffisamment de détails pour ne pas reprendre chaque question précise adoptée, mais je veux tout de même vous lire le document officiel, celui qui a été rédigé Par doxe (?) de la Convention.
Première question : Nom du Parti.
Accord pour que ce soit "Parti Socialiste". Quand je dis accord, il est évident que vous avez votre mot à dire et que l'on vous entendra, et ce soir, et demain, mais au stade des négociations, accord sur "Parti Socialiste".
Deuxième question : Adhésions, individuelles et directes ; des adhésions par correspondance, reçues au cours de la période constitutive, ne seront prises en compte pour le premier Congrès que si elles ont été confirmées par enregistrement, ultérieurement. Les règles d'ancienneté sont suspendues pendant un nombre d'années égal au délai qu'elles prévoient à tous les niveaux.
Cela dit, nos partenaires sont d'accord pour qu'à l'avenir, on exige une certaine ancienneté pour différentes fonctions, mais elle ne doit pas jouer, bien sûr, à partir du Congrès constitutif.
Troisième question : Les jeunes.
Ils sont avant tout membres du Parti. Les structures spécialisées les concernant ne portent pas atteinte à ce principe. Accord.
Quatrième question : Niveau des adhésions.
Dans les cas où il n'existe pas de collectif paritaire au niveau local et dans les cas où ce collectif, bien qu'existant, ne parvient pas à un accord, le niveau où sont reçues les adhésions est fixé par le collectif départemental. Accord.
Cinquième question : Contrôle des adhésions.
L'adhésion est reçue et contrôlée à l'occasion des assemblées constitutives par un collectif départemental, là où existaient des formations fondatrices avant le 1er Janvier 1969. Ce collectif départemental paritaire aura la surveillance du registre des adhésions pour l'ensemble du département, registre qui sera démultiplié de façon à ce qu'il s'en trouve un dans chaque réunion constitutive.

Vous avez vu combien nous avons le souci du détail.
Point 6 : Assemblée constitutive.
Le collectif départemental organise les assemblées constitutives au niveau fixé conformément au paragraphe 4 que je viens de vous lire "niveau des adhésions". Il doit s'y faire représenter. Accord.
Point 7 : Collectif départemental.
Ce collectif, qui fonctionna jusqu'à l'élection des organismes dirigeants, par exemple jusqu'en avril 1969, sera ouvert à des personnes non adhérentes actuellement aux organisations fondatrices, afin de concrétiser la volonté d'élargissement du nouveau Parti.
Vous voyez là combien, sur le plan local et sur le plan départemental, nous avons eu le souci, à la fois de la démocratie et de faire apparaître des citoyens nouveaux qui pourraient être attirés, qui seront certainement attirés par ce nouveau Parti.
Point 8 : Campagne de lancement.
Les assemblées constitutives sont convoquées à partir du 1er février 1969 dans le cadre d'une vaste campagne commune d'information et de propagande, articles de presse, colloques, assises ouvertes à toutes personnes désireuses d'adhérer au nouveau Parti,
Point 9 et point 10 : Élection des responsables locaux et des délégués au Congrès constitutif.
Pendant les deux premiers mois, les collectifs locaux et départementaux exerceront les fonctions administratives, organisation, enregistraient et contrôle des adhésions. Au début du troisième mois, les bureaux seront élus pour l'année au niveau des sections et des départements. Les délégués au Congrès constitutif seront élus à la même occasion.
Cela signifie que, progressivement, sur le plan local d'abord, ensuite sur le plan départemental, nous aurons nos adhérents du nouveau Parti qui vont désigner les responsables pour un an du nouveau Parti, si bien que lorsqu'on arrivera au Congrès constitutif, sur le plan national, ce sera déjà le nouveau Parti fermement en province et partout, de par les responsables élus, et qui l'auront été pour un an. Il suffira alors de mettre en place des organismes nationaux.
Bureaux de gestion, ils seront élus par les adhérents présents à la réunion convoquée à cet effet.
Bureaux départementaux, élections. Ils seraient élus selon une procédure à deux niveaux ; une partie, en principe la moitié des responsables départementaux seraient élus directement par les présents à des assemblées organisées, en principe, dans le cadre de secteurs moins étendus que le département. Le nombre et la délimitation de ces secteurs seraient établis compte tenu des problèmes de transports et du degré d'organisation dans des conditions qui n'ont pas été précisées.
Tout cela paraît un peu compliqué, mais cela signifie tout simplement que soit au niveau de la circonscription législative, soit au niveau de l'arrondissement, eh bien ! Les adhérents du nouveau Parti désignent un responsable, et ce responsable est membre du Comité départemental. La moitié des responsables

départementaux sont élus de cette façon. L'autre moitié, l'autre partie serait élue en son sein par un Congrès départemental, composé de délégués élus par les sections, en nombre proportionnel aux adhérents, c'est-à-dire ce qui se fait communément dans la plupart de vos fédérations. Je dois même dire que beaucoup de nos fédérations ont déjà adopté ce système d'avoir des comités départementaux, avec la moitié des camarades désignés par les délégués aux Congrès départementaux, et l'autre moitié, qui sont, au fond, des responsables territoriaux, des responsables qui tiennent l'arrondissement ou mieux qui tiennent la circonscription législative.
Tout adhérent non délégué pourrait assister au Congrès sans prendre part aux débats, ni aux votes.
Je pense que vous avez remarqué qu'il y avait des conditionnels partout et que, sur ce plan-là, nos partenaires acceptent qu'il y ait, au niveau des départements, une certaine souplesse, et que les comités de coordination pourront, par conséquent, apprécier.
Point 11 : Je passe. C'est le suspens.
Point 12 : Minorités.
Elles pourront se prévaloir du droit à une représentation égale aux deux tiers de ce qui leur serait accordé par la représentation proportionnelle.
Points 13 et 14 : Élections et décisions.
Le régime prévu par les paragraphes 9 et 10 ci-dessus, pourrait s'appliquer au-delà de la période constitutive. Le Congrès en décidera. Pour la désignation des candidats aux élections extérieures, seuls, les présents votent ainsi que pour l'élection des responsables locaux.
Tout cela, c'est vraiment le droit commun que vous connaissez actuellement.
Point 15 : Sections d'entreprises et universitaires.
Leur création sera libre rendant la période constitutive. Elles devront être reconnues par les assemblées départementales constitutives.
Alors, là, vous entendez, dans notre texte adopté au Conseil national, les sections de plein exercice sur lm plan de l'entreprise et de l'université pourraient être créées, décidées par l'échelon national après avis des fédérations. Pendant la période constitutive, c'est-à-dire au départ, elles pourront se créer librement, étant entendu qu'elles doivent être reconnues, c'est-à-dire décidées Par une majorité des assemblées départementales constitutives. Par la suite, leur création sera soumise aux conditions prévues par les statuts du nouveau Parti.
Là, on retrouve ce que nous, nous avions demandé et souhaité.
Point 16 : Pour assurer le renouvellement et éviter certains cumuls, les règles suivantes seront proposées.
Renouvellement. À tous les niveaux, les responsables...
Une petite parenthèse. Vous avez vu tout à l'heure les réponses de la SFIO, lorsque nous avions les réunions bilatérales où l'on expliquait que ce n'était pas facile ; nos partenaires nous ont un peu convaincus, puisque vous retrouvez, dans le document final, dans les 10 points d'accord, notre bonne volonté manifeste, puisque je suis en train de vous lire maintenant ce qui a été arrêté sur le plan du renouvellement.

Fondation Jean-Jaurès

A tous les niveaux, les responsables élus successivement cinq fois, si les mandats sont de 2 ans, seront inéligibles la 6ème fois. A titre transitoire, cette règle sera appliquée par tiers dès la fin du troisième mandat après la constitution du nouveau Parti.
Ces règles ne pourront subir d'exceptions que dans le cadre d'un trésorier ou d'un secrétaire de section...
Sa réélection au-delà du terme exigé plus haut exigera une majorité des deux tiers.
Pour les jeunes, un nombre minimum d'adhérents âgés de moins de 25 ou 30 ans, devra siéger dans les organes dirigeants à tous les niveaux.
Non cumul. Les fonctions de secrétaire fédéral seront incompatibles avec un mandat parlementaire, celles de Secrétaire national avec des fonctions ministérielles.
Point 17 : Au sujet des clubs.
Leur association aux activités du Parti sera toujours possible au niveau local ; elle le sera au niveau national, dans le cas de clubs spécialisés.
Là, nous retrouvons ce que nous avons décidé il y a un mois.
Point 18 : La constitution d'une structure comparable à l'équipe formatrice du contre-gouvernement est envisage, mais ne semble pas relever du domaine statutaire.
Je crois que, dans ce domaine, il est tout de même prudent d'attendre un peu.
Point 19 : Aucune disposition précise n'a été prévue quant au contrôle des élus dont la nécessité est reconnue, mais je crois que le système qui est actuellement celui de la SFIO, et qui donne satisfaction, pourra très facilement être reconduit.
Je voudrais faire durer cela un minimum de temps, mais je dois en arriver tout de même au sixième volet, au point 11 et au point 20, points de désaccord.
Point 11 : Les conventionnels nous disent : nous ne sommes déjà plus des conventionnels ; nous nommes Socialistes. Nous approuvons la ligne politique de la majorité du Parti. Donc, nous sommes majoritaires et nous voulons que les majoritaires, c'est-à-dire les conventionnels et les majoritaires du Parti fassent entre eux un contrat-motion comportant une partie idéologique et doctrinale, une partie relative à l'orientation politique, une partie structurelle.
Ils ajoutent : des minorités pourront évidemment se compter sur d'autres contrats-motions fondés sur des orientations différentes, et ceci avant le 20 décembre, c'est-à-dire avant la tenue de ce Congrès.
Autrement dit, avant le 20 décembre, nous aurions décidé de nous séparer entre majoritaires et minoritaires et il peut y avoir des minorités de plusieurs sortes. Chacun au fond, avait une partie idéologique et doctrinale, une partie relative à l'orientation politique, une partie relative aux structures ; enfin, autant que possible, tout de même, les structures seraient les mêmes, j'imagine, pour les uns ou pour les autres. Cela pourrait se discuter, puisque le débat pourrait être ouvert lors du Congrès constitutif.
Nous avons répondu : vous êtes la délégation de la Convention. Nous sommes la délégation de la SFIO.

Fondation Jean Jaurès

Nous ne représentons pas devant vous la majorité ni la minorité mais le Parti tout entier. Nous rendrons compte au Parti... (applaudissements)... nous rendrons compte au Parti tout entier, et si le Parti décide de créer un nouveau Parti Socialiste, et si vous le désirez aussi, alors, nous serons membres d'un même parti, et ce n'est qu'à partir de ce moment-là que se poseront les problèmes de la majorité, de la minorité, voire même des minorités. Au demeurant, chaque militant sera libre de proposer les motions qu'il voudra au Congrès constitutif du nouveau Parti. De toute façon, nous sommes incapables de vous répondre avant le 20 décembre. Ce serait manquer à toutes les règles de notre communauté Socialiste qui, dans les bons et mauvais jours, n'est pas la majorité ou la minorité, mais simplement le Parti.
(Applaudissements)
Le 20 décembre est maintenant passé et la proposition de la Convention perd de son acuité. Nos amis varient de convoquer une Convention à la mi-janvier. C'est bien normal, mais je crois qu'il sera normal aussi que la réponse que vous ferez à cette demande reprenne son effet que lorsque nous aurons tous décidé d'être dans le même Parti.
Voilà le point 11.
Le point 20 maintenant.
Pour le comprendre, il faut considérer que c'est une suite logique qui part du point 11. C'est la logique de nos amis conventionnels. Nous, nous en avons une autre. Si bien qu'ils nous ont fait la proposition suivante : un accord visant le fonctionnement des organismes dirigeants du Parti, les différentes fonctions à remplir, et le choix des hommes sera mis au point entre les organisations fondatrices avant le 20 décembre 1968.
Cet accord devra prévoir notamment le fonctionnement des structures de décision et de direction, leur composition et leur pouvoir.
La Convention des institutions Républicaines propose un Comité directeur de 61 membres, et un collège politique et administratif issu du Comité directeur de 15 à 21 membres.
Elle demande que le choix des principaux responsables à proposer au vote du Congrès souverain soit déterminé avant le 20 décembre 1968, entre les organisations fondatrices, ainsi que les fonctions qu'ils seront appelés à remplir.
La Convention des institutions républicaines demande que toutes ces décisions soient prises avec le désir d'assurer un profond renouvellement des cadres dirigeants.
Nous estimons que les propositions 11 et 20 sont la manifestation d'une volonté de la Convention de pratiquer une fusion au sommet, qui est en contradiction avec la création d'un nouveau Parti à la base… (applaudissements)... en contradiction surtout avec le dispositif que nous avons accepté, sur lequel j'ai insisté tout à l'heure et où s'exprime le souci d'assurer la démocratie à la base.
Y aurait-il deux catégories de militants : ceux qui doivent appliquer la démocratie parce qu'ils sont à la base et ceux qui peuvent s'en dispenser parce qu'ils sont au sommet ?

Fondation Jean Jaurès

Tous les adhérents du nouveau Parti disposeront de droits égaux dans la détermination de la ligne politique de leur organisation. Ils sont en droit d'exiger de nous que leur soit donnée la garantie de l'exercice de ces droits à tous les niveaux.
Bien sûr, nous comprenons la réaction de nos amis conventionnels qui ont légitimement le souci de ne pas se l'aire écraser dans le nouveau Parti, sous le poids du nombre. Ils souhaitent des garanties. Nous n'étions pas mandatés pour les leur donner sur ce point ; le Congrès va apprécier et, parce qu'il est souverain, pourra faire des propositions qui ne seront certainement pas exactement celles de la Convention
Au Comité directeur, dans le Bureau collégial, il faudra, "bien sûr, des responsables issus de la SFIO et des responsables issus des différents clubs. Qui en a douté dans cette salle ? Sans doute existe-t-il même une notion de seuil minimum en-dessous duquel les réactions des anciens membres de telle ou telle famille entraîneraient un mauvais départ pour le nouveau Parti. Il faut, par conséquent, en tenir compte. Mais cela ne doit pas conduire à une préfabrication des organismes élus et, de toute façon, nous devons laisser une ouverture pour des hommes qui viendraient avec nous et qui, pour autant, n'auraient pas participé aux négociations.
(Applaudissements)
Les délégations de la Convention des institutions républicaines et de l'UGCS nous ont fait savoir qu'elles ne pouvaient souscrire à aucun accord global tant que des réponses n'auraient pas été fournies aux questions posées sur le point 20.
Nous en sommes là, mes chers camarades. Les horloges sont arrêtées. A vous de juger. Permettez-moi de vous dise que l'opinion nous regarde et nous juge aussi.
Elle a la confirmation, et elle le savait déjà, de la démocratie appliquée à l'intérieur de notre parti. C'est notre richesse, et vous voyez comment nous vus exposons le détail de ces négociations. Et je serai pendant toute la journée de demain à la disposition de tous les congressistes, de tous ceux qui prendront ici la parole, il leur suffira de venir me voir pour que je leur apporte le point précis de la négociation, s'ils en ont besoin pour étayer leur raisonnement.
A travers ce rapport détaillé, l'opinion doit sentir notre volonté de novation.
Elle éclate à chaque paragraphe du document que je vous présente. Au sujet des structures, sans cesse nous avons accepté non pas dos concessions, ce n'est pas le moindre paradoxe dans ce domaine, que les représentants de la SFIO soient allés plus loin que leurs partenaires
Alors, il faudra qu'elle finisse et qu'elle s'estompe la vieille image d'une SFIO qui freine. Pour ce soir, et dans les dernières semaines, c'était une SFIO qui accélérait au contraire.
Nous voulons le nouveau Parti, nous le voulons dés demain, avec les conventionnels, avec tous les clubs, avec des hommes nouveaux qui se déclareront Socialistes.
Non, camarades des clubs, il n'est pas question n peur nous d'embarquer des passagers pour les laisser dans les cales, aux responsabilités subalternes. Mais non, il n'est pas question non plus, pour des équipages corsaires d'arraisonner la

vieille SFIO, vieille surtout des coups qu'elle a reçus depuis un demi siècle pour instaurer davantage de libertés, davantage de justice, davantage de progrès, mieux encore, pour faire rayonner les idées du Socialisme...
(Applaudissements)
La gauche doit quitter ses chapelles. Le moment est venu de bâtir une grande et nouvelle maison. Nous sommes décides à le faire seuls, si c'est nécessaire !… (applaudissements)…, mais ce serait tellement mieux : si tous les Socialiste ceux de la SFIO, ceux qui sont à la Convention, ceux qui sont dans les clubs, voulaient se rassembler et se mettre à l'ouvrage !
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la séance n'est pas finie.
Nous allons entendre le premier orateur inscrit dans le débat, notre camarade Jules Moch. Et il sera aussi le dernier pour ce soir.
Je lui donne la parole.

Jules Moch

Camarades, je n'en ai pas pour très longtemps.
Je serais heureux que vous puissiez rester, car je prends la parole dans ce débat avec émotion et anxiété. Avec émotion parce que c'est sans doute la dernière fois que nous siégeons sous notre sigle SFIO pour lequel j'ai lutté du meilleur de mes forces pendant 44 ans.
Avec anxiété, et le vieil homme que je suis devenu vous supplie de prêter attention à ce dernier appel, parce que dans une période aussi difficile pour nous que celle-ci, des gestes inconsidérés, bien que compréhensibles, risquent de mutiler gravement le Socialisme : nous devons rester unis.
Durant ces 44 années d'action, j'ai vécu diverses crises. Pour aller vite, je ne les rappellerai pas. La scission et ses suites, en 33 la scission des néo, qui a entrainé malheureusement dans leur sillage notre pauvre Renaudel qui ne s'en est jamais remis. Et puis, en 40, la division tragique. Nous sommes restés 38 à vos côtés contre Pétain, 38 sur 80, c'était beaucoup pour les Socialistes ; mais 38 sur 180 députés sénateurs Socialistes, quelle pitié et quelle déchéance !
Et il a fallu reconstituer le Parti avec l'aide précieuse des éléments venus de la résistance.
Puis ce fut en 1958 la scission de camarades créant d'abord l'UGS, le Parti autonome, puis le PSU. Celle-là nous a fait moins de mal que les précédentes.
Le nouveau Parti s'est vite tronçonné en chapelles, s'est perdu en discussions scholastiques, et ne comprend plus guère que quelques exaltés, ses meilleurs éléments étant revenus à la FGDS.
Quand je regarde aujourd'hui autour de moi, je constate avec chagrin que des parents et des proches de Léon Blum, de ses disciples les plus fidèles et de ses amis les plus sûrs, je suis le seul qui soit encore dans ce Parti dont, après Jaurès, il a porté si haut le renom. Les autres, tous les autres sans exception, sont morts,

Fondation Jean-Jaurès

ou ne militent plus, ou nous ont préféré d'autres formations. C'est pour moi une constatation déchirante.
Il ne faut jamais tenter de faire parler les morts, et moins que jamais lorsque, comme Léon Blum, ils nous dominent de si haut.
Cependant, camarades, imaginez qu'il soit parmi nous aujourd'hui. J'entends encore ses appels à l'unité de 1933 ; sa douleur en 1940 devant une coupure dont il mesurait la profondeur. J'évoque ses efforts permanents de conciliation et de synthèse, sa volonté constante de maintenir l'unité entre nous, et plus encore l'amitié et la confiance, en éliminant systématiquement tous les facteurs personnels, tous les feraient de division.
Sa manière, vous le savez, consistait à pousser jusqu'à son terme l'analyse de la situation, à en tirer des conséquences logiques si puissantes qu'elles s'imposaient à tous, au moins en dehors des heures dramatiquement exceptionnelles de 1920 ou de 1940.
Essayons ensemble, hélas sans lui, d'aller cette fois aussi au fond du problème.
Le gaullisme a remporté en juin une grande victoire. Ses causes ? La panique des possédants, de ceux qui se croient tels ou espèrent le devenir ; le règne du désordre ou du chaos d'abord ; quelques erreurs de notre côté ensuite, face à une propagande gouvernementale diaboliquement habile ; les critiques parfois injustes accumulées contre certains de nos hommes. Enfin, l'incertitude des alliances de la fédération en cas de succès.
Passons sur ces événements pour n'en retenir que le paradoxe fondamental. Jamais le gaullisme n'a été à ce point vainqueur. Jamais pourtant il n'est apparu si hésitant, faible, divisé. Cette majorité sans précédent connait une crise sans précédent.
Crise internationale, d'abord. La douloureuse affaire tchèque sonne le glas de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, condamne la politique étrangère du gaullisme, autant que la victoire israélienne a démenti les prévisions de ses services d'information.
Les directoires à trois de l'OTAN, ou à deux de l'Europe, ont vécu. Loin d'être admise comme grande puissance, la France joue un rôle effacé à l'ONU, est absente des négociations du désarmement ; fait obstacle à l'édification de l'Europe ; bref, est isolée, et ne peut plus jouer son rôle traditionnel.
Crise économique ensuite. Ayant refusé d'aider ses alliés en difficulté financière, la France à son tour a dû solliciter leur aide. Vous connaissez, sans que j'y insiste, la scapinade de notre dévaluation officiellement annoncée, puis démentie, une fois ; les crédits obtenus, mais remplacée par un début de dévaluation clandestine, car la substitution au prélèvement sur les salaires, qui était payé à l'exportation comme à l'intérieur, de la TVA qui n'est pas perçue à l'exportation équivaut entre autres seule à une dévaluation de l'ordre de 3 à 4 d'autres causes analogues, je ne veux pas insister.
Bref, nous risquons de revoir l'accroissement du chômage, le cycle des prix et des salaires, et nul aujourd'hui n'ose dire que la volonté de grandeur nationale suffit à effacer le coût des dépenses de prestige et à permettre le maintien de la parité du franc.

Crise intérieure enfin. Ne sentons-nous pas que la majorité se disloque ? Qu'il reste peu de points communs entre ses deux ailes, hormis le ciment du grand nom ?
L'accueil fait par son aile droite aux formules pourtant timides de participation à l'usine, celui fait au projet de M. Jeanneney, pourtant fils d'un président du sénat républicain, ne montre-t-il pas qu'il suffirait d'un très faible détonateur, voire d'un simple catalyseur, pour disloquer l'actuel conglomérat gaulliste ?
La grande force du gaullisme, en dehors du chantage à l'ordre républicain face à la contestation révolutionnaire, ce sont nos divisions. C'est l'absence de force gouvernementale de rechange, qui lui permet de proclamer qu'il faut choisir entre lui et le néant, ou le chaos !
La principale critique adressée à cette éventuelle majorité de rechange vise nos voisins Communistes. Sans eux, dit-on chez les Gaullistes, il n'y a pas de majorité de remplacement. Avec eux, ce serait à Paris le premier coup de Prague, celui de 1948. Et c'est ainsi que trop souvent on pose le problème de la succession.
Il est mal posé ! Il dépend de nous tous, de notre union ce soir, de le démontrer. Il est mal posé parce que lorsque de Gaulle ne sera plus chef de l'État, la majorité se disloquera. Les phases de clivage sont déjà perceptibles. Les éléments obnubilés par sa stature et par sa légende réapprendront la démocratie, tandis que les autres resteront conservateurs ou libéraux.
Mais le problème est aussi mal posé à notre égard. Il ne s'agit pas pour nous dans l'immédiat de créer une majorité de gouvernement, il faut commencer par le commencement, et le commencement, c'est le rassemblement des forces aujourd'hui diluées et éparpillées, qui se réclament à la fois, comme nous-mêmes, de la démocratie et du Socialisme. Il y en a partout, hors de chez nous, à la Convention, dans les autres clubs, dans ce qui reste du PSU, à la jeune république et dans des mouvements chrétiens ; au sein même du Parti Radical, et surtout parmi les inorganisés que la division des démocrates Socialistes retient au foyer et détourne de militer.
Ces hommes doivent en nombre rallier le Parti !
L'opération de 1905 a été bénéfique. Le nouveau Parti SFIO a vite compté plus de membres que ses deux parrains, le Parti Socialiste Français et le Parti Socialiste de France réunis, et une autorité politique supérieure à la leur.
Il pourra en être de même demain, cela dépend de nous.
Une fois créée, et le plus rapidement possible, Cette force de gauche à la fois neuve et héritière d'un long passé de luttes politiques et de controverses doctrinales, il faudra, on l'a dit tout à l'heure, je n'y reviens pas, et dans son excellent rapport si documenté et précis Mauroy l'a dit, qu'elle publie un manifeste inspiré de sa déclaration de principes et surtout un plan d'action adapté aux circonstances actuelles.
C'est ce plan d'action précis et non démagogue, limité, comme celui du Front Populaire, en 1935, aux points essentiels et constamment tenu à jour, qui déterminera les coalitions futures,

Elles se feront seulement avec ceux, mais aussi avec tous ceux qui accepteront ce programme, tout ce programme et rien que ce programme.
Si la force de nos alliés éventuels, jointe à la nôtre, est insuffisante pour gouverner, je ne vois aucun inconvénient, au contraire, à ce que le nouveau Parti fasse une cure d'opposition si elle fait en même temps une période d'intense propagande sur les masses et d'éducation de recyclage des militants, car le grand danger qui menace les partis Socialistes moyennement puissants, c'est d'aller au pouvoir pour y faire seulement de que d'autres feraient à leur place, aussi bien et quelquefois mieux.
Mais au début de toute cette action de ranimation de la démocratie Socialiste, il y a le nouveau Parti. Il faut donc le créer sans retard supplémentaire. Les atermoiements auxquels Mauroy a fait allusion, dont nous ne sommes pas responsables, car nous avons, nous, tenu tous nos délais, découragent les militants, détournent les sympathisants, alimentent les campagnes de dénigrement. Ce jeu a assez duré, nous devons l'affirmer.
Mais, je vous le dis, je regrette que Claude ne soit pas là, du moins je lie crois, je le dis avec toute la force de persuasion dont je suis capable, il faut que cette création soit unanimement décidée par nous.
Jamais peut-être, dans ma vie de militant, je n'ai aussi profondément ressenti qu'aujourd'hui la nécessité de la synthèse dans l'intérêt même des idées qui nous sont communes à tous,
Il la faut, d'abord pour éviter que certains associés futurs tentent d'opposer, vous l'avez vu tout à l'heure déjà, majorité et minorité, et de jouer des uns contre les autres.
Il la faut ensuite pour nous présenter unis à cette fin de négociations et pour nous permettre de dire avec autorité que maintenant il ne s'agit plus de trainer, mais de conclure.
Il le faut enfin parce qu'au fond nous sommes unanimes dans notre volonté de moderniser le Parti, de l'adapter au monde de 1969, de développer au maximum la pression Socialiste sur les électeurs, le parlement, le pouvoir et le régime en général.
Nous avons tous lu les trois motions principales. Entre celle dite "pour le renforcement de l'unité Socialiste", et celle dite "pour un nouveau Parti démocrate Socialiste", il n'y a que des nuances de détail, si l'on s'en tient à ce qui a été écrit, sans retenir ce qui pourrait être sous-entendu.
L'heure, cependant, n'est ni au débat personnel, ni aux récriminations rétroactives. C'est l'avenir du Socialisme en France qu'il s'agit de consolider.
Les considérants de ces deux motions sont très voisins, parfois même semblables, les délais sont quelque peu différents, l'une veut le Congrès constitutif dans le premier semestre, l'autre prévoit la mise en place de l'exécutif provisoire en janvier ; c'est la différence la plus sensible, si l'on élimine les analyses divergentes du passé qu'il parait inutile de retenir.
Entre ces deux délais, une transaction est possible, et nécessaire, mais je dois dire que la synthèse, si elle peut se faire entre ces deux textes, ne suffit pas. Je ne la souhaite pas sous cette forme, parce qu'elle pourrait être nuisible si elle se

faisait contre les signataires de la motion énergiquement et sobrement intitulée : non, qui ont au dernier Conseil national, voté la motion de la majorité.
C'est à eux que je m'adresse avec d'autant plus d'insistance que par une méthode peut fréquente, ils me mettent en cause, d'ailleurs gentiment, dans le texte de leur motion. Je suis troublé comme eux et autant qu'eux par certaines perspectives, mais je leur dis très franchement que le cheminement actuel de leur pensée m'inquiète ; si nous les suivions, s'ils avaient la majorité, notre Parti porterait et porterait seul la responsabilité de la permanence du morcellement de la gauche non Communiste.
C'est alors qu'ils disparaîtraient dans la poussière des groupuscules d'une gauche définitivement rebelle à tout rassemblement.
Pour - je cite cette motion - rajeunir et revigorer le Parti, pour lui rendre sa foi en lui-même et en son rayonnement, il ne s'agit nullement, mon cher Notebart, de le faire disparaître, il s'agit, sa doctrine étant maintenue, ceci est d'ores et déjà acquis par le rapport de Mauroy, tout à l'heure, de le doter de structures démocratiques nouvelles qui, en respectant les droits des minorités, comme nous l'avons toujours fait, seront au fond ce que nous voudrons qu'elles soient, parce que nous en serons, nous le savons tous, l'élément le plus nombreux, le plus discipliné et surtout le plus solide doctrinalement.
C'est pourquoi, malgré cette affirmation que je regrette un peu, elle est contraire à nos traditions, des partisans du non, je les cite encore "qu'aucune Commission des résolutions ne pourra dégager une motion de synthèse", c'est dans leur texte, je m'adresse à vous, mes vieux amis de l'Aude, du Nord, de la Haute-Garonne et de quelques autres fédérations, et avec tout ce que je puis avoir encore de force de persuasion, je vous dis : faites avec nous après-demain, en toute amitié, le maximum d'efforts pour que le nouveau Parti soit l'ancien agrandi, rajeuni, revigoré, dans la fidélité à son idéal.
Dans ce but, allons tous ensemble à la recherche d'une synthèse unanime plus indispensable que jamais qui tracera le chemin de la revanche au Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Jules Moch en d'avoir accepté d'intervenir ce soir.
Demain matin, la séance sera présidée par Georges Guille, elle commencera à 9 h 30.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, Puteaux

Séance du samedi 21 décembre 1968 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Georges Guille, assisté de Manco (Gers), Mussier (Cher), Urautis (Dordogne), Dufour (Indre et Loire).

Collection Jean Jaurès

Le président (Georges Guille)

La séance est ouverte.

Dans la suite du débat qui s'est ouvert hier après-midi sur le rapport de Pierre Mauroy, suivi d'une intervention de Jules Moch, la parole est à Urudia (?).

Urudia (Dordogne)

Je dois dire, en premier lieu, que je ne me sens pas très à l'aise, car venant pour la première fois au Congrès, j'ai été mandaté au dernier moment pour intervenir. Pour cette raison, je vous demanderai d'excuser par avance les maladresses que je pourrais commettre au cours de non intervention.

Au cours de son dernier Congrès et des réunions préparatoires qui l'ont précédé, la fédération de la Dordogne s'est prononcée à l'unanimité pour la création du nouveau Parti. Elles ont cependant pose un certain nombre de questions, et en particulier la suivante :

Un nouveau parti, pour quoi ?...

Il faut bien reconnaitre que jusqu'à présent, tout n'a pas été fait pour que les jeunes de ce pays trouvent la place qui doit leur revenir dans notre Parti. Il n'est pas dans notre propos de critiquer systématiquement ce qui existe, et au contraire, je pense que la critique doit être constructive, je me borne donc à une constatation : les jeunes ne viennent pas, pourquoi ?

On est bien obligé de reconnaître que l'idée que se font les jeunes de notre Parti n'est pas toujours ce que nous voudrions qu'elle soit. Ont-ils raison ? C'est une question que je pose.

Il faut donc, rapidement, ouvrir nos portes à cette masse de jeunes qui n'ont pas trouvé leur place, ni dans le Parti Communiste, décevant au cours des événements qui se succèdent depuis mai, ni dans le PSU trop intellectualiste à leur gré ?

La deuxième question à laquelle nous avons essayé de répondre est : dans quel délai ce parti devra-t-il être créé ?... Et là, unanimement, nous avons répondu : vite. Vite parce que nous pensons que les gens en ont assez, d'attendre ; les paroles et les discours d'intention ne valent pas les actes.

Il est inéluctable - et les derniers événements semblent nous donner raison, que le printemps de 69 ne sera pas si rose que l'on veut nous le faire entendre. Il faut donc pouvoir proposer avant cette date un programme d'inspiration démocrate Socialiste, réponse constructive aux problèmes qu'il y aura à résoudre, programme clairement défini, interprétation dans les faits d'une doctrine qui est la nôtre et non pas en fonction d'alliances électorales possibles.

Enfin, nous avons pensé qu'il convenait que ce Parti tienne compte des réalités démographiques de ce pays. Il ne s'agit pas de rejeter qui que ce soit et d'abonder dans cette idée commune qui consiste à opposer les jeunes aux moins jeunes, mais de permettre aux jeunes de s'exprimer, c'est-à-dire que de contestataires, ils doivent devenir des participants à part entière. Car il est bien

Fondation Jean-Jaurès

évident que l'on peut comprendre les jeunes, mais que l'on ne peut se mettre à leur place - l'expression n'est pas de moi...
Pour tout cela, la fédération de la Dordogne vous propose la motion suivante, dont je vais vous donner lecture :
"Les militants de la Dordogne, réunis le 15 décembre l968 en Congrès fédéral, demande que le Congrès national des 21 et 22 décembre confirme les résultats du Conseil national des 2 et 3 novembre.
Ils se prononcent résolument peur la création du nouveau Parti. Ils demandent en outre qu'un exécutif provisoire soit mis en place dans la deuxième quinzaine de janvier 1969, en vue de préparer le Congrès constitutif du nouveau Parti et de soumettre à la ratification de ce Congrès un programme gouvernemental.
Ils souhaitent que les carrefours de la Gauche soient organisés dans tous les départements fin janvier et courant février, sur le thème ; "Un nouveau Parti Socialiste, pourquoi faire ?"
Ils demandent enfin que le Congrès constitutif du nouveau Parti démocrate Socialiste, soit convoqué au plus tard pour la fin du premier trimestre 1969."
J'en ai terminé, je ne pense pas avoir dépassé le temps en ce qui me concerne.
(Applaudissements)

Le président - Non, félicitations...
La parole est à Défossé, Savoie.

Défossé (Savoie)

Camarades, je voudrais dire tout d'abord que je ne veux pas en tirer gloire, mais j'appartiens à ce Parti depuis 1945 : j'ai été successivement délégué de plusieurs fédérations et j'ai participé de très nombreuses fois à des Congrès, à des Conseils nationaux. Je n'ai jamais éprouvé le besoin de prendre la parole à cette tribune, car j'ai toujours été conscient que beaucoup de camarades avaient dit beaucoup mieux que je n'aurais su le faire ce que je pensais.
Si j'ai décidé aujourd'hui de vous demander quelques secondes d'attention, c'est pour répondre au vœu formé par mes camarades de la Savoie, pour vous dire que nous pensons qu'il est absolument nécessaire que le nouveau Parti soit créé, et tirés vite. Nous le pensons sincèrement et nous vous demandons de bien réfléchir et de faire ce qu'il faut pour cela.
Écoutant hier au soir le rapport de notre camarade Pierre Mauroy sur les négociations engagées avec nos partenaires, nous avons eu - et je pense que cette impression est partagée par l'ensemble du Congrès, - l'impression très nette qu'il ne resterait plus que quelques détails à régler, que ces détails peuvent l'être et qu'en tout cas, il faut que ce nouveau Parti soit créé avant qu'il y ait - si toutefois il existe - un référendum dans ce pays.
Il serait en effet lamentable que nous allions à nouveau à la bataille en ordre dispersé, sans que nous ayons répondu au vœu formé par l'ensemble des gens de la Gauche non Communiste, qui n'appartiennent actuellement à aucune des formations existantes.

Fondation Jean Jaurès

Ceci dit, bien sûr, il faudra que ce Parti soit démocrate et Socialiste, mais je pense que la suite des négociations dépend surtout de l'état d'esprit dans lequel elles seront menées et que nous devons, si cet état d'esprit est véritablement constructif, aboutir à la création de ce nouveau Parti qui répondra incontestablement au vœu de l'ensemble de la Gauche française.
Camarades, je voudrais maintenant - je sais bien que cela fait quelque peu sentimental, mais on a le droit lorsqu'on a été aussi longtemps que moi-même dans le Parti, d'être quelque peu sentimental, - je voudrais faire un appel à certains camarades et particulièrement à un de nos camarades qui dans nos assises a pris par son talent et sa sincérité une importance très grande, je perse à Georges Guille.
Je lui dis qu'il est absolument impossible qu'un camarade de la classe de Georges Guille, qu'un camarade de la sincérité de Georges Guille, quelle que soit la position que nous allons prendre tout à l'heure, soit absent de la nouvelle formation qui demain va se créer...
(Applaudissements)
Je suis sûr qu'il comprendra, et ses camarades, qui sort d'accord avec lui le comprendront, également, que sa place est - que leur place, est absolument au sein de ce nouveau Parti, que leur présence y est indispensable.
Et je veux très vite maintenant en terminer en adressant aussi des remerciements à notre camarade Guy Mollet, que je ne connais pas personnellement plus que je ne connais Georges Guille. Je n'ai pas toujours été d'accord avec la position de notre camarade Guy Mollet, particulièrement dans la fédération de l'Oise, où j'ai milité longtemps, au Maroc, où j'ai milité très longtemps aussi, et en Savoie. J'ai eu des positions diamétralement opposées aux siennes, notamment en ce qui concernait, à un moment, la participation et la direction Socialiste du gouvernement. Je pensais, comme beaucoup probablement d'entre vous, qu'il aurait mieux valu ne pas être à ce gouvernement, mais cela n'est pas un reproche que je fais à Guy Mollet, c'est un reproche que je peux faire au Parti Socialiste tout entier, car nous avons bien sûr demande que Guy Mollet soit le Président du Conseil de ce gouvernement à cette époque !
Mais en tout cas aujourd'hui, et particulièrement dans sa lettre aux militants, je considère que Guy Mollet a fait un acte de courage et qu'il a tracé très probablement la voie que nous devons suivre, et je souhaite qu'il participe lui aussi, à l'un des échelons les plus élevés, au nouveau Parti Socialiste.
Je vais terminer en formulant un vœu. Je pense qu'il est important ; je vous avoue que j'ai la nostalgie des Congrès d'autrefois. Je me félicite comme vous tous de la montée de l'importance de la participation des jeunes, aux travaux du Parti socialiste actuel, mais je voudrais que quelque chose ne manque plus au nouveau Parti, je veux parler de la participation de nos camarades femmes.
Autrefois, nous avions à la tribune de ces Congrès, de nos Congrès, des camarades femmes venant apporter une chaleur humaine dont nous avons les uns et les autres plus que jamais besoin.
Je vous demande, camarades qui allez être responsables demain de la création de ce nouveau Parti, d'y penser sérieusement, de faire en sorte que nos camarades

femmes participent de manière effective à la création de ce nouveau Parti et à l'établissement de sa politique future. J'en ai terminé, camarades.
(Applaudissements)

Le président - J'appelle Fajardi du Cher.

Fajardi (Cher)

Camarades, nous arrivons aujourd'hui à l'ultime étape, au moment où notre volonté de rassembler tous les Socialistes dans le même Parti, exprimée il y a déjà cinq ans, dans notre 54ème Congrès, va pouvoir dans une large nature se concrétiser, au moment donc d'une décision essentielle, parce qu'elle est celle d'un choix essentiel, parce qu'elle est celle d'un choix sans retour.
Des camarades, sincèrement, sont troublés et inquiets, et au nom de la prudence, ils nous appellent à dire non.
A la fédération du Cher, c'est parce que nous sommes troublés, par l'insuffisance et le recul de notre influence, et parce que nous sommes inquiets pour l'avenir du Socialisme, qu'après mûre réflexion, mais sans hésitation, nous répandons oui, avec la conviction, camarades, que la vraie prudence, face à l'avenir, nous commanda aujourd'hui, d'être audacieux.
Il faut, nous le pensons bien, construire le nouveau Parti Socialiste dans sa - doctrine et dans ses options fondamentales, nouveau dans ses méthodes et dans son fonctionnement.
Socialiste dans sa doctrine, notre conviction est à cet égard, une fois pour toutes, établie. Toute amélioration durable et réelle du sort matériel dos travailleurs, exige la mise en question du capitalisme. Il n'y a pas de libération humaine complète sans que celui-ci soit aboli.
M'est-il permis d'ajouter que sur cette route, il ne s'agit pas seulement de lutter pour arracher aux entreprises capitalistes ou à l'état bourgeois de meilleures conditions de travail et de salaire, il s'agit aussi de briser les aliénations qu'engendre le capitalisme, par exemple au moyen du crédit, ou quand il s'efforce de monopoliser l'information, ou l'organisation des loisirs.
Sur le plan des principes, donc, notre exigence est rigoureuse, mais rien ne nous sépare sur ce point essentiel de nos partenaires de l'union des clubs pour le renouveau de la Gauche, de l'union des clubs et groupes Socialistes de la Convention des Institutions républicaines. Rien non plus ne nous sépare de ceux qui notamment parmi la jeunesse, attendent un espoir fondé sur un idéal.
Mais notre attachement à ces principes, et notre volonté de les faire triompher, exigent que nous recherchions dans le monde moderne celui d'aujourd'hui comme celui qui est en gestation, les moyens de leur application.
Il nous faut donc établir, à partir de ces principes, un programme fondamental qui présente nos analyses et nos choix dans la société moderne, ainsi que nos perspectives d'action pour l'an 2000, notre volonté enfin de projeter des expériences Socialistes dans l'avenir et le futur proche ce qui n'exclut évidemment pas notre présence active au combat dans l'actualité.

Il nous faut donc reprendre, pour le compléter et l'améliorer, le programme du 14 juillet 1966, établir le plus clairement possible les dossiers de la conjoncture et du court terme, développer nos propositions politiques, préciser les changements que nous attendons de l'évolution du Parti Communiste, fixer nos objectifs pour les prochaines échéances électorales.

De telles entreprises appellent réflexion et étude, pour aboutir à l'établissement des dossiers de la gauche. Ainsi donc, à travers les structures spécialisées et les organismes d'éducation dont notre conseil national de novembre a suggéré la création, ce prolongera nécessairement un type d'action que des clubs, comme ceux qu'anime le CEDEP ont développé dans la communauté Socialiste, et qui en toute hypothèse vont constituer un élément essentiel original pour le parti de demain.

Mais sur ces points aussi, programme immédiat, programme fondamental, structures spécialisées, il n'est rien qui nous sépare gravement de nos partenaires me semble-t-il. Il n'est rien, surtout, qui n'aille dans le sens de ce qu'attend l'opinion publique et de ce qu'espèrent les citoyens susceptibles de se tourner vers nous, une gauche qui fasse des propositions auxquelles on croira, parce qu'elles apparaîtront comme réalisables ; une gauche qui adapte son comportement au monde moderne, qui se donne les moyens de disposer dans tous les domaines des indispensables dossiers tenus à jour, une gauche qui tienne, au nom du Socialisme, un langage résolument novateur.

Alors, puisque l'accord avec nos partenaires ne pose pas de problèmes insurmontables, quels obstacles reste-t-il à franchir sur le chemin du nouveau parti ?

Si je comprends bien, la difficulté majeure réside dans le fait que la Convention des institutions républicaines est plus riche d’animateurs dont les qualités ne sont certes pas niables, et que ses responsables craignent de la voir écrasée sous le poids de la SFIO. Alors, ils demandent des garanties ont l'excès, dans l'expression comme dans le fond, est parfaitement inacceptable. Ils multiplient les barrages, ils brandissent plus ou moins la menace d'une rupture qu'ils ne souhaitent certainement pas.

Et puis, quand on s'attache à élaguer l'accessoire pour ne conserver que le principal, il subsiste, en fin de compte, qu'ils veulent être largement partie prenante dans les organismes responsables du nouveau Parti, au moment du Congrès national constitutif.

A ce point, il nous faut, avant d'avancer plus loin, nous poser sincèrement la question : souhaitons-nous oui ou non qu'ils viennent ? Pour moi, la réponse est oui.

Oui, parce que nos efforts ont, depuis cinq ans, tendu vers la création de ce nouveau Parti.

Oui, parce que nous aurions les plus grandes difficultés à faire passer à travers la SFIO, avec la meilleure volonté du monde, le courant indispensable d'adhésion populaire et que le regroupement de Socialistes déjà engagés comportera en lui même une vertu d'accueil en créant un climat à la fois de confiance et d'intérêt.

Collection Jean Daniel

Si alors, nous pensons qu'il en est ainsi, il nous faut nous efforcer de donner des éléments de réponse à la question que se posent et que nous posent les conventionnels.
Cette réponse, elle ne peut, évidemment pas, et c'est ce qui est fondamental, préjuger la décision démocratique du Congrès constitutif du nouveau Parti, car comment de nouveaux adhérents pourraient ils venir s'ils avaient le sentiment de se trouver en face d'une assemblée préfabriquée.
Mais le parti Socialiste SFIO, qui a déjà démontré tout au cours des négociations, par les concessions qu'il a faites, qu'il est plus que quiconque, et quoi qu'il en ait été dit à l'extérieur, soucieux de novation, peut certainement dire avec tout le poids qu'il apporte dans l'œuvre commune qu'il fera tout ce qui dépend de lui pour que des militants issus de la Convention aient une place raisonnable dans les responsabilités du nouveau Parti.
Si cela, d'une manière ou d'une autre, était dit, je crois que la dernière difficulté pourrait peut-être se trouver levée et nous pourrions alors aborder la phase décisive.
1) établir un collectif de travail animant et coordonnant la mise en place d'un nouveau Parti,
2) lancer une grande campagne d'information dans le cadre de carrefours de la Gauche, largement ouvert à tous ceux qui voudront s'associer à cette création,
3) organiser les assemblées constitutives locales et les Congrès départementaux constitutifs,
4) hâter le plus possible la date du Congrès national constitutif du nouveau Parti.
Alors, camarades, je crois que nous aurons fait tout ce qui dépendait de nous pour rendre ses chances à la gauche française, parce que cette fois c'est en faveur de la démocratie Socialiste que la vapeur sera renversée.
Le problème du Parti Communiste se posera de manière bien différente et les perspectives de victoire nous seront alors offertes. Cette victoire Socialiste, camarades, il est nécessaire qu'elle vienne vite.
Le capitalisme, parce qu'il ne croit pas en l'homme nous prépare allègrement le temps des robots et tente d'écrire les premières pages d'une histoire qui, dans le monde de l'an 2000 deviendrait le résultat de mécanismes sans âme dépourvus d'idéal. Et nous Socialistes optimistes, qui croyons à l'homme, qui croyons en sa dignité, en sa culture, en son devenir, nous laisserions faire ?
Il dépend, en réalité, de nous, camarades, que le monde futur soit dominé par une barbarie à forme technique peut-être perfectionnée, mais excluant liberté et initiative, ou bien que ce monde futur soit régi par un ordre humain.
Plus que jamais, camarades, le mot de Léon Blum, je le crois vrai : le Socialisme, oui, le Socialisme est le maitre de l'heure, camarades ne la laissons pas passer.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lamarque Cando.

Charles Lamarque Cando

Camarades, il y a dix ans que je n'ai pas pris la parole dans un Congrès national. Je le fais aujourd'hui, parce que je suis poussé par une énorme inquiétude, celle qu'exprimait hier soir Jules Moch.

J'en demande pardon à Guy Mollet, mais je crains que ce que nous allons faire ne soit plus qu'un abandon, je crains que ce soit une trahison et je ne peux pas oublier comment j'ai découvert le Socialisme.

C'était en 1912, dans mon petit village ; il n'y avait pas dans les Landes à cette époque de fédération Socialiste, mais dans la ferme où je suis né, il y avait le portrait de Jean Jaurès. Lou Jaurès, comme disait mon père. Et par un triste jour du début d'août 1914, une nouvelle est arrivée dans mon village, elle a écrasé tout ce village dans la douleur : on avait assassiné Jean Jaurès… mon père n'a jamais cessé d'en porter le deuil, et celui qui vous parle de même.

Depuis ce jour, j'ai voulu savoir ce que c'était le Socialisme et depuis ce jour je n'ai cessé d'essayer de découvrir, et je suis un jauressiste depuis bientôt 60 ans.

Vous comprendrez mon inquiétude. Je sais bien que dans un Congrès comme celui-ci George Guille et moi parlons à contre courant, mais ce n'est pas la première fois que cela m'arrive, mais on peut être un obscur militant et ne pas toujours se tromper.

Je vais vous dire pourquoi je vous parle sans complexe même à contre courant.

Guy Mollet se souviendra sans doute qu'en 1957, après la chute de son gouvernement, l'obscur militant que je suis a écrit à tous les députés, sénateurs Socialistes, à tous les membres du Comité directeur, à tous les secrétaires fédéraux pour leur dire : Attention, camarades, ce n'est pas une crise ministérielle, c'est une crise de régime, et la République est bientôt morte si vous ne vous pressez pas de dissoudre cette assemblée après avoir porté quelques réformes aux institutions et à la loi électorale,

Eh ! Personne n'a porté attention à ce que le petit militant des Landes avait dit... mais un an après la République était morte et il y a dix ans, quand j'ai pris la parole pour la dernière fois dans un Congrès, en tant que rapporteur sur la loi électorale, j'ai dit que le Parti allait commettre une erreur catastrophique s'il abandonnait la proportionnelle… Hélas, les événements m'ont donné raison.

Et puis, mon ami Cazelles se souviendra sans doute d'avoir présidé un Congrès de notre fédération des Landes, il y a quelques années, et il ne s'étonnera pas de ma position d'aujourd'hui. Il s'agissait alors de ce qu'on appelait la grande fédération, et avec ma fédération unanime, nous avons dit que c'était une impossibilité... et les événements ne nous ont pas démentis !

Et Guy Mollet se souviendra d'être venu à Merignac (?) il y a quelques années pour nous présenter la petite fédération. Et j'ai dit à Guy Mollet, avec une impertinence incroyable : mais ce n'est pas sérieux... qui est donc sérieux au Parti ? Après la grande fédération qui s'est révélée impossible, la petite le sera également ... et les événements m'ont donné raison !

En effet, s'il était compréhensible que Guy Mollet cherche à créer dans ce pays une très large formation démocrate Socialiste, si c'était souhaitable, si on pouvait espérer qu'à travers ce qu'on pensait être les radicaux Socialistes - avec un trait

d'union et non pas une séparation entre les deux termes - on pouvait espérer gagner l'audience d'une part importante des classez moyennes, disons les otages, les victimes du capitalisme qui ne le comprennent pas encore et qui devraient être chez nous, comme cela se passe dans beaucoup d'autres Partis de la IIème Internationale, eh bien, nous avons été obligés de constater qu'ils n'étaient pas les mêmes, les radicaux de 1968 et ceux du Congrès de Lyon de 1905 qui parlaient des nationalisations et de beaucoup d'autres choses... et ils ont refusé la fusion.
Alors, je dis à Jules Moch que ce n'est pas nous les responsables de l'échec de cette véritable fusion qui aurait pu donner ce large Parti démocrate Socialiste. Ce n'est pas nous et c'est pourquoi, avec mon ami Georges Guille, je prends la responsabilité de dire non à l'abandon de la vieille maison, mais je ne dis pas non à sa transformation et il y a vingt cinq ans que je l'attends cette transformation.
Quelques uns qui sont de la Gironde, et que je vois là-bas, savent peut-être qu'après la libération, j'ai refusé pendant des mois de reconstituer la fédération Socialiste dont j'étais avant le secrétaire fédéral, parce que j'attendis quelque chose de nouveau et si Léon Blum était revenu quelques mois plus tôt de sa déportation, il l'eut fait, et ce sont ceux qui se croyaient ses héritiers spirituels qui se sont si lourdement trompés.
Lorsqu'en 1946, il a fait voter la charte, j'étais à la réunion dans une salle de la Mutualité, et j'ai vu là quelles difficultés il avait à faire comprendre à ceux qui étaient déjà replongés dans les vieilles ornières, qu'il fallait beaucoup changer les choses.
Oui, si Léon Blum était revenu avant, ce que nous souhaitons aujourd'hui, serait fait depuis bientôt 25 ans.
Eh bien, camarades, oui pour la transformation profonde de notre Parti, oui pour sa novation, mais non pour l'abandon.
Et puisqu'il ne peut plus être question de cette fusion tripartite à la fois plus équilibrée et la plus capable d'aboutir à ce grand Parti démocrate et Socialiste, dont l'un des objectifs essentiels était d'être plus puissant que le Parti Communiste, alors je vous dis tout net : je vois plus d'inconvénients que d'avantages à la fusion partielle qui nous est proposée.
C'est d'ailleurs ce que dit Guy Mollet lui-même dans sa lettre aux militants ; en rappelant le 54ème Congrès il écrit :
"Le renouveau du mouvement Socialiste peut-il résulter de l'addition d'un certain nombre d'organisations existantes ? Nous répondons sans équivoque par la négative. L'opinion publique ne saurait se satisfaire de la seule fusion de quelques unes de ces organisations".
Mon cher Guy Mollet, je suis d'accord là-dessus.

Guy Mollet - Alors, il faut voter çà !

Charles Lamarque Cando - Je crois donc que la fusion qui nous est proposée se traduira par un échec et que pour le renouveau du mouvement Socialiste, il y a mieux à faire.
Que peut-on faire ?
Oui, un parti profondément renouvelé et qui aura une grande puissance d'attraction, eh bien ce n'est pas avec la fusion qui nous est proposée que l'on y parviendra.
Pourquoi ?
Pour de très nombreuses raisons.
D'abord, parce que d'après ce que nous a appris hier soir Pierre Mauroy, il ne s'agit pas d'une fusion véritable, il s'agit d'une espèce d'insertion et je crains des phénomènes de rejet comme pour certaines greffes, d'où son inquiétude, encore plus grande depuis hier soir.
Car, enfin, tous ces marchandages, toutes ces précautions de peur d'être noyés dans la SFIO prouvent qu'il s'agit de petits groupes, de tendances, qui ne veulent vraiment pas se fondre par le jeu réel d'une totale démocratie qu'ils redoutent parce qu'ils sont trop peu nombreux.
Mais alors, où était donc cette puissance d'attraction que devaient parait il leur conférer leur jeunesse et si l'on peut dire leur virginité ou leur innocence ? Car on ne pouvait leur reprocher leurs erreurs, puisqu'ils n'avaient pas de passé, et pas davantage celles de leurs aines, qu'ils n'avaient pas !
Alors, que nous, à la SFIO, chargés de tous les péchés, et de ceux de nos anciens, nous devons parait-il leur servir de repoussoir !
Et puis Mauroy vient nous dire qu'en fait de novation, c'est nous qui sommes allés le plus loin. Alors, quel bénéfice peut-il sortir de cette fausse fusion qui se fait dans une atmosphère de défiance à notre égard ? Défiance absolument injustifiée, elle ne vient pas de l'expression de notre doctrine, puisqu'elle a été totalement acceptée, nous n'avons donc pas de leçon de Socialisme à recevoir.
Alors, est-ce que nous ne serions pas de vrais démocrates ?
Or, Mauroy nous a déclaré qu'il avait fallu que les SFIO expliquent qu'il ne pouvait pas être question d'une certaine étrange conception de ma démocratie qui ne serait pas la même pour les militants de la base et pour les militants du sommet.
Là aussi, il nous semble que nous n'avons pas de leçon à recevoir.
Et Guy Mollet a encore raison d'écrire dans sa lettre aux militants :"il est tellement plus simple de dire que tous les membres du nouveau Parti fixeront eux mêmes la politique de leur choix et choisiront leur responsables selon leurs préférences.
Sur ce point, le passé de la SFIO devrait être un garant suffisant.
Eh ! Oui, je suis d'accord, mon cher Guy Mollet, là dessus aussi, mais alors qu'est-ce qui va apparaître aux yeux de l'opinion publique, après cette fusion que pouvons nous proposer ?
C'est qu'alors que nous avons été les plus novateurs, que nous sommes les plus sincèrement démocrates, les plus authentiquement Socialistes, eh bien tout le monde croira que nous avons été régénérés par d'autres.

Fondation Jean Jaurès

Voilà ce que je crains ? Et quel discrédit alors pour la SFIO et pour ses militants, alors que depuis soixante trois ans au milieu des pires difficultés, après l'assassinat de Jaurès, la guerre 1914-18, la scission de 1920, les difficultés de l'occupation, de l'après guerre 1939-45, ils ont, contre vents et marées, maintenu dans ce pays une formation Socialiste dont Guy Mollet dit encore dans sa lettre aux militants :
"que la SFIO est restée la principale force représentative du Socialisme en France, la plus grande de la gauche démocratique et que son autorité internationale est grande".
Et c'est vrai.
Alors, malgré cela, parce que nous paraîtrons avoir été incapables de trouver en nous mêmes les élans de la novation nécessaire, nous allons être, dans le pays, nous, les militants de la SFIO, diminués aux yeux de tous, et nous aurons été apparemment sauvés du naufrage par d'autres ?
Où sera pour le Socialisme et pour son pouvoir l'attraction, le bénéfice de cette opération ?
C'est pourquoi je ne puis admettre cette pseudo-fusion.
Et puis, Mauroy nous apprend que la décision à la 2ème Internationale est en discussion, alors c'est tout le Socialisme européen qui est en cause, et cela nous ne pouvons l'admettre.
Sans doute, beaucoup de ces Partis, comme le notre, sont en difficulté; pris souvent entre la pression du capitalisme et celle du Communisme, certains collaborent épisodiquement avec des partis bourgeois pour des raisons de conjoncture comme nous avons dû le faire, d'autres gouvernent, même avec la majorité absolue, face à des difficultés insurmontables et sans jamais penser à employer la violence, car aucun d'eux, nulle part, n'a trahi la démocratie, ni le Socialisme, et qu'on se souvienne qu'aucun d'eux n'a jamais pactisé avec Hitler, ni avec Mussolini, ni avec Franco et que partout le fascisme et la dictature de quelque nature qu'ils soient, ont dû passer sur les cadavres des Socialistes.
Eh bien, camarades, si le nouveau Parti devait récuser la IIème Internationale et tout ce qu'elle représente de luttes, de sacrifices et aussi d'espoirs, ne comptez pas sur moi pour adhérer à ce parti nouveau.
C'est pourquoi en fin de compte, je pense que la meilleure formule à tous égards, celle qui est la plus capable de remuer, d'émouvoir l'opinion politique, c'est de faire nous-mêmes et tout de suite notre aggiornamento, et d'aller plus loin encore dans les novations.
A cet égard, nous sommes d'accord avec Guy Mollet quand il écrit : que le Parti en finisse avec ce genre de problème d'organisation, de renouvellement, comme nous sommes d'accord avec la motion Defferre, quand elle dit qu'il faut aller vite, très vite, et la fédération des Landes souhaite elle aussi que notre décision soit immédiate pour un parti que nous espérons rénové, et qui devrait être entièrement réorganisé avant la fin de février.
Nous sommes d'accord aussi, à la fédération des Landes, pour réclamer un style nouveau, des équipes nouvelles, mais nous précisons alors qu'il ne s'agit pas pour nous de condamner des hommes, et en particulier Guy Mollet dont je salue

Fondation Jean-Jaurès

le geste courageux, et pour qui, bien que je n'aie pas toujours été d'accord avec ses options politiques, il le sait, j'ai la plus profonde estime, parce que je le considère comme un militant exemplaire, courageux, désintéressé, dont jamais aucun de nous n'a eu à rougir, et que la calomnie n'a jamais pu atteindre !
(Applaudissements)
Fils du peuple, il a toujours voulu vivre dans le même petit appartement qu'il habitait lors de la Libération, parce qu'il veut être simple, comme le peuple, et c'est ainsi que je conçois l'attitude des militants.
Pour nous, il ne s'agit pas de condamner des hommes, il s'agit de faire apparaître un rajeunissement intense de nos équipes à tous les échelons, sans quoi personne ne croira à la rénovation, quelles que soient les structures nouvelles. Il s'agit de constater qu'en 1969 plus de la moitié de la population française aura moins de 25 ans, et que plus de la moitié des électeurs auront moins de 45 ans. C'est une question de génération, et non pas une question d'hommes.
La génération montante doit prendre ses responsabilités et forger elle-même son destin.
Ne craignez pas que les hommes manquent dans la génération nouvelle, pas plus qu'ils n'ont manqué dans la génération précédente. Ont-ils manqué en 1944, alors que tout un personnel politique avait disparu, ou failli, comme le rappelait hier soir Jules Moch ? Quel âge aviez-vous, les leaders d'aujourd'hui en 1944 ? Souvent moins de 40 ans ! Et si vous aviez beaucoup de courage ou de patriotisme dans la guerre ou la résistance, vous n'aviez aucune expérience politique. Il a bien fallu que vous preniez des responsabilités, et vous l'avez fait avec courage.
Ceux de la génération montante sauront suivre votre exemple, et leur présence est indispensable à l'adaptation au temps présent et à la préparation de l'avenir.
Quand, dans notre Parti, ils auront pris le devant de la scène, alors on croira à la rénovation, et cela n'empêchera pas les plus anciens de les aider. Alors vous verrez venir en masse les éléments nouveaux et la jeunesse. Alors, que viennent avec eux, nous les accueillerons à bras ouverts, tous ceux, organisés en groupes ou clubs divers, qui acceptent notre doctrine, nos structures, et une discipline qui devra être d'autant plus rigoureuse que nous serons plus nombreux.
Alors personne ne sera discrédité, mais au contraire, tous ensembles, nous serons grandis devant l'opinion publique.
Et comment pourrions-nous alors douter du succès du Socialisme, quand le capitalisme est de plus en plus généralement condamné, et quand le Marxisme léniniste ne peut plus être maintenu que par la force imposée à des peuples qui n'en veulent plus ?
Le vrai Socialisme, lui, celui de Léon Blum et de Jean Jaurès, celui de la générosité, de l'intelligence, du courage, apportera à la jeunesse puisant aux sources du plus haut idéal les raisons d'espérer, de s'enthousiasmer, dont elle a besoin, et peut-être aussi, alors que les hommes "s'épaississent" de plus en plus sous le temps du gaullisme, et plus tôt peut-être qu'on ne le croit la démocratie française verra se lever un jour nouveau, le Parti Socialiste aura retrouvé sa

jeunesse, sa puissance, pour donner à la société les joies de son printemps, de la justice, de la liberté, à travers le Socialisme.
Voilà ce que je souhaite de toute mon âme, Jaurésiste impénitent que je suis depuis mon enfance, pour l'honneur de mon Parti, pour honorer la mémoire de ses martyrs, et pour faire triompher cet idéal que Guy Mollet a si justement appelé la "philosophie du bonheur" !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Benoit, Nièvre, pour 10 minutes. Ensuite, Gaudin, Var.

Benoit (Nièvre)

Camarades, c'est avec une certaine émotion que j'ai entendu parler notre camarade Lamarque Cando, lorsqu'il a parlé de la "vieille maison".
Cependant, nous sommes un certain nombre à penser que le temps des tergiversations et des regrets est révolu pour le Parti. Nous devons aujourd'hui prendre conscience de manière définitive, ici comme dans toute la nation, que le Socialisme triomphera dans l'unité, ou se perdra dans la division.
(Applaudissements)
Jamais depuis fort longtemps en effet l'occasion ne nous a été offerte de renaitre de nos cendres, si je puis dire, pour voir triompher une société Socialiste telle que nos grands ancêtres l'ont imaginée, telle que nos anciens la défendent encore aujourd'hui, mais qui doit s'adapter pour apporter aux masses populaires une allure nouvelle, car il faut penser que la finalité du Socialisme est d'assurer toujours le bien être aux hommes et aux femmes, de leur naissance jusqu'à leur mort.
Je ne reviendrai pas sur l'historique du Parti depuis ses dernières années, les vicissitudes qu'il a traversées, et elles sont nombreuses, l'ont conduit, il faut le reconnaitre, à ne plus représenter qu'une arme peu aiguisée dans le combat de la Gauche française non Communiste, contre le gaullisme et contre toutes les formes de réaction de ce régime autoritaire.
Aujourd'hui, le gaullisme est défaillant, ayant pratiqué, comme le disait un jour Guy Mollet, la politique du "bourdon contre la vitre". Le gaullisme, malgré ses promesses, n'a rien résolu. Il n'a fait que soutenir les intérêts du capitalisme et les monopoles industriels et agricoles, en négligeant fondamentalement l'aspect social et humain de tous les problèmes posés.
Mais aujourd'hui les Français sont éclairés, et ce malgré la propagande permanente de la radio, de la télévision, malgré les sacrifices très lourds qui leur sont imposés, après les événements de mai et juin, et récemment encore par ceux du mois d'octobre.
Demain la Gauche française non Communiste doit être prête à prendre la relève du pouvoir gaulliste agonisant. Quand on pense aujourd'hui, Camarades, qu'un gouvernement est obligé de recourir à l'aumône publique pour payer des chercheurs contre le cancer, alors que nous n'avons pas les laboratoires... (applaudissements)… c'est une honte ! Il faut la dénoncer.

Fondation Jean Jaurès

Mais nous devons prendre conscience que des couches nouvelles sont venues parmi nous ; les unes sont entrées au Parti, trop peu nombreuses, les autres sont restées à la porte, frappées peut-être par les lourdeurs des mécanismes et des structures périmées de notre vieux Parti, qui à leurs yeux ne permettaient pas de pouvoir s'exprimer comme ils l'auraient voulu. Nous fumes donc contraints de nous associer à ceux-là même qui restaient à notre porte, mais qui étaient, heureusement pour le Parti, pour la plupart soucieux de se joindre à nous pour le même combat, alors que d'autres, et je n'insisterai pas, ont été à l'extérieur jeter la division dans le Socialisme...

La fédération est ainsi née de l'association des trois formations politiques que vous connaissez, mais où la SFIO restait largement majoritaire, et on comprend aisément qu'au sein de la FGDS qui n'a pu vivre que grâce à nous, certains hésitent aujourd'hui à envisager notre propre disparition sans prendre les garanties nécessaires au maintien des sources du véritable Socialisme qui se trouvaient en nous !

Ne le reprochons point à nos dirigeants qui, consciente de cette force au sein de la fédération, ne firent pas cependant toujours des choix heureux dans la constitution des structures et l'attribution de la responsabilité suprême.

Aujourd'hui, nous devons hélas le constater, après une ascension rapide et pleine d'espérance, la personnalisation de la direction de la FGDS qui ne nous appartenait pas s'est effondrée, non pas tant pour des raisons politiques absolument fausses, et qui ont été exploitées par nos adversaires, mais peut-être par trop de précipitation beaucoup plus que par trop d'ambition.

Mais aujourd'hui, camarades, l'heure du choix est arrivée.

Beaucoup de nos camarades ont insisté sur les points essentiels de la transformation de la SFIO, ou de sa permanence transformée. Je me permettrai de rappeler rapidement, que je suis cosignataire d'une motion qui réclame la création d'un parti nouveau démocrate et Socialiste, devant entrainer essentiellement la disparition rapide des formations politiques qui participaient à la constitution de la FGDS. Il ne faut pas laisser trop longtemps leur exécutif au pouvoir, et je le dis nettement enfin, que les états-majors ne puissent une fois de plus, même parfois dans un esprit constructif donner l'illusion à ceux qui pourraient y adhérer que ce n'est qu'une continuation du passé, et non pas une novation telle qu'elle est souhaitée par l'ensemble du pays.

Le temps des discours, du dialogue, et des regrets pour nous est terminé ! Il faut savoir si oui ou non nous devons présenter à l'ensemble du pays un parti nouveau dans lequel tous les Socialistes véritables pourront trouver place ; rappeler encore la nécessité que très vite après ce Congrès, un Congrès national du nouveau Parti démocrate et Socialiste soit organisé, par la base, uniquement par la base, comme dans tout parti démocratique.

Il faut que dans cette nouvelle formation politique, ce soit la base, je le répète, qui inspire les structures, les méthodes, les directions et les alliances. Le sommet aura pour mission de les exécuter à tous les degrés, y compris bien sûr à l'échelon parlementaire.

Contribution Jean-Jaurès

Dans les quelques minutes qui me sont imparties, je voudrais devant vous, camarades, dire quel doit être l'essentiel des objectifs du Parti démocrate et Socialiste nouveau.
D'abord, en première urgence, il faut qu'il puisse présenter devant le pays un programme de législature, voire de gouvernement. Celui-ci, inspiré, certes, de l'idéologie Socialiste à tous les échelons, devra néanmoins être empreint de réalisme dans ses propositions concrètes.
Il est évident que la nation, chloroformée par dix ans de gaullisme, avec ses mythes, est encore inspirée par l'intéressement, la participation, les réformes de tous ordres, et elle ne comprendrait pas que nous n'abordions pas dans ce nouveau parti tous ces problèmes qui sont restés encore en suspens jusqu'ici.
Ce programme, qui pourra d'ailleurs s'inspirer en grande partie de celui du 14 juillet de la FGDS, devra reprendre en priorité les questions sociales, car le pays renversera un jour le gaullisme essentiellement sur les questions sociales, puisque depuis dix ans il a annoncé l'année sociale qui n'est jamais venue !
Il devra reprendre les questions économiques, sans hésiter à recourir à des formes typiquement Socialistes, pour le crédit ; le problème de la création des emplois, les aménagements de l'aide sociale sous toutes ses formes, les réformes des structures, les problèmes de l'agriculture, et surtout les problèmes de la santé publique qui devront être prioritaires, au même titre que ceux de l'Éducation nationale.
Car si une réforme a été votée à la quasi unanimité du Parlement, le pouvoir gaulliste ne lui donne pas à l'heure actuelle les moyens de la mettre en pratique, ce qui sera encore pour lui un échec sanglant !
J'en arrive par ce biais à la jeunesse qui doit être pour nous non pas un souci, mais un espoir. Tout a été dit sur les événements de mai et juin, mais je pense qu'il faut souligner dans l'analyse que la contestation de la jeunesse française, comme ailleurs dans la plupart des autres pays du monde, débouche en réalité sur la notion de Socialisme démocratique.
En ce qui concerne notre pays, souvenons-nous qu'en mai la masse des étudiants, si l'on exclut les mouvements gauchistes et anarchistes, voire même ceux qui étaient introduits par le gouvernement, contestait paradoxalement en fonction même de leurs origines sociales la société de consommation, et à la fois le capitalisme bourgeois dont ils étaient issus.
Ils combattaient en même temps le Communisme totalitaire, qui fut hautement réprouvé par les dirigeants de la masse estudiantine.
On s'est alors souvent posé le problème de savoir sur quoi voulait déboucher cette jeunesse. Je ne pense pas que ce soit ni vers l'anarchie, ni vers le Communisme traditionnel, ni vers le Communiste maoïste, mais surtout pas vers une sorte de Socialisme embourgeoisé.
Ils veulent une réforme des structures de la société, et je ne pense pas que les mots "tarte à la crème" que je me garderai bien d'employer, mais que vous connaissez tous, soient pour eux une finalité suffisante pour apaiser leurs craintes !

Fondation Jean Jaurès

Celles-ci reposent essentiellement sur la tristesse, la vanité, l'hypocrisie, le mensonge, représentés actuellement par notre société bourgeoise avide de plaisir, de richesse beaucoup plus que de progrès social.
Alors je pense que l'ouverture vers cette jeunesse est indispensable, par la création du nouveau Parti démocrate et Socialiste.
La démocratie et la liberté se sont défendu souvent les armes à la main. La démocratie et la liberté, quand elles sont établies, sont autorisées à se défendre aussi les armes à la main. Mais pour nous, la démocratie et le Socialisme ne s'acquièrent que dans le libre consentement des citoyens.
Aujourd'hui, et j'en ai terminé, à l'heure où ces éléments de la vie républicaine qui s'appellent la démocratie et la liberté sont menacées par le régime gaulliste, qui prend de plus en plus une allure fascisante, nous, Socialistes SFIO, dans la mesure où, comme je le disais au début de ce propos, nous enterrerons nos querelles de tendances ou de personnes, devons accepter ce qui est la loi du temps, l'évolution inéluctable des formes de pensée, des individus qui nous entourent. Nous devons accepter pour le meilleur, et non pas pour le pire, l'abandon de notre souveraineté de parti le plus ancien dans le Socialisme, pour déboucher demain sur la sociale démocratie française qui est l'espoir de la plus grande majorité de nos militants, et l'espérance de la France républicaine !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gaudin, Var, pour vingt minutes. Ensuite, Claude Fuzier.

Gaudin (Var)

Camarades, habitué à suivre nos Congrès, c'est cependant la première fois que j'interviens, non pas parce que je pourrais avoir la prétention de donner des leçons à quiconque, mais parce que j'ai le sentiment que dans les heures graves que nous traversons, il importe de faire entendre la voix des militants.
Sans doute, des orateurs beaucoup plus qualifiés que moi sont des habitués de cette tribune. Sans doute leur talent, leur sincérité sont grands. Mais je n'en dirai pas autant, qu'ils m'en excusent, de leur représentativité. Il est temps aujourd'hui de donner la parole à ceux qui, militants, ont su dans leurs régions respectives maintenir par leur travail, leur militantisme, leur popularité, le flambeau du Socialisme.
Nous avons souvent eu l'occasion dans le monde actuel, et surtout sous la 5ème République, de dénoncer le rôle des technocrates. Ne sombrons pas dans le même travers, et ne faisons pas de notre Parti un organe où les théoriciens apparaissent comme rois !
Le Parti actuel ou futur doit être l'émanation de la masse souveraine, et non pas soumis aux décisions du Comité directeur qui a pris trop souvent l'habitude de décider sans consultation. Pas davantage nous n'entendons être liés par les déclarations faites par les uns ou les autres, et qui ont pour conséquences d'engager le Parti. La discipline librement consentie doit être la loi de tous, quelle que soit la place que nous occupons.

Fondation Jean Jaurès

Sans doute, me rétorquera-t-on, les membres du Comité directeur sont élus. Permettez-moi de ne pas insister, je conteste quant à moi, et je m'excuse de rne répéter, qu'ils puissent valablement nous représenter.
Que chaque section, que chaque fédération départementale, que peut-être chaque région demain, désigne ceux qui seront les plus aptes à nous représenter, alors, mais alors seulement, vous aurez un comité représentatif de l'opinion générale y conscient de ses responsabilités, en contact permanent avec la masse de ceux qui nous apportent leurs voix, et qui trop souvent ont l'impression de n'être que des machines à voter ou à cotiser !
Seul le sens des responsabilités obtenues par la consultation et les contacts permanents permettra demain de recruter, et principalement de recruter parmi la jeunesse.
Faisant ce rapport, camarades, je ne cherche pas ostensiblement à être désagréable pour les uns ou pour les autres. Mon seul but, c'est la recherche de nos erreurs, loyalement exprimées, non pas pour en faire le reproche, mais pour éviter qu'elles se renouvellent. L'amitié que je porte à mes camarades reste intacte, quelles que soient nos opinions, Mais la recherche de la vérité, ou de ce que nous croyons être la vérité, doit seule nous animer.
Camarades, il est temps, il est grand temps que nous perdions l'habitude de juger des événements ; il est temps, il est grand temps que nous perdions l'habitude de juger des motions non pas en fonction de ce qu'ils sont ou de ce qu'elles contiennent, mais en fonction des destinataires. Un parti n'est pas, ne peut pas être l'opposition permanente des individus si grands soient-ils, mais la collaboration efficace de tous ceux qui l'enrichissent. Pas davantage un parti ne peut être l'apanage d'un homme ou d'une équipe, quels que soient leurs mérites.
Dès lors que leur présence est discutée par l'opinion, même si cette opinion est injuste, il est des opérations que nous devons nous imposer, même s'il nous en coûte sentimentalement.
Nous ne sommes pas un club philanthropique, mais des gens animés par un même idéal, dont l'objectif reste l'instauration d'un régime Socialiste. Seule l'efficacité doit diriger notre action.
Sans doute notre désaccord, beaucoup plus apparent que réel, consiste dans les moyens que nous entendons employer pour arriver à notre but. C'est ce qui différencie les motions. Je ne suis pas sûr d'ailleurs que tous les signataires d'une même motion soient d'accord sur tous les points, je ne suis pas sûr qu'ils resteront d'accord sur tous les objectifs futurs. Notre plus grand drame serait cependant de ne rien faire. L'essentiel aujourd'hui est de faire savoir ce que nous voulons; de faire connaître ce que nous désirons, alors que depuis des années nous sommes ballotes au gré des événements, sans politique définie, sans ligne de conduite durable, amis un jour avec les uns, un jour avec les autres, devant une opinion inquiète, traumatisée par la propagande gaulliste, et qui se demande avec angoisse ce qui succédera demain au gaullisme.
Chaque jour, camarades, notre absence d'une politique suivie accrédite dans l'opinion publique la notion chère au pouvoir de vide entre les Communistes et les gaullistes. Depuis 1963, nous dira-t-on, le Parti a placé au centre de ses

préoccupations le rassemblement de ceux qui adhèrent au principe du Socialisme.
Allons, camarades, y avait-il besoin de cinq ans pour réussir ? Ou alors il ne fallait pas hésiter à dénoncer la duplicité de ceux qui n'avaient comme seul souci qu'assurer leur élection ! Au bout de cinq ans perdus, faute de ne pas avoir su profiter des moments favorables, la fédération de la Gauche démocrate Socialiste est morte, après avoir créé une grande espérance dans le cœur des Français. C'est aujourd'hui pour nous le combat de la dernière chance. Ce qui est enjeu, c'est sans doute l'avenir du Socialisme, mais surtout et avant tout l'avenir de la République et de la démocratie.
Le moyen le plus efficace pour sauver le chargement est de sauver le bateau. Le moyen le plus efficace pour laisser au Socialisme toutes ses chances, c'est de sauver la démocratie.
Le temps, camarades, presse. Le gaullisme aux abois, au bord de la faillite économique, renforce chaque jour son dispositif répressif.
Vous tous, signataires de n'importe quelle motion, accepterez-vous de rester passifs, face au danger qui nous menace ? Préférez-vous crever parce que vous voudrez malgré tout avoir raison ? Vous enfermerez-vous dans une formule doctrinaire même si elle doit vous conduire demain au fascisme ?
Non, camarades ! Tous les Français, épris de justice et de liberté, ont aujourd'hui les yeux tournés vers vous, vous êtes parmi ceux qui peuvent encore tout sauver. C'est pourquoi vous n'aurez pas le droit demain, parce que vous avez été élevés au même sein, de partir de cette salle en vous divisant. Vous n'aurez pas le droit demain de faire perdre toute espérance à des millions de Français qui croient encore en un monde meilleur. Vous n'aurez pas le droit de permettre au gaullisme de ricaner !
Quelles que soient nos opinions, les yeux tournés vers le Socialisme, travaillons, réformons, modernisons, mais surtout, camarades, restons unis !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Claude Fuzier, Seine-Saint-Denis.

Claude Fuzier

Camarades, j'ai entendu dans le court débat que nous avons déjà eu des formules passionnées. La dernière chance, vient de dire notre ami Gaudin. Tout à l'heure Lamarque Cando a, en pesant ses mots, parlé de trahison possible.
Je souhaite quant à moi qu'on ne dramatise pas ni dans un sens, ni dans l'autre. S'il y avait dans ce Congrès occasion ou besoin de nous donner une tonalité dramatique, et j'utilise le mot "dramatique" dans son sens le plus large, je crois que bien entendu nous pourrions le faire à l'occasion d'un geste qui a une grande signification parce qu'il est non seulement un geste politique, mais un geste humain, le geste de celui qui a été le Secrétaire général de la SFIO pendant 23 ans.

Fondation Jean-Jaurès

Mais est-ce que des hommes politiques, ceux qui sont réunis ici aujourd'hui, ont comme préoccupation première de remuer à la tribune des Congrès les tripes ou le cœur, alors qu'il s'agit en réalité de remuer notre raison ?
(Applaudissements)
Je souhaiterais donc qu'on situe le débat exactement à son niveau, et pour le faire, je voudrais rappeler deux événements qui ont marqué la marche du Socialisme français, sans doute du Socialisme international.
Il y a 63 ans, dans la salle d'un café parisien, qui s'appelle toujours Le globe, mais auquel on a ajouté un snack-bar qui, lui, s'appelle Le satellite, signe des temps, le Socialisme français s'unifiait.
Les différentes familles Socialistes, déchirées depuis vingt ans par des luttes abominables, des luttes auprès desquelles ce qui nous oppose aujourd'hui, avec quelques uns de nos partenaires, relève de l'incomparable, si j'ose dire, ces familles consentaient les unes et les autres des sacrifices considérables qui portaient, je le rappelle, pas tant sur des problèmes de structures que sur des points de doctrine, et de doctrine pour les uns et les autres de la plus grande importance.
Cette fusion - car c'était là une fusion, de la base au sommet, cette fusion amorçait une synthèse prodigieuse entre le marxisme, le Socialisme dit utopique, et les traditions libérales et démocratiques de la révolution française, une fusion qui allait s'épanouir dans l'œuvre de Jaurès, puis dans l'œuvre de Blum, et à laquelle Guy mollet dans un livre récemment publié, vient d'ajouter ce qui est à la fois une mise au point et une aise à jour.
(Applaudissements)
Quinze ans plus tard, dans une salle d'une ville de province, celle de Tours, l'unité Socialiste se brisait. Mais, là encore camarades, elle ce brisait sur des raisons valables. Elle se brisait parce qu'un groupe d'hommes avait tenté d'imposer à un autre groupe d'hommes, un abandon sur l'essentiel, c'est-à-dire sur l'identité absolue existant - dans notre période historique, - entre le Socialisme et la démocratie.
Identité qui se concrétise, au point, mon cher Benoit, que les deux vocables ne doivent pas s'accoupler dans je ne sais quel magnifique vocabulaire, mais par le fait qu'il n'existe pas de Socialisme authentique, où il n'y a pas de démocratie, et pas de démocratie réelle où il n'y a pas de Socialisme, ce qui fait qu'en réalité, dans ce monde d'aujourd'hui, il n'est pas de pays qui soit démocratique, ou qui soit Socialiste.
Ce que nous avons affaire aujourd'hui, se situe à peu prés entre les deux pôles, ou les deux môles dont je viens de parler.
L'unité que nous recherchons n'a pas l'ampleur de celle de 1905, en réalité : celle de 1905 réunissait des forces égales à la totalité de ces forces. Aujourd'hui, l'inégalité des forces est un sujet de préoccupation pour nos partenaires, et certaines de ces forces Socialistes ne sont pas concernées par les propositions sur lesquelles nous avons à débattre. Je ne suis pas de ceux qui considèrent avec beaucoup de tendresse par exemple le Parti Socialiste unifié, mais je suis de

ceux qui considèrent qu'il y a là une famille Socialiste avec laquelle un jour ou l'autre le problème de l'unification se posera.
Les transformations que nous envisageons et que nous avons déjà acceptées, je le rappelle, au Conseil national des 2 et 5 décembre dernier, ne touchent pas l'essentiel.
Au contraire, ces transformations sont précédées par la confirmation, la structuration et le développement d'une doctrine sur laquelle nous ne modifions rien en ce qui concerne l'essentiel, mais pour laquelle nous dévoilons l'extraordinaire jeunesse cachée à beaucoup par quelques décennies de troubles dans le monde et en France, et aussi de participation gouvernementale, en régime capitaliste, ce qui n'est jamais une position confortable.
Il s'agit donc de situer nos responsabilités à leur niveau réel, sans erreur sans doute, mais aussi et surtout sans outrance.
La date de 1968 restera certaine aient dans l'histoire du mouvement Socialiste, comme une date importante, mais il serait outrancier de l'assimiler à quelque autre date. Nous avons connu, dans notre histoire, ne serait-ce que parce que les décisions que nous sommes amenés à prendre dans le courant de l'année 1968, et notamment à ce Congrès, ne sont qu'une étape dans un processus que nous avons engagé depuis cinq ans déjà, et qu'en réalité, la date décisive a été celle de 1963 du choix que nous avons fait à l'époque, même si nous l'avons fait avec, je dois le dire, un certain nombre de réticences mentales.
Camarades, il faut effectivement constater que ce que nous avons déclenché en 1964, nous ne l'avons pas declenché avec un état d'esprit entièrement pur. Nous avons le droit sans doute aujourd'hui de revenir sur les décisions de ce Congrès, mais il faut alors le savoir et le dire clairement.
Est-ce qu'à ce Congrès extraordinaire, nous allons affirmer que nous abandonnons la ligne du 54ème Congrès, ou est-ce que nous allons affirmer que nous poursuivons cette ligne ? L'échec des colloques Socialistes, en 1964, ne nous avait pas fait renoncer à la ligne du 54ème Congrès. Est-ce qu'aujourd'hui, la fin de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, les événements de mai et de juin derniers, constituent des faits tels qu'ils justifient la renonciation à une ligne que nous avions longuement élaborée clans un Congrès qui incontestablement a été celui que nous avons prépare avec le plus de soins, au cours des années qui ont suivi la Libération.
Est-ce que même - je ne reviendrai pas sur le débat d'hier - les événements se Tchécoslovaquie, s'ajoutent aux événements du Moyen-Orient l'année précédente, justifiant en ce qui nous concerne une modification fondamentale par rapport à la ligne du 54ème Congrès ?... Je ne le crois pas. Je ne crois, pas dans ce domaine, que nous ayons à renoncer ou à modifier quoi que ce soit sur l'essentiel.
Ni les excès de la précipitation, ni ceux de la passion, ne sent de mise en un débat portant sur l'unité Socialiste, alors que l'on sait que l'unité Socialiste est toujours la chose la plus difficile à obtenir !
Certes, nous avons les uns et les autres mille raisons légitimes d'être excédés et ça n'est pas celui qui vous parle et qui a eu l'occasion avec quelques autres de

participer depuis des années - et en tout cas depuis des mois, - sous une forme de plus en plus accélérée, à des négociations irritantes, fatigantes, qui vous démentira. Nous sommes excèdes des lenteurs dans la marche unitaire, nous sommes excédés des moments désagréables que nous avons eu à supporter pour poursuivre cette marche unitaire, mais parce que nous sommes les membres d'une organisation responsable d'un des plus grands parmi les idéaux portés par l'humanité ; nous n'en gâcherons pas les chances parce que nous aurions les uns par rapport aux autres le cuir plus ou moins irritable, la tête plus ou moins près du bonnet, ou la virginité plus ou moins facile... Ça ne serait pas sérieux, camarades !

Ramener à de justes proportions ce qui nous sépare aujourd'hui me parait essentiel. Je dis bien aujourd'hui car, comme je l'ai indiqué déjà tout à l'heure, à d'autres moments il n'en est pas, il n'en a pas été ainsi, et l'honnêteté que nous nous devons et que nous devons à l'opinion publique, consiste à le reconnaître pour comprendre le chemin parcouru.

Lorsqu'en 1963, nos camarades de la fédération de l'Aude, avec quelques autres amis, votaient contre le texte du 54ème Congrès, touchant à la tactique, ils ne se prononçaient pas seulement - qu'ils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas - contre une ouverture unitaire à l'égard des autres partenaires de la fauche, mais encore contre la nécessité affirmée par la majorité d'alors, d'une transformation importante du langage, des méthodes et des structures du Parti.

Aujourd'hui, je constate qu'ils ont adopte ce texte au Congrès national extraordinaire des 2 et 3 novembre derniers, qui prévoit ces transformations importantes du langage, des méthodes et des structures. J'entends encore Lamarque-Cando nous parler tout à l'heure de cette rénovation nécessaire du Parti et je lis dans leur motion "qu'il s'agit d'un rajeunissement".

Je constate qu'un des points qui me paraissait être quand même un point essentiel de désaccord, par rapport à l'avenir du Parti, s'est trouvé au bout de cinq ans d'expérience, colmate de façon très sérieuse.

Lorsqu'au même Congrès de 1953, nos camarades des Bouches du Rhône et quelques uns de leurs amis, s'abstenaient sur le même texte, c'est sans doute qu'à l'époque, la grande fédération perçait sous l'ouverture unitaire.

Mais aujourd'hui, là non plus nous ne sommes plus en désaccord. Nous savons bien que l'unité se situe au seul niveau possible, et nous en sommes tous d'accord. J'ai entendu Gaston Defferre souligner lui-même : on ne peut réunir en ce moment que ceux qui font référence au Socialisme.

Alors, nous nous sommes débarrassés peut-être d'une certaine forme de conservatisme, que je reconnais honorable, et sans doute d'une certaine forme de chimère dont je ne nie pas qu'elle représente de grandes espérances. Et dans ces conditions, que reste-t-il, entre nous, pour justifier réellement un combat sur des textes qui, lorsqu'on les regarde de prés se réduisent à bien peu de chose, sur le plan des divergences ? Sous réserve bien entendu - mais je suis un homme de bonne foi et je prête la bonne foi à tous mes camarades du parti, qu'il n'y ait chez nous aucune arrière pensée.

Dans le texte présenté par Georges Guille et par ses amis, je relève - et j'ai eu l'occasion de le lui dire hier au soir - pour l'essentiel une méfiance réelle et sincère à l'égard de nos éventuels partenaires ou de certains d'entre eux.
Dans le texte présenté par Gaston Defferre et ses amis, je relève une proposition d'exécutif provisoire justifiée par l'affirmation que nous ne serions pas compris, pas crus de l'opinion publique dans notre volonté de novation, si un tel organisme n'était pas mis en place dès janvier
Camarades, ce parti représentatif authentiquement du Socialisme français, va donc se diviser, dans une période importante, les uns à cause d'un état d'esprit, les autres à cause d'une question de calendrier ?
Alors, je dois dire ma stupeur, et je le dis en pesant mes mots, tout en respectant, et mieux encore en comprenant et en partageant souvent l'irritation de Georges Guille et de ses amis devant des comportements qui nous choquent, et celle de Gaston Defferre et de ses amis devant des lenteurs qui nous atterrent, je dis ma conviction absolue qu'il n'y a pas là de quoi diviser, à l'issue de ce Congrès, le Parti, dans les circonstances présentes, où il ne serait pas bon de maintenir cette division et que nous devons faire tout ce que nous pouvons pour aboutir dimanche à une position unanime, entre nous.
Je suis, camarades, contre les positions unanimes lorsqu'elles signifient un mauvais compromis. Et j'ai montré, personnellement, et je ne suis pas le seul, aussi bien en tant que minoritaire qu'en tant que majoritaire, que je n'étais pas pour ce genre de compromis, et que je mettais parfois quelque passion à défendre mes positions, même lorsque cette passion m'entraînait à quelque forme de méchanceté.
Mais je suis contre le maintien de divergences lorsqu'il m'apparait qu'elles ne portent pas sur l'essentiel ; J'y suis d'autant plus opposé qu'en cette circonstance actuelle, nous n'avons pas le droit de nous laisser aller et aller légèrement, à des facilités remettant en cause une unité nécessaire.
Le Parti Socialiste, le notre ou celui de demain, est une force décisive de la politique française. Sans lui vous le savez bien, il n'y a "pas d'opposition à laquelle l'opinion publique puisse croire, dans la mesure où une opposition est crue, lorsqu'on la sait capable de gérer les affaires de la nation. Et l'on sait bien, en France, que s'il n'y a pas la présence, ou la caution Socialiste, il n'y a pas de gouvernement de la gauche possible, et qu'en conséquence il n'y a pas, sans le Parti Socialiste, d'alternative réelle dans le pays, car l'alternative opposant le gaullisme au communisme n'est qu'un faux semblant commode, garantissant le maintien peur longtemps, avec ou sans de Gaulle, de la droite au pouvoir, et tendant à décourager l'opinion de gauche.
Abusés en juin dernier par une propagande habile qui exploita et la peur du désordre et peut-être plus encore la peur du vide, les Français se reprennent au fur et à mesure que la réalité gaulliste escamotée derrière la fumée des automobiles incendiées, par les irresponsables de mai, réapparait avec la crise économique et financière.
Des élections si différentes que celles des Hauts-de-Seine, que celles de Carcassonne, ont montré ce redressement et marquent ce réveil.

Quel spectacle, camarades, donnerions-nous à l'heure où l'union apparait à des millions de gens dans ce pays comme une nécessité, si nous offrions le spectacle de la désunion sur des questions qui, je vous l'affirme, sont incompréhensibles pour l'opinion publique et dont l'importance pour nous, je crois l'avoir démontré, est tout à fuit secondaire !

Si nous voulons être crus, ça n'est pas l'exécutif provisoire… si nous voulons rendre au Parti son rayonnement, ça n'est pas la méfiance affirmée, c'est en réalité l'image d'une organisation Socialiste qui est la majorité du mouvement Socialiste français, elle-même profondément unie avant de donner des leçons d'union à ceux qui sont à l'extérieur d'elle-même !

Nous avons été d'accord pour dire au début du mois de novembre que nous voulions un parti nouveau et que ce parti nous le ferions dès le début de l'année 1969 avec qui voudra venir...

Nous avons adopté des structures, que nous devons mettre en place. Je regrette quant à moi que nous ne les ayons pas adoptées quelques années plus tôt ; cela éviterait aujourd'hui bien des débats inutiles, ou des discussions. Mais le fait est là et nous ne vivons pas de regrets.

Nous avons donc adoptés les structures que nous devons mettre en place. Nous avons participe à des conversations que le Comité directeur a suivi, et elles ont conduit à des résultats que Pierre Mauroy vous a présentés hier, résultats qui ne remettent pas en cause l'essentiel, des résultats que nous pouvons tout simplement constater et que nous avons intérêt, même si nous étions seuls à le faire, à nous appliquer à nous-mêmes. Nous nous sommes opposés avec fermeté à tout ce qui ramènerait à une simple fusion, que le 54ème Congrès avait déjà condamnée.

Ce 54ème Congrès avait fait bien des choses, et en relisant ses décisions, on s'aperçoit que nous débattons quelquefois de problèmes qui non seulement avait été réglés, par des votes, mais avaient eue également réglés par la conviction réciproque, au sein d'autres organisations.

Nous nous sommes opposés à ce que les problèmes, au sein de la Direction de ce Parti de demain, soient des préalables à la formation du parti nouveau. Il ne peut en effet - c'est en fait une parenthèse importante - il ne peut y avoir de Parti Socialiste authentique lorsque la décision démocratique n'appartient pas entièrement à l'ensemble des adhérents, et lorsqu'elle résulte d'abord ou exclusivement d'accords passés entre les directions.

Au nom de quoi, camarades, pourrions nous dire aujourd'hui que l'année prochaine, le Parti devra être dirigé plutôt par celui-ci ou plutôt pax celui-là ?...

Au nom de quoi sommes-nous habilités pour dire à quelqu'un : tel d'entre nous, tel des autres, doivent s'effacer, tel d'entre nous, ou tel des autres doit accéder aux premières fonctions ?...

Qui peut ici, à titre personnel, ou à titre de groupe fractionnel, parler au nom des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, membres du Parti, et des milliers d'hommes et de femmes qui peuvent rejoindre le Parti demain ? Nous ne pouvons pas accepter cela.

Collection Jean Daniel

Mais nous pouvons sans doute être d'accord pour dire ensemble des choses simples et compréhensibles en dehors de nos rangs, à savoir :
1°- que les Socialistes SFIO se prononcent définitivement pour la création et la mise en place d'un nouveau parti, qu'ils ont voulu, à compter de janvier 1969 ;
2°- que nous disons eue le nouveau parti est ouvert à tous ceux qui en acceptent la déclaration de principe et les structures ;
3°- que tous les adhérents de ce nouveau parti auront des droits et des devoirs égaux ;
4°- qu'ils se prononceront souverainement en Congrès national sur la ligne politique et sur les hommes qu'ils entendent charger d'appliquer cette ligne et de réaliser ce programme ;
5°- que les adhérents issus du Parti Socialiste - car là nous avers le droit d'en prendre solennellement l'engagement - n'useront ni de leur nombre, ni de leur force pour éliminer qui que ce soit parmi ceux venant ; d'autres organisations, ou parmi ceux qui n'ont pas été organisés jusqu'ici.
6°- qu'ayant ainsi pris toutes ses responsabilités en matière de novation ou de rénovation, n'ayant de leçon à recevoir en ce domaine de personne, le Parti Socialiste SFIO attend des autres qu'ils en fassent autant, avec la même netteté et que tout ayant été dit dans le domaine des structures nouvelles, toutes les difficultés ayant été suffisamment déplacées, toutes les phrases suffisamment coupées en 4 ou en 48, et coûtes les hypothèses faites, il ne restait qu'à se mettre au travail, à installer une section locale d'entreprise, ou universitaire, à mettre en route nos structures spécialisées, à mobiliser les énergies par une vaste campagne d'agitation et de propagande sur les objectifs du Socialisme et contre le pouvoir personnel. En un mot, à cesser de discuter entre nous pour ne discuter que sous la forme acceptable de combat contre un adversaire commun !
(Applaudissements)
Camarades, j'ai tenu à intervenir cette fois-ci au début du Congrès et ce non pas pour avoir à la fin du Congrès à renoncer à la parole, mais pour souhaiter - non pas non plus, ce qui serait de ma part une extraordinaire prétention, que l'extraordinaire marathon oratoire que nous engageons soit raccourci par des abandons successifs, mais pour souhaiter que la tonalité de ce contres soit comme je l'ai dit au début celle ce la mesure, de la réflexion responsable et de la volonté d'union, avec l'espoir que nous ne venions pas à cette tribune dire "Voici ce qu'il faut faire, sinon je n'en suis pas " mais "Voici ce sur quoi je constate qu'il serait souhaitable d'insister, parce que j'en suis..." Et je crois que ma contribution, comme toutes les autres, peut être utile à l'élaboration d'une décision finale dont l'importance n'est pas contestée.
Personne, ici, n'a envie de continuer à consacrer des heures et des jours à discuter du sexe des anges… Le moment du choix, dans l'étape de l'unité que nous avons engagée en 1963, est arrivé ; et cependant, la bataille pour l'unité Socialiste ne sera pas terminée.
Il suffit donc de nous montrer assez grands pour confirmer notre choix de novembre, et tout sera clair et simple. Des millions de gens, qui espèrent en nous, qui sauront que nous avons pris notre responsabilité, que nous avons su,

Fondation Jean-Jaurès

nous vieille organisation au sens le plus noble du terme, balayer devant notre porte, parce qu'il y avait à le faire, décider de notre propre réforme, décider de notre sort, montrer suffisamment d'irrespect à l'égard de ce qui ne mériterait pas d'être maintenu et de fidélité à l'égard de ce qui méritait de l'être, affirmer qu'on pouvait être moderne sans être une entreprise de démolition des chefs d'œuvre, en péril, et sérieux sans être conservateur des vieilleries et des natures mortes et des bondieuseries de l'art pompier.
En face de nous, camarades, il ya un régime puissant, dominé par un quasi octogénaire, à qui aucune rénovation n'a jamais été demandée.
Autour de lui, une bande de loups, parmi lesquels certains sont prêts à tout faire pour conserver l'os qu'ils sont en train de déchiqueter.
La mode est à citer les chansons et les auteurs :
"Cessez de rire, charmante Elvire,
Les troupes des loups ont envahi Paris..."
Et ils sont déjà aux portes d'Arras, de Lille, de Marseille et de Carcassonne !
Il dépend de nous, et seulement de nous mêmes, qu'ils s'en aillent !
Il dépend de notre unité qu'ils soient vaincus. Ne décevons pas ce qui est plus qu'une grande espérance, une grande nécessité !
La Gauche est aujourd'hui infiniment moins loin du pouvoir que les résultats des élections de juin n'auraient pu le laisser croire. Dans la mesure où ce pays est entré dans une période d'instabilité des esprits qui fait qu'en l'espace d'un an, on subit les contradictions électorales de Bastia, de juin, et des Hauts-de-Seine. Elle a payé peut-être plus le prix de ses propres impuissances que du talent de ses adversaires, et je ne vise pas là seulement notre Parti, mais l'ensemble de la Gauche. Alors, donnons l'exemple. Renonçons, en ce qui nous concerne, à nos dénions familiers qui nous poussent si souvent à chérir plus ce qui nous divise que ce qui nous unit, comme ces vieux ménages qui se complaisent dans les scènes conjugales, alors que rien au monde ne pourrait réellement les séparer.
Je souhaite ardemment, en ce qui me concerne, qu'après un débat fructueux, et il doit l'être par le nombre et la qualité des orateurs qui se sont inscrits, le Parti, unanime, prenne ici ses responsabilités et refuse ce qui est la pire des tentations du passé qui nous reste, celle de croire qu'on a plus souvent raison tout seul qu'ensemble.
(Applaudissements très vifs)

Le président - La parole est à Georges Lamousse (Vienne)

Georges Lamousse (Vienne)

Camarades, la fédération de la Haute-Vienne, qui a maintenu à Limoges et dans le département, le bastion Socialiste sur lequel les loups auxquels Claude Fuzier faisait allusion il y a quelques minutes, sont venus se casser les dents, ne se range derrière aucune des motions qui ont été présentées à ce Congrès, parce qu'elle estime que ces motions ne sont pas séparées par des divergences irréductibles, et nous aurons, à la fin de ces discussions, franches et loyales, la possibilité de nous mettre tous d'accord et de réaliser une motion d'unanimité.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Notre fédération apportera donc tous ses mandats à une motion qui n'existe pas encore, mais dont j'espère qu'elle est en train de se faire, et qui fera la synthèse de toutes les nuances de la pensée Socialiste.
On nous dit, Camarades, "l'unification de la Gauche non Communiste", et nous sommes d'accord, mais nous pensons que la première tache, la plus utile, la plus urgente, la moins discutable, consiste d'abord à sauvegarder, à retrouver l'unité profonde du Parti Socialiste. Ce qui nous semble grave, c'est que la propagande gaulliste, si elle n'a pas réussi à semer dans nos rangs la division, a réussi, du moins, à permettre un certain doute et un certain désarroi.
Certes, nous sommes tous des adversaires résolus du régime et nous nous attachons nous, avec le même cœur, la même conviction, à dénoncer ses faiblesses et ses tares.
Mais certains sont tentés, sans avoir toujours la claire conscience de mener ce combat contre lui, contre ce régime gaulliste, en acceptant son terrain, en reprenant son style et sa façon de poser les problèmes.
Et, parce que cette propagande répète a longueur de colonnes et sur tous les écrans que les partis traditionnels, dont le Parti Socialiste, sont dépassés, terminés, anachroniques, voici que certains d'entre nous se demandent si le Parti, en effet, n'est pas en train de se fossiliser un peu, si son idéal, sa doctrine répondent bien aux conditions du monde moderne, et parce que le gaullisme, sous prétexte de faire du nouveau, commence par tout détruire, les alliances, les institutions, la morale publique, et jusqu'à la simple vérité, certains d'entre nous se demandent si le sabordage du Parti Socialiste n'est pas le préalable nécessaire d'un miraculeux renouveau.
Gardons nous, camarades, de tomber dans le piège qui nous est tendu par le pouvoir même et surtout si nous sommes décidés à le combattre, car nous n'avons de chance de le combattre efficacement que si nous n'acceptons, ni son terrain, ni ses thèses, ni sa manière.
En d'autres termes, le Socialisme pour nous ne peut vaincre le gaullisme qu'en menant un combat qui soit un combat Socialiste.
S'il en était autrement, si nous devions donner à l'opinion le spectacle d'un désarroi intérieur, d'une autocritique peureuse et repentante de notre propre passé, de ce que nous avons été et de ce que nous avons fait, nous ne serions pris au sérieux par personne.
La première condition pour inspirer confiance au pays est de ne pas nous déjuger, de ne pas nous démentir, c'est d'avoir d'abord confiance en nous-mêmes.
Avoir confiance en nous-mêmes, cela signifie en premier lieu ne pas nous laisser glisser vers la tentation du travail de sape et de démolition à l'intérieur du Parti.
Dans la Haute-Vienne, camarades, nous sommes comme cela : quand on se met à tresser trop de couronnes à un camarade, nous jugeons que c'est malsain et nous ne sommes pas d'accord, mais quand on l'accable de critiques imméritées, nous estimons, là aussi, que c'est malsain, nous ne sommes pas du tout d'accord et nous le défendons.

Nous pensons, avec Rivarol, que c'est un terrible avantage de n'avoir rien fait, mais qu'il ne faut pas en abuser.
Ce qui est vrai de nos hommes est vrai aussi et a fortiori de notre Parti, car le parti Socialiste existe, il a fait quelque chose, il se peut qu'il se soit trompé parfois, l'histoire jugera, mais nous nous sommes tous trompés avec lui et nous avons tous eu raison avec lui.
En tout cas, nous n'avons pas à rougir de ce que nous avons fait, car jamais notre action n'a été inspirée par des mobiles tortueux ou inavouables.
En fait, le parti ne s'est guère trompé, mais il s'est peut-être laissé tromper. Nous n'avons pas été, camarades, assez retors, nous avons peut être été naïfs, parfois, mais nous avons la fierté d'affirmer que jamais nous n'avons été les menteurs... et tout le monde ne peut pas en dire autant.
Cette fierté d'un drapeau qui est sans tâche, notre devoir est de la préserver, de la conserver. C'est pourquoi nous sommes opposés, dans la Haute-Vienne, à toute solution qui entraînerait une vacance du parti fut elle de quelques jours, fut elle de quelques heures et à une dévolution de ses dépouilles a je ne sais quel légataire universel.
Nous acceptons le principe de toutes les réformes, de tous les remaniements ; je dis le principe, pour l'application, nous perrons, car la mise en œuvre, çà ne peut pas se faire d'un trait de plume.
Mais nous n'acceptons pas qu'on mette sur la porte du Parti : fermé pour cause de disparition ou pour cause de suicide.
(Applaudissements)
Nous n'acceptons pas qu'on place nos militants devant un registre blanc en leur disant : il n'y a plus de parti Socialiste, jetez votre carte, inscrivez vous dans un nouveau parti, avec une carte nouvelle, états de services, 0, ancienneté, 0,
Je doute, camarades, que dans une perspective de ce genre, nous puissions déchainer beaucoup d'enthousiasme et que nous récoltions beaucoup d'adhésions.
Je me résume :
Rénovation, oui.
Élargissement, oui, et, volontairement je n'entre pas dans le détail, car plusieurs formules peuvent être envisagées, mais sans jeter par dessus bord une doctrine sans laquelle nous n'aurions plus aucune espèce de signification.
Unification de la gauche, oui, mais pas une gauche qui lorgnerait uniquement vers la droite, donc, sans oublier cette unité de la classe ouvrière qui reste notre objectif, tactique, fondamental.
Et d'abord, l'unité du Parti, car cette unité est la condition préalable de toute entreprise de réforme ou de rénovation. Pour reprendre la parole de quelqu'un qui vivait il y a 2000 ans, qui était déjà un Socialiste, tout ce qu'on veut construire sur le sable s'écroule avant même d'être édifié. Les superstructures les plus audacieuses ne tiendront debout que si elles sont ancrées dans le roc. Et pour notre part, dans ce monde de sables mouvants qui nous entoure, nous ne voyons pas d'autre roc que le Socialisme.

Collection Jean Jaurès

Si nous ne voulons pas nous perdre dans les sables, c'est sur ce roc, camarades, qu'il faut que nous construisions notre cité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Fourrier, Côte d'Or ;

Fourrier (Côte d'or)

Camarades, fin janvier 1968, nous prenions la décision de créer un nouveau Parti Socialiste, début novembre 1968, nous prenions à nouveau la décision définitive dette fois de créer un nouveau Parti Socialiste, 20/21 décembre 1968, nous voici encore une fois réunis en Congrès et encore une fois nous avons à prendre des décisions définitives sur le projet de création d'un nouveau Parti Socialiste !
Je m'étonne que nos décisions définitives à répétition n'aient pas fait davantage l'objet de gorges chaudes de la part de nos adversaires ou de nos censeurs habituels. Je m'en étonne et je m'en inquiète davantage.
Nous avons déploré à maintes reprises dans le passé la perfidie, la mauvaise foi de nos adversaires qui dénaturaient nos pensées, nos intentions et nos paroles.
Aujourd'hui, alors que nous leur offrons sur la scène politique un spectacle gros comme un opéra comique, ils ne voient rien, en tout cas ils ne disent rien, nos adversaires ne nous attaquent plus.
Je crains bien, camarades, que ce soit parce qu'ils estiment que pour le moment cela n'en vaut pas la peine.
Les journalistes ne parlent plus guère de nous, sans doute est-ce parce qu'ils sentent que cela n'intéresse par leurs lecteurs.
Ainsi, nous pouvons nous payer le luxe d'annoncer que nous allons prendre une décision définitive sur ce que nous avons déjà définitivement à deux reprises décidé sans que cela fasse sourire personne.
Il est vrai que l'époque n'est pas à la plaisanterie. Il est vrai que depuis six mois, des événements extrêmement graves secouent notre pays. Il est vrai enfin que dans ces événements, nous jouons un rôle tout à fait mineur.
Comme dans tous les théâtres du monde, au théâtre France, las projecteurs sont braqués sur le plateau et c'est là que la scène se déroule. Mais nous, nous sommes dans la coulisse. Certains veulent bien remarquer notre absence, jusqu'à présent, en effet, nous avions toujours figuré en grosse tête d'affiche.
Notre fidèle public a droit à une explication.
Eh bien, il faut la lui donner : "Mesdames, Messieurs, prenez patience, la vedette Socialiste change de costume".
Ce qu'est en droit de se demander ce bon public, c'est si nous serons là lors de l'acte final... lors de l'acte final du drame qui se joue actuellement.
Au 1er acte, en mai - juin, nous ne nous sommes pas imposés, nous n'avons jamais joué ce genre de pièce et nous n'y étions pas préparés, nous n'étions pas en pleine possession de nos moyens.
La scène suivante, celle des élections, a été un véritable fiasco. Il est vrai que le genre ne nous convenait pas. C'était de l'illusionnisme, de la jonglerie.

Fondation Jean Jaurès

Puis, est venu un entracte de plusieurs mois. Nous allions pouvoir nous reprendre, changer de costume, le public y est sensible, mais surtout repenser notre jeu.
Et maintenant, depuis le mois de novembre, c'est le second acte, l'acte de la crise monétaire. Hélas, nous ne sommes pas encore prêts. Nous ne le serons que dans quelques mois, six mois maximum proclament certains.
Alors ? Alors... eh bien, nous allons continuer sans eux !
J'arrêterai là ma comparaison, camarades, mais ce que je crains, c'est que nous n'apparaissions trop tard. Depuis le mois de juin, nous avons perdu du temps, beaucoup de temps. Depuis le mois de juin, nous nous sommes effacés. Certains considèrent même que nous avons disparu. Tous ceux qui lisent la presse ont pu constater qu'on y fait fréquemment mention de l'inexistence actuelle d'une formation Socialiste.
La dernière élection législative partielle a cruellement illustré cette absence. Nous y avions, bien entendu, un candidat, mais les électeurs l'ont considéré comme un simple figurant. Contrairement à l'habitude, il y a eu duel entre le candidat de droite et un seul candidat de gauche et ce dernier n'était pas un Socialiste, c'était un Communiste, et ce dès le premier tour.
Si nous n'y prenons garde, c'est le seul candidat Communiste qui, dans l'opinion, va finir par représenter l'opposition.
L'épisode de cette dernière élection législative offre au moins un avantage, elle a fait office de signal d'alarme.
Certains parmi nous avaient pensé qu'à la suite des événements de Tchécoslovaquie, le Parti Communiste pourrait perdre à notre profit un certain nombre de ses sympathisants ou même de ses militants. C'est… c'était une hypothèse plausible, mais encore faudrait-il, pour que cette hypothèse se réalise, que nous constituions un pôle d'attraction concret, solide, dense et non pas la nébuleuse que nous formons actuellement. Finalement, c'est nous qui allons perdre nos militants et nos sympathisants si, de décision définitive en décision définitive, nous prolongeons notre éclipse.
Les événements sont graves et ils vont vite.
Nous sommes entrés en mai dans une période extrêmement perturbée dont nous ne sommes pas sortis et qui se prolongera encore nul ne sait jusqu'à quand.
Personne ne peut en prévoir les épisodes qui vont se succéder au cours des mois prochains. Ce qui est certain, c'est que la façon dont se dénouera finalement la crise dépendra de l'influence des protagonistes.
Or, il apparait de plus en plus nettement que ce qui est en jeu, ce n'est plus la situation majoritaire d'une formation politique parmi d'autres, que ce n'est plus une politique économique ou sociale, que c'est même plus un mode de gouvernement ; ce qui est en jeu, c'est un régime, et dans ce domaine les hypothèses sont en nombre relativement limité : ou bien, le régime actuel sortira victorieux et renforcé de l'épreuve, ou bien il sera remplacé soit par un régime Communiste, soit par un régime fascisant, soit par un régime Socialiste.
Voilà, camarades, l'enjeu de la crise actuelle.

Fondation Jean Jaurès

Dans une bataille d'une telle envergure, je crains que nous soyons en train de jouer au soldat de la onzième heure. Certes, il serait agréable de penser qu'il ne nous manque pas un bouton à notre tunique, mais il est important de tenir nos positions et celles-ci ne se conquièrent pas en un jour.
J'ai pensé un temps que nous ne devions pas compromettre le succès final de notre entreprise par trop de précipitation. La FGDS a déçu une partie de ceux qui lui avaient à l'origine accordé un préjugé favorable. Une seconde déception de ces mêmes sympathisants constituerait pour nous un suicide.
C'est pourquoi je pense aujourd'hui que le temps de la réflexion est révolu et que celui de l'action ne saurait être repoussé.
Nous avons, à plusieurs reprises, à une large majorité, décidé de créer un nouveau Parti Socialiste. Le moment est venu de le réaliser d'une façon concrète.
Il est certain qu'une période de mise en place est nécessaire, période ne devant pas excéder une période de six mois, dit la motion signée par la majorité du Comité directeur.
Le Congrès fédéral de la Haute-Vienne a estimé que ce délai est beaucoup trop long, deux mois, trois mois au plus suffisent, doivent suffire.
De quoi s'agit-il en effet ?
Essentiellement de préparer un Congrès constitutif. Le mouvement doit partir de la base et un travail d'information est nécessaire. Si la campagne d'information et de recrutement démarre début janvier, elle peut s'achever fin février ou 1ère quinzaine de mars. Cela est le travail des militants. Ils y sont prêts, ils n'attendent qui le signal du départ.
Au sommet, il faudra certes un exécutif provisoire constitué paritairement par une délégation des clubs et par une délégation de la SFIO.
Les signataires de la motion intitulée "pour le nouveau parti démocrate et Socialiste" souhaitent que l'équipe qui représentera la SFI0 soit une équipe nouvelle.
Pour mon compte, je vous dirai qu'il m'importe peu que la délégation qui a négocié jusqu'à présent soit renouvelée ou non. Tout ce que je lui demande, c'est la volonté d'accomplir sa tâche avec célérité et efficacité.
Le Congrès fédéral de la Côte d'Or également a estimé comme le préconise la motion déjà citée que cet exécutif provisoire ait des pouvoirs administratifs en même temps que politiques. Les directives doivent émaner d'un seul et unique organisme, sous peine d'être inefficaces et de laisser la porte ouverte à la confusion et peut-être aux rivalités.
Par contre, nous avons estimé en Côte d'Or, qu'il n'entre pas dans les attributions de cet organisme provisoire d'établir un programme fondamental encore moins un programme de gouvernement. Nous voulons en créant ce nouveau parti y attirer des sympathisants non encore engagés. Nous pouvons pouvoir leur dire, à ces nouveaux adhérents, qu'ils seront des militants à part entière, que leur opinion comptera autant que celle des anciens adhérents de la FGDS.
Nous leur demanderons en contre partie de souscrire la doctrine que nous avons élaborée et d'accepter les structures que nous aurons conçues sans eux.

Fondation Jean-Jaurès

Nous ne pouvons pas en plus leur imposer un programme qui soit à court ou long terme. Un programme, cela s'élabore par tous les militants. Il serait aberrant qu'au moment où chacun préconise la participation, ce soit nous, Socialistes, qui, au moment de la création d'un nouveau Parti, y fassions une entorse de la plus belle grandeur.
Compte tenu de ces différentes considérations, les militants de la Cote d'or demandent que le Congrès se prononce pour la création immédiate d'un exécutif provisoire ayant des pouvoirs qui lui donnent toute l'efficacité nécessaire.
Ils demandent également que le Congrès déclare dès maintenant la possibilité, la mobilisation de tous les militants pour la constitution par la base d'une nouvelle formation démocrate Socialiste.
(Applaudissements)
La parole est à Arthur Notebart, Nord.

Arthur Notebart (Nord)

Mes chers camarades, ce sera sans passion, mais avec beaucoup de fermeté, et je le pense aussi avec beaucoup de clarté, que j'envisage d'intervenir dans ce Congrès national.
Au mois de novembre, nous tenions un conseil national ayant pouvoir de Congrès et je terminais mon intervention de la façon suivante :
"Les 20, 21, 22 décembre, il nous restera une des deux options suivantes, et je crois plutôt à la seconde : nous aurons fait la preuve jusqu'au bout de notre sacrifice représenté par un Parti au garde à vous datant trois ans. Aucune fusion ne sera faite, mais le Socialisme sera t-il enrichi de quelques hommes dont nous aurons apprécié les qualités, leur fidélité, leur dévouement ? Si ceci est atteint, nous en mesurons alors le prix en fonction du résultat. Sinon, nous enregistrerons l'échec et alors, oui, le parti dégagé du frein de la fédération guéri des bavardages par quelques uns, reprendra sa marche ralentie quelque temps, parce qu'il était soucieux d'unité, mais j'en suis certain, le Parti mènera alors à nouveau ses combats de toujours pour le Socialisme pour l'organisation des hommes et pour restaurer la démocratie en France,
"Oui, un Parti Socialiste modifié, conformément à ses vœux, mais qui aura perdu beaucoup de temps"...
Je tenais ce langage et je commettais une erreur, ne sachant pas l'avenir... il y avait une troisième solution, nous l'avons appris hier par Pierre Mauroy... le suspense ! Cette perspective n'était pas prévisible à l'époque ! Le suspense, nous a-t-on dit, nouvelle formule… après le rajeunissement, les modernistes, j'en passe et des meilleures !
Et nous sommes aujourd'hui devant un Congrès qui se réunit dans des conditions curieuses, des conditions extraordinaires que jamais n'a connu la SFI0 dans le passé : il n'y a pas eu de rapport du Comité directeur aux sections du Parti sur une question aussi importante, il n'y a même pas eu dans ce Congrès national un rapport écrit, ce qui était possible, mettant au courant le Parti sur le résultat des discussions.

Fondation Jean-Jaurès

Le rapport de Pierre Mauroy, méthode nouvelle. J'ai relevé quelques passages de son intervention, il nous disait : je vais essayer de faire durer le suspense jusqu'au bout… la partie n'est pas finie… nouvelle formule encore : la [pendure] est arrêtée...
Et cependant, nous avions dit le 3 novembre - il suffit de reprendre ensemble la résolution du Conseil national - ceci :
"Le Congrès donne mandat au comité directeur de mener ces négociations avec la plus grande diligence, et en tout état de cause dans des délais tels que le Congrès de décembre puisse prendre des décisions définitives".
Je prétends et j'affirme que les membres du Parti n'ont pas pu délibérer comme ils auraient dû le faire sur ce Conseil national.
Alors, nous apprenons qu'il faut aujourd'hui juger, conclure - j'y viendrais tout à l'heure - qu'il y aurait un accord sur la doctrine, mais on a soin d'ajouter dans le texte de ceux qui pensent être la majorité du Parti qu'il y aurait accord sur l'esprit.
Cependant, au Comité directeur et mieux encore au comité exécutif des conventionnels, le 6 décembre, voilà ce que les conventionnels disaient :
"Le caractère Socialiste du futur Parti est d'ores et déjà acquis, ainsi que le souligne l'accord intervenu entre la SFIO, la Convention et autres sur une déclaration doctrinale qui devra être approfondie ultérieurement et au sujet de laquelle ne se posent plus à l'heure actuelle des questions de principe, mais seulement de forme et de vocabulaire."
Curieuse méthode nouvelle, va t-on à la SFIO maintenant voter sur des intentions, voter sur un état d'esprit, et non plus sur des textes ?
Est-ce que c'est une nouvelle démocratie que l'on voudrait instaurer ?
Mauroy nous dit : alors, après, camarades, descendons dans la mine… mais il me permettra de lui dire qu'on est plutôt descendu dans le brouillard ! On est plutôt descendu dans le brouillard, car les réponses sont bien vagues et je passerai rapidement sur les détails des 20 propositions.
20 propositions, et alors on dit : nous ne pouvions pas répondre, le Congrès doit répondre lui même. C'est sans aucun doute pour cela aussi qu'à Limoges, M. Charles Hernu déclarait ceci :
"La Convention nationale des institutions sera convoquée vers le 3 janvier pour étudier les conclusions qui auront été prises par le Congrès national de la SFIO le 20 décembre prochain, concernant la création d'un nouveau Parti"...et alors, ils examineront… et peut-être déjà pouvons nous prendre à nouveau rendez vous pour examiner les futures réponses des conventionnels ?
On ne peut pas passer sans dire un mot de ces problèmes qu'on a l'air d'accepter si facilement : les collectifs locaux, les collectifs départementaux, les délégués au Congrès où pourront assister tout membre du parti, sans y participer… peut-être pour créer un état d'esprit de démocratie populaire, pour encourager s'il y a lieu, les uns et les autres...

Guy Mollet - Ils sont là.

Arthur Notebart - ... oui, ils sont là, Guy Mollet, mais comme toujours on a pu assister dans une tribune, en n'ayant pas le droit d'intervenir, seulement il fut un temps, où je peux dire, Guy, en te renvoyant au souvenir du passé, qu'à un Congrès d'unité entre le parti Socialiste français de Jean Jaurès et le Parti de Jules Guesde, les camarades du Nord quittaient le Congrès, parce qu'on n'avait pas voulu homologuer comme il convenait les délégués du parti en Congrès avec d'autres délégations, et cela figure dans les archives du Parti… si quelqu'un en doutait, je le renvoie aux excellents papiers de Léon Blum dans ses mémoires.
Puis je voudrais dire aussi qu'on est arrivé au sixième volet... Ah ! Voilà le suspense, a dit Pierre Mauroy... je ne vais pas vous faire languir plus longtemps, écoutez le suspense, voilà :
Le point 11, nous le savions au comité directeur le 5 décembre, (car j'ai encore à cette tribune les notes de l'intervention de Guy Mollet à ce Comité directeur qui portait à l'ordre du jour : compte rendu des résultats des rencontres) que les conventionnels avaient choisi... ils sont… parait-il la majorité de leur équipe et ils veulent, avec la majorité de notre équipe - excusez l'expression - se partager les postes, la direction... le choix des hommes, il fallait le fixée avant le 20... et je dis à Guy Mollet avec tristesse : pourquoi as tu cédé ? Pourquoi as tu cédé...

Guy Mollet - Quoi ? !

Arthur Notebart - ... au chantage de François Mitterrand déclarant ne plus prendre de responsabilités pour en faire autant, car tu n'as pas démérité aux yeux du Parti et le Parti n'a pas le droit de te sacrifier gratuitement dans cette opération !
Est-ce que dans le partage des hommes, il y avait, là aussi, une opération que Guy Mollet soit de ce bureau politique ?
Ou est-ce qu'on voulait savoir si Guy Mollet en aurait été pour faire entrer François Mitterrand, afin de faire le pendant ?
Voilà des questions qui intéressent le Congrès. Alors, pourquoi, hier, Pierre, n'as tu pas dit au Congrès ce que je vais lui dire maintenant, à savoir que dans le partage du bureau politique de ce Parti, la part prévue par les conventionnels était la suivante :
- Sur 21, 11 SFIO de la majorité, 7 conventionnels, 3 pour les clubs.
Ah ! Ils ont de l'appétit les voisins !
Pourquoi avoir tenu ce suspense jusqu'à maintenant ?
Oui, le Parti devait savoir, le Parti avait le droit de savoir dans ses sections, camarades, ce qu'il en était, car s'il l'avait su, alors je suis convaincu que le résultat des votes des mandats aurait été différent
On a parle du point 20 en disant qu'il fallait, là aussi, faire la répartition. Mais, mes camarades, je le dis encore : nous le savions le 5 décembre, pourquoi ne pas avoir envoyé, je le redirai inlassablement, aux sections cette information ?
Voyez-vous, en vérité, on n'a pas encore enlevé de la formation d'hier un autre point important que Guy Mollet a donné au Comité directeur du 5 décembre, à

Collection Jean Jaurès

cette même réunion, en disant que les conventionnels, en plus, voulaient que soit définie par avance l'orientation du Parti.
C'est encore dans cette réunion du 6 décembre que la CIR disait à ce propos : "Le bureau exécutif indique que la Convention confirme sa volonté de voir les responsables de la Convention et du Parti Socialiste s'engager devant le Congrès constitutif sur un combat idéologique, politique qui exprimera dès janvier l'orientation, où ils prendront ensemble la responsabilité sur laquelle ils demanderont au Congrès de se prononcer".
Connaissant aussi leur exigence, pourquoi ne pas l'avoir dit au Parti dans un rapport à ses sections ?
Et puis… ah ! Oui, camarades, un bureau suspense, un curieux suspense. Pierre Mauroy nous dit : on ne veut pas embarquer les corsaires... Tu as raison, mon ami Pierre, à plus forte raison quand les corsaires qu'on veut embarquer n'ont qu'un but : saborder le bateau pour essayer de sauver le trésor, ce qui les passionne.
Voilà où nous en sommes.
Un parti qui sait pertinemment depuis des mois qu'il est trompé et qu'il est cocu par ses partenaires, mais un parti qui espère en l'adultère de son partenaire pour trouver alors l'occasion de se dégager et de dire : ce n'est pas nous les coupables, c'est eux, la preuve on vient de les prendre la main dans le sac en public... ce qu'ils font depuis toujours.
Eh oui, au fond, il y a trois ans et demi que ça dure, trois ans et demi qu'on a l'air de se diviser, de se déchirer les uns et les autres, pour qui, mes camarades, et pour quoi ?
Pour qui ? Je ne parlerai pas des radicaux. Je ne parlerai pas des clubs Savary qui veulent bien venir à condition que cela continue.
Je parlerai des conventionnels, qui cependant nous ont prévenus en disant : "la fusion suppose la dissolution des appareils existants au bénéfice d'une organisation entièrement nouvelle, dans laquelle chacun fera abandon de son acquis antérieur". Ah ! Cela ne les gêne pas, l'acquis antérieur, car il s'agit plutôt de dettes à régler que d'un apport solide à contester, dans la corbeille de la mariée !
Ou bien les dirigeants prendront la tête de cette révolution, ou bien les militants devront entreprendre de la réaliser eux-mêmes.
Et l'homme qui s'assure aujourd'hui la confiance du Socialisme, l'homme qui a l'impudence de se comparer à Léon Blum, a dit dans le Congrès de la Convention :
"J'estime qu'un des facteurs essentiels du Parti Socialiste nouveau est le renouvellement des hommes. Deux hypothèses : le Parti se crée, et il faut que la Convention… contribue sans sectarisme et sans petitesse, mais avec rigueur sur ses conditions, pour que le Parti soit nouveau tant dans ses hommes que dans ceux qui le dirigent, et qu'il s'assure une certaine forme de relève."
Et il ajoute, écoutez le machiavélisme qui peint bien la personne :
"S'il ne se fait pas, une solution apparait. On commencera par la base... Dans chaque village, dans chaque ville, tous ceux qui sentent le besoin d'une Gauche

Fondation Jean-Jaurès

cohérente et généreuse, appelez-les tous, ils viendront. Et pour ce combat, je serai avec vous ! François Mitterrand."
Voilà pourquoi nous nous déchirons les uns et les autres !
On a parlé, Camarades, de collectifs locaux et départementaux. J'ai dans les mains à la disposition du Parti la circulaire intérieure de la Convention du Nord qui dit ceci :
"Le Bureau départemental de la Convention, réuni le mardi 12 novembre à Lille, s'est efforcé de définir une action pour éviter l'immobilisme."
Et il dit - écoutez bien ! - : "une grande attention doit être accordée à la mise en place de collectifs locaux d'adhésion. Les conventionnels présents dans 60 localités au titre de groupes organisés entre eux, de militants isolés, d'adhérents individuels, ou de sympathisants - vraiment, il y a tout ! - délégueront un ou plusieurs des leurs dans ce collectif, et ils veilleront à ce qu'il soit largement ouvert aux adhésions nouvelles. Il serait impensable, au moment où ce pour quoi nous avons combattu depuis 1965 est en train de se réaliser, un manque de travail de notre part puisse faire échouer l'entreprise !"
Alors en nous dit :
"Nous sommes prêts à aller étudier sur place les problèmes que poserait une fusion dans votre localité", et on demande aux camarades à qui on adresse cette circulaire de remplir le questionnaire suivant :
"fiche à retourner à Lille : nom - adresse - J'accepte d'entrer ou non dans un collectif d'adhésion provisoire. En cas d'impossibilité, non et adresse éventuelle d'un sympathisant ou d'une personnalité locale qui accepterait ce rôle sur recommandation de votre part."
Et puis on fait des investigations :
"Existe-t-il une section SFIO ? Existe-t-il une Section PSU, ou un groupement quelconque, favorable à des degrés divers aux thèses démocrates Socialistes ?
Une réunion publique inaugurale est-elle possible ? Local privé, adresse, siège du Parti, mieux qu'une salle municipale"...
Même nos sièges ne leur sont pas sympathiques, j'en déduis !
On dit ensuite : "souhaitez-vous une réunion restreinte ? Nous pourrions y venir"...
Voilà pourquoi le Parti est en train de se déchirer depuis des années ! Voyons, mes camarades ! Vous êtes nombreux dans ce Congrès aujourd'hui, les meilleurs Socialistes seraient-ils hors de cette maison ? Les mauvais seraient-ils dedans ? Pour que le Parti soit meilleur, cela suppose-t-il le nettoyage de ceux que nous sommes, pour faire entrer ce sang nouveau qui devrait nous rajeunir ?
En vérité c'est un faux débat que le Parti connait. Il n'y a qu'un seul point au fond, nous ne voulons pas être responsables de la rupture. Voilà sur quoi on se bat depuis 18 mois, pour ne pas paraître coupables.
Alors, mes camarades, ne pas être responsables de la rupture, faire illusion ? Au fond, est-ce que pour faire entrer dans une maison un tabouret prétendu moderne, il faut d'abord la f... par terre, pour savoir où on va le loger ? Car voilà à peu près ce que cela représente !

Fondation Jean Jaurès

On reproche à la motion que j'ai signée avec Georges de ne pas être constructive. Voulez-vous qu'on la relise ?
Nous pensons qu'il y a d'autres moyens que de détruire le Parti, c'est d'ouvrir largement les portes à tous ceux qui se jugeront dignes d'entrer. Mais nous ajoutons : "capables d'y vivre, de le rajeunir, de le revigorer, de lui rendre son âme, sa foi en lui-même, son rayonnement !" au lieu de faire en permanence son procès pour le condamner, le mettre par terre. Se consacrer à lui, à ce qu'il représente, au lieu de passer son temps à s'occuper des autres, ce que nous faisons trop depuis quelques années, dans nos Congrès nationaux.
Jules Moch nous dit : il faudrait faire l'unanimité. Oui, Jules Moch ! Il faudrait faire l'unanimité. Mais l'unanimité sur des formules sentimentales, à quoi cela ressemblerait-il ? L'unanimité sur du brouillard, à quoi cela nous prépare-t-il ?
L'unanimité pour prolonger les discussions ? Pour établir un nouveau calendrier ?
J'espère que ce n'est pas la raison, dans la lettre de Guy Mollet, quand il déclare : "ces deux exigences affirmées et maintenues, le Parti devrait par contre se montrer très ouvert sur toutes les propositions d'élargissement et de rénovation des structures."
Oui, Guy Mollet ! Tu as raison ! Tu sais l'amitié que j'ai pour toi, et combien souvent, malgré les divergences j'ai tenu à te défendre et à te soutenir. Je sais ce que tu représentes pour le Parti, et je n'admets pas ton sacrifice gratuit pour un François Mitterrand !
Tu as raison quand tu dis "que le Parti en finisse enfin avec ce genre de problèmes, qu'il en termine avec ces questions d'organisation et de renouvellement ; qu'il se consacre au recrutement, à l'éducation, à la mobilisation des travailleurs". Oui, Guy Mollet a raison !
Mais ce que nous disons dans le texte de notre motion, et pas dans les autres, c'est que jamais le Parti n'a tenu un pareil Congrès. Au fond de vous-mêmes, camarades qui m'écoutez, est-ce que vous n'avez pas été surpris tous de la curieuse figure de vos Congrès fédéraux, où je le sais, du nord au sud, de l'Est à l'Ouest, des sections nombreuses ont été absentes de leurs Congrès fédéraux ? Est-ce que cela ne vous inquiète pas, même dans les grosses fédérations, comme dans les petites ?
Est-ce qu'il n'y a pas là le signe du sentiment du Parti, à savoir qu'il est fatigué d'entendre ces discussions, qu'il faut que l'on reprenne notre combat et notre marche en avant, débarrassés de ces personnes qui nous ont trop encombrés ?
Alors essayons d'y voir clair.
Pierre Mauroy, tu as bien dit : nous voici au dernier quart d'heure. Vous allez donner une réponse définitive, vous êtes au rendez-vous. Eh bien oui, il faut en tirer des conclusions, mais des conclusions claires. Et je le dis encore, dégageons-nous de cette espèce de responsabilité de la rupture, ce qui implique dans nos Congrès du Parti d'avoir toujours la franchise et l'honnêteté de dire ce que l'on pense ; de ne pas être des "béni-oui-oui", car alors le Parti aurait vite perdu son caractère, il serait tombé dans l'idolâtrie la plus basse ! Il serait en train de copier le gaullisme !

Oui, camarades, avec Jean Jaurès, disons-le, le courage c'est de chercher la vérité et de la dire. Ceci doit être dit, dans tous les Congrès du Parti.
Oh ! Cette fois encore, nous espérons bien que le Parti trouvera le moyen de le dire. Jules Moch a fait appel à l'unanimité. Oui, si c'est pour dire ensemble aux conventionnels qui depuis des mois nous trainent de discussion en discussion que cela suffit, oui, on fera l'unanimité.
Si c'est pour dire que ces discussions, il faut encore les continuer, non, on ne fera pas l'unanimité !
Voilà le problème. Il est clair, et au fond il n'est jamais que l'application normale, légitime du Conseil national de novembre, car aujourd'hui il faut répondre oui ou non, à moins que les discussions nous amusent ! Alors là, on peut faire un calendrier, et le camarade de la Côte d'Or vient de nous dire : "vous savez, le mois de juillet, c'est un peu loin, mais peut-être que si on le fait tout de suite, au mois de janvier, ou mars"... Écoutez, je m'attends à une proposition pour le 15 mai, et pourquoi pas le 1er avril ? Ce serait peut-être une excellente date !
La vérité, c'est que le Parti, il faut bien qu'il en termine. Il faut bien qu'on enregistre les prétentions de nos partenaires. Ces prétentions, je viens de vous les dire, et vous les connaissez. Alors si vous voulez discuter, parlons clair, c'est que vous envisagez maintenant d'accepter des concessions que vous avez refusées hier.
Mais si vous êtes décidés à ne rien lâcher, c'est eux qui devraient répondre. Comment ? En venant dans ce Parti, en en acceptant la doctrine, les thèses, les structures, et le jeu de la démocratie, mais pas un protectionnisme en vue de quelques hommes !
J'aime bien qu'on vienne nous dire : le Parti doit être ouvert. Nous avons repris nous aussi la formule, pensant que peut-être, dans certains endroits, le Parti a été une sorte de caste réservée. En tous cas, ce n'est pas le cas de celui qui vous parle, pour sa fédération, et plus encore pour sa section.
Le Parti aurait été fermé un jour ? Par qui ? Par quelle décision ? Quel est un jour l'homme qui n'a pas pu entrer à la SFIO, s'il eu acceptait les statuts et la discipline ?
En vérité, mes camarades, on peut entrer au Parti, mais il faut être capable d'y vivre.
Alors on a fait appel à nos sentiments Socialistes, et si j'écoutais Claude Fuzier, alors je serais presque tenté de dire : à quoi bon un 56ème, 57ème, 58ème Congrès ? Le 54ème Congrès ayant tout réglé, il n'y a plus rien à changer après le 54ème !
Allons, Fuzier ! Essayons ensemble d'être raisonnables. On parle de division du Parti, et de calendrier, et on a l'air de poser cette question aux camarades de la motion dont je suis. Permettez-moi tout simplement de vous retourner l'argument : allez-vous, mes camarades qui vous présentez majoritaires, rester intransigeants sur la question de calendrier, et porter vous-mêmes la responsabilité du manque d'unanimité ? Car au fond, les questions sont claires : faut-il continuer à discuter longtemps encore ? Faut-il maintenant faire jouer un

suspense nunderne pour le prochain rendez-vous ? Faut-il négocier dans le brouillard ? Non ! Celui qui vous parle aura quarante années de Parti au mois de février de l'année prochaine. Mon premier Congrès national des Jeunesses, je le tenais en 1930, et je fais appel au souvenir de Bernard Chochoy que je vois dans cette salle. Nous étions ensuite entrainés dans d'autres Congrès, et mon premier Congrès national du Parti était celui de Royan en 1938.
Camarades, à la place de Jules Moch je vous le demande, du fond de mon cœur, croyez-le, je vous en supplie, réfléchissez à cette erreur monstrueuse que vous pourriez faire en négligeant ce qui est la force du Parti, ses militants, en négligeant son passé, et ses sections.
Et ceux... qui aujourd'hui veulent nous donner des leçons, qui sont des ambitieux, et dont le passé devrait plutôt les inciter à se taire qu'à parler, allez-vous sacrifier le Parti pour faire de François Mitterrand le censeur du Socialisme français ?
Pour nous, les positions sont simples et elles sont claires. Sur les bases du Congrès de novembre, et strictement là dessus et sur rien d'autre, nous voulons un Parti rénové, modernisé, ouvert à tous. Que ceux qui sont décidés à venir frappent à la porte, elle n'est pas fermée.
Oui, camarades, fiers de notre passé, et bien que catalogues par nos partenaires de "bois vermoulu" et d'anciens combattants, nous sommes fiers d'être Socialistes, fiers d'appartenir à un Parti qui depuis 1905 a été à la pointe du combat, fiers de l'héritage de la SFIO, que vous n'avez pas le droit, vous qui êtes dans cette salle, que nous n'avons pas le droit de sacrifier pour les ambitions personnelles de qui que ce soit !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Fleury pour 17 minutes. Ensuite, elle sera à Chandernagor, dernier orateur de la matinée.

Jacques Fleury

Mes camarades, Depuis 1963, depuis le 54ème Congrès, le Parti Socialiste a consenti d'énormes sacrifices parce que nous étions persuadés que les chances d'un succès dans notre combat contre le gaullisme et pour la démocratie Socialiste exigeaient l'union de la gauche, le rassemblement des Socialistes et le renouveau de leurs formations, de leurs méthodes, de leur langage. Nous avons accepté de consacrer sans relâche tous nos efforts à la poursuite de ce but : La création d'un Parti nouveau capable d'emporter notre adhésion et celle de tous les Socialistes, nous avons donné l'impression à l'opinion publique et à certain nombre d'entre nous de négliger par là même les problèmes politiques brûlants, d'être pris souvent à contre-pied par les événements tant nous étions mobilisés par les tâches d'unification, de laisser dans l'ombre certaines de nos revendications pour ne pas briser une unité fragile, de manquer d'audace ou d'esprit d'initiative alors que la décision ne dépendait plus de nous seuls, bref de nous affaiblir et de laisser le champ libre à nos adversaires.

Fondation Jean Jaurès

Nous y avons consenti comme nous avons accepté bien d'autres sacrifices, refusant d'abuser de la puissance de notre Parti fort de ses militants et de son expérience, supportant les critiques, les sarcasmes, les attaques les plus injustifiées venant de nos partenaires les plus proches, surmontant notre impatience et nos passions, au nom de l'unité, nous avons accepté souvent que les meilleurs d'entre nous s'effacent devant les partenaires, bref nous avons fait tout ce qui était possible pour que l'union de la gauche démocrate Socialiste se réalise. Nous avons le droit d'en être fiers. Quel que soit le résultat de nos efforts, il ne sera pas dit que l'unité Socialiste était possible mais que par notre faute elle ne s'est pas réalisée.

Pourtant, il est temps, grand temps, d'en terminer. Le désarroi, la lassitude, le manque d'enthousiasme ont gagné nos meilleurs militants, irrités, écœurés par la lenteur du processus de création du nouveau Parti, par le temps perdu pour du travail plus efficace et l'amertume les gagne quand après cinq ans d'efforts ils constatent que la gauche est plus divisée que jamais, que l'opposition se disperse et s'effiloche en luttes intestines, en démonstrations sans efficacité face au gaullisme, à un gaullisme qui cherche le salut dans la fascisation du régime.

Alors que les sujets de mécontentement se multiplient dans toutes les catégories de travailleurs, alors que les valeurs humaines pour lesquelles nous combattons correspondent à l'enthousiasme que nous avons connu en mai, alors que jamais la nécessité de transformer le régime, de créer une société nouvelle ne s'est imposée aux esprits avec autant d'autorité, la gauche, par son inexistence, installe au pouvoir la droite la plus dangereuse, par son manque de lucidité ou de courage, laisse mettre en place par la pseudo réforme du Sénat et de la région un pouvoir mussolinien mâtiné de consulat. Il y aurait de quoi décourager les meilleures volontés !

La gauche française serait-elle la plus bête du inonde ?

Oui, il est temps, grand temps... La décision prise lors du dernier Conseil national doit être confirmée. Le Parti nouveau sera créé dès le 1er janvier 1969. Quelles que soient les décisions de nos partenaires, les bavardages sont terminés, il n'est pas possible d'arrêter notre horloge quand celle du gaullisme continue la marche. Il faut que dans un immense sursaut de tous les militants Socialistes de ce pays naisse l'instrument de nos espoirs, de nos combats, de notre victoire Socialiste.

Qui pourrait désormais en toute honnêteté refuser l'adhésion à ce nouveau Parti et se prétendre Socialiste militant ? C'est pourquoi le Parti nouveau, nous en sommes tous d'accord, sera Socialiste sans équivoque. Ses structures - toutes les études ont été menées dans cet esprit - permettront le dialogue, l'ouverture et l'exercice démocratique par les militants dans les meilleures conditions d'efficacité de leurs responsabilités.

Alors, quels obstacles insurmontables se dresseraient-ils encore sur la voie de l'Union ?

Les hommes ? La ligne politique de ce nouveau Parti ? Nous n'avons pas le droit encore d'en préjuger. Je ne suis pas de ceux qui pensent que pour s'engager dans une formation démocratique dont les objectifs sont connus il faut poser des

conditions quant aux hommes, quant à la ligne politique, quant au détail des structures. J'aurais plutôt tendance à penser qu'un Parti est en droit d'exiger, pour assurer son efficacité et sa continuité, un certain contrôle que le nôtre n'a pas toujours su imposer. Mais pour ceux qui ont longtemps invoqué la présence de tel ou tel homme à la tête du Parti Socialiste pour refuser de nous rejoindre, Guy Mollet par un geste qui l'honore viendrait de lever le dernier obstacle.

Je me permettrai simplement de rappeler à Guy Mollet que la décision ne lui appartenait pas et que les militants du nouveau Parti décideront du rôle qu'il devra assumer. J'ajouterai également un souhait : que tel ou tel futur dirigeant du futur Parti Socialiste ne serve pas à son tour de nouveau prétexte, mais j'en doute car ceux qui refusent d'adhérer en invoquant de telles raisons ont surtout le souci de leur indépendance et de leur irresponsabilité.

Le Parti nouveau se révélerait un énorme progrès si ses militants, si ses sympathisants refusaient enfin de personnaliser les problèmes. Le Parti sera ce que ses militants voudront qu'il soit. Ils choisiront eux-mêmes leurs responsables, ils détermineront eux-mêmes leur politique.

Alors, il est temps, grand temps qu'intervienne la trêve entre les hommes, que se taisent les ambitions, que se taisent les querelles. C'est à cette condition que l'expérience généreuse que nous avons tentée pourra aboutir parce que je souhaite qu'elle aboutisse, parce que je souhaite le succès de ce nouveau Parti, parce que seul un Parti démocratique respectueux de ses militants est capable d'apporter une réponse positive aux espoirs de la gauche Socialiste.

Je me permets de souligner que si la création de ce nouveau Parti qui n'est, dans mon esprit, que la renaissance du Parti Socialiste, devait être l'occasion pour certains de revendiquer au nom de je ne sais quelle vertu, au nom de je ne sais quelle jeunesse, tous les droits des militants sans en accepter les devoirs, la discipline, la solidarité et une certaine forme de fidélité, alors il vaut mieux pour la gauche que ceux-là s'abstiennent, qu'ils continuent à papillonner de partis en clubs et de clubs en mouvements. Il serait, en effet, criminel qu'ils imposent au Parti leurs ambitions ou leur irresponsabilité politique aux dépens de la solidarité du combat et au mépris des militants. La gauche les rejetterait dans le ghetto des bavards dont certains d'entre eux ont eu tant de peine à sortir.

Parce que je souhaite le succès de cette expérience, je me tourne vers les camarades qui soutiennent la motion non. Mes Camarades, je compte parmi vous ceux qui pour moi ont toujours été des exemples en Socialisme, ceux qui m'en ont fait connaître la chaleur, l'humanité, ceux qui m'ont toujours réconcilié avec le Parti quand le découragement m'atteignait, ceux que je considère comme mes meilleurs amis dans ce Parti. J'ai partagé vos craintes, votre scepticisme, vos inquiétudes. Je vous en conjure, vous ne pouvez pas jouer avec l'unité de notre mouvement, vous ne pouvez pas favoriser une nouvelle division dans nos rangs ! Nous avons besoin d'être tous ensemble demain dans ce nouveau Parti. C'est à cette seule condition que les sacrifices communs auront un sens.

Aujourd'hui, quand aucun problème politique fondamental ne nous divise il n'est pas possible que nous soyons séparés. Parce que je veux un Parti qui soit vraiment nouveau et qui emporte l'adhésion enthousiaste, alors je ne puis

accepter comme nos partenaires de la Convention nous le proposent qu'un accord préalable intervienne entre les organisations fondatrices portant sur l'orientation politique et le choix des dirigeants.
Je n'ai pas besoin de souligner après Pierre Mauroy le caractère profondément contradictoire de cette proposition avec le souci publiquement exprimé jusqu'alors de créer un Parti Socialiste nouveau, démocratique et de surcroît délivré de la contrainte de ce fameux appareil de la SFIO et de ses obscures combinaisons politiques de Congrès.
Pour des raisons identiques, nous ne pouvons pas non plus accepter les propositions de Gaston Deferre et de ses amis animés d'un souci parfaitement légitime d'accélération du processus de constitution du Parti nouveau, mais en nous proposant la constitution d'un exécutif provisoire pendant la période intermédiaire, muni d'une autorité politique puisque chargé de préparer le programme de gouvernement du futur Parti, exécutif provisoire dont nous savons bien que la composition serait le résultat d'une nouvelle négociation et préfigurerait la composition des organismes du futur Parti, Gaston Déferre tombe dans le piège de la fusion des états-majors incompatible avec notre souci de constitution à partir de la base des sections du nouveau Parti.
Bien sûr, nous avons le droit et le devoir en tant que militant Socialiste et futur adhérent de ce nouveau Parti de dire ce que nous souhaitons que soit ce nouveau Parti, d'expliquer comment il pourra être nouveau. Nouveau, il ne pourra pas l'être par ses principes. Les principes du Socialisme sont permanents. Nouveau, il ne pourra pas l'être par le caractère démocratique de ses structures. Un Parti Socialiste est démocratique ou il ne l'Est pas. Nouveau, il pourra l'être par la création de nouvelles structures qui permettront une meilleure animation politique, une implantation en profondeur sur les lieux du travail, une adaptation aux conditions présentes du combat Socialiste qui ne doit plus se situer au seul niveau parlementaire ou électoral, une adaptation nécessaire des recherches sur les caractéristiques des sociétés industrielles en révolution et sur les conditions du passage des États démocratiques au Socialisme. Nouveau, il pourra l'être par un rajeunissement de ses cadres, à condition que l'on n'en fasse pas une panacée et que la, jeunesse ne soit pas l'apanage de groupes politiques privilégiés.
Mais ne nous leurrons pas. Quiconque prétendrait que le renouveau d'un Parti Socialiste ne dépendrait que de la novation quant aux hommes et aux structures se tromperait lourdement et risquerait de conduire notre expérience à l'échec.
Nouveau, le Parti Socialiste apparaîtra comme tel s'il fait preuve de son dynamisme, de son imagination, de sa faculté d'adaptation aux problèmes de la société industrielle et de sa compétence à réaliser le passage au Socialisme, non en changeant des hommes ou des structures mais en propageant aux travailleurs de ce pays une politique globale, logique, cohérente, conforme à ses principes, en apportant nos réponses aux problèmes de l'actualité et en définissant plus concrètement la voie que nous avons choisie du passage au Socialisme.
Maintenant, il faut que le Parti Socialiste soit en mesure de répondre aux nombreuses questions que les travailleurs se posent et en particulier, leur démontrer que le Socialisme n'est pas une utopie, qu'il n'est ni malthusien ni

désincarné, qu'il n'est pas une rêverie de militants attendant avec patience et passivité le grand jour. Le Socialisme n'est pas une utopie. Il faut le prouver en précisant comment il compte résoudre un certain nombre de problèmes que suscitent la société capitaliste et la société industrielle.
Sur le plan institutionnel, comment fonctionnera la démocratie Socialiste, comment seront assurées les garanties et l'extension des libertés, l'exercice de la liberté la plus large ?
Le dialogue poursuivi avec le Parti Communiste devrait nous permettre d'approfondir ces points et de proposer des solutions qui nous soient propres.
Sur le plan économique et social, comment conciliera-t-on dans la pratique la suppression du profit capitaliste, l'efficacité économique, la participation des travailleurs à la gestion, la concurrence internationale ? Il faudra, en particulier, définir ou approfondir l'étude du modèle Socialiste de la planification, de la gestion de l'entreprise, de la propriété collective à différents niveaux.
Pour le plan culturel, comment réussira-t-on cette révolution culturelle qui est l'essence même du Socialisme ? Il faudra définir une politique de l'enseignement, de la culture, du loisir, certes, mais aussi une politique du travail, de la production, de la consommation qui bouleverse les valeurs et les motivations. Le Socialisme n'est pas désincarné, il n'ignore pas les problèmes du monde moderne. Il faudra qu'il le prouve en définissant à l'extérieur une politique d'aide aux pays en voie de développement et une politique de paix, et à l'intérieur par une politique de recherches, une politique d'aménagement du territoire et sur ces différents points il faudra que nous ayons à tout moment nos contre-projets prêts à être mis en œuvre et pour prendre un exemple à l'ordre du jour, il n'est pas possible que le nouveau Parti accepte le dialogue avec le gaullisme sur la question du Sénat ou de la région mais il doit définir clairement ce que serait sa politique dans ce domaine s'il était au pouvoir.
Pour démontrer, enfin, que ces propositions ne sont pas de pure forme, il faudra dans la pratique quotidienne qu'apparaisse notre volonté non seulement d'abattre le gaullisme mais de lui substituer un pouvoir nouveau en luttant à tous les niveaux où se prennent les décisions, en cherchant à conquérir les pouvoirs là où ils se trouvent, en mobilisant les travailleurs, en refusant toute alliance qui pourrait mener le Parti à se compromettre avec la réaction, en poursuivant nos efforts pour la réunification de la gauche.
Certes, l'évolution du Parti Communiste ne nous donne pas toute satisfaction, mais le monde Communiste a bougé. Prétendre qu'il devrait devenir un jour Socialiste relève du rêve ou de la mauvaise foi. Il nous faut donc accroître notre pression par un dialogue constant avec lui car nous savons qu'en fin de compte l'unité ouvrière dépend de notre succès.
Oui nous avons le droit comme tous les militants de dire ce que devra être ce Parti 1969, mais en aucun cas les dirigeants des formations fondatrices ne peuvent préjuger de ce que seront nos décisions.
En tout état de cause, dès le 1er janvier 1969 sera mis en place l'outil neuf dont nous avons besoin et enfin, nous pourrons consacrer à nouveau nos efforts à

lutter contre le gaullisme. De nouveaux combats nous attendent, nous aurons du travail !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Chandernagor, dernier orateur de la matinée.

André Chandernagor

Camarades, notre Congrès, et Pierre Mauroy avait raison de le rappeler hier, est l'aboutissement d'une longue marche. Elle a commencé il y a cinq ans, lorsque Georges Brutelle réunissait les colloques Socialistes. Puis, ce fut l'expérience de grande fédération de Gaston Defferre, les remous les espoirs, les oppositions qu'elle suscita, son échec. Vint alors la FGDS. Elle participait du même désir d'élargissement, plus limité certes et différemment orienté, et le Parti en a espéré que dans un délai raisonnable l'unification de l'ensemble des forces Socialistes pourrait se faire et que par là même nous obtiendrions un effet d'attraction sur une opinion publique désireuse tout à la fois de changement, de progrès et de simplification de l'éventail politique.
Les débuts furent prometteurs et l'initiative se révéla aux législatives de 1967 payante. C'est alors qu'il eut fallu précipiter la marche en avant de notre entreprise et c'est alors, hélas 1 que nous nous sommes enlisés.
L'année 1967 s'est écoulée en négociations au sommet à l'intérieur de la FGDS, puis entre la FGDS et le Parti Communiste, et déjà l'opinion comprenait mal ces atermoiements. Nous en avons eu à un moment conscience lors de notre Congrès National de janvier 1968 et beaucoup parmi nous y luttèrent pour une accélération des procédures et une réduction des délais.
Et c'est alors que le Congrès unanime affirma sa volonté que l'année 1969 serait celle de la naissance et de l'installation du Parti démocrate Socialiste.
En dépit de cette décision et à la suite d'un comportement qui ne fut pas seulement notre fait mais aussi, mais surtout, celui de nos partenaires, la commission dite d'Octobre chargée d'étudier les principes et les structures de la fusion se perdit en palabres et espaça ses réunions. D'un autre côté, nous prenions l'initiative honnête mais politiquement malencontreuse de publier la liste de nos accords et de nos désaccords de programme avec le PC. En somme, dans la perspective de la fusion de la gauche démocrate Socialiste, d'une part, de l'union de toute la gauche, d'autre part, chacun a rivalise d'ardeur pour défendre son propre point de vue et accroître sa part de représentation. Nous sommes d'autant plus à l'aise, nous, Socialistes SFIO, pour le déplorer qu'en cette affaire nous avons plus souvent subi que provoqué.
Survinrent les événements de mai sur lesquels je ne veux pas épiloguer, et puis l'élection de juin. Passons également sur elle non sans avoir salué au passage le dévouement, le courage et l'esprit combatif des militants, des nôtres, bien sûr, mais aussi de tous ceux de la FGDS prise dans son ensemble car au coude à coude ils ont alors et tous ensemble soutenu un très difficile combat.
Que nous n'ayons pas su profiter fin juin-début juillet de la lancée de ce combat pour franchir dans la voie du nouveau Parti une étape décisive demeure un des

regrets les plus vifs de ceux de nos camarades parlementaires ou membres du Comité directeur qui, comme moi, en ont ressenti très vivement à ce moment-là la nécessité et la possibilité. Nous demandions que soit immédiatement substitué au bureau en place de la FGDS un nouveau bureau provisoire collégial et réduit en nombre, dont la mission essentielle eut consisté à donner la parole à la base c'est-à-dire à convoquer pour septembre des assises départementales de la FGDS qui auraient désigné leurs délégués au Congrès national de fusion.

Pour réussir alors, il eut fallu faire une suffisante confiance à la base militante, à notre base puisque nous sommes les plus nombreux, et croire en la vertu des enthousiasmes créateurs. On a cru plus sage de gagner du temps, mais comme chacun sait, gagner du temps signifie souvent dans des circonstances comme celles-là en perdre.

Alors, cela a été le communiqué du 5 juillet 1968 du bureau politique de la FGDS. Étonnant communiqué. Nous sortions des élections, le bureau politique se réunit le 5 juillet, il déclare : "Le comité exécutif national examinera dès la rentrée les moyens de constituer dans les délais les plus rapides le Parti de la démocratie Socialiste."

"Dès septembre", disait-on ainsi début juillet, et notre Comité directeur du 5 septembre lui aussi a parlé calendrier : "Sans attendre l'échéance prévue du 31 décembre 1968", disait le Comité directeur du 5 septembre et nous voici cependant fin décembre c'est-a-dire exactement à l'échéance prévue par notre 54ème Congrès.

Ah ! S'il n'y avait eu les événements de l'année écoulée, s'il n'y avait devant nous d'autres échéances et d'autres rendez-vous également graves, nous pourrions nous réjouir d'avoir tenu notre calendrier, mais permettez-moi de regretter que rien de ce qui s'est passé ni aucune des menaces qui pèsent sur l'avenir n'aient pu nous inciter à hâter l'allure de notre démarche. Je le regrette parce que je crois profondément que les circonstances actuelles poussent à l'impatience. Nous sommes nombreux dans ce parti à lutter depuis cinq années pour une novation profonde, pour son ouverture et son élargissement, quelquefois dans la majorité, le plus souvent minoritaires, et ceux qui se sont refusés à suivre nos suggestions au moment où nous les exprimions et sous la forme que nous leur avions donnée seraient après tout fondés à nous dire : "De quoi vous plaignez-vous puisque, en définitive, la plupart du temps nous reprenons six mois ou un an après, bien sûr sous une autre forme, ce que vous aviez proposé et que cela devient alors la loi du Parti ?" Dire qu'ils seraient fondés à le dire ne signifie pas que j'attends d'eux qu'ils imitent ce camarade qui, très fraternellement, me disait à l'issue de notre dernier Conseil national : "Ne te décourage pas, tu auras sans doute raison dans deux ou trois Congrès...". Je l'ai remercié, mais je crains fort de l'avoir beaucoup décontenancé en lui disant : "Camarade, s'il est bien connu depuis toujours que c'est avoir tort que d'avoir raison trop tôt, on découvre chaque jour davantage dans le mouvement accéléré du monde qui est le nôtre que c'est souvent aussi avoir tort que d'avoir raison trop tard", car les circonstances actuelles, camarades, poussent à l'impatience.

Au cours de notre dernier Conseil national, je faisais état du désarroi de nos militants, de nos sympathisants qui n'ont pas compris avant et qui comprennent moins encore depuis la lenteur de nos démarches. S'y ajoute désormais l'angoisse du pays tout entier.

Et quoi ? Voici que ce pouvoir qui lui paraissait si fort, auquel son succès électoral de juin paraissait avoir donné comme un bain de jouvence, voici que ce pouvoir s'empêtre, incertain de sa politique, dans des actions contradictoires. Le voici, lui, dont la superbe paraissait étonner le monde, sur la défensive, contraint de composer s'il ne veut subir et les citoyens reprennent peu à peu conscience de la faillibilité des hommes et des systèmes politiques en même temps que de la précarité de leurs propres lendemains. Pour la première fois depuis dix ans se pose avec tout son poids d'évidence et pour beaucoup tout son poids d'amère désillusion la question : Qui à la place et pourquoi faire ? En cas de difficultés croissantes, par qui et comment serait assurée la nécessaire relève ?

Faute d'une alternative démocratique sérieuse, nous disons qu'on peut dans ce pays, traumatisé par les événements de mai, l'invasion de la Tchécoslovaquie et la crise actuelle, redouter le pire c'est-à-dire le fascisme. Oh ! non qu'il s'agisse, si cette perspective extrême venait à se produire, d'un système revêtant l'apparence extérieure des régimes de Mussolini ou de Hitler, le fascisme est multiforme et sa version française serait très probablement originale, plus proche du salazarisme ou de la Grèce des colonels que de l'Allemagne ou de l'Italie d'entre deux guerres.

Mais, quel que soit l'aspect que pourrait revêtir cette nouvelle forme d'autoritarisme, notre devoir est d'en préserver le pays en lui offrant la certitude d'une relève sans aventure : Ni Athènes, par conséquent, ni Prague. Entendez bien qu'il ne s'agit pas du Printemps de Prague mais de Prague d'après le Printemps, car le deuxième coup de Prague venant après la peur de mai si habilement utilisée par le pouvoir en place, a, reconnaissons-le, retiré à la solution de la relève du gaullisme par un gouvernement de la gauche unie beaucoup de sa crédibilité et l'attitude récente du Parti Communiste ne facilite pas les choses. Je n'ouvre pas à nouveau le débat d'hier, j'y reviens simplement pour dire que s'il a réprouvé l'agression, c'est qu'il a jugés positifs des accords qui n'en sont que la conséquence et nous le regrettons très amèrement. Ajoutons qu'il manque pour le moins de clarté sur la sauvegarde du pluralisme des partis dans la construction du Socialisme. Il y a là la possibilité d'appréciations subjectives qui ne me rassure pas tout à fait.

Le souci majeur du Parti Communiste paraît être actuellement de reconquérir sa clientèle électorale un moment ébranlée par son attitude de mai et par le coup de Prague. L'échec partiel des Hauts-de-Seine tend à prouver qu'il n'y réussit pas si mal. Le Populaire pouvait noter avec satisfaction : "La gauche recueille 52,9% des voix. Les élections du week-end marquent un large recul gaulliste". C'est vrai... Mais mieux valait, n'est-ce pas, ne pas parler de l'absence, de l'inexistence ou presque de la FGDS dans cette affaire. Il est vrai qu'il s'agissait d'un conventionnel... Encore un prétendu échec de plus. Mais je n'y reviens pas, je pense comme vous tous que ce sont des circonstances exceptionnelles.

Ce que je veux dire, c'est que quelles que soient les alliances, leur caractère privilégié ou non, ou leur sens, elles n'ont de valeur qu'entre partenaires d'importance comparable, sinon alliance signifie très vite absorption des plus faibles par le plus fort. Voilà pourquoi nous disons dans notre motion qu'il s'agit moins d'additionner les formations existantes ou parties d'entre elles que de créer un mouvement de masse susceptible de renverser le courant conservateur, d'aborder en position de force le problème des alliances et d'offrir au pays une alternative gouvernementale sérieuse". Nous le disons parce que nous pensons que tel est le vœu profond du pays, qu'il y a un courant d'opinion dans ce sens et qu'il faut savoir cartel les courants quand ils passent. Nous le disons parce que nous sommes conscients du danger qui nous menace et sur ce dernier point notre analyse à tous ensemble est la même. "En France, dit Guy Mollet, les conditions d'une tentative fasciste se rassemblent" et il ajoute : "raison de plus pour aller vite et mettre derrière nous ce problème de la création du nouveau Parti". Soit ! Personne ne le souhaite plus que nous. Mais sommes nous bien sûrs qu'en suivant les cheminements que l'on nous propose par ailleurs, nous allons mettre réellement le problème derrière nous ? Telle est la véritable question.

"Aujourd'hui, nous arrivons au terme, à le volonté de créer un nouveau Parti" dit encore Guy Mollet - excuse-moi de te citer une nouvelle fois -, et plus loin : "si comme je l'espère le Congrès national confirme sa volonté exprimée au 54e Congrès c'est-à-dire décide de créer un nouveau Parti". Mais nous allons, en somme, de confirmation de volonté en confirmation de volonté. Or, quoi de réellement neuf depuis notre 54ème Congrès et surtout depuis notre dernier Congrès national ?

Le refus des radicaux... La discussion avec les conventionnels... Elle fut longue, tant et si bien que ni nos sections ni nos fédérations - et je vais le déplorer comme Notebart l'a fait tout à l'heure - n'ont été en mesure de discuter vraiment ne sachant pas exactement à quel point on en était. Il faut avouer que cela ne facilite pas la représentativité de notre Congrès et sa tâche !

Et puis, voilà le bilan. Mauroy nous l'a fait hier. Je dois dire que moi aussi j'attendais, j'attendais comme vous, je ne savais pas... Quand j'ai préparé mes propos, je ne savais pas, jusqu'à hier, où nous en étions. Enfin, nous le savons maintenant, nous savons qu'à l'heure qu'il est rien n'est encore terminé. Les négociations continuent. C'est, comme disait Notebart, le suspense...

Pour l'opinion, lasse d'attendre et qui perçoit mal les subtilités de nos procédures, quelle déception ! Pour elle, ce Congrès signifiait : Fin de la CIR, fin des clubs, fin de la SFIO, avènement dès janvier d'un nouveau Parti avec un nouveau Secrétaire général puisque Guy Mollet a annoncé, et cela avec quelque bruit, qu'il ne serait pas candidat à ce poste.

Pour nous, militants, notre Congrès signifie l'espoir que c'en est fini des négociations, des tergiversations, des déclarations parallèles et très souvent discordantes, que nous aborderons l'année et les échéances référendaire et électorale - car il ne va pas manquer d'y en avoir - avec toute la cohérence et l'unité qui peuvent résulter de la fusion en un seul Parti d'éléments jusque-là hétérogènes.

Jugez de la désillusion - une de plus - des uns et des autres lorsqu'ils vont s'apercevoir que le nouveau Parti n'a pas de porte-parole nouveau et qui lui est propre. Que la Convention et les clubs vont continuer la Convention va même tenir courant janvier des assises nationales - que Charles Hernu ou Louis Mermaz ou qui sais-je, continueront à parler au nom de la Convention, que Guy Mollet continuera à parler au nom de la SFIO. Car il faudra bien des porte-parole au cours de la prochaine campagne si tel ou tel événement venait à survenir.

Et s'il y a des décisions à prendre, qui va les prendre et qui se sentira engagé ?

Voilà des problèmes qui sont réels. Il ne suffit pas de les masquer et je dois dire que les propositions que nous font un certain nombre de Camarades, ceux, disons, de la majorité du Comité Directeur puisque c'est ainsi que l'on appelle leur motion, ne sont pas de nature à nous rassurer sur ce point-là : "Le Congrès constitutif devra se tenir avant la fin du premier semestre 1969. Les organisations existantes ne seront dissoutes qu'à l'issue do ce nouveau Congrès constitutif. Dans la période intermédiaire, on mettra en place des organismes paritaires de coordination qui assureront les liaisons nécessaires et veilleront à la mise en place du nouveau Parti...".

Ah ! si "veiller" voulait dire dans notre langage ce qu'entend de Gaulle par "veiller", cela me rassurerait, cela voudrait dire qu'il a quelque pouvoir de décision, mais je sais que dans notre langage ce n'est pas cela et qu'en réalité ces organismes paritaires de coordination n'auront ni pouvoir de décision ni même, à la vérité, pouvoir de parole.

Alors, ne nous dissimulons pas de quoi il s'agit. Il s'agit d'un nouveau délai auquel on nous invite, un nouveau délai, oui, nouveau quant à sa formulation. Certes, Guy Mollet l'avait évoqué dans son discours au Conseil national : "Nous n'avons jamais pris jusqu'à présent de décision à cet égard". Ce qui va se passer pendant la période intermédiaire entre notre Congrès et le premier Congrès du nouveau Parti dépend donc de nous et de nous seuls réunis ici en Congrès. Il dépend donc d'abord de nous d'apprécier ce délai.

"Avant la fin du premier semestre de l'année", disent les uns, et une dizaine d'entre eux, signataires de deux motions sur le même sujet, ce qui est une procédure assez inhabituelle, semblent dans leur deuxième motion, "Appel aux militants", plus pressés que dans la première. "Il est évident, écrivent-ils, que le rayonnement du nouveau Parti sera d'autant plus grand qu'il apparaîtra dès janvier 1969 comme une réalité irréversible se construisant de la base au sommet et que seront plus courts les délais qui aboutiront à la réunion de son Congrès national constitutif".

Ah ! Je me réjouis personnellement de l’intention ainsi manifestée et je sens qu'il serait facile de nous entendre sur une formule du genre de : "que cette période intermédiaire soit la plus courte possible".

Malheureusement, camarades, l'expérience des années passées le prouve, de telles formules relèvent généralement du vœu pieux et il y a fort à craindre que si nous nous contentons de cela, l'événement une fois encore ira plus vite que nous et nous surprendra en ordre dispersé.

Nous devons être plus exigeants envers nous-mêmes mais aussi envers nos partenaires, et c'est pourquoi nous vous disons, et c'est pourquoi ce Congrès-ci doit leur dire : "Ce n'est pas dans six mois ou même dans quatre, ou même dans trois que le nouveau Parti doit se manifester comme tel, c'est dès les premiers jours de janvier".
Voilà pourquoi notre Congrès doit proposer à nos partenaires la mise en place d'un exécutif provisoire de durée limitée mais dont nous pouvons faire que par sa création d'abord, par son droit exclusif de parler et d'agir au nom du nouveau Parti ainsi que par sa composition, il soit la manifestation tangible du renouveau. Cet exécutif provisoire aurait notamment pour mission de préparer le premier Congrès du nouveau Parti dans les délais les plus rapides et je dis que là, ce ne devrait pas excéder le 15 février. A nous de l'exiger ! Car ce n'est tout de même pas une affaire d'État que de réunir les sections et de réunir les assemblées départementales. Il suffit de le vouloir et de le faire ! Il aurait également pour mission de remettre à la tâche nos sections d'études en vue de l'élaboration d'un programme immédiat de gouvernement. Je ne me fais pas l'illusion de croire qu'on parviendra à le dresser en un mois et demi, mais recommençons à travailler, c'est ce que cela signifierait pour tous... (quelques applaudissements)... Enfin, il aurait pour mission de préparer en vue de sa soumission à la décision du Congrès, le règlement des problèmes de matériel et de personnel que ne manquera pas de soulever la création d'un Parti nouveau. "Encore des pondérations", ai-je lu quelque part, et c'est en effet un inconvénient. Mais la politique, qu'est-ce d'autre sinon le choix entre des inconvénients ? Tout de même, celui-là est de ceux que, pour un objectif limité, on peut sans doute surmonter.
Parce que, enfin, nous n'allons pas continuer de tourner en rond ! Il faut en finir, je suis d'accord avec Notebart là-dessus, et pour cela, par conséquent, changer de méthodes.
Les difficultés que nous rencontrons avec nos partenaires tiennent à ce que la SFIO serait de tous les participants le plus fort, le plus important. Chacun s'évertue à limiter notre représentation en invoquant le danger pour lui d'être étouffé. D'où l'exigence parfaitement inadmissible du point de vue de la démocratie que proposent nos partenaires d'une pondération dans la composition du Comité exécutif du futur Parti. Alors cela, je dois dire que ce n'est pas pensable ! Que la minorité ait des garanties, mais que déjà on décide qui sera qui, alors là vraiment !... C'est ce que je craignais déjà fin juillet. Cela n'a pas manqué d'arriver. A force de discutailler, on finit par discuter sur les gens, cela c'est évident. C'est inadmissible s'agissant du Parti nouveau, mais s'agissant de l'exécutif provisoire, ça l'est moins. S'agissant d'un exécutif de très courte durée, investi d'une mission précise et donner avant le 15 février la parole à la base, d'un exécutif très réduit en nombre, je dis que c'est parfaitement concevable et que c'est concevable parce que s'agissant d'un organisme provisoire.
Nous pouvons nous montrer d'autant plus généreux à l'égard de nos partenaires que nous sommes assurés d'ores et déjà d'être dans le nouveau Parti, par l'expression même de la base, les plus puissants et la proposition, si nous

l'assortissons à la fin de ce Congres de précisions chiffrées quant à la composition de l'exécutif provisoire, quant à la représentation que nous revendiquons pour nous-mêmes et celle dont disposeront nos partenaires étant entendu que tout cela ne vaut que pour l'exécutif provisoire et non pas pour la suite, si nous l'assortissons d'un calendrier précis fixant comme délai ultime de réunion du Congrès constitutif du nouveau Parti le 15 février, par exemple, alors cette proposition aurait un double avantage. D'abord, elle clarifierait la situation vis-à-vis de nos partenaires et de nous-mêmes. Veulent-ils oui ou non y venir ? Nous faisons la proposition large et généreuse. Ils prennent ou ils ne prennent pas, il faut savoir. Ensuite, second avantage, cela rendrait immédiatement perceptible par l'opinion la création du nouveau Parti car, avez-vous songé, camarades, aux inconvénients de l'autre solution, celle qui consiste à dire qu'on fait du nouveau tout en maintenant - et pour combien de temps encore ?- les choses en l'état, en continuant à négocier ? Ah ! Quelle dérision ce serait...
Quelle dérision aussi si notre transformation n'était qu'apparent ! Et j'en viens au dernier aspect de mon propos.
Guy Mollet dit : "Le nouveau Parti doit non seulement être nouveau mais apparaître comme tel". Ah là là... La proposition se renverse comme un doigt de gant. Le nouveau Parti doit non seulement apparaître nouveau, il doit l'être réellement.
Le Parti, camarades, comme les êtres vivants, a dans son comportement, dans ses habitudes, dans ses méthodes du bon et du moins bon, et le fait que nous le préférions à d'autres, à tous les autres qui existent actuellement n'implique pas que nous manquions de lucidité à son égard. Essayons de faire en sorte de ne transmettre au nouveau Parti que ce qu'il y a de meilleur et sachons corriger le reste.
Les conditions d'un renouveau réel, je les avais esquissées, telles du moins que les conçoit la fédération de la Creuse, lors de notre dernier Conseil national. C'est, d'abord, une collégialité réelle. Si cette collégialité ne devait être qu'une façade, un moyen de diriger par personne interposée - pour quoi que ce soit, du reste - ce serait une erreur profonde. Voilà pourquoi nous réprouvons et nous ne cesserons de réprouver ces combinaisons d'états-majors dans lesquelles on est arrivé à régler une à une les questions de personne.
La deuxième condition, c'est la distinction nécessaire entre les administratifs et les politiques. J'ai appris par Mauroy que nos partenaires avaient soulevé ce problème. Je crois que là-dessus ils ont raison. C'est le problème des appareils. Les rôles sont différents, c'est vrai. Les politiques doivent incarner l'imagination créatrice, l'adaptation constante du Parti à une réalité mouvante et c'est pourquoi nous souhaitons la limitation de la durée de certains mandats et la rotation au sommet. Les administratifs sont la permanence. C'est une vertu, là, à condition toutefois que le souci de la persévérance dans l'être ne dégénère pas en sclérose.
J'ai relevé récemment un propos d'un savant biologiste que je livre à votre méditation, il s'applique avec le même bonheur aux organismes vivants et aux sociétés : "Dans les organismes biologiques, dit-il, le stockage des expériences acquises crée peu à peu un déterminisme contraignant. Ce déterminisme est un

moyen de conservation qui continue d'agir quand la fonction n'a plus sa raison d'être. Ainsi s'intoxiquent les organismes et se forment les scléroses".
Allons... Le temps est venu de rompre les déterminismes si nous ne voulons pas qu'ils se transmettent tel quels à l'organisme nouveau que nous prétendons créer. Si les habitudes et les méthodes ne sont point changées, si tout continue pendant trois, cinq, six mois et pourquoi pas plus ?... comme avant, tous les efforts accomplis depuis cinq ans auraient été dépensés en pure perte. C'est alors qu'il faudrait parler de replâtrage et l'opinion serait sévère. On n'entre pas dans l'avenir à reculons. Sachons rendre à notre passé glorieux l'hommage de piété filiale et de reconnaissance qui lui est dû. Mais le meilleur hommage, ce n'est point d'en prolonger le cours quelques mois encore, c'est d'entrer résolument, c'est-à-dire de manière évidente pour tous et sans arrière pensée aucune, dans l'avenir.
C'est ce que nous vous proposons.
(Applaudissements)

Le président - Nous voici, camarades, au terme de cette séance matinale. Nous avons, à quelques minutes près, respecté l'horaire prévu et j'en remercie tous les orateurs qui m'ont facilité la tâche avec leur discipline.
Je vous invite à reprendre la séance cet après-midi à 15 heures, j'insiste beaucoup, à 15 heures précises si nous voulons pouvoir respecter les horaires fixés par la commission qui s'est réunie à cet effet.
Réunion, donc, à 15 heures cet après-midi. La présidence sera assurée par Gérard Jaquet.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, Puteaux

Séance du samedi 21 décembre 1966 (après-midi)

La séance est ouverte, sous la présidence de Gérard Jaquet.
Assesseurs : Papoin (Mayenne), Jourdan (Landes), Moulin (Val d'Oise), Ceccaldi (Hauts-de-Seine)

Le président (Gérard Jaquet)
Camarades, la séance est reprise. Je donne la parole à Montanier (Hérault), pour 10 minutes.

Montanier (Hérault)
Camarades, à la suite, des débats de ce matin, deux dominantes semblent en sortir, la première : sur la nécessité d'aller vite dans le procédé de création du nouveau Parti ; la seconde, sur notre souci de maintenir l'unité.

Fondation Jean-Jaurès

Après plusieurs mois de tergiversations, de discussions, de propositions, le besoin de passer aux actes est profondément ressenti, non seulement dans nos propres rangs mais dans l'opinion publique tout entière.
En effet, si nous, nous voulons voir s'arrêter cette "danse de morts" que nous jouons depuis trop longtemps, l'opinion publique, elle, et surtout sa partie la plus jeune, attend que nous traduisions nos intentions dans nos actes et qu'enfin apparaisse cette nouvelle formation politique, forte et dynamique.
Mais, camarades, attention ! Cette opinion publique risque de se lasser d'attendre et le nouveau Parti Socialiste risque, de ce fait, d'être mort avant que de naître.
Alors, faisons vite, face à un régime qui n'a plus la confiance du peuple mais qui, devant notre impuissance et notre incohérence, continue à régner.
Tel doit être notre combat car telle est notre chance.
Si nous tenons compte, bien sûr, des positions de nos partenaires à nier, nous risquons d'être pessimistes quant à l'avenir de cette formation.
Les radicaux jouent les fausses sorties et, comme à l'accoutumée, veulent rester avec nous sans y être, tout en n'y étant pas.
Les conventionnels et les clubs dévoilent leur jeu et de puristes torturés d'hier, deviennent marchands de tapis aujourd'hui.
Puisqu'il en est ainsi, ne craignons pas de dénoncer pour les agissements de ceux pour qui la lutte ouvrière ne dépasse pas le cadre d'un salon et qui n'y voient en tout qu'un moyen, parmi tant d'autres, de se faire une place au soleil.
Dénonçons-les et faisons-leur porter la responsabilité d'une éventuelle rupture en disant clairement à l'opinion tout entière leurs intentions secrètes et sournoises.
Mais, une fois cela dit, repartons avec confiance. Car, de toute façon, camarades, cela n'est pas grave, en effet, il y aura les autres, il y aura à l'intérieur de ces formations même, et dans l'ensemble du pays, des femmes et des hommes qui croient au bien fondé de notre idéal et qui rejoindront la nouvelle formation que nous voulons et que nous allons leur proposer.
Et puis, et ce n'est pas rien, camarades, il y aura notre espoir, notre conviction et, j'allais presque dire... notre foi.
Oh ! bien sûr, les registres que nous allons ouvrir ne vont pas se noircir du jour au lendemain, même si nous ouvrons toutes grandes nos portes et toutes grandes nos fenêtres, mais, il y en aura, il y en aura un nombre non négligeable, qui viendront à nous, parce que nous aurons su satisfaire leur besoin d'idéal, grâce à notre doctrine, mais aussi leur besoin de réel, de concret, grâce à un programme fondamental, certes, mais surtout un programme d'action précise, réaliste, qui leur proposera, en termes simples et compréhensifs, une alternative réelle au gaullisme.
Ce n'est qu'ainsi, camarades, que nous serons compris et que nous serons suivis par une opinion inquiète et désorientée, par une jeunesse avide d'idéal, mais ayant la tête sur les épaules et les pieds bien dans la réalité.
Voyez-vous, camarades, nous sommes comptables d'un jour héritage et d'un grand avenir. Il est fait du bonheur de l'humanité.

Fondation Jean Jaurès

Nous n'avons pas le droit de le trahir, surtout à l'heure où, partout à travers le inonde, des hommes, des femmes et des jeunes défendent nos idées, se battent et souvent tombent pour elles... aussi, faisons vite.
Ce pays est avide de Socialisme, répondons à cette avidité et fixons pour les premiers jours au mois de mars, par exemple, la date du Congrès national constitutif.
D'ici là, lançons une vaste campagne d'information et de recrutement, et donnons dans ce mouvement le meilleur de nous-mêmes, avec la conviction, la conviction certaine que la victoire est au bout.
Il est dit que le Socialisme est moins une promesse de l'histoire que la récompense de ceux qui ont inlassablement combattu parce qu'ils y croyaient. De même, notre Parti, le Parti nouveau que nous allons créer, ne sera, que tout autant que nous y aurons cru.
En conclusion, camarades, je voudrais parler de ma deuxième observation : le souci d'unité.
Depuis ce matin, il est sur toutes les lèvres, mais surtout il est, je crois, au plus profond de tous nos cœurs.
Nous ne pouvons pas nous faire à l'idée que, demain soir, peut-être, si l'expérience de Jules Moch donnait à son appel d'hier soir toute l'autorité nécessaire...!
Je voudrais que le cœur d'un jeune militant de 24 ans donne au mien toute sa dimension, toute sa portée et aussi toute sa gravité.
C'est pourquoi, camarades, très simplement, mais croyez-le, très sincèrement, j'espère que nous nous retrouverons demain comme hier, tous unis, dans une même formation, dans un même parti, pour un même combat, avec ce même enthousiasme et cette même générosité qui nous a, de tout temps, animés.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Trintignac (Corrèze) pour 10 minutes, et ensuite Quilliot.

Trintignac (Corrèze)

Camarades, sur un ton de conversation, je voudrais vous faire part de quelques réflexions concrètes.
J'appartiens au Parti depuis 45 ans et bien avant même, car je me souviens des privations de sortie parce que je lisais l'Humanité de Jaurès. J'ai donc suivi l'histoire et du Congrès de Strasbourg, qui a précédé le Congrès de Tours, et du Congrès de Tours.
Dans ma fédération de la Corrèze, au Congrès de Strasbourg, aussitôt après la guerre, notre fédération comptait un millier d'adhérents ; elle en avait 5 000 au Congrès de Tours, et lorsque j'adhérai, dès mon retour du régiment, à la fédération de la Corrèze, il n'y avait pas de section, j'étais le 17ème adhérent.
Nous avons, lentement, pendant treize années, reformé un Parti qui, en 1936, avait 3 députés.

Fondation Jean-Jaurès

A ce moment-là, les militants qui adhéraient au Parti, avaient de l'enthousiasme, ils avaient des convictions et ils ne se battaient pas entre eux, ils ne cherchaient pas à étouffer les camarades ou les bonnes volontés.
Et puis, nous voici arrivés en 1968. On parle de fusion avec les conventionnels.
Je les connais bien, on m'avait même chargé, en Corrèze, d'organiser la campagne présidentielle pour Mitterrand, et la Corrèze est un département où Mitterrand eut la majorité absolue, mais je connais aussi les conventionnels et j'ai dans la salle, moi qui n'ai plus de cheveux, ou mieux qui n'ai que quelques cheveux blancs, un camarade de 26 ans 1/2, professeur, qui sera, j'espère, le futur secrétaire fédéral, et ce camarade s'est entendu dire un jour, par le représentant des conventionnels en Corrèze "qu'il était trop marqué et qu'il était trop politisé... et qu'il fallait laisser la place aux autres".
Je vous rappelle que ce camarade a 26 ans 1/2
Et puis, lorsque je regarde les conventionnels en Corrèze, ils ne se cachent pas pour dire qu'ils sont des libéraux, qu'ils ne sont pas des collectivistes. Qu'ils soient des libéraux, je ne le leur reproche pas, tant pis, ils sont comme cela !...
Mais vous allez former un Parti Socialiste avec eux ?
Je ne le crois pas.
Et alors, la campagne qu'on a menée contre le Secrétaire général a pris dans notre département des proportions invraisemblables ! Non seulement on a empêché les sections, on a dit : "N'adhérez pas, attendez le nouveau Parti", ce qui provoque des chutes d'effectifs, mais à la dernière réunion de la section de Tulle, un camarade, qui n'avait pas voté avec moi, a, à tout prix, voulu me ramener chez moi, dans sa voiture et, pendant le trajet, il me disait : "C'est bien que Guy Mollet soit au Secrétariat, mais pour que ça marche, il faut qu'il ne fasse pas parti du nouveau Parti, il faut qu'il quitte le Parti" ! Voilà à quel point, mes camarades, on en est arrivé avec la campagne contre le Secrétaire général et contre nos idées.
Alors, lorsque je vois d'un côté qu'un camarade de 26 ans 1/2, professeur, ne peut pas, lui, faire partie du nouveau Parti, enfin ne peut pas avoir un poste de dirigeant dans le nouveau Parti, parce qu'il est trop politisé - 26 ans l/2 - que je vois qu'on veut exclure le Secrétaire général, lorsqu'on veut exclure les jeunes, je me demande avec quoi on fera le nouveau Parti !
Alors, c'est très joli de vouloir faire un parti avec les conventionnels, mais lorsqu'on voit ce qu'ils sont, comment ils agissent, eh bien je crie : "Casse cou !" parce que nous serons, même les anciens, dévorés.
Qu'on se rappelle, avant la scission de Tours et après : les fédérations les plus puissantes, et je pense à mes amis de la Haute-Vienne, avaient beau avoir Bechman (?), cela n'a pas empêché les Communistes de grandir ; dans la Seine, ni Sembat ni les autres n'ont réussi à résister à la poussée des Communistes.
Et vous, qui êtes ici, qui êtes des Socialistes convaincus, vous serez combattus par ces jeunes ou par ces ambitieux - comme disait ce matin Notebart et ce seront eux qui prendront vos places.

Collection Jean Jaurès

Je vous en conjure, avant d'aller vous jeter dans une fusion dont vous ne savez pas où elle va se terminer, il faut que tous les Socialistes restent dans un Parti qui sera vraiment un Parti Socialiste, et SFIO.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Quilliot, pour 30 minutes.

Roger Quilliot (Puy-de-Dôme)

Mes chers camarades, au dernier Conseil national, j'ai eu la charge délicate de rapporter au nom de la minorité.
J'ai tenté de le faire avec toute la mesure nécessaire, convaincu qu'il était vain de réclamer le rassemblement de tous les démocrates Socialistes si, dans le même temps, nous nous divisions entre nous.
Aujourd'hui, et vous pardonnerez ce bref retour en arrière, sans objet de polémique, les raisons du maintien d'un texte minoritaire apparaissent beaucoup mieux, qu'au terme de ce Conseil national.
Souvenez-vous de janvier 1968 : Gaston Defferre nous proposait la fusion immédiate avec les conventionnels et les clubs.
Nous avons été quelques-uns à ramer, si j'ose dire, de toutes nos forces pour qu'une position unanime soit adoptée sur les bases des propositions majoritaires, qui tendait à embarquer sur notre commun navire les radicaux.
Je fais aujourd'hui mon autocritique : Gaston Defferre était, en l'occurrence - je ne prétends pas que ce soit un état de grâce - un meilleur marin car le fait est que les radicaux sont restés sur la rive, et tous ensemble, malheureusement.
Il y aura là matière à perplexité pour les historiens.
Si l'on entendait rester sur des positions Socialistes formulées avec rigueur, espérait-on véritablement que la place de Valois trouverait, si j'ose dire, son chemin de Damas ?
Sinon, fallait-il différer ?
Pourquoi n'avoir pas tenté alors, je me le demande à moi-même puisque j'ai été de ceux qui ont pris ou rallié la proposition majoritaire ? Pourquoi n'avoir pas tenté, par une action rapide d'obtenir une redistribution des cartes radicales entre démocrates, libéraux et démocrates Socialistes !
On comprendra que, conséquent avec les décisions de janvier, nous ayons, en novembre, recherché une formulation du Socialisme qui, sans rien renier des objectifs qui sont les nôtres, mais compte tenu des données modernes de la réflexion, ne fit pas obstacle à un tel reclassement.
Si j'en crois les rapports qui nous ont été faits du Congrès radical depuis, une occasion a sans doute été manquée, qui ne se retrouvera plus de longtemps.
Pour autant, vous le savez, le Parti Communiste français ne nous en dénonce pas moins comme de pâles réformistes.
La seconde raison de notre constance, fut un souci de clarté, ce que j'affirmais dans mon rapport final.

Fondation Jean Jaurès

Il n'était pas sain que la motion majoritaire recueillit à la fois les voix de ceux qui croyaient à la nécessité d'un nouveau Parti et de ceux qui, loyalement et clairement, la contestaient !
Il était inévitable, dans ces conditions, que les uns ou les autres se sentent floués. Nous ne pouvions pas entrer dans ce jeu des fausses unanimités et le Conseil national avait ressenti ce malaise, confusément.
Voilà pour le passé.
J'en ai assez dit, mais il était bon que j'explique ce que vous aviez ressenti à l'époque comme une gêne qui était la nôtre.
Aujourd'hui, aucun d'entre nous ne remet en cause les décisions de novembre sur la doctrine et sur les structures, mais il reste quelques points à trancher.
Je tenterai de les aborder avec sérénité, avec le désir, je le dis tout de suite, de voir ce Congrès se rassembler aussi largement que possible, sur des positions où l'imagination et le bon sens fassent bon ménage.
Mais, vous savez, pour que ce large rassemblement se retrouve, à l'heure des décisions, il faut que la bonne volonté soit réciproque.
Vous connaissez l'anecdote de ce mari qui répète : "Quand ma femme et moi sommes d'accord, c'est ma femme qui décide. Quand nous sommes en désaccord, c'est moi !"
Vous nous permettrez de souhaiter que dans ce vieux ménage que nous composons, avec ses brouilles parfois et avec ses attachements profonds qui nous lient, ce ne soit pas cette conception de l'autorité majoritaire qui prévale.
Comme deux précautions valent mieux qu'une j'indique tout de suite, n'en déplaise à certains, que nous ne rêvons nullement d'une quelconque grande fédération... le passé est le passé, et la grande fédération, au sujet de laquelle on n'est pas encore sorti, ni de la légende, ni de la caricature, est bien morte, depuis longtemps.
Non, il ne s'agit pas de marquer un changement d'orientation. Je n'ai pas senti de sérieuses différences entre l'exposé d'hier, fait par la fédération du Puy-de-Dôme et celui que fit Pierre Mauroy, au nom du Nord. Au total, derrière la prudence légitime avec laquelle Pierre Mauroy présentait les réactions de sa fédération, j'ai le sentiment que les interrogations sont peut-être même plus vives et plus fondamentales dans mon Nord d'origine que dans mon Auvergne d'adoption.
Avouez d'ailleurs que, si nous avions de telles arrière-pensées, il serait d'une extraordinaire naïveté, pour les satisfaire, de rechercher des partenaires dont le moins qu'on puisse dire est que ces préoccupations ne seraient pas les leurs. Le dernier bruit lancé par des informateurs top zélés est que nous nous ferions les chevaux de Troie de la Convention. Nous soupçonnerait-on cette fois de masochisme ? Car enfin, c'est bien là, n'est-ce pas, que les minorités sont visées par les fameux articles 11 et 20, que notre rapporteur nous fit attendre hier avec un art consommé du suspense !
La vérité n'a jamais cessé d'être simple. Ce qui nous a liés, par-delà les tempéraments, par-delà les traditions, par-delà même des divergences d'orientation sur d'autres points, c'est la volonté de faire vite, de faire grand et de voir loin. Nous n'avons pas toujours réussi à nous faire comprendre. Sans doute

Fondation Jean Jaurès

y a-t-il de notre faute ; les minorités sont coupables de leurs échecs, comme un parti peut l'être des siens. Nous espérons seulement être plus convaincants aujourd'hui.

Le problème essentiel est celui de la rapidité avec laquelle le nouveau parti sera mis en place. Certes, une période intérimaire est indispensable, mais il ne me paraît pas concevable - je le dis franchement - qu'on nous demande- je pense avoir bien compris – de placer les cartes des différentes organisations apparemment comme si rien n'était changée Je vous en supplie, n'invoquez pas des arguments administratifs ! Le pays sait trop que ce sont souvent sur des arguments de ce genre ou qu'achoppent les réformes. Aucun de mes camarades du bureau fédéral du Puy-de-Dôme - et il y en a d'orientations diverses, si j'ose dire, ici présents - aucun des militants actifs ne s'imagine, à Thiers ou à Issoire, à Riom ou à Saint-Eloi, invitant à se rassembler toutes les personnes intéressées par la formation nouvelle pour leur distribuer finalement des cartes traditionnelles et différentes, quitte à les échanger quelques mois plus tard.

Cette décision, camarades, ne tiendrait aucun compte de ce qu'est une petite ou une moyenne fédération, des conditions de militantisme qui y règnent. Elle ne tiendrait aucun compte non plus de l'effet psychologique désastreux d'une pareille démarche. Ce serait alors, vous le savez bien, la concurrence : concurrence des tarifs, concurrence des cartes des formations et, par contrecoup, une absence de propagande extérieure. Nous continuerons à nous épuiser en démarches dites de coordination, ou nous nous tairons, car c'est cela souvent, depuis de longs mois, la vie du militant qui, après son travail, court de réunion en réunion dans la dispersion.

Ne croyez-vous pas qu'il serait temps de prendre en considération, tout autant que des problèmes administratifs qui ont leur importance, les efforts de ces poignées de camarades qui se dépensant bénévolement, avec parfois un pénible sentiment d'inefficacité ?

Ne croyez-vous pas aussi que cette coordination, prévue aux différents niveaux, risque d'être particulièrement inefficace dans la période difficile que nous allons traverser ?

Est-ce que chaque formation pourra continuer à s'exprimer en son "propre nom? Continuerons-nous à voir fleurir les communiqués de tels de nos partenaires, les déclarations plus ou moins discordantes ? Vous savez bien qu'à ce jeu, avec la lenteur éléphantesque de nos démarches, pour reprendre une expression qui est de Maurice Deixonne, et cette pudibonderie qui caractérisent parfois nos relations avec la presse, nous sommes d'avance battus.

Voulez-vous que la chaise des démocrates Socialistes continue d'être vide lors de certaines émissions de radio ou de télévision, parce qu'il n'aura pas été possible ou commode de définir lequel des éléments coordonnés représente le mieux la pensée moyenne du parti en gestation ?

Non ! A partir de janvier, il ne doit y avoir qu'une direction provisoire, certes, mais habilitée par délégation de pouvoirs à s'exprimer au nom de tous dans des circonstances qui courraient bien être dramatiques.

Je sais quelles objections on va me faire. Elles sont pertinentes en leur principe. Ce serait attenter à la démocratie ! Croyez-vous que les comités de coordination soient plus démocratiques dans leur fonctionnement ? Que l'exécutif provisoire préjugerait de l'avenir ? J'y reviendrai dans un instant, mais vous savez bien que , de toutes façons, même si nous repoussons cette espèce de cuisine qui nous est proposée, vous savez bien que de toutes façons, il y a un seuil de garanties qu'on sera bien obligé d'admettre ; Pierre Mauroy le disait hier et, dans une certaine mesure, cela revient à préjuger.

D'ailleurs j'en viens à une proposition simple et je demande qu'on y réfléchisse, je ne sais pas sous quel nom, mais peut-être mérite-t-elle examen. Il existait un bureau politique de la FGDS. Les radicaux s'en sont retirés ; soit ! Que ce bureau politique fonctionne pour la période intérimaire. Et pour vous prouver à quel point ces propositions sont désintéressées, s'il doit y avoir quelques aménagements, quelques modifications, je vous dirai au moins que la minorité, celle dont je suis - ou dont j'étais, car peut-être je ne le serai plus dans quelque temps, dans quelques heures – peut sans dommage n'y être pas représentée pour cette période. La cohésion n'en sera peut-être que plus grande.

Et puisqu'il faut rappeler certains de nos partenaires éventuels à la modestie dans leurs demandes et à l'intérêt supérieur du Socialisme, nous aurons au moins apporté cette contribution.

Il sera parfaitement évident d'ailleurs que cet organisme n'est qu'intérimaire, puisque, dès le Congrès de formation, nous demanderons, bien entendu, à reprendre notre part de responsabilité, convaincus d'ailleurs que, dans cette formation nouvelle, la redistribution des comportements se fera en fonction de tous autres problèmes.

Si je vais jusque-là, camarades, c'est avec le sentiment que nous entrons dans une période terriblement dangereuse. Nous allons connaître, vous le savez, la montre des prix sûrement, la montée du chômage probablement. De nouvelles convulsions monétaires sont à redouter. Dans trois mois, les travailleurs sauront si oui ou non, ils sont parvenus à préserver quelques-unes des conquêtes de mai. Sinon, il leur faudra, prendre conscience que l'augmentation des salaires n'est qu'un leurre, si elle ne s'accompagne d'une intervention profonde dans la vie économique.

Le capitalisme connaît une nouvelle crise. Dans le moment même où le monde soviétique découvre publiquement ses propres lézardes, il est vraisemblable qu'un aménagement du programme du 14 juillet ne suffira pas. Il faudra répondre à la fois aux illusions lyriques que le mouvement de mai a laissées derrière lui et au désenchantement qui ronge une partie de l'opinion. Cela exigera du courage et de l'imagination.

Pareillement - et je veux en dire quelques mots – l'agitation universitaire risque de reprendre, contrairement aux pronostics de M. Couve de Murville, si tant est qu'elle ait jamais cessé. Le gouvernement l'alimente à sa façon. La loi d'orientation était un cadre de départ valable ; dans les décrets d'application, Edgar Faure a multiplié les concessions aux conservateurs du gaullisme. Il est en train à nouveau de revenir sur ce qu'on peut appeler le paritarisme qui avait été

Fondation Jean Jaurès

prévu, non seulement entre étudiants et maîtres, mais entre catégories différentes de maîtres. Les décrets vident la loi d'une partie de son sens.
Il fallait aussi compléter la loi d'orientation par une loi-programme définissant les crédits et les besoins en personnel pour quelques années. Il fallait parler d'argent jusque dans le groupe FGDS. On a été trop discret, à mon sens, sur ce point. Sans argent, vous le savez, point de personnel, sans personnel, pas de pédagogie nouvelle, pas de contrôle continu des connaissances, comme on dit aujourd'hui. Savez-vous que, dans une petite faculté comme la mienne, le personnel a dû, pour faire tourner la maison, se charger d'un nombre incroyable d'heures supplémentaires et qu'au total, c'est cent assistants, pour cette seule petite faculté, qui nous manquent ?
Comment veut-on, sachant ce que fut le bac, bradé avec la complicité générale, face à une poussée moyenne de 30% d'étudiants parfois et avec un personnel accru, lui, de 5 à 10%, quand il n'a pas été réduit par les ponctions opérées au profit de la région parisienne, comment veut-on que ces universités tournent ?
Plutôt que de parler d'argent, les organisations étudiantes et enseignantes concernées ont bavardé toutes les vacances sur le faux problème des libertés syndicales et politiques ! Et je veux ici dire qu'il est scandaleux qu'à l'heure actuelle, de petits fascistes rouges - et je prends mes responsabilités – s'en aillent molester les enseignants, injurier les déportés soutenant leur thèse...
(Applaudissements)
... qu'en criant "Libertés politiques ! Libertés syndicales !" ils en viennent à interdire les réunions politiques et syndicales de ceux qui ne leur plaisent pas !
(Applaudissements)
Oui, camarades, dans le temps où nous devons dénoncer les provocations d'un Marcellin, qui rêve sans doute des lauriers brésiliens, nous avons aussi à dénoncer cette écœurante dialectique des extrêmes, qui se renforcent les uns et les autres. Il est des étudiants - oui, il en est ! - qui rêvent d'utiliser l'Université comme un détonateur et il est de soi-disant hommes politiques pour les y pousser, tout en sachant pertinemment que le fascisme nous guette, que chaque bombe lancée par quelque jeune Ravachol, que chaque incident font le jeu du pouvoir !
(Applaudissements)
Il n'est pas possible de nous taire quand d'autres, saisis de transes révolutionnaires comme un enfant l'est de convulsions, rêvent de mourir dans une charge policière, comme jadis les Saint-Cyriens montaient à l'assaut en casoar et en gants blancs ! Les Déroulède pullulent aujourd'hui, drapés ou dans le tricolore, ou dans le rouge ou dans le noir. Ni les uns ni les autres ne sont de notre goût. Et ne l'est pas davantage la transformation de l'UNEF - puisqu'elle est en cause aujourd'hui - en formation politique qu'il nous faudra combattre si elle est décidée.
(Applaudissements)
Nous avons aussi à rappeler qu'au niveau des lycées, l'activisme politique est une violation de la laïcité. Prenons-y garde, camarades, la propagande

confessionnelle paraîtra dans quelque temps bien anodine si l'on permet aux lycées d'être le champ clos des conflits partisans.
L'éducation civique, camarades, l'ouverture sur le monde, oui, nous l'avons toujours réclamée ! Mais les meetings n'ont pas à être tenus dans les cours de lycée, ni les tracts distribués dans les couloirs, sinon nous allons à l'anarchie la plus totale.
(Applaudissements)
Ah ! Le voilà bien, le gaullisme, camarades ! Janus au double visage : d'un côté, l'œil pétillant, intelligent d'Edgar Faure et les cornes de Marcellin de l'autre ! Le voilà bien dans ses contradictions ! La crise est européenne sans doute, et Malraux, qui vit à l'échelle des siècles, comme chacun sait, peut parler de crise de civilisation : mais nulle part cette crise n'est plus profondément ressentie que chez nous. On a corseté une nation en pleine mue et, qu'elle le veuille ou non, elle fait éclater aujourd'hui ce qui l'oppresse. Parce que le régime s'est voulu rigide, à l'image d'un chef tout amidonné d'histoire, c'est à chaque fois le régime qui se trouve mis en cause. On ne peut plus rien, malheureusement, réformer chez nous sans tout mettre en cause.
La vérité, c'est que le monde développé a surmonté la faim et généralement la gêne alimentaire, qu'il est en ce sens efficace, mais cette efficacité exigée par l'appareil de production ne va pas sans de graves contradictions. Notre monde ressent un profond besoin d'égalité, mais les hiérarchies tendent à se figer. Nous exigeons des responsabilités, tandis que les pouvoirs se concentrent au niveau de l'État comme de la finance. Il nous faut de l'esprit critique pour répondre aux sollicitations de la publicité ou de la propagande d'État, et c'est l'intolérance qui se développe.
Nous devons rappeler constamment que ce ne sont pas les institutions de la cinquième République que nous mettons en cause, mais l'usage qui en est fait, le refus ou la falsification du dialogue, le mépris de l'opposition. Les hommes du pouvoir, à quelques exceptions près, suent l'intolérance et la violence mal contenue et suscitent une intolérance contraire.
Contre ce cycle de guerre civile, il nous faudra probablement nous dresser, non pas au nom de l'ordre, mais au nom d'une démocratie qui respecte et les minorités, et la volonté de la majorité, sinon nous ne sortirons pas de cette atmosphère de peur qui est le meilleur allié du gouvernement, vous le savez.
N'hésitons pas encore à le rappeler, la participation n'est pas une idée gaulliste. Je relisais le projet de constitution de 1945 et elle faisait une large place, en termes exprès, à la participation, à la gestion. Malheureusement, accaparés par d'autres tâches, ballottés par les effets internes du stalinisme d'alors et l'agression du RPF, nous avons combattu en retraite, laissant ce projet essentiel sans contenu. Le gaullisme le reprend pour le défigurer. Il ne s'agit plus guère que d'informer les travailleurs, et de quelle information ! Il nous faut pour notre part mettre au point avec les syndicats les grandes lignes d'une participation à la gestion à tous les niveaux de la vie nationale, d'une prise en charge exemplaire et progressive de l'économie par les diverses catégories de travailleurs et de citoyens.

C'est sans doute une stratégie un peu différente de celle qui nous a longtemps inspirés et qui tendait à la prise en main par l'État de tel secteur entier de l'économie. Il s'agit de rogner les ailes du capitalisme, en un premier temps, dont les contradictions éclatent à nouveau, d'élargir progressivement la brèche par où s'engouffrent les libertés. Car tout le problème est que le recul du capitalisme ne s'accompagne pas d'une concentration étatique, on la liberté serait perdante. Et je propose que cette stratégie fasse l'objet d'une étude de la Commission du programme fondamental du nouveau parti et, d'autre part, d'un échange de vues avec les organisations syndicales.

Mais, nous en avons conscience, notre marge de manœuvre est étroite, en face d'un gouvernement qui masque son impuissance d'éclats de voix et son immobilisme de réformes en trompe-l'œil ; en face de gauchistes que tente l'aventure, il nous faudra jouer très serré. Nous aurons à reprendre en charge les vœux d'une grande partie de l'opinion, qui refuse tout autant Athènes ou Rio de Janeiro que Budapest, Prague, ou les inconsciences et les incohérences de la révolution culturelle. Nous aurons à être les défenseurs de la liberté contre toutes les formes de totalitarisme, celui d'une fraction de la majorité comme celui de gauchistes sans principes. Nous aurons à donner satisfaction au besoin de responsabilités de la majorité de la population, contre les illusionnistes d'une fausse participation et les funambules de la démocratie directe.

La, bataille, camarades, sera rude ! L'avenir de la démocratie, vous le savez tous, peut en dépendre. Nous ne serons pas trop nombreux pour ces tâches ; encore faut-il que le parti nouveau apparaisse comme capable de conjuguer pleinement la discipline dans l'action et le dialogue le plus large dans la réflexion, qu'il puisse et qu'il veuille faire le rassemblement de tous les démocrates Socialistes et surtout que, dès janvier, le signal du combat soit donné à tous, avec les moyens de combattre.

Qu'on me permette, pour en finir, de cette tribune de lancer un appel à ceux des radicaux-Socialistes qui ont conscience que le repli sur eux-mêmes débouche, à court terme sur les compromissions et à moyen terme sur la mort lente : de lancer aussi vers ces hommes encore au PSU, que les extravagances gauchistes de tel de leurs leaders que je ne veux pas citer, ou de tels de leurs militants commencent à lasser. Qu'ils sachent quel danger nous menace et qu'ils refusent ce jeu diabolique des minorités agissantes ! Nous voulons en appeler encore à ceux qui attendent, effrayés de voir les hommes du pouvoir appeler de leurs vœux ce beau jour où la vie politique française serait réduite à l'affrontement des Communistes et des gaullistes, pour la pérennité de ces derniers ; d'en appeler à tous ceux qui ne se sont pas engagés encore et qui guettent nos décisions avec une certaine dose de scepticisme. Oui, amis méconnus, Socialistes de cœur, l'heure de l'engagement est venu ! La maison nouvelle ne sera peut-être pas exactement comme je l'avais rêvée, elle ne sera sans doute exactement comme aucun d'entre nous l'avait rêvée. Le rêve est souvent plus beau et plus facile que la réalité.

Collection Fondation Jean Jaurès

Notre Parti, s'il a tant tardé, est pourtant allé loin sur certains problèmes et je me réjouis de voir telles de nos propositions retenues depuis le dernier Conseil national.
Que cela au moins nous rejoigne, avant qu'il ne soit trop tard, dans ce siècle.
Et je me tourne vers nos partenaires. Aussi, assez de démarches prudentes, ne dormez pas non plus, amis de la Convention, à l'opinion l'impression que tout n'est qu'une question de distribution théâtrale. Vous voulez ne pas être écrasés, vous ne le serez pas, et je vous le dis, nous, que vous étiez prêts à laisser sur la rive, vous promettons que s'il le fallait nous combattrons de toutes nos forces pour qu'une représentation correcte vous soit accordée, mais je ne doute pas qu'elle le soit.
Pensez que si ce parti est vraiment nouveau, alors de toute façon les clivages seront différents, en fonction des problèmes. Penses que si nous devons donner à l'extérieur le sentiment qu'une formation profondément démocratique est née, et non pas un syndicat des sortants, et j'en reviens à vous camarades, à nous, ou bien nous allons par précaution, par préoccupation, légitimes, nous perdre dans é nouveaux délais peut-être, dont j'ai dit les périls ; et, vous permettrez lors u l'un de ceux qui ont combattu sans relâche pour ce rassemblement, de constater son échec et, sans amertume, de se replacer à la base.
Vous déciderez de l'avant et vous pourrez compter sur nous pour prendre la meilleure part de ce combat, jusqu'à la limite de nos forces.
A vous camarades de jouer !
(Applaudissements)

Le président- La parole est à Faivre, du Bas-Rhin pour dix minutes.

Faivre

En passant devant une affiche du mois de mai, qui disait "place à l'imagination", je m'y arrêtai.
Devant un bureau de vote se tenait un sphinx qui, vérifiant le rôle éducatif des partis, proférait l'énigme suivante : cherchez le parti qui sache conserver ses traditions, qui sache épouser son temps et qui sache répondre aux aspirations de demain.
Alors que peu nombreux étaient ceux qui étaient refoulés, nombreux étaient ceux qui, sans complexe, prototypes des temps modernes, donnaient la bonne réponse d'un mot latin riche d'espérance, abandonné par l'église et par Edgar Faure curieusement réunis, cette réponse était le SPES, c'est à dire "Section du Parti européen Socialiste".
Hélas, ce n'était qu'un rêve.
Pour l'heure, nous sommes réunis pour mettre sur pied la formation qui a pour vocation de réunir ceux des Français qu'inspire le même idéal, démocrate et Socialiste.
Trois tendances principales se sont exprimées. Vous permettrez au délégué d'un département où État et Église ne sont pas séparés, de prendre une comparaison théologique.

Fondation Jean Jaurès

Nous nous présentons comme une trinité où père, fils, esprit, ne seraient plus d'accord pour se reconnaître d'une seule et même substance.
La fédération du Bas-Rhin, soumise à la pression, particulièrement aux observations, de l'UNR et du Centre démocrate, encore appelé chez nous MRP, ne peut supporter le risque d'une scission.
Avec modestie, parce qu'elle est une fédération peu nombreuse, avec fierté, parce que le texte en a été prononcé par Blum au Congrès de Tours, elle a proposé à l'examen de la commission compétente, le texte suivant, je cite l'appel à l'union de Blum :
"Notre parti est un parti de recrutement aussi large que possible. Comme tel c'est un parti de liberté de pensée. Les deux idées se tiennent et l'une dérive nécessairement de l'autre.
A l'intérieur de l'affirmation Socialiste, toutes les variétés, toutes les nuances de pensée sont tolérées, les uns imagineront qu'on peut aboutir au but par tels moyens et dans tel temps, les autres par tels autres moyens et dans tel autre temps.
Toutes ces contrariétés de tendances sont permises et nous ne pouvons pas les interdire sans renier notre but qui est le groupement de tous les prolétaires de tous les temps.
Afin de ne pas abuser de votre attention, vous me permettrez d'adopter un style un peu télégraphique.
A qui le Parti Socialiste, pour simplifier, s'adresse-t-il ? Je dirai, à deux catégories, les passifs et les actifs.
Les passifs, je les appellerai également les électeurs : progrès et sécurité seront leurs principales préoccupations politiques.
A ceux-ci, il faudrait présenter nos références : en 1936, c'était l'après Laval, en 1946 c'était l'après Pétain, et l'après de Gaulle.
Avec ces références d'hier, nous obtiendrons leur confiance de demain.
Les actifs, je les appellerai aussi les militants. Dans le nouveau parti ils risquent de venir de deux formations, les conventionnels, nous en connaissons certains avec lesquels nous souhaitons travailleur, avec eux viendront d'autres qui nous sont apparus trop souvent comme des bourdons grouillants, que Mitterrand lui-même appelait les "zozos",
Le Parti Socialiste est une maison claire, aux fenêtres largement ouvertes, mais aussi une maison bien tenue, où les bourdons ne trouveront pas ce qu'ils cherchent.
Très tôt nous avions prévenu notre regretté camarade René Schmitt, et ensuite Fuzier, en tant que Secrétaire de la FGDS, du comportement non Socialiste de certains responsables locaux CIR.
Camarades, laissons à Estier et à ses amis la liberté de dire, prenons la responsabilité d'agir.
En ce qui concerne nos militants, chez nous les choses sont plus simples. Trop souvent on a tendance en France à baser les structures sur l'idée de culpabilité héritée d'une longue tradition chrétienne, entraînant suspicion et centralisation.

Pour nous il n'y aura un parti nouveau que si confiance et responsabilité sont les bases des nouvelles structures qui doivent également permettre aux caractères de s'épanouir sans se heurter.
C'est pourquoi la fédération du Bas-Rhin souhaite que la tendance des structures soit :
1/- tendance à la séparation des pouvoirs, des administratifs ne peuvent être également des détenteurs des mandats et les idéologues.
2/- tendance à la non personnalisation du Parti. Jaurès, Blum, Mollet, en étant des cibles en sont les victimes. D'autre part les droits de succession sont anormalement élevés. Pour la même raison il apparaît souhaitable que le cumul des mandats soit évité.
3/- tendance à l'égalisation, développement des différentes fédérations, sinon il y aura distorsion entre départements florissants et départements on voie de développement.
Tendance à employer le langage de l'époque, vocabulaire simple, style concis, recours à l'image graphique.
Tendance à harmoniser notre structure avec celle des autres partis européens qui bâtiront avec nous le Socialisme européen.
Que la création d'organismes régionaux nous ouvre cette voie.
Camarades, alors que le parti du gaullisme moribond nous propose, si j'en crois le journal Combat, réforme, sans doute celle du général, liberté, sans doute des cadres, et sinon autorité austérité, nous souhaitons que le nouveau parti nous offre un cadre moral et politique qui nous permette de dire, comme notre camarade Naegelen victime en son temps de luttes intestines, à chaque citoyen à tout âge de sa vie, a son printemps, a son âge mûr, ou de son déclin, d'affirmer cette vie que j'aime.
(Applaudissements)

Le président - Rougeron de l'Allier, qui devait parler 13 minutes, renonce à son temps de parole et en fait bénéficier Georges Guigne.
Je donne maintenant la parole à Albert Gazier, pour vingt minutes.

Albert Gazier

Mes camarades, tous les membres de ce Congrès sans aucun doute, comprennent les sentiments qu'expriment les signataires de la motion Georges Guigne.
Les comprendre, oui, mais pour les suivre il ne faudrait comprendre qu'eux, il faudrait échapper à cette logique qui nous conduit à la création d'une organisation nouvelle, parce que le gaullisme et le capitalisme profitent des divisions de la gauche, parce que tant que la gauche sera divisée l'opinion publique sera placée en face de deux ternes d'une alternative dramatique, perce que beaucoup de Socialistes, actuellement en dehors du Parti et de toute autre formation, ne rejoindront aucune des organisations existantes. Ce serait une illusion de croire que nous pourrons réussir maintenant les recrutements que nous n'avons pas faits entre 1958 et 1965, date de naissance de la FGDS.

Fondation Jean Jaurès

Parce que la rénovation profonde dont tous ici reconnaissent la nécessité, rajeunir et revigorer, comme dit très bien la motion Guigne, parce que ces rénovations profondes sont plus faciles à faire dans une organisation nouvelle, parce qu'enfin nous avons annoncé cette création d'un parti nouveau, parce qu'au Conseil national dernier nous avons dépassé le point au-delà auquel un retour en arrière serait probablement impossible et en tous cas périmé.
Camarades, c'est une loi de la vie, de l'évolution et du progrès, que nous devions souvenu renoncer à des formes attachantes, au profit de formes plus adaptées.
Mais il ne faudrait pas que la position de nos camarades qui ont signé la motion ou non, serve même abusivement, même contre leur gré, de prétexte ou d'alibi à quelques camarades, même peu nombreux, pour rester en dehors de l'organisation nouvelle.
C'est une situation qui devra être examinée fraternellement et franchement avec nos camarades au sein des cornassions des résolutions et nous devrions examiner aussi, si de ce seul aspect, nous ne devrions pas tout faire pour éviter de trop marquer nos divisions.
Il se peut que la création du Parti nouveau ne suscite pas dès le premier jour un très grand enthousiasme, amenant un flot d'adhésions nouvelles, mais l'important est de fonder l'organisation qui pourra recueillir la nasse des adhérents neufs au moment sans doute très proche où les événements pousseront chaque Socialiste à s'engager complètement.
Ce dégel aurait pu se produire au moment des élections législatives de 1967, mais à l'époque la FGDS n'exerçait pas, parce que ses structures et ses méthodes ne le permettaient pas, un attrait suffisant.
Pour l'organisation nouvelle démocratique et Socialiste, un accord, évident se manifeste entre les signataires des deux motions pour le renforcement de l'unité Socialiste, motion dite de la majorité du Comité directeur et motion pour un nouveau Parti démocratique et Socialiste, motion dite Gaston Defferre.
Il faut éviter de pousser jusqu'au vote final des désaccords qui ne sont intelligibles que pour les initiés.
Au Conseil national de Novembre, j'avais personnellement souhaité une synthèse et, pour cela, signer aucune motion.
Je persiste à penser qu'alors un texte fait des meilleurs passages des motions en présence, aurait été plus percutant encore que le texte qui a été finalement voté.
Ce qui était vrai en novembre l'est bien davantage encore aujourd'hui.
Du texte du renforcement de l'unité Socialiste, il convient selon moi de garder par exemple ce qui écarte toute possibilité d'accord sur les organismes dirigeants du nouveau Parti, avant la réunion du Congrès constitutif. Il faut garder aussi la décision de faire élaborer sans retard le programme fondamental.
Du texte pour le nouveau Parti démocrate et Socialiste, il convient de garder la volonté de raccourcir les délais et peut-être est-il possible de fixer dans ce Congrès même la date limite de réunion du Congrès constitutif du nouveau Parti, non pas comme une manière d'ultimatum aux autres mais pour montrer notre volonté d'aboutir sans nouveau délai à la création à laquelle nous pensons nécessaire de donner notre adhésion.

Contribution Jean Jaurès

(Applaudissements)
Il est nécessaire aussi, je le pense, de garder de cette motion l'idée de faire préparer avant la réunion du Congrès constitutif, le programme de gouvernement, de même que le programme fondamental. Car, si nous ne le faisons pas, nous allons encore subir de très longs délais.
Bien entendu, programme fondamental, programme de gouvernement, ne seraient que des propositions élaborées et présentées à la décision du Congrès constitutif souverain.
Par contre, je pense que nos amis qui ont signé cette motion du nouveau parti démocratique et Socialiste, devraient renoncer à demander la création d'un exécutif provisoire.
Cette procédure était concevable à un certain moment de l'évolution de nos discussions, il est trop tard maintenant, elle demanderait incontestablement des délais, des négociations nouvelles et, par surcroît, nul ne croirait que cet exécutif serait véritablement provisoire, et une tendance inévitable se dégagerait de l'opinion, de penser qu'il préfigure par avance les décisions du Congrès souverain.
(Applaudissements)
Mais la Commission d'organisation nationale prévue par le premier texte, peut très bien hériter des attributions que la motion Gaston Defferre envisageait pour son comité provisoire, et, si elle ne peut pas les assumer toutes, elle peut très bien créer des organismes, par exemple cour le programme de gouvernement, chargé d'approfondir des propositions à soumettre au Congrès national souverain.
Comment maintenant poursuivre nos discussions avec nos partenaires ?
Je pense qu'il convient, comme la délégation l'a fait, de s'opposer à tout comité, je ne dirai pas préfabriqué, mais précombiné.
Il est indispensable de laisser au Congrès constitutif sa souveraineté la plus grande, tant dans le domaine de la législation des dirigeants, comme le dit très bien la motion de la fédération des Hauts-de-Seine, aucune décision politique ne pourra être prise, aucun organisme ne pourra être créé, qui préjuge en quelque manière que ce soit des décisions du Congrès constitutif.
Il est possible, camarades, que le Congrès constitutif souhaite, dans un puissant désir d'unité, se prononcer pour une liste unique, présentée à ses suffrages pour la composition des organismes dirigeants. Il a le droit de le faire. Il serait salutaire qu'il le fasse. Mais nul ne peut anticiper sur sa volonté.
S'il le souhait, la constitution de cette liste unique devrait se faire au grand jour, démocratiquement, et non pas être préparée à l'avance, dans des organismes quelle que soit la confiance qu'on puisse leur apporter par ailleurs...
Et si l'accord ne se fait pas sur une liste unique, alors il faudra voter.
Il est normal que nos partenaires demandent des garanties. Les anciennes familles des courants minoritaires se dégageant sur des positions politiques, ou même des équipes habituées à travailler ensemble ; Il est normal que leurs représentants ne veuillent pas être éliminés, ou disloqués par une majorité ; il est

Collection Jean Jaurès

normal qu'ils demandent des garanties dans la mesure, bien entendu, où ils justifient d'une certaine représentativité...
Nous avons proposé dans nos textes une disposition qui depuis de nombreuses années est en vigueur dans le Parti. C'est-a-dire l'octroi d'une représentation proportionnelle atténuée, c'est-à-dire attribuant à chacun de ces courants, à chacune de ces équipes, une représentation égale aux deux tiers de ce que la représentation proportionnelle leur accorderait.
Sans doute est-il utile d'aller plus loin encore dans notre souci démocratique et de respect des minorités. Sans doute est-il bon, pour la première phase de la naissance de ce Parti nouveau, de proposer une représentation proportionnelle intégrale, tant pour la réunion eue pour la composition du Comité directeur, que pour la composition des autres organismes dirigeants.
Et j'en viens à une autre question, qui est celle des équipes. I1 est beaucoup plus facile d'en parler après les déclarations très courageuses qui ont été faites par plusieurs de nos camarades et notamment par Guy Mollet et par Gaston Defferre.
Je crois qu'il est souhaitable que progressivement -et j'insiste sur l'adverbe progressivement - des camarades plus anciens laissent les postes de direction à des camarades plus jeunes, et que ces camarades plus anciens soient affectes à des postes de conseillers techniques d'études, de recherche ou de formation, selon leurs possibilités, leur goûts et leurs aptitudes.
Mais je pense que cela devrait être décida, non pas au hasard et selon des conciliabules quelconques, mais au grand jour, et dans des discussions très sereines, menées au sein des organismes dirigeants. Je crois que nous en sommes tous très capables-
Camarades, le sort du Parti nouveau ne dépend pas seulement des décisions que nous prendrons demain ; si quelques uns d'entre nous craignent de se laisser aller dans le Parti nouveau à de la mauvaise humeur, à de la suspicion, à de la réserve, à de la crainte, ou à l'inverse a un sentiment de supériorité, alors il vaudrait mieux que nous restions entre nous.
Mais si nous supposons, si nous savons supposer jusqu'à preuve du contraire, la bonne foi de ceux qui ont signé la même charte et les mêmes dispositions institutionnelles, si nous pensons qu'ils ont beaucoup à apprendre de nous, comme nous-mêmes nous avons beaucoup à apprendre d'eux alors, nous réussirons.
Et ce Parti Socialiste, fils de la SFIO, fidèle au même idéal, avec des moyens nouveaux, ira plus loin dans la construction du Socialisme !
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Debesson, Nord, puis à Gaston Defferre.

Debesson (Nord)

Chers camarades, sur la question qui nous occupe actuellement, les votes de la fédération du Nord se sont partagés, vous le savez : une majorité, qui représente 275 mandats, une minorité de 73 mandats, et deux abstentions.

C'est au nom de la majorité, celle qui a vote pour un renforcement de l'unité socialisée, que je vous parle.
Mais comme nous sommes tous d'accord pour une rénovation, une stimulation du Parti, je ne crois pas que nos divergences aient un caractère fondamental. Les uns et les autres, nous cherchons la meilleure voie à suivre.
Comme je comprends et apprécie l'intervention qu'a faite hier au soir notre camarade Jules Moch, avec toute l'autorité que lui donnent les longs et éminents services rendus au Parti !
Oui, si nous nous débarrassons de toutes les questions vraiment accessoires pour ne retenir que l'essentiel, qui est l'intérêt du Socialisme, nous constaterons que les divergences entre nous sont bien minimes.
Je voudrais d'abord écarter ce qui me semble avoir été un reproche immérité à la Direction du Parti, reproche qui est d'ailleurs hors de notre sujet.
Certains, avec notre camarade Notebart, auraient voulu que les sections soient tenues mieux informées de la marche des négociations avec les partenaires éventuels.
Ils auraient notamment souhaité qu'ait été transmise la liste des propositions de la Convention, et qui était connue dès la réunion du Comité directeur au 5 décembre. Pourquoi, et pour quoi faire ?... Est-ce que les membres de notre délégation n'étaient pas représentatifs de tout le Parti ?
Et très précisément, est-ce qu'ayant réglé à la veille du Congrès 18 des 20 questions posées, et nous soumettant les deux autres, ils ont failli au mandat qui leur était confié ?...
Qui saurait dire, après le rapport de Pierre Mauroy, qu'ils n'ont pas été les fidèles interprètes du Parti, de tout le Parti, majorité et minorités ?
Peut-être certains d'entre nous pensent-ils que les conventionnels ont eu des prétentions exorbitantes, et que la publication de ces prétentions aurait soulevé dans le Parti une émotion telle que la publication de ces prétentions aurait provoqué une rupture définitive...
Est-ce qu'au cours des négociations au nom du Parti que nous avons été appelés à conduire les uns et les autres, nous n'avons pas toujours tenté d'obtenir le maximum d'avantages pour le Parti ? Pourquoi reprocher aux conventionnels les efforts qu'ils font pour leurs organisations ? C'est humain.
Ils doivent savoir, nous devons leur dire, et je crois que cela a déjà été fait, qu'il y a des limites que nous ne pouvons pas dépasser, pour notre dignité et pour notre sécurité...
Il y a chez eux des ambitieux, des arrivistes... Je voudrais pouvoir dire qu'il n'y a jamais eu à la SFIO de préoccupations personnelle... Mais qui me croirait ?
La vérité est que nous avons besoin de nous renforcer, c'est notre devoir strict. Il y a des trous, chez nous, des trous géographiques.
Oh, si nous avions raisonné comme si toutes les fédérations ressemblaient à celle du Nord et à celle du Pas-de-Calais, à celle de l'Aude, mon cher Guille, peut-être n'aurions-nous pas poussé aussi loin la recherche de collaborateurs nouveaux. Mais c'est bien un fait qu'un certain nombre de nos fédérations sont

réduites à des effectifs qui ne permettent même pas à certaines d'être représentées valablement à ce Congrès !
Nous avons aussi des trous de génération… notre recrutement est faible depuis la guerre, nous pouvons en convenir, pour des raisons que je n'analyse pas. Les hommes de 40 à 50 ans, chez nous, sont peu nombreux. Si nous voyons, depuis quatre ou cinq ans, une importante arrivée de jeunes, il n'en reste pas moins que beaucoup de nos sections et de nos fédérations sont dirigées par des hommes de la génération d'avant guerre.
Dans les 206 sections de ma fédération, plus du tiers des secrétaires ont été remplacés par des jeunes depuis deux ou trois ans. Mais le temps n'est pas très éloigné où la disparition du Secrétaire trop âgé entrainait la disparition de la section elle-même... La relève n'existait pas.
Alors, ne méprisons pas ce que peuvent nous apporter les jeunes. Oui, nous pouvons trouver chez eux une partie de ce qui aujourd'hui nous fait défaut ; par leur classe d'âge, ce sont des jeunes, par leur catégorie sociale, ce sont souvent des techniciens, avec leurs qualités et leurs défauts, leurs enthousiasmes et leurs ignorances, leur dynamisme et leurs ambitions, ils seront utiles, même s'ils sont agaçants. Mais il faut qu'ils se pressent...
Dans notre fédération, la plupart des réunions sont placées dans les deux premiers mois de l'année. Il faudrait faire une réunion de section le 7 janvier ; il serait bon que ces premières réunions de l'année, qui sont souvent de petites fêtes de l'amitié chez nous, des fêtes nationales, auxquelles assistent les femmes et les enfants, il faudrait qu'elles soient faites à l'occasion du lancement du nouveau Parti, ou du Parti rénové, et nous avons besoin d'un calendrier !
Et alors camarades, avec de nouveaux renforts, je crois que nous pourrons nous mettre au travail et je crois aussi que nous progresserons.
J'y crois, parce que je crois Socialisme, et donc à son Parti !
(Applaudissements)

Le président - Deferre a la parole pour 40 minutes.

Gaston Defferre

Mes camarades, le 31 décembre dernier, le chef de l'État a adressé un message en ces termes à la nation :
"Que sera 1968 ? L'avenir n'appartient pas aux hommes et je ne le dirai pas. Pourtant, considérant la façon dont les choses se présentent, c'est vraiment avec confiance que j'envisage les douze mois prochains de l'existence de notre pays."
Et il ajoutait :
On ne voit pas comment nous pourrions être paralysés par des crises telles que celles dont nous avons jadis tant souffert. Au contraire, l'ardeur du renouveau faisant son chemin et ses promoteurs, surtout les jeunes, faisant leur œuvre,... (en ce moment je dois dire que ça prend une signification particulière)… il y a lieu d'espérer qu'à mesure que notre République trouvera des concours de plus en plus actifs et étendus, de toute façon, au milieu de tant de pays secoués par

tant de saccades, le nôtre continuera à donner l'exemple de l'efficacité dans la conduite de ses affaires."
C'est le même chef de l'état qui, le 25 novembre dernier, dans son allocution radiodiffusée, commençait par ces mots : "La crise monétaire traversée par la France, est la conséquence de la secousse morale, économique et sociale, subie à l'improviste..." (je souligne)..." aux mois de mai et de juin derniers, faute que la coopération de tous les partisans ait pu arrêter à temps la lutte stérile des intérêts."
Ainsi, camardes, après dix ans de stabilité, après dix ans de pouvoir gaulliste, après dix ans d'autosatisfaction, nous avons le spectacle d'un pays dont on dit qu'il est mélancolique, dans lequel on dit qu'il y a un malaise… En vérité, dans lequel on devrait dire qu'il y a un véritable vertige, parce que, pendant longtemps, il faut le reconnaître, la majorité de ce pays a cru dans le général de Gaulle et dans son pouvoir, et que parce qu'i1 a perdu confiance, confiance aussi bien de la part des travailleurs que de la part des possédants - et vous allez voir que cependant ça n'est pas faute d'avoir fait tout ce qu'il fallait pour cela - ce pays a le vertige ; parce qu'il a perdu confiance dans son gouvernement, mais aussi parce que l'opposition, au moment où le pouvoir connait des difficultés, devrait être unie et solidaire, devrait être constructive, et l'opposition est affaiblie à tel point qu'il était possible l'autre jour de dire qu'elle était en déconfiture !
Nous ne pouvons pas, camarades, laisser passer notre Congrès sans répondre à ces propos, sans aborder les problèmes de fond, et en nous contentant de traiter les problèmes de procédure politique, si importants soient-ils.
Je crois qu'un certain nombre d'entre nous ont le devoir de rappeler les raisons pour lesquelles notre pays en est arrivé au point ou il en est...
Je voudrais donc d'abord, dans cet exposé, très rapidement aborder des problèmes de fond qui intéressent en ce moment l'ensemble de la nation, et ensuite, très rapidement encore, les problèmes d'organisation de la Gauche Communiste et puis conclure.
En ce moment - ce sont les suites du mois de mai - on parle beaucoup de participation, de droits syndicaux, de réforme de l'université, de transformation régionale ; la réalité, elle, est toute différente de ce que l'on nous présente.
La réalité sociale d'abord. Nous avons le devoir de le rappeler : le chômage qui, au 1er décembre, n'atteignait que 216 220 travailleurs, atteint, au 1er décembre 1968, 470 630 travailleurs, et ces chiffres sont extraits du bulletin du ministre des Affaires sociales, par conséquent, du bulletin de caractère gouvernemental.
M. Rivain, rapporteur général du budget, qui est un gaulliste de bonne obédience, dans son rapport général de présentation du budget de 1969, écrit que le chômage s'est développé à un rythme deux fois plus rapide que la production depuis dix ans. Il donne des chiffres :
"de 1958 à 1967, écrit-il, la production industrielle s'est accrue de 55%, et le nombre de travailleurs sans emploi de 110%."
Et si j'en crois un article paru dans Le Monde, l'UNAF nous indique que le nombre de jeunes chômeurs de 14 à 20 ans est évalué à 250 000. Et cet article

ajoute que les deux tiers des Français de 18 ans ont un niveau scolaire égal ou inférieur au CEP.
En ce qui concerne les salaires, je fais également référence à un article du Monde de M. Gilbert Mathieu, qui cite des chiffres précis : un salarié sur 5 gagne moins de 580 F par mois dans l'industrie et le commerce, et ceux qui travaillent dans l'agriculture ne sent pas, je crois, beaucoup plus avantagés. Et M. Mathieu ajoute, après avoir comparé ceux qui gagnent le plus et ceux qui gagnent le moins, entre les deux près des deux tiers des salariés, 65% des hommes, 57% des femmes, touchent entre 582 et 1 940 F, la plupart d'entre eux gagnent moins de 970 F.
Ainsi, même après le mois de mai, qu'on nous a présente comme étant un mois non seulement de rattrapage, mais qui avait imposé à l'industrie française des charges salariales excessives, voici quels sont les véritables chiffres des gains réalisés par les travailleurs de l'industrie et du commerce.
Mais ce n'est pas tout. Quand on fait une comparaison de l'évolution des prix et des salaires, ou des impôts et des salaires, et c'est par là que je voudrais commencer, et citer encore M. Rivain, on s'aperçoit que les impôts ont augmenté beaucoup plus vite, et donc dans de beaucoup plus fortes proportions que les salaires.
M. Rivain écrit dans son rapport, toujours le rapport de présentation de la loi de finance de 1969 : "c'est ainsi que de 1961 à 1960 les salaires réels ont augmenté de 66% - il s'agit, dit-il, de la masse salariale effectivement distribuée - alors que dans le même temps le produit de l'impôt sur le revenu a augmenté de 112%."
Et il donne des détails, en comparant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés :
"De 1960 à 1966 - écrit-il - l'impôt sur les sociétés a augmenté de 50% l'impôt sur le revenu de 160%. De 1960 à 1969 l'impôt sur les sociétés a augmenté de 50% le produit de l'impôt sur le revenu de 284%. " Ceci sous la plume de M. Rivain, rapporteur général du budget !
En ce qui concerne la hausse des prix, les statistiques publiées par les organismes du Marché commun sont formelles, c'est hélas la France qui est très largement en tête : de 1958 à août 1968, la hausse des prix en France a atteint 46%, alors qu'aux Pays-Bas, en Italie, en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg, elle a été très inférieure à ce taux. On ne parle pas des États-Unis où elle n'a été que de 21%.
En ce qui concerne la production industrielle, nous sommes au dessous de la moyenne de la production industrielle des pays du Marché commun, qui est de 70%, alors que le taux atteint par la France n'est que de 55%, celui de l'Italie par exemple étant de 125%.
Mais j'en viens enfin à un débat qui s'est instauré il y a quelques jours à l'Assemblée nationale à propos des déficits budgétaires. A ce propos, je reconnais qu'une rectification faite par M. Mathieu sur des chiffres que j'avais donnés était exacte. Mais il faut comparer d'une part les chiffres qui résultent des budgets votés et des collectifs, c'est-à-dire les rectifications apportées aux budgets, et les chiffres qui résultent de ce qu'on appelle les lois de règlement,

c'est-à-dire ce qu'en termes municipaux nous appelons le compte administratif, le bilan qui est fait quand le budget a été entièrement exécuté.
Eh bien si l'on prend en francs courants ou en francs constants les chiffres qui résultent des budgets et des collectifs, on s'aperçoit que de 1958 à 1963 le déficit budgétaire a oscillé entre 6 et 8 milliards, bien sûr de francs nouveaux, et qu'en 1966 ce déficit qui avait diminué en 1964 et en 1965 par suite du plan de stabilisation, a repris pour passer de 3 milliards à 7 milliards, et puis après de 14 milliards, c'était le chiffre qui était inscrit dans le budget tel qu'il était présenté en 1969.
Quand on prend la loi de règlement, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de grande différence ; mais on constate qu'en 1965 il y a eu un léger excédent à la suite du plan de stabilisation.
Ce qui est intéressant, c'est la comparaison de la progression des dépenses publiques avec le produit national brut. J'ai sous les yeux un tableau qui a été publié par le ministère des Finances. Quand on jette un coup d'œil sur ce tableau, on voit que de 1958 à 1968, en pourcentage, cette progression a été chaque année de 22, 23, 24% et que par conséquent, au cours des dernières années, les déficits budgétaires, pour les comparaisons qui peuvent être faites quand il s'agit de la progression des dépenses publiques par rapport au produit national brut, ne sont pas, comme le prétend le Premier ministre, comme le prétend le gouvernement, en diminution, mais constants, si ce n'est pour 1969, mais je vais en dire un mot.
Avant de le dire, je voudrais insister sur une notion qui parait élémentaire ; le déficit, dont le gouvernement prétend qu'il est responsable de la plupart de nos maux, c'est comme le contenu d'un budget ; le déficit ne doit pas être jugé à son montant, il doit être jugé à sa qualité et à son contenu. Dans certains cas, et d'ailleurs c'est ce que les ministres gaullistes nous ont expliqué à plusieurs reprises, le déficit peut être un stimulant pour l'économie, s'il s'agit de dépenses productives qui sont nécessaires pour relancer certaines branches de l'économie nationale.
Le déficit au contraire est dangereux quand il s'agit de dépenses improductives, qui pèsent sur l'économie nationale.
Par conséquent la notion de déficit et la notion de budget ne peut pas être jugée aussi sommairement que l'ont fait les porte-paroles du gouvernement.
En vérité, quand on regarde un budget, ou quand on regarde un déficit, ce qui est important c'est de savoir quel est leur contenu économique.
Alors je sais qu'on nous a dit : c'est le mois de mai qui est responsable de tout. Certes, en France, au mois de mai, il y a eu de l'agitation à l'université et dans les lycées, et il y en a encore ; mais il y en a dans tous les pays du monde, et ce que nous devons noter, c'est que dans les au très pays, s'il y a de l'agitation dans les universités ou dans les lycées, cela n'a pas provoqué une crise sociale comme celle que nous avons connue en France au mois de mai et au mois de juin !
C'est parce que dans les autres pays, la situation économique et la situation sociale n'étaient pas ce qu'elles étaient en France.

Depuis le mois de mai, nous assistons à une politique gouvernementale qui est caractérisée par son incohérence.
Incohérence d'abord dans la présentation du budget de 1969, que l'on fait voter à l'Assemblée Nationale, alors qu'en cours de discussion du budget le Premier Ministre intervient pour annoncer, après que le ministre des Finances ait déclaré qu'il fallait faire 2 milliards d'économie, qu'il fallait en faire 6.
La vérité, c'est que nous avons eu un débat qui relève non pas du comique, car c'est triste, mais qui relève d'une procédure qui marque bien le mépris dans lequel le gouvernement tient le Parlement ! On lui demande pendant des jours et des semaines de délibérer en commission, en séance publique, sur des chiffres et sur un budget, et on lui annonce sans qu'il l'ait voté que le chiffre des économies atteindra une somme qui est précisé jusqu'aux centimes !
Incohérence aussi quand nous regardons comment on résorbe une partie du déficit. On nous annonce que c'est par des économies : c'est inexact ; c'est en partie par des économies, mais en partie aussi par des impôts supplémentaires, et en ce qui concerne les économises, le gouvernement nous a simplement indiqué qu'elles porteraient sur des dépenses productives et sur des dépenses improductives, sans donner plus de précisions.
Incohérence à propos du contrôle des charges, qui a été établi, puis supprimé, puis rétabli.
Incohérence dans l'attitude à l'égard des spéculateurs que l'on a accusés d'être responsables de tous nos maux, et quand nous avons demandé une commission d'enquête pour déceler qui ils étaient, on nous l'a refusée.
Incohérence dans la réforme universitaire, que l'on fait voter, que l'on présente, et puis que l'on amende, pour essayer de l'amputer de ses principales dispositions, et qu'en définitive on n'applique pas, parce qu'on ne dispose pas des moyens nécessaires.
Incohérence dans le domaine du secondaire, dont tout à l'heure Quilliot parlait, et dont je suis convaincu que dans les semaines à venir on parlera plus encore, car il y a là toute une série de problèmes que je n'ai pas le temps de traiter ici, et qui vont bientôt éclater au grand jour.
Si bien que quand on fait le bilan de la politique économique, de la politique sociale, de la politique monétaire, de la politique financière, sans parler de la politique étrangère du pouvoir gaulliste, on s'aperçoit qu'après dix ans c'est un échec dans tous les domaines !
Camarades, sachez bien que si nous considérons que cet échec est grave, il y a un homme qui doit être atteint par cet échec plus que quiconque, c'est de Gaulle lui-même. Car si au moment où il a connu des difficultés avec la guerre d'Algérie, il a dû affronter une partie de l'armée, ce n'était pas un fait nouveau pour lui. En 1940, il est incontestable que de Gaulle a eu raison de lancer son appel, mais qu'il avait une grande partie de l'armée contre lui. En 1943, ceux qui sont allés à Alger savent qu'une partie de l'armée était pour Giraud et que l'autre partie était pour de Gaulle, et que l'on provoquait des désertions d'une armée à l'autre.

Fondation Jean Jaurès

En 1961 et en 1962, quand les barricades ou le putsch ont éclaté, de Gaulle s'est trouvé vis à vis de l'armée dans une situation qu'il connaissait déjà.
Mais le franc, la monnaie, ce symbole de sa puissance, de son prestige, de ce qu'il croyait être son rayonnement à l'étranger, ce franc, cette monnaie ont été atteints, et ce n'est pas parce qu'il a refusé la dévaluation qu'il peut prétendre que la France n'a pas connu une crise monétaire, car même si sur le papier la dévaluation n'a pas été décidée, c'est bien parce que nous avons connu une crise monétaire qu'a eu lieu la Conférence de Bonn, et qu'aujourd'hui notre pays connait un certain nombre de difficultés.
Or, là, le général de Gaulle est atteint au cœur même de son amour-propre, de ce qu'il considère comme son prestige, et je suis convaincu que si l'un de nous le rencontrait, et pouvait parler avec lui librement - hypothèse qui parait invraisemblable -, il se rendrait compte qu'il a été plus atteint par cette crise monétaire que par aucune des crises politiques qu'il a pu connaitre depuis 1940.
Alors les Français ont le vertige. C'est Jacques Fauvet, un des journalistes les plus sérieux de notre presse, qui a conclu un article par ce mot :"ce sont des gaullistes, et non des moindres, qui dans les conversations particulières parlent de la menace fasciste qui pèse sur la France".
Dans la motion que nous avons présentée, quelques camarades et moi-même, nous avons dit très brièvement : ni Prague, ni Athènes. Il est évident en ce moment que nous sommes beaucoup plus menacés d'un danger comparable à celui d'Athènes que d'un danger comparable au coup de Prague.
En ce moment, faute d'une opposition constructive, capable d'assurer la relève d'un régime qui est sur sa fin, qui se disloque, d'un régime qui essaie de se ressaisir, mais qui chaque fois qu'il reprend d'un côté les choses en main, les voit lui échapper d'un autre côté, en face d'un régime que nous voyons peu à peu disparaître, il n'y a pas de véritable opposition capable de prendre la relève.
Alors, camarades, et ce sera la deuxième partie de mon propos, il faut que nous trouvions une solution. C'est notre devoir en tant que Socialistes, et en tant que républicains, et non seulement c'est notre devoir, et ce sera la seule notion sur laquelle je veux insister, mais c'est notre devoir de le faire tout de suite !
Si dans ce Congrès il y a des divergences entre nous, si certains sont pour le maintien du Parti tel qu'il est, si d'autres voudraient une rénovation, mais relativement atténuée, si d'autres veulent aller plus loin, il y a un point sur lequel il faut que nous soyons tous d'accord, c'est qu'il est indispensable d'en finir et au plus vite avec les discussions d'état-major que nous avons engagées depuis quelques mois !
(Applaudissements)
Nous assistons, camarades, en ce moment à une accélération des événements. Les choses vont de plus en plus vite, les événements ne nous attendront pas ; ils n'attendront pas que nous soyons prêts à agir ou à réagir, à une situation déterminée.
C'est pourquoi, alors que mon ami Chandernagor ce matin acceptait éventuellement, pour que tout soit terminé, la date du 15 février, en ce qui me concerne je demande au Congrès, et j'y reviendrai à la Commission des

résolutions, de prendre la décision d'en finir complètement avant la fin du mois de janvier.
Je sais que c'est difficile, qu'il est difficile de réunir les sections, les Congrès départementaux, un Congrès national. Mais si nous ne sommes pas capables, à situation exceptionnelle, de trouver des solutions exceptionnelles, alors, camarades, nous ne sommes pas capables de remplir notre véritable devoir de Socialistes !
(Applaudissements)
Quant à nos querelles de procédure, d'état-major, elles paraîtront dérisoires dans quelques années, ou dans quelques semaines, si des événements graves se sont produits, quant on les compare à l'importance des moments que nous sommes en train de vivre, et les chances que nous laissons peut-être échapper en ce moment.
Je demande donc au Congrès, et je le demanderai à la Commission des résolutions, d'aller aussi vite que possible,
C'est de notre part une question de volonté, de courage, c'est peut-être une question d'audace. Si nous savons y mettre suffisamment d'enthousiasme, nous pouvons faire ce qui est nécessaire pour créer cette grande force politique que les Français attendent.
Au cours de notre dernier Congrès, au cours de notre Conseil national, nous avons eu le sentiment que cet état d'esprit était très largement partagé, et je voudrais en termes amicaux, mais avec une grande liberté de langage, dire à certains de nos camarades de la majorité - et j'avais admiré le discours qu'a fait à notre dernier Conseil national notre camarade Mauroy - que les propos qu'ils ont tenus à la tribune du Congrès national ne concordaient pas avec le vote qui a été émis à la fin du Congrès; que nous avons le sentiment, par les applaudissements qui ont été recueillis par Pierre Mauroy, par Chandernagor, par Quilliot, par des camarades qui soutenaient des thèses qui n'étaient pas exactement les mêmes, qu'il y avait dans ce Parti une volonté de changement, de novation, de mouvement, d'ouverture.
Cette volonté, nous pensons maintenant qu'elle doit se traduire dans les faits.
A la fin du dernier Conseil national, pourquoi ne pas le dire, et non pas parce que nous avons été minoritaires - il m'est arrivé si souvent personnellement d'être minoritaire dans le Congrès que je n'ai pas à en tenir grief aux camarades - nous avions le sentiment que nous nous trouvions en présence d'une situation qui n'était pas saine ; que le rapprochement qui s'était produit entre les camarades de la thèse de Guy et de Notebart - qui sont des camarades que j'estime, dont je ne partage pas l'opinion, mais avec lesquels les désaccords sont clairs - et la thèse dite de la majorité du Comité directeur, que ce rapprochement était un rapprochement provisoire et artificiel.
Camarades, la question que je pose aujourd'hui est simple et claire : allons-nous au cours de ce Congrès assister à un renversement de majorité ? Allons-nous sortir de ce Congrès avec une majorité de rechange ? Cette fois ci l'entente étant faite, non plus entre Guille, Notebart et la thèse des majoritaires du Comité directeur, mais entre la thèse des majoritaires du comité directeur et la thèse d'un certain nombre de camarades et moi-même avons défendue ?

Camarades, je n'ai pas été insensible du tout aux appels qui ont pu être lancés par un camarade comme Gazier qui nous demande de comprendre qu'il est nécessaire d'aller vers une synthèse.
Au moment où nous nous trouvons en face d'événements aussi graves que ceux que nous vivons, au moment où notre propre parti a à faire un choix déterminant pour son avenir, à - je m'excuse de cette expression vulgaire - sauter le pas, au moment où se pose la question de savoir si la vieille maison sa se transformer, je comprends parfaitement qu'un grand nombre de camarades éprouvent le besoin, un besoin presque sentimental, de se serrer les coudes, de se rassembler, de se trouver unis, parce qu'ils pensent qu'en étant unis, nous serons plus forts dans les épreuves qui nous attendent.
En vérité, camarades, je pense, et ce sera ma conclusion, qu'il est possible que nous soyons unis, et je dirai très rapidement d'ailleurs sur quelles bases, mais avant de le faire, je voudrais me réjouir, une fois n'est pas coutume, cela nous est arrivé au mois de mai, cela nous arrive aujourd'hui, et constater que ce Congrès n'a pas été placé sous le signe d'un duel entre Guy Mollet et moi-même.
J'ai évité cette fois ci de donner des interviews, de faire des articles et je reconnais que l'article fait par Guy Mollet n'avait rien de provocant.
Je pense que nous devons éviter toutes les querelles de personnes... (applaudissements)... et pour que tout soit clair en ce qui me concerne et qu'on puisse pas penser qu'il y a la moindre arrière pensée, je tiens à déclarer que je ne serai, dans le nouveau parti, candidat à aucun poste, ni au comité directeur, ni au bureau, je resterai dans le rang comme militant.
J'essaierai, mes camarades, à la fin de ce Congrès, à la Commission des résolutions, de contribuer à la synthèse mais pas à n'importe quelle synthèse !
Il faudra que les choses soient claires ; il faudra que nous sachions jusqu'où nous nous engageons et pour quoi faire ?
En ce qui me concerne, je n'accepterais une synthèse que s'il n'y a pas d'arrière pensée ; si nous nous engageons vraiment dans la voie de l'ouverture du renouveau, du mouvement, si nous renonçons aux querelles de personnes, non seulement directement, mais aussi par camarades interposés, nous pourrons nous unir alors, enfin, je l'espère, camarades, pour constituer la grande force Socialiste capable d'assurer la relève du gaullisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Boulloche.

André Boulloche

Camarades, la fédération du Doubs m'a chargé d'exprimer à cette tribune certaines craintes, certaines réflexions, certaines propositions.
Je ne reviendrai pas sur la situation dans laquelle nous nous trouvons ; elle est angoissante, tout est menacé même ce qui est le plus vital.
L'affaire de Prague, la réaction finalement décevante du Parti Communiste français, ont montré que Moscou ne donnant pas son accord à une tentative

d'allier véritablement Socialisme et liberté, une entente avec le Parti Communiste ne pouvait être qu'essentiellement électorale.
Si nous devons garder dans l'esprit la nécessité d'un rapprochement, notre action doit être axée sur une volonté de faire évoluer le PC car le chemin qui lui reste à faire est très important. Mais pour y parvenir, la meilleure voie est que la gauche non Communiste se définisse elle même, par elle même et non par rapport aux partis qui formeraient ses frontières.
Une telle nécessité est ressentie par l'ensemble du pays aussi bien que par tous les militants. Mais il faut au départ avoir bien conscience de ce que le clivage politique a de défavorable dans l'opinion. Les querelles d'hommes ont fait le plus grand mal, elles sont ressenties comme un signe de faiblesse, comme un manque de la sincérité indispensable à la poursuite des grands objectifs.
L'opinion cristallise aisément sur l'apparente vanité des querelles.
Il est un deuxième fait qui contribue à la détérioration de l'image politique de la gauche : son inaptitude à faire des propositions plausibles pour la conduite des affaires de l'État. La droite met complaisamment l'accent sur cette faiblesse. En fait, l'opinion, dans sa grande majorité, ne croit pas actuellement à la gauche. Elle l'utilise comme une expression de protestation, comme un bon moyen de gérer les affaires locales, mais pas comme une solution de gouvernement.
Nous ne pouvons à l'évidence nous satisfaire d'un tel état de chose et particulièrement dans les circonstances que l'on peut prévoir pour 1969.
Une attitude de repliement du Parti sur lui même conduirait au suicide, car les fautes de nos adversaires profitent à d'autres qu'à eux et la défense en politique, comme ailleurs, n'a jamais donné la victoire.
Depuis vingt ans nous proclamons que nous ouvrons largement le Parti, mais ses effectifs fondent régulièrement. Ouvrir le Parti, c'est en effet d'abord modifier son cadre de technologie doctrinale, c'est admettre que l'on peut, en restant fidèle à l'engagement moral que nous avons, les uns et les autres pris au départ, lui donner une formulation conforme à un monde qui autour de nous évolue d'une façon de plus en plus galopante.
La nécessité d'une construction nouvelle est évidente et les camarades parisiens ne semblent pas se rendre parfaitement compte de l'extrême urgence qui s'attache à la mise sur pied d'une base de départ à la fois Socialiste et moderne.
Dans la fédération du Doubs, comme dans beaucoup de fédérations de moyenne importance, l'impatience ne fait que grandir devant les atermoiements successifs mis à la naissance du nouveau Parti de la démocratie Socialiste dont on ne sait qui rendre responsable.
On ne comprend pas que malgré la gravité de l'heure, malgré la situation inextricable dans laquelle s'est mis le gouvernement, malgré les dangers qui menacent nos libertés les plus élémentaires, maigre la dégradation de l'image que se fait l'opinion de ce que nous sommes, les états-majors parisiens continuent, même avec beaucoup de mérité, si l'on en juge par le très objectif rapport de Pierre Mauroy, leur savant escrime qui n'intéresse plus que de savants initiés et comble de joie les adversaires.

Collection Jean Jaurès

On me dira que la mise sur pied d'une nouvelle formation que l'on veut à ce point porteuse d'avenir, qui doit l'être, requiert d'innombrables échanges de vues dans de multiples domaines. Ce n'est que partiellement vrai. Il faut voir avant tout les objectifs.

Au Congrès de Suresnes, nous avons fixé à la date du 1er janvier, il faut la tenir, c'est impératif, et ça l'est d'autant plus que la propagande gouvernementale annonce urbi et orbi que la fédération est morte, et cela l'est d'autant plus qu'après les déclarations de François Mitterrand, de Guy Mollet, de Defferre, après les réserves des radicaux, nos militants ressentent au sommet de l'édifice un vide insupportable.

Camarades, si ce vide n'est pas comblé aujourd'hui, il en résultera à la base un découragement qui risque de dégénérer en désordres graves. Or, quand on entend parler de nouveaux délais, de l'arrêt des pendules, de la possibilité d'un Congrès de la Convention des institutions républicaines dans la deuxième quinzaine de janvier, d'une attende de 4 à 6 mois pour tenir le premier Congrès du nouveau parti, nos militants perdent patience, Ce qu'ils veulent, c'est que le début de janvier, la nouvelle formation existe et qu'elle s'exprime. Il faut une équipe, un porte parole, un langage nouveaux. Tout cela ne peut attendre le milieu de l'année.

Camarades, la seule solution qui permette de calmer les appréhensions de nos partenaires, comme l'impatience de nos militants est de nous apporter les garanties que nous sommes en droit de demander en même temps qu'elles fourniront aux pays, sans nouveau délai, la preuve de la vitalité de la démocratie Socialiste, et c'est, n'en déplaise à Albert Gazier et à beaucoup d'autres, la formation au 1er janvier, en accord avec nos partenaires, d'un exécutif provisoire chargé de s'exprimer en notre nom et de veiller à la mise en place très rapide, et là aussi je pense qu'un mois devrait suffire étant donné les circonstances, et parfaitement démocratique de la nouvelle formation.

C'est cela que clairement et très profondément veulent nos camarades et qu'ils m'ont chargé d'exprimer ici.

Nous voulons aussi apporter à l'édifice que nous sommes en train de construire les éléments d'une réflexion positive. Il ne suffit pas, en effet, de demander à certains des nôtres de renoncer à un dogmatisme dirigiste et par là immobile, il ne suffit pas d'insister sur l'urgence d'accomplir la transformation nécessaire, il faut aussi apporter au large débat de ce Congrès des réflexions constructives et c'est ce que je vais maintenant m'efforcer de faire.

On peut tout d'abord tirer de l'examen de la situation la définition de quelques écueils qu'il convient de bien connaitre pour les éviter dans la construction nouvelle.

Le premier écueil, c'est l'inconséquence, c'est-à-dire la contradiction entre, d'une part, la doctrine et le programme que nous affichons et, d'autre part, ce que nous ferions si nous étions au pouvoir.

Aller à l'idéal et comprendre le réel, disait Jaurès, nous le répétons souvent après lui, mais nous ne semblons pas toujours en avoir assimilé la leçon.

Fondation Jean Jaurès

A moins de changer d'un seul coup le régime de la propriété, nous savons bien que la marge de manœuvre d'un gouvernement à ses débuts est réelle mais étroite, que l'on peut prendre un certain nombre d'initiatives spectaculaires et utiles, mais qu'elles ne porteront leur principal effet qu'à terme. Le programme ne peut donc être que précis, mais limité.
Nous savons bien que nous ne pouvons simultanément dans l'état actuel des choses, supprimer le capitalisme et maintenir la démocratie.
Les conséquences économiques immédiates de la suppression du capitalisme seraient une telle régression du niveau de vie général que les prochaines élections balaieraient le gouvernement en place.
Cela ne veut pas dire que le capitalisme est plus efficace qu'un autre régime, mais que le passe brusque d'un régime à un autre entraine inévitablement des déperditions économiques.
Nous sommes condamnés, que nous le voulions ou non, à un réformisme conduisant à une réalisation progressive du Socialisme. Je sais que ce mot de réformisme fait horreur à beaucoup, mais pourquoi ne pas voir la réalité en face ?
Gardons nous donc de la contradiction entre le programme et l'action, gardons nous en d'autant plus qu'un programme ambitieux, mais notoirement irréalisable peut conduire à une action parfaitement conservatrice de l'ordre établi, et j'ai bien peur que la distinction entre base doctrinale, programme fondamental, programme d'action ne soit pas comprise.
Un deuxième écueil, c'est la tentation de profiter de la situation d'opposants pour se laisser aller au rêve et au verbe. Il faut se méfier du romantisme qui nous fait promettre une société sans classes et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.
Cette exploitation, elle est aussi vieille que l'humanité elle-même et les classes ne sont pas un produit exclusif du capitalisme, témoin le système des castes ou l'organisation féodale, le capitalisme sera mort depuis longtemps qu'il faudra lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme et contre la constante résurgence des classes.
Un troisième écueil est de ne pas réellement respecter l'homme, ni dans nos électeurs, ni même dans les militants. Le mouvement de révolte, de générosité qui pousse les hommes vers nous, nous avons tendance à l'utiliser davantage pour les orienter vers la propagande que vers la réflexion.
Nos militants pour la plupart ne sont pas vraiment formés. Former leur jugement, cela veut dire que l'on renonce à leur présenter un monde simpliste et manichéen où le bien et le mal s'opposent sans compromission. Cela veut dire qu'on leur facilite une appréciation objective de toutes les approches, y compris celle de l'adversaire, Cela veut dire qu'on leur fait confiance pour choisir leur voie en toute connaissance de cause.
Un quatrième écueil est de parler en professionnel pour des spécialistes et pas pour l'ensemble de la population.
Il faut parler un langage compris du plus grand nombre, il y a contradiction avec l'engagement démocratique.

Collection Jean Jaurès

Enfin, un cinquième écueil, c'est celui qui, dans l'esprit de beaucoup, fait assimiler Socialisme et bureaucratie généralisée. Le Français veut être fonctionnaire, mais il a horreur de la bureaucratie, aussi cette assimilation endommage t-elle beaucoup l'image politique.
Ayant ainsi souligné quelques uns des dangers où nous devons éviter de tomber, demandons nous quel est le terrain solide sur lequel nous devons nous appuyer.
Chacun, lorsqu'il choisit son attitude par, consciemment ou non, de données fondamentales : une certaine idée de l'homme, une appréciation des possibilités d'évolution du monde qui nous entoure.
L'idée de l'homme de laquelle il faut partir, c'est une idée globale et évolutive mue à la fois par un idéal général et par un matérialisme égoïste, espérant beaucoup faites de l'avenir, mais inhibé par des tabous transmis depuis des millénaires.
L'homme, nous le savons tous, est plein de contradictions. La juste appréciation de ces contradictions, la confiance dans la capacité de progrès de notre espèce sont nécessaires à la définition d'une position politique de gauche.
Il faut aussi avoir une certaine conception des possibilités d'évolution du monde présent. Celui-ci est dominé par la révolution scientifique et technique, par l'extraordinaire accroissement de la masse des connaissances que l'homme a su mettre à sa propre disposition et par l'importance des moyens qu'il peut utiliser pour agir sur le monde extérieur, et se libérer des contraintes qu'il lui impose. Mais, parallèlement, le comportement dans les rapports humains n'évolue que très lentement.
C'est pourquoi les égoïsmes ont constamment tendance à resurgir sous les comportements sociologiquement évolués.
Ainsi, l'homme d'aujourd'hui progresse très vite techniquement, infiniment lentement moralement,
Il faut que le parti naissant de la démocratie Socialiste proclame que son objectif fondamental est le progrès de l'homme et le progrès de chaque homme, et que l'organisation de la société qu'elle poursuit n'a de sens que si elle aboutit dans la liberté à ce progrès de chacun.
Le Parti nouveau doit être imprégné d'un profond respect pour la dignité ! De l'homme sans pour cela idéaliser celui-ci. Il doit, au contraire, le connaître avec ses faiblesses, ses défauts et ses égoïsmes, sans que cette lucidité conduise au scepticisme.
Ce respect de l'homme doit se traduire en particulier par un effort constant de formation et d'information.
Emporter chez chacun des autres un assentiment raisonné, c'est se méfier des arguments simplistes, c'est être objectif à l'égard des adversaires, bien qu'ils ne le soient pas vis à vis de vous.
Nous serons d'autant plus entendus que notre conviction sera forte sans être intolérante, que nous apparaîtrons moins comme des politiciens que comme des hommes politiques responsables, des hommes politiques orientés vers le mouvement, la justice, le service de l'homme, mais au courant cependant de

Fondation Jean Jaurès

toutes les faiblesses de celui-ci, car en démocratie, les citoyens n'acceptent pas d'être conduits par des jobards et ils ont raison.
Je voudrais maintenant citer quelques unes des grandes options, des grandes orientations vers lesquelles devrait s'engager la formation nouvelle de la démocratie Socialiste.
Je n'ai à redire sur le plan théorique à la proposition faite par le Conseil national du 3 novembre, mais je crois que nous ne remplissons pas notre rôle de parti du mouvement en étant à ce point conservateurs et en reprenant purement et simplement la position de 1946, même si elles ont été formulées par Léon Blum que, comme nous tous, j'admire cependant profondément.
Notre action Socialiste doit être clairement exprimée et nous ne pouvons nous en tenir là.
Nous commettrions une duperie en laissant croire que nous entendons l'appliquer d'un seul coup. C'est en ce sens que nous avons tort de continuer à nous targuer au vocable de "révolutionnaires". La révolution n'appartient pas actuellement à la gauche non Communiste. D'ailleurs, il n'y a qu'une petite minorité de français romantiques qui soit attachée à cette notion. Nous devons dire, au contraire, que nous entendons, à moins d'agression caractérisée contre la démocratie, accéder au pouvoir légalement et nous y main tenir en nous soumettant au contrôle démocratique.
Cela doit être clairement entendu entre nous, et clairement dit à ceux auxquels, nous nous adressons, car nous ne sommes pas des totalitaires et nous ne devons, en aucun cas, le dire : la liberté est le premier des biens, pour nous comme pour l'ensemble des citoyens, et la démocratie en est la première garantie.
Cela ne veut pas dire que nous voulons conserver l'ordre bourgeois, mais simplement que nous accomplirons nos réformes en faisant voter les lois correspondantes et que nous les appliquerons avec les moyens que la Constitution donne à l'exécutif, compte tenu de ce que tout citoyen doit obéir à la loi.
Ces quelques considérations condamnent en particulier la petite phrase de la déclaration FGDS/PC qui nous a été tellement reprochée et qui, avec la présentation qu'on lui a donnée, était bien inutile.
D'autre part, l'organisation d'une société où la propriété des biens de production et d'échange serait socialisée, devrait être étudiée d'extrêmement près, à la lumière des traits dominants du monde actuel.
Le maintien, dans une telle société, de moteurs indispensables, comme l'initiative ou l'émulation n'apparaît pas clairement à ceux que nous voulons gagner à notre cause, au contraire, ils ne voient dans le Socialisme que le côte bureaucratique parce que c'est celui qui domine en URSS et ne conçoivent pas comment il peut s'allier à la nécessaire décentra lisation des décisions économiques.
Il est surprenant qu'il n'existe aucun modèle détaillé, même théorique, d'une Société Socialiste démocratique et économiquement décentralisée.

Collection Jean Jaurès

Il est profondément regrettable qu'une telle société n'existe nulle part dans le monde et n'y ait jamais existé. Je souhaite que le nouveau Parti étudie cela d'extrêmement près et soit à même d'apporter des propositions précises.
En fait, l'évolution du niveau culturel général fait que nous avons d'avantage à apporter des orientations qu'à fixer un but précis.
Lorsque l'église nous combattait, en se référant à un paradis dont nous et nos amis étions exclus, il nous fallait contre-attaquer en proposant notre propre paradis. Le paradis Socialiste.
Mais cette lutte, à coup d'images d'Épinal, n'est plus de mise aujourd'hui.
C'est pourquoi nous devons adapter notre option économique et sociale, mettre en évidence un système de valeurs et de références qui soit le ressort de chacune de nos actions.
La référence à un tel système est capitale.
Il s'agit, en effet, de principes d'action ayant un caractère permanent et applicable dans n'importe quel type de société.
Dans le monde actuel, où la référence purement matérialiste commence à être ressentie comme aliénante, l'affirmation delà fidélité à un tel système de valeurs est de première importance. Ces valeurs se nomment : dignité de l'nomme, liberté, justice sociale, égalité des chances, solidarité, progrès, participation, responsabilité.
C'est à partir de telles bases de références que nous devons chercher à bâtir un monde dans lequel chacun aura la possibilité de courir sa propre aventure d'homme, car toute vie d'homme est une aventure dont celui qui la mène doit être responsable. Et la responsabilité implique l'option, implique le risque et, donc, la possibilité d'échec.
Rien ne serait plus lamentable que de bâtir une société où personne ne courrait plus aucun risque, parce que tout serait pris en charge par l'État.
La dignité de l'homme serait vite réduite à rien, car elle passe par l'option, par le choix. Elle n'est pas dans le nivellement, dans la fonctionnarisation générale. Il bien poser que l'égalité des chances n'est pas l'égalisation du déroulement de toute la vie.
Bien entendu, ce risque, cette compétition ne doivent pas être sauvages. La société vers laquelle nous tendons doit fixer un plancher de dignité au-dessous duquel elle ne laissera aucun homme descendre.
Dans une certaine mesure, il y a un dilemme pour ceux qui lâchent prise, mais le maintien du risque, la promotion d'une véritable aventure humaine pour chaque homme est fondamental.
Je parle de promotion car il n'est que trop vrai que, dans l'état actuel de la société, la liberté de choix laissée à la plupart des hommes est illusoire et que c'est la nécessité et la pression sociale qui choisissent pour eux.
Changer cet état de chose est un des buts premiers que doit se fixer le nouveau Parti : le droit à la responsabilité d'homme au risque doit devenir une revendication fondamentale.
Il faut donc parler un nouveau langage, traduisant dans le monde moderne, notre fidélité à une valeur de référence et à l'option Socialiste qui en est la

Fondation Jean-Jaurès

conséquence et il le faut d'autant plus que notre nouvelle formation n'a pas la prétention, par la simple addition des voix qu'elle regroupe, de parvenir à une majorité qu'il est nécessaire qu'elle dégage dès le début par un pouvoir attractif considérable ?
Ce nouveau langage doit être celui d'hommes qui ont les yeux fixés sur le siècle qui vient et non pas de gardiens d'un dogme immuable sur lequel tout aurait été dit voici 50 ou 100 ans.
Cela exige un grand appétit de l'avenir, une interrogation constante, une perpétuelle recherche et une grande confiance dans ce que le futur peut nous apporter.
Ce nouveau langage doit être celui de l'utilisation sans réserve de la révolution scientifique et technique pour le service de l'homme, pour son affranchissement et pour sa dignité.
Ce nouveau langage doit, par l'interrogation et l'imagination, intégrer les préoccupations des jeunes dans ce qu'elles ont de constructif et dans le refus dont elles témoignent d'une civilisation entièrement matérialiste.
Ce nouveau langage doit rejeter tout repliement et exprimer notre adhésion au monde qui nous entoure, où l'impératif des dimensions est de plus en plus despotique, ou le risque de déshumanisation est de plus en plus fort et marquer, en contre partie, notre volonté d'y intégrer nos valeurs fondamentales de références.
Il faut aussi que nous n'ayons pas peur de parler le langage de l'élite, mais ne nous laissons pas entraîner vers cette mode qui veut que tout soit personnifié, et d'abord la politique. Cette personnification a sans doute des avantages de simplification, mais elle ne correspond pas à la réalité profonde des choses, ni d'ailleurs au style que doit avoir un authentique parti de gauche.
C'est une véritable perversion de la presse et des mas médias qui a abouti à vouloir tout centrer autour de quelques hommes. Le monde actuel appelle des équipes, dont un seul homme ne peut donner qu'un des reflets, ayons le courage de le dire et d'agir en conséquence.
Et puis, notre nouveau langage doit être celui d'une démocratie toujours plus exigeante.
Démocrates intransigeants, nous devons être très ambitieux en ce qui concerne la formation et l'information des citoyens. Tous les moyens de la technique doivent être utilisés pour ce faire.
Le maintien d'une information objective est à une démocratie moderne ce que la conservation du feu était à la tribu primitive. Sachons faire les propositions correspondantes.
Tout cela nous éloigne d'une certaine intransigeance doctrinale formelle, à laquelle le Conseil national s'était, dans sa majorité rallié.
Est-ce à dire que l'approche que nous proposons conduise, dans l'action, à un laisser-aller dangereux ?
Ouvrirait-il la porte aux tentations de je ne sais quel centrisme ?
Je pense qui c'est exactement le contraire.

Fondation Jean Jaurès

Le fait que nous ne prétendions pas imposer à la société, d'un seul coup, une transformation radicale et définitive, nous met à même de définir d'une façon empirique une solution de rechange au régime actuel qui porte sur les points les plus névralgiques de la situation économique et sociale.
Parmi eux, je citerai l'emploi, la durée du travail et l'âge de la retraite, le niveau du SMIG, la trop grande ouverture de l'éventail des salaires, la sécurité de l'exercice des libertés syndicales.
Sur tous ces points, notre programme devra faire preuve de beaucoup de hardiesse. Cela est possible sans mettre en péril l'économie, à condition de se donner les armes d'une planification sérieuse.
Il faudra aussi progresser dans la voie des nationalisations, bien que cette formule ne soit pas une panacée. Il faudra parallèlement créer des établissements ressortissant à la propriété collective dans les secteurs où l'initiative privée à fait la preuve de sa nocivité ou de son incapacité lorsqu'elle ne reçoit pas de l'État une aide déterminante.
Enfin, il faudra être hardi dans le domaine de la fiscalité où nous nous controns souvent bien pusillanimes ; c'est cependant le domaine où l'on peut le plus réellement faire une politique Socialiste sans que la secousse, sur l'économie soit trop forte, à condition de s'entourer des précautions indispensables et de faire l'effort d'information nécessaire.
Un programme de gouvernement, qui comporterait ces différents points échelonnés dans le temps, en profondeur, répondrait au vœu de la gauche qui souhaite le propres et la justice, mais pas le romantisme ni l'anarchie.
Telles sont, camarades, quelques-unes des bases que le nouveau Parti ou Mouvement de la démocratie Socialiste devra adopter pour apporter à la France, et plus particulièrement à la gauche française, ce renouveau qu'elle appelle de ses vœux et dont elle a tant besoin.
(Applaudissements)

Le président - Max Lejeune (Somme) pour 40 minutes, ensuite Gauthier.

Max Lejeune

Citoyennes, citoyens, mes chers camarades, les signataires de la motion pour le nouveau Parti démocrate Socialiste ne constituent pas une tendance. Ils sont, vous l'avez d'ailleurs entendu, d'orientations diverses. Mais ils se sont rassemblés dans l'affirmation qu'il est nécessaire aujourd'hui de substituer à notre Parti Socialiste SFIO une formation plus large.
Quand nous avons demandé au dernier Conseil national une charte nouvelle, et une modification de certaines de nos structures, c'était dans cet esprit, ce n'était pas pour nous, pour nos commodités de pensée ou d'attitude. N'avons-nous pas depuis 1946 agi avec une charte et des statuts qui avaient été définis au lendemain de la Libération ?
Si nous l'avons affirmé, c'était essentiellement pour tous ceux qui ont participé à nos combats mais n'ont pas rejoint nos rangs, et nous n'avons pas été suivis, bien que dans nos assises de brillantes interventions aient prôné la novation

nécessaire. Comme on l'a déjà dit, les votes n'ont pas confirmé les affirmations de tribune.
Et maintenant, signataires de la motion pour le nouveau Parti Démocrate et Socialiste, nous n'avons pas voulu participer à un duel Guy Mollet - Defferre, et être les mousquetaires d'un affrontement que les commentateurs de l'information parlée ou écrite présentent régulièrement comme un conflit de personnalités.
De plus, ce n'est pas parce que 15 députés, 10 sénateurs, d'anciens parlementaires, des maires de grandes villes, ont signé ce texte, que d'autres l'ont soutenu dans leurs fédérations, qu'on aurait le droit de présenter notre motion comme une attitude des élus contre les militants.
D'ailleurs, de nombreux militants qui n'ont pas de titre électif ont également signé ce texte.
Il serait injuste et trop facile de broder sur le thème des élus qui doivent tout au Parti. Les élus en la circonstance restent des militants, et permettez-moi de dire qu'au cours des dernières batailles électorales, c'est l'organisation elle-même qui a été touchée durement chaque fois que quelqu'un d'entre eux a été éliminé du Parlement. Ces élus ont, comme les militants, le contact direct et à divers échelons d'ailleurs de l'opinion. Je devais dès le début de mon intervention rappeler simplement ces choses.
Nous agissons aujourd'hui, nous tous qui avons signé ce texte, avec la conviction profonde que les Socialistes dans leur grande majorité veulent cette novation nécessaire; qu'il ne suffit pas d'ailleurs de faire une addition de partis et de groupes, Parti Socialiste SFIO, Convention des institutions républicaines, Union des clubs pour le rassemblement de la Gauche, Union de la Gauche des clubs Socialistes; que cela qui est beaucoup reste bien peu face au gaullisme fléchissant, qui va glisser de plus en plus au cours de son déclin, à l'inconstitutionnalité et peut-être même à une illégalité.
La simple addition, que donnerait-elle ? 100, 120 000 adhérents au Parti nouveau ? C'est au moins 3 000 000, 400 000 qu'il faudrait pour représenter une force valable sur l'ensemble du pays.
C'est avant tout à notre environnement qu'il faut penser. C'est notre environnement politique qu'il faut enrôler et amener à franchir le seuil de l'organisation nouvelle qui doit préparer le seul terme valable dans l'alternative face au gaullisme.
Et nombreux sont malheureusement ceux qui se disent Socialistes après avoir été fédérés, qui n'acceptent pas d'entrer dans une formation dont la présentation et les thèmes calquent par trop ceux de la SFIO.
Il ne s'agit pas d'addition, il s'agit d'élargissement et de renouvellement, en ce sens qu'il faut que soient attirés ceux et celles qui, en raison de divergences occasionnelles, se sont refusés à choisir, ceux, plus jeunes, qui considèrent comme démodées et notre organisation et notre action.
Je sais bien qu'il y a une trop grande part d'injustice dans de tels jugements qui nous frappent, mais nous sommes Socialistes, nous sommes des politiques qui devons penser sur les faits tels qu'ils sont et non tels que nous les préférerions. Que certaines des organisations voisines jugent nos hommes et tranchent en

Fondation Jean Jaurès

accordant des brevets de civisme aux uns, en refusant des certificats de bonne conduite aux autres, nous ne l'acceptons pas. Car qu'il nous soit permis de dire qu'en réciprocité, ils pourraient être victimes de telles méthodes et de jugements implacables.

Il ne peut pas être admis par nous que l'accord avec d'autres organisations soit, établi entre des majorités, en mettant à la raison, sur la touche tous ceux que l'on classe par trop systématiquement dans la minorité. Le parti de demain que nous aurions voulu être, le mouvement de la démocratie Socialiste devra réunir les anciens, les nouveaux, leur expérience, leur dynamisme, notre maturité et notre foi ; la classification de l'âge vrai ne correspond pas toujours à celle du calendrier d'ailleurs.

Qu'il y ait beaucoup de collégialité au départ dons une formation nouvelle, nous savons bien que c'est nécessaire, c'est de bon sens si l'on veut réussir, mais il importe de faire vite et de ne pas traîner. Le mécanisme de la démocratie intérieure le permet et nous le sentons tous, c'est le poids qui pèse sur ce Congrès. Tout retard grand nous discréditerait définitivement.

Vers quoi ? Vers ce que le 54ème Congrès a décidé, il y a plus de cinq ans, par 2 198 mandats contre 119, 668 mandats manifestant dans l'abstention alors un certain sentiment d'incrédulité quant à la réalité de l'intention de la majorité.

Que disait le texte du 54ème Congrès ?

Au paragraphe 15 : "En résumé, le Parti saura procéder aux transformations nécessaires dans son langage, ses méthodes et sa structure, pour s'affirmer comme le grand parti de la démocratie Socialiste."

Au paragraphe 17 : "Le renouveau du mouvement Socialiste peut-il résulter de l'addition d'un certain nombre d'organisations existantes ? Nous répondons sans équivoque par la négative. L'opinion publique ne saurait se satisfaire de la seule fusion de quelques-unes d'entre elles."

Et au paragraphe 21 : "Nous devons affirmer nettement qu'en cette seconde moitié du 20ème siècle, nul ne saurait se réclamer de la gauche s'il n'est réellement décidé à s'encrasser dans la voie de la démocratie Socialiste. Le Parti ayant clairement précisé son programme de réalisations Socialistes, un dialogue utile devrait s'ouvrir entre les organismes nationaux de notre Parti et un certain nombre d'hommes de gauche. Ceux-ci devront être choisis en fonction de leur orientation politique, adhérents à des organisations voisines, PSU, Indépendants de gauche, Radicaux, voire fraction minoritaire du MRP, syndicalistes, coopérateurs ou membres des organisations spécialisées, UNEF, Cercle des jeunes agriculteurs, ou même en-dehors de toute organisation, intellectuels et cadres."

Et quelle était en conclusion du Congrès en 1963, quant aux structures ? Le Congrès dirait, à l'unanimité moins 17 abstentions : "Un parti rénové ne se caractérise pas seulement par un programme transformé, une doctrine adaptée et un style modernisé. Le problème des structures est également essentiel. Nous devons en effet rechercher les moyens par lesquels la pensée, l'action, l'éducation politique entreront à l'intérieur du Parti par les fenêtres que nous ouvrirons sur l'extérieur. La réforme dans le domaine des structures du Parti

nécessite une révision de nos statuts. Le Congrès décide l'ouverture immédiate de la procédure de révision qui devra être conduite à son terme dans les meilleurs délais et au plus tard, d'ici un an."
C'était en 1963 !
Pour faire quoi aujourd'hui ? Eh bien ! Ce que le Congrès de 1968 a décidé. Dans Le Populaire du 9 février 1968, il est dit : "Le Congrès extraordinaire de la SFIO s'est prononcé pour la création rapide du Parti démocrate Socialiste. Le Congrès estime en effet que la volonté de fusion étant affirmée par toutes les familles politiques, il est maintenant nécessaire de hâter la date de celle-ci, et il affirme sa volonté que l'année 1969 soit celle de la naissance et de l'installation du Parti démocrate Socialiste, a adopté à l'unanimité moins une voix contre et 4 abstentions. Certes, une famille politique est restée en chemin, mais la décision du Congrès extraordinaire des samedi et dimanche 27 et 28 janvier 1968 demeure. Il s'agit de la création rapide du Parti démocrate-Socialiste."
Après cinq ans, après un an, il faut y arriver, quel que soit l'attachement sentimental que nous avons pour un parti auquel nous avons adhéré il y a quarante ans, pour certains d'entre nous. Nous nous rendons compte, à l'âge que nous avons atteint, que ce que nous faisons en continuant l'action du passé, c'est pour l'avenir, c'est essentiellement un instrument pour l'avenir que nous devons forcer.
Et pourquoi les signataires de la motion tiennent-ils tant à l'appellation "démocrates-Socialistes" ? Parce que, pour nous, il n'y a pas de démocratie vraie si la démocratie sur le plan économique et social ne se superpose pas à la démocratie politique pour en faire une réalité humaine. Ç'a été, depuis la synthèse de Jaurès, la définition du Socialisme français. Parce que nous n'avons pas le droit d'abandonner ce vocable "démocrate" à l'Union des démocrates pour la Vème République, qui l'a inscrit dans son sigle. Parce que nous n'avons pas le droit non plus de l'abandonner au Parti Communiste, qui, dans notre affaiblissement momentané, s'en saisit aujourd'hui et, après la démocratie populaire maintenant trop connue, parle d'une démocratie avancée qui, elle, se voudrait rassurante.
Ce vocable "démocrate" nous appartient, de par les luttes de près d'un siècle que les Socialistes ont menées, parce que nos journaux, dans leur intitulé même, se disent expression, journal, quotidien de la démocratie Socialiste : parce que surtout le jumelage des deux termes anciens "démocrate" et "Socialiste" revêt en la circonstance cette tonalité de renouvellement, cette tonalité de novation que l'opinion de gauche avait voulu trouver et escompter dans l'évolution ultime de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
La démocratie Socialiste n'est-elle pas ce qui doit succéder à l'aventure, au théâtre tragi-comique et au désordre gaulliste ? Certes, nous ne méconnaissons pas la nécessité de l'éducation, mais nous, pouvons savoir que, dans peu de mois, nous allons être confrontés directement avec l'action et il nous faut l'instrument, la formation politique apte à regrouper le maximum de républicains allant vers le Socialisme dans une organisation nouvelle. Il ne s'agit pas, je le redis à nouveau, d'additions ; il s'agit d'extension, d'enrôlement de tous ceux qui

aiment notre environnement politique. Je le redis, il ne s'agit pas de 100 à 120 000 adhérents additionnés ; il s'agit de 200, 300, 400 000 militants républicains et Socialistes mobilisés !
Il nous faut donc rassembler sur un programme d'action, sur un programme d'action concret, dès maintenant, ceux qui sont organisés, mais aussi tous ceux qui ne le sont pas, et les rassembler victorieusement dans le nouveau parti démocrate Socialiste, qui d'ailleurs précisera ensuite et ses principes, et ses structures et sa tactique, qu'il n'appartient à aucun aujourd'hui, pour aussi bruyant qu'il soit, de fixer dans ses termes. Pour ce nouveau Parti démocrate Socialiste, la synthèse doit être possible ici. Les signataires de notre motion pour l'unité, pour le nouveau Parti démocrate Socialiste veulent la synthèse. Mais ils la veulent avec tous ceux qui acceptent ou souhaitent la novation.
La synthèse, il faut la vouloir. Elle est d'ailleurs indispensable, camarades, à la veille de cette année 1969 qui, vous le savez bien, vous le sentez tous, va être décisive.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gauthier, de la Loire-Atlantique.

Gauthier (Loire-Atlantique)

Camarades, depuis l'ouverture de ces débats, de très nombreux orateurs se sont succédé a cette tribune, de nombreux autres me succéderont. C'est dire l'importance de ce Congrès national, l'un des plus sérieux que notre Parti ait jamais connus. C'est pourquoi je vous demande de me faire l'honneur et l'amitié de me prêter quelques instants d'attention, n'ayant aucune envie, croyez-moi, de vous importuner, ni même de répéter ce qui a déjà été dit.
J'ai contresigné, non sans y avoir mûrement réfléchi, la motion présentée par nos amis Georges Guille, Arthur Notebart, Courrières et de nombreux camarades, inquiet comme nous le sommes tous, en cette heure décisive, de l'avenir que nous allons offrir au véritable Parti Socialiste filiale de l'Internationale ouvrière. Si nous disons aussi nettement "non" à la fusion envisagée avec les seuls clubs, c'est que nous avons l'impression de refléter l'opinion de l'immense majorité des camarades de la base des sections SFIO et, disons-le franchement, parfois même celle de certains délégués cosignataires -pourtant de notre proposition. Nous voulons dire tout haut ce que la plupart d'entre nous pensent tout bas, qui espèrent, de délai en délai, que ce soit les partenaires pressentis qui, se réfugiant derrière des prétentions inacceptables, devront eux-mêmes prendre la responsabilité de la rupture.
Nous refusant d'attendre ce miracle, ce lâche soulagement, comme disait Léon Blum, nous disons carrément "non" à cette fausse fusion, condamnée au fond des cœurs ! Après avoir suivi personnellement, par les relations faites au comité directeur, les fluctuations des dialogues engagés, les conditions mises à chaque pas devant nos propres délégués, les tractations difficiles, après avoir connu l'ultimatum lancé par nos partenaires d'avoir à répondre à leurs propositions aberrantes avant le 20 décembre, nous avons pris conscience que si un parti

nouveau, si le parti rénové peut être fait à la base, nous ne pouvons honnêtement accepter une telle fusion au sommet. Nous ne pouvons accepter - je m'excuse du terme - cette sorte de chantage et ces jeux du passé que l'on nous a si souvent jetés à la face. Ce sont ces soi-disant puristes, ces soi-disant novateurs qui les utilisent. Nous ne pouvons que répondre "non" à ces méthodes.

Tant mieux, comme disait l'autre, si c'est le vieux parti qui montre un langage neuf et qui est le véritable novateur, en s'appliquant à lui-même certaines réformes. Il y a un moment où l'on ne peut dire "oui" sans se déshonorer. Si nous voulons un nouveau Parti, commençons par nous remodeler nous-mêmes, comme nous l'avons dit dans notre motion, nous pensons sincèrement qu'il y a d'autres moyens de parvenir à rallier à nous, à notre idéal Socialiste, à notre doctrine les sympathisants, les inorganisés, les hésitants, nos propres électeur surtout ; et qu'enterrer la SFIO, faire disparaître notre sigle, détruire les trois flèches, même en croyant honnêtement les faire renaître son ? D'autres noms, d'autres initiales, en-dehors de nous-mêmes, avec des partenaires plutôt qu'avec des camarades.

Nous croyons sincèrement, en disant "non" à cette fusion que la véritable méthode pour rénover le Socialisme est d'abord et avant tout de rénover notre Parti, avec hardiesse et avec générosité : d'ouvrir largement les portes à tous ceux qui se jugeront dignes d'être avec nous, sans craindre de notre part, je ne sais quel mauvais coup, à ceux qui se sentiront capables de vivre avec nous sans remettre à chaque lendemain en question une décision prise la veille ; ouvrir les portes de la SFIO à ceux qui sont avides de partager notre combat, susceptibles de comprendre nos sentiments, d'aider au rayonnement du Socialisme en acceptant librement notre doctrine, nos structures, notre discipline aussi, sans pour autant exiger notre disparition complète.

C'est avec beaucoup d'attention d'ailleurs nue nous avons écouté hier Pierre Mauroy nous faire une relation précise et objective des pourparlers engagés entre la SFIO d'une part, la Convention, l'UGCS, l'UCRG. Nous rendons hommage à ces camarades. Nous rendons surtout hommage à leur infinie patience dans ces discussions, ou a leur souci d'équité, de justice. Mais enfin, après ce compte-rendu remarquable d'ailleurs où Pierre Mauroy a ménagé ce qu'on appelait le suspense, à qui fera-t-on croire que les conditions énormes exigées avant tout accord par nos partenaires aient un quelconque caractère démocratique, encore moins Socialiste ? A qui fera-t-on croire que ces sortes de politicailleries intéressent l'ouvrier des chantiers, le manœuvre, l'employé adhérent de nos sections, beaucoup plus généreux camarade que tacticien et qui serait profondément écœuré s'il apprenait que son éventuelle adhésion au Parti de demain s'accompagne de tels marchandages ? A qui fera-t-on croire que vous n'êtes pas écœurés vous-mêmes par les prétentions impossibles, exorbitantes, anti-démocratiques de ces fameux points 11 et 20, présentés au nom d'un Socialisme novateur par d'ailleurs le fils du ministre gaulliste Joxe, ce qui ne m'inspire qu'une confiance limitée...

(Mouvements divers)

Par contre, j'aime la conclusion de Pierre Mauroy, qui s'est écrié que jamais nous n'accepterons de préfabrication des organismes élus. Nous non plus d'ailleurs, croyez-le bien ! Et quand il a, ajouté, dans sa péroraison à laquelle nous souscrivons entièrement : "Non, il n'est pas question pour des équipages corsaires d'arraisonner la SFIO ; aussi sommes-nous décidés à faire seuls le nouveau Parti si c'est nécessaire", ce qui est fort exactement ce que nous avons écrit dans notre motion.
Tout le reste d'ailleurs n'est que littérature ! Nous sommes arrivés à l'heure du choix : ou nous rénover nous-mêmes à l'intérieur de la SFIO rajeunie, ou nous saborder au profit d'on ne sait quel avenir.
Ce n'est pas condamner d'ailleurs la FGDS d'hier que de se refuser à une mauvaise fusion demain.
Je ne sous-estime pas l'apport de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, pas plus que je ne me suis refusé à l'époque à militer complètement, entièrement pour "Horizon 80", mais je suis de ceux qui savent apprécier un bilan avant d'entreprendre une transformation mentale.
Or, sur trois des futurs associés que nous étions, un a pris ses distances et rompu le pacte - ce n'est pas notre responsabilité qui est en jeu - et le second, beaucoup plus faible en apport, met à son arrivée des conditions inacceptables.
Alors, augmentons nous-mêmes le capital de notre propre entreprise, rajeunissons nos méthodes, nos dirigeants, lançons des manifestes au pays, soyons modernes, d'accord il ne s'agit pas ici de se refuser à la simple vérité et par une sorte de fausse démagogie, de nous tromper nous-mêmes. Ce n'est pas une mauvaise fusion faite dans des conditions détestables, une sorte de replâtrage qui nous ramèneront les membres du parti radical-Socialiste retenus maintenant par ailleurs, les militants écœurés par les atermoiements, les erreurs ou, je m'excuse de le dire, les rodomontades de François Mitterrand, les citoyens de gauche atterrés par certaines prises de position jugées anti-démocratiques.
Non, camarades, ce n'est pas la fusion des éclopés de la FGDS qui créera un nouveau Parti démocrate Socialiste. Il faut avoir le courage de le constater. Ce n’est pas avec des mots, encore moins avec de fausses promesses, que l'on ralliera les masses, que l'on sera assez forts pour combattre le gaullisme et la réaction. La solution de rechange, nous la portons en nous, si nous le voulons.
Plutôt que d'affronter des textes, des résolutions, des hommes, de permettre demain à ceux qui ont échoué dans de mauvaises actions autrefois, à Issy-les-Moulineaux, en créant sur nos flancs un Parti Socialiste autonome dont l'ambition était de nous abattre de l'extérieur, de permettre aujourd'hui aux mêmes forces de nous envahir de l'intérieur par un système imité au célèbre cheval de Troie, pour mieux réduire la SFIO.
Soyons vigilants. Ne tombons pas dans ce piège de la fusion à toux prix avec des gens qui nous guettent pour mieux nous surprendre.
Qu'avons-nous franchement à y gagner ? Des adhérents ? Combien seront-ils ?
Des militants ? Qui seront-ils ?

J'ouvre une parenthèse, je puis vous dire d'ailleurs avec une certaine fierté, corme Secrétaire fédéral de la Loire-Atlantique, que nos effectifs de la SFIO en 1968, à Nantes par exemple, ont augmenté de 60% et à Saint-Nazaire d'autant.
(Applaudissements)
Je puis vous dire que nous avons recueilli la semaine dernière l'adhésion spontanée du secrétaire général de la FGDS de Loire-Atlantique. Oui, camarades, à la SFIO - ainsi que celle du secrétaire départementale du Parti radical qui n'était pas d'accord avec ses amis.
Nous n'avons donc pas de craintes à avoir dans ce domaine, dans mon département.
Alors, me direz-vous, pourquoi ?
Eh bien, si nous voulons être vigilants sur le plan national, c'est parce que, je vous l'ai dit, nous ne voulons pas faire un parti nouveau ayant à la base une fausse fusion. Et je puis même vous dire que nous ne gagnerons pas d'électeurs avec cette sorte de fusion.
Le pays connaît la SFIO depuis maintenant soixante trois ans, on ne condamne pas une marque de fabrique réputée pour lui substituer un ersatz ou une copie.
Alors, me direz-vous, que faire ?
Que faire pour retenir dans nos rangs certains militants qui sont enclins à partir ou en empêcher d'autres - et nous en avons vu - de tomber dans les pièces du pouvoir, ou garder avec nous les adhérents les plus dynamiques, foncièrement Socialistes que nous avons connus à la FGDS.
Que faire pour garder avec nous, au Socialisme, une jeunesse nombreuse et consciente ?
Que faire pour ne pas paraître sclérosés aux yeux d'une opinion trop souvent encouragée à nous condamner ?
Eh bien, camarades, il faut agir et il faut surtout réagir, et sans plus tarder, aujourd'hui même, en ce Congrès solennel, déclarer immédiatement que nous décidons - n'est-ce pas le Congrès de l'ultime décision - que nous décidons de nous appliquer à nous-mêmes, avant Noël 1968 - pourquoi pas ? - les résolutions votées au Conseil national des 2 et 3 novembre dernier à Clichy, concernant les principes fondamentaux, les nouvelles structures, la doctrine, que nous acceptons sans réserve de donner à la SFIO, elle-même.
Voilà une mesure révolutionnaire qui ne dépend que de nous-mêmes, que de vous-mêmes, camarades délégués, dont l'opinion publique doit être saisie, si les journalistes présents nous font l'honneur de rapporter son véritable caractère et l'importance.
Et, à cette première et grave décision, dont les conséquences peuvent être immenses puisqu'on dehors - les questions doctrinales dont personne ici ne méconnait le sérieux, il faut souligner combien le Parti se transforme d'un coup, ajoutant à ses structures traditionnelles - et je Iis - les méthodes efficaces dans leur application, en même temps que l'expression de la diversité au centre d'intérêt oui enrichissent le recrutement.
Ajoutant aussi des structures spécialisées, des recherches auxquelles des sympathisants peuvent être associés.

Fondation Jean-Jaurès

Ajoutant enfin des structures d'activité, pour concrétiser l'action militante, structures d'accueil créées à l'initiative des sections, répondant aux besoins d'une large ouverture, permettant la naissance de sections universitaires de préexercice, de nouvelles sections d'entreprise et donnant une entière liberté de discussion à l'intérieur et à l'extérieur du Parti, sur les problèmes doctrinaux.
Tout cela, camarades, nous l'avons voté à Clichy, il nous appartient d'en décider l'application immédiate à Puteaux.
C'est une première proposition que je vous demande de retenir et que je verserai à la Commission de résolution.
J'en ajoute une seconde, au moins aussi importante, celle de lancer en même temps un appel à toutes les formations politiques, syndicales, coopératives, mutualistes et diverses, qui réclament de la gauche démocratique, afin de les regrouper en une vaste et solide Union de la gauche démocrate Socialiste, qui ne soit ni une fédération résurgente de la FGDS, ni même une confédération, comme le réclament les radicaux, mais une véritable union de tous ceux qui se refusent d'être enfermés par la prophétie d'un Malraux entre le Communisme et le gaullisme, tous ceux qui politiquement n'auront pu accéder à notre doctrine Socialiste, mais se sentent à la fois de véritables démocrates européens, tous les militants du syndicalisme, du mutualisme, les coopérateurs, capables de se regrouper dans cette union.
Car enfin, camarades, si nous ne réussissons pas à concrétiser cette affaire, à rassembler les femmes et les hommes encore libres de ce pays, comment et avec qui défendrez-vous demain les collectivités locales ? Où trouverez-vous les candidats et les alliés des futures, et sans doute fort proches élections municipales ? Avec qui bâtirez-vous nos listes d'opposition fasciste d'Union de la Gauche démocrate et Socialiste ?
Qui permettra également au groupe parlementaire de l'ex-FGDS, de se maintenir en continuant à rassembler sous un même vocable les députés Socialistes, radicaux et les quelques conventionnels ?
Quant au futur Sénat, aux assemblées régionales, dont nous menace le pouvoir gaulliste, à côté des candidats Socialistes que nous présenterons, ou irons-nous quand les citoyens de la gauche, nécessaires aux listes socioprofessionnelles de demain, si nous ne les avons pas déjà rassemblés en cette vaste union de la gauche démocrate et Socialiste indispensable à la défense de la République ?
L'expérience transitoire de la FGDS nous a permis de constater la nécessité d'une telle union élargie aux mouvements de gauche quels qu'ils soient, politiques ou non.
Mais elle nous a également démontré qu'un Parti démocrate Socialiste bâti selon des systèmes étrangers, n'offre pas la solidité nécessaire pour résister aux aléas de là vie politique française.
Les événements que nous avons vécus en mai dernier en sont un témoignage... Bien vite, devant la répétition des coups, devant les nécessités permanentes d'une présence politique à chaque instant, la façade de la rue de Lille a volé en éclats et les militants, privés de directives précises n'ont alors trouvé réponse qu'à la cité Malesherbes. Les contacts avec les fédérations de province ont été

maintenus, les informations constamment diffusées et l'on peut dire que, sans la vieille maison Socialiste de la SFIO, la gauche démocrate Socialiste n'aurait pas survécu et rien n'existerait plus aujourd'hui entre gaullistes et Communistes.
Craignez camarades, de détruire une telle force, de démolir un tel outil en lui incorporant un métal moins bien trempé.
Ouvrez la porte de la SFIO, ou aérez-là par des fenêtres plus grandes, plantez même si vous voulez, pour reprendre l'expression de Pierre Maurois, des fleurs devant la façade, remplaces à la rigueur le camarade chargé d'ouvrir la porte, par une charmante hôtesse d'accueil, mais je vous en prie camarades, dites nettement non à la fusion, défendez notre parti âprement, nous en aurons besoin plus que jamais dans notre combat contre le capitalisme et le pouvoir personnel.
Et, après avoir dit non, à cette erreur que serait notre autodestruction, finissons-en, comme l'a réclamé Guy Mollet dans sa lettre, avec ce genre de problème et consacrons-nous, comme le réclame le Secrétaire général, consacrons tous nos efforts au recrutement et à l'éducation des militants, plus encore à la mobilisation des travailleurs, des démocrates, des Socialistes, et j'ajoute, pour que vive et survive la Section Française de l'Internationale ouvrière.
(Applaudissements)

Le président - Chevènement, dix minutes.

Jean-Pierre Chevènement

Camarades, j'appartiens à ces nombreux militants qui s'interrogeaient et qui s'interrogent encore sur la signification de ce Congrès.
Sans doute, si j'en crois la plupart des intervenants et l'article que Guy Mollet a donné au Monde, le problème essentiel est-il celui-ci : deux thèses s'opposent-paraît-il, la création d'un nouveau parti, qui se ferait à la base, de façon démocratique, et d'autre part, une fusion au sommet, par la mise en place de l'exécutif provisoire.
Camarades, je crois que ce n'est pas le vrai problème.
On peut certes reprocher aux conventionnels d'avoir la mentalité des notables avant d'en avoir la notoriété. Mais, je vous le demande, camarades, n'est-il pas dans une certaine mesure un peu hypocrite à ne pas voir le rôle qu'ont joué, que jouent, et que joueront encore les problèmes d'hommes dans la négociation au sujet de ce nouveau parti ?
En fait, nous le savons d'expérience, une certaine démocratie et la cooptation ne sont pas totalement inconciliables.
Alors, camarades, trêve de palabres. Rappelons qu'Henri IV, au moment de l'Édit de Nantes, a accordé aux protestants des places de sûreté, La Rochelle et Montauban, si je me souviens bien. Certes les Conventionnels sont plus gourmands, ils veulent la moitié de la France.
Mais, de toutes manières, camarades, ce n'est pas le Congrès qui va décider du partage des places et il faut bien que chacun ait ceci présent à l'esprit, on n'aurait jamais vu cela.

Fondation Jean Jaurès

Donc, que va décider le Congrès, et c'est là qu'est le vrai problème, que va-t-il sortir de ce Congrès ?
Eh bien, à notre avis camarades, et je parle ici au nom des étudiants Socialistes du CRS, il doit sortir de ce Congrès une ligne Socialiste.
Pourquoi ? Pour deux raisons.
D'abord, il faut sortir des querelles de personnes, ensuite il faut permettre dans un débat d'idées, qu'il y ait une authentique démocratie de la constitution de ce nouveau Parti.
Pierre Maurois nous a dit deux choses : qu'il y avait un accord entre la Convention et nous, cela ferait ce qu'il a appelé un contrat-motion, et par ailleurs il nous a dit que le programme fondamental du Parti élaboré par Jules Moch serait réactualisé.
Quoi qu'il en soit, il me semble que, camarades, c'est à vous, c'est aux militants, c'est aux délégués des fédérations, de dire quel contenu ils veulent donner à ce contrat-motion et à ce programme fondamental.
C'est votre travail, camarades, c'est pourquoi nous proposons à votre vote la motion pour une ligne Socialiste de la 14ème section de Paris, qui a recueilli près de la moitié des voix au Congrès fédéral de Paris, et qui figure au bulletin intérieur N°162, page 16.
On se plaint, camarades, de l'extrême personnalisation des débats, de l'éternelle querelle que l'on entend Guy Mollet, Gaston Defferre, mais je dis tout de suite que ce texte, camarades, ne fait aucunement concurrence aux motions principales, comme on dit, il va au-delà, il veut affirmer une volonté de rigueur, une volonté de cohérence entre la doctrine Socialiste que nous ne cessons de réaffirmer et la ligne du nouveau Parti.
Eh bien, je dis camarades que cette ligne, elle doit être Socialiste.
Qu'est-ce que cela veut dire ?
Cela veut dire que :
1/- nous devons avoir une stratégie Socialiste,
2/- un programme Socialiste.
La stratégie socialisée suppose que l'on rompt avec un Socialisme purement électoraliste, que l'on revient à la pensée Socialiste la plus traditionnelle qu'exprimait Léon Blum au Congrès de Tours.
Le Socialisme, disait Léon Blum, comporte comme condition nécessaire mais non suffisante, la conquête du pouvoir politique, cela signifie la prise de l'autorité centrale, qui actuellement s'appelle l'état, par n'importe quel moyen, sans que ni les moyens légaux, ni les moyens illégaux soient exclus.
C'est la pensée Socialiste.
Fin de citation.
J'ai dit toux de suite très amicalement à Guy Mollet, que je ne retenais pas tout à fait sa démarche de pensée dans la phrase de son dernier livre, page 36 :
"Les Socialistes ont une fois pour toutes choisi la voie démocratique ; ce n'est pas une querelle d'école.
Camarades, le Socialisme doit avoir le moyen de son ambition. Cela signifie aujourd'hui, à partir de 1968, qu'il ne peut plus seulement compter sur une

Fondation Jean-Jaurès

majorité parlementaire, cela signifie qu'il doit être capable d'avoir une double stratégie, une stratégie électorale certes, et puis une stratégie qui pourrait être une stratégie de masses.
(Applaudissements)
Pourquoi deux raisons, camarades ?
l/- Le rapprochement avec le Parti Communiste et nous est plus ou moins imposé et, il faut bien le savoir, par la nécessité électorale et par la pression des masses, par l'aggravation de la fiscalisé, la dégradation du pouvoir d'achat, l'accroissement du chômage.
Or chacun sait que l'unité de la Gauche n'est possible que si nous sommes les plus forts, qu'elle ne peut pas être l'alliance du pot de terre, nous, et du pot de fer.
Deuxième raison, chacun sait aussi qu'un coup d'Athènes est nullement improbable.
Camarades, je me demande, et je vous demande, ce que serait le Parti Socialiste à l'heure du laitier ?
C'est pourquoi nous devons rompre avec l'idée que la démocratie politique existe ou qu'elle doit être purement et simplement restaurée, que nous Socialistes voulons simplement être superposés, en quelque sorte, par sédimentation, de la démocratie économique.
A cela répond la phrase de la motion :
"Le socialisme ne vise pas à parfaire la démocratie bourgeoise, mais à la remplacer par une démocratie Socialiste comportant des institutions originales".
(Applaudissements)
Donc, la Socialisme, qui est un mouvement révolutionnaire dans ses objectifs comme nous l'avons dit, doit fixer l'élaboration du projet, les étapes, définir les voies de passage au Socialisme ; il doit savoir être efficace et cela implique du courage et de la volonté corme l'a dit Guille et cela implique aussi plus d'imagination et plus d'avance que la FGDS n'en a montrés au mois de mai.
Comment élaborer ce projet, c'est la que je viens au deuxième point : il faut un programme Socialiste pour trois raisons.
D'abord, il faut que nous, mouvement Socialiste, nous renouions avec les jeunes générations qui ne voient plus que nous sommes Socialistes, qui ne discernent plus ce qui est Socialiste en nous qui croient que nous le sommes seulement dans les mots.
2/- Il faut aider le PC à évoluer ; il faut le faire évoluer, non pas négocier comme des marchands de tapis, mais faire nous-mêmes, seuls, un programme qui soit un programme d'unité, un programme audacieux Socialiste et cohérent, qui oblige le PC à sortir de son opposition et qui, naturellement, exclut par la morne toute alliance avec le centre ou avec la droite.
Troisième raison : il faut que nous assurions la relève d'un régime à bout de souffle, dont la force n'est faite que de notre faiblesse et qui peut être tente d'instaurer le fascisme.
Il s'agit d'assurer cette relève non pas pour faire la même chose que lui, mais le contraire, en avançant des propositions Socialistes, c'est-à-dire que ce

Contribution Jean Jaurès

programme Socialiste ne doit pas ressembler au programme du 14 juillet 1966… entre nous soit dit... Il doit comporter, à l'intérieur, des réformes profondes de structure, des nationalisations, la démocratisation de l'enseignement, de la culture, de toutes les satisfactions nouvelles qu'offre l'abondance, et à l'extérieur. Il doit comporter la répudiation de l'inféodation à quelque bloc que ce soit. Il faut que nous disions que les États-Unis d'Europe, ce n'est pas pour nous l'Europe des États-Unis... que nous ne voulons pas être des sous-Américains. Nous ne voulons pas être des sous-impérialistes. Nous voulons une Europe Socialiste et nous voulons les moyens qui nous permettront d'y arriver.
Camarades, le problème maintenant, c'est d'être Socialistes, c'est d'exister, c'est-à-dire, dans la société capitaliste, d'être courageux et à ces conditions, nous ne serons pas seuls. Si nous sommes courageux et fidèles, beaucoup de nouveaux militants - et quelques milliers suffisent - nous rejoindront...
Nous savons tous, jeunes et vieux qu'il n'y a pas, comme le dit Guy Mollet, de recyclage des anciens, ni d'éducation Socialiste des jeunes autrement que dans le militantisme. Nos camarades conventionnels se trompent s'ils s'imaginent qu'une fusion au sommet suffira à assurer le renouveau et c'est pour montrer que les Socialistes ne sont pas prisonniers des mots que leur esprit ne s'est pas arrêté en 19, 36 ou 47, qu'être Socialiste signifie encore quelque chose à la SFIO, que nous vous demandons camarades de voter, puisque notre Parti est démocratique, puisqu'il ne cesse de le répéter, de voter la motion pour une ligne Socialiste.
Ainsi, nous donnerons à nos partenaires, à nos militants, le vrai gage de notre volonté de renouveau, une certaine image de nous-mêmes, et nous ferons entrer dans ce mariage de raison un peu de passion, sans quoi il n'y a pas de Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Carpentier, de la Loire-Atlantique.

Carpentier (Loire Atlantique)

Camarades, je crois que Gaston Deferre a entièrement raison de commencer son exposé par l'examen de la situation que nous connaissons aujourd'hui en France, car ce Congrès, il faut tout de même le placer devant une certaine toile de fond. Il a souligné toutes les incohérences du régime actuel, notamment sur le plan économique, incohérences qui sont dues au fait que toute la politique gouvernementale, depuis 1958 a été fondée sur la défense du franc et de la monnaie.
On pourrait ajouter à cela la hâte du gouvernement et de la majorité qui le soutient, de mettre en place dans le courant de l'année 1969, un certain nombre de structures qui assureront la survie du régime, ou en tout cas dans leur esprit c'est cela qu'ils voient. Je veux parler de la régionalisation, je veux parler également de ce que Couve de Murville a annoncé, à savoir une réforme communale, voire cantonale, dont on ne sait pas d'ailleurs ce que seront l'une et l'autre.

Fondation Jean Jaurès

Cette hâte du pouvoir… peut-être parce qu'il se rend compte qu'il arrive au bout de sa course et qu'il est incapable de résoudre - en tout cas sur le plan national - les contradictions au système capitaliste. Et bien sûr, la question qui vient à l'esprit est la suivante : en face, qu'y a-t-il ?… Et il est bien vrai qu'un des arguments majeurs au régime c'est de dire que la gauche est divisée, voire inexistante.
Camarades, nous avons fait une tentative et nous avons joué quant à nous loyalement le jeu. Cette tentative qui vraisemblablement – l'histoire le dira plus tard – était inéluctable, je veux dire celle de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ; sous la pression des faits il est apparu nécessaire, à la gauche non Communiste, de faire une tentative pour proposer à ce pays, en face du régime gaulliste, quelque chose de valable.
Je crois que nous avons joué le jeu loyalement et nous avons apporté à nos partenaires tout ce que nous pouvions représenter dans ce pays, et qui est beaucoup.
Cette fédération de la Gauche démocrate et Socialiste est passée par un sommet, et puis il y a eu la décrue... Il ne sert à rien de dire aujourd'hui que les choses auraient pu peut-être se passer différemment, qu'elles auraient pu avoir peut-être plus de succès... Constatons que si, à un certain moment, elle a pu jouer vis-à-vis de l'opinion publique le rôle d'une poulie d'entraînement, si elle a pu véritablement déclencher dans ce pays un engouement, petit à petit et pour toutes sortes de raisons, il s'est avéré que son audience progressivement s'était atténuée. Et nous sommes là, aujourd'hui, à nous poser des questions.
Les radicaux nous ont faits savoir quelle était leur position. Il n'y a pas à s'étonner, je crois ; ils sont actuellement à leur place. Si bien que nous restons avec les seuls partenaires de la fédération de la famille des clubs. Et on nous dit bien entendu que, demain, il faut renouveler encore cette expérience pour montrer au pays qu'entre le régime gaulliste et le Communisme, il y a tout de même une gauche qui est vivante.
Camarades, un de mes étonnements c'est, qu'après le dernier Conseil national, ayant pouvoir de Congrès, nous ayons eu tellement de choses à nous dire ! Il ne remonte pas tellement loin. Quels sont les faits extraordinaires qui, depuis le mois de novembre, ont pu se passer pour rue nous ayons de telles préoccupations aujourd'hui ?
Quant à moi, je suis d'accord avec un certain nombre d'orateurs, qui ont déclare que nos divergences étaient tout de même relativement minimes. Si nous relisons les conclusions de ce Congrès de Clichy, nous constatons quoi ? Qu'il a affirmé, réaffirmé et ajusté dans un certain sens, les principes fondamentaux du Socialisme. Je crois que nous serons tous d'accord pour dire que ces principes là, non seulement ils ne doivent pas être abandonnés, mais à leur égard, il faut se montrer intransigeants ;
S'il fallait encore le redire, on pourra le répéter encore et encore pendant des Congrès et des Congrès : le dernier Conseil national a affirmé que nous étions aussi un Parti démocratique. Je crois que là-dessus aussi nous serons tous d'accord.

Il a dit avec juste raison que la SFIO devait se renouveler, se rénover, se rajeunir. Les termes ne manquent pas... Est-ce que se renouveler, se rajeunir, signifierait nécessairement que nous devions nous transformer en un autre parti, qui je le suppose garderait les caractéristiques essentielles du nôtre ? Est-il impossible que nous nous renouvelions nous-mêmes ?

Et d'ailleurs, des perspectives avaient été ouvertes à cet égard. Il est vrai que pendant trop longtemps peut-être, nous avons vécu en vase clos et qu'il faut que nous nous ouvrions vers l'extérieur. Il faut que nous pénétrions davantage dans l'entreprise, il faut que nous allions plus avant dans l'université ; il faut que nos sections constituent parallèlement, disons des "centres d'accueil", ou de "discussion" ou du "dialogue" comme on dit... Tout cela est vrai. Et pourquoi le Parti ne serait-il pas capable de le faire ?

Disons que je suis un... relativement jeune, que de par ma profession, de par mes contacts, je suis en permanence avec les jeunes. Je pense que ce n'est pas parce que nous dirons demain que le Parti Socialiste eut devenu le Parti social démocrate - on l'appellera comme en voudra, peu importe - que nous attirerons vers nous des gens qui ne sont pas encore venus au Parti, et que nous créerons un mouvement qui est absolument nécessaire, il est vrai, si nous voulons demain avoir davantage d'audience.

J'ai dit tout à l'heure que le Parti radical était à sa place. Cela signifie quoi ?...

On a déjà dit à cette tribune ce qu'était le Socialisme, ce que supposait le Socialisme, ce que voulait le Socialisme… Camarades, en ce moment où nous parlons il y a une première urgence. Nous avons en place un pouvoir que nous combattons depuis des années et des années ; c'est ce pouvoir que nous devons démolir.

Il y aura nécessairement une période transitoire, si nous voulons l'abattre il faudra bien que nous ayons des partenaires. Mais ces partenaires là et nous-mêmes, nous pouvons nous rassembler sur un programme précis, un programme de restauration. Ce n'est pas parce que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste sera amputée par exemple du Parti radical, ce n'est pas non plus parce que demain il y aura le Parti démocrate Socialiste, que nous n'arriverons plus facilement à notre but.

Ce qu'il faut – et nous devrions le proposer - c'est un programme très précis, sur des points très précis.

Nous aurons vraisemblablement besoin de partenaires... Est-ce qu'il n'y en a pas un privilège ?... Je crois que nous ne devons pas nous poser la question, parce que se la poser, c'est écarter ou les uns, ou les autres...

Nous aurons besoin, dans les mois à venir, de toutes les forces, d'où qu'elles viennent, qui s'accorderont sur ce point : que le régime gaulliste doit disparaitre...

C'est-à-dire qu'il faudra restaurer la démocratie car, qu'on le veuille ou non, la démocratie elle est inexistante. Il y a des semblants de démocratie, on consulte les jeunes, de cette consultation sort un livre blanc, autour duquel on fait grand bruit, mais dont on ne tient aucun compte. On consulte toutes sortes de gens,

toutes sortes d'organismes pour la rationalisation, mais on sait fort bien que déjà, dans ce domaine, le pouvoir a des idées bien arrêtées.
Il nous faudra proposer un programme sur des points très précis, et notamment en ce qui concerne la réforme fiscale, celle que le gouvernement avait promise pour fin 68, qu'il ne fera pas en 1969, qu'il annonce pour 1970... pour une redistribution des revenus beaucoup plus équitable, pour une priorité aux infrastructures absolument nécessaires.
Je crois, camarades, que sur de tels points, il ne serait pas difficile de réunir des gens de bonne volonté, sans nous demander s'ils feront ou non parti demain de telle ou telle formation qui naitra, ou qui ne naîtra pas.
C'est une chose d'abattre le gaullisme, et autre chose de vouloir construire le Socialisme.
Nous avons pour nous le fait que nous nous appuyons sur une doctrine solide, et c'est celle là qui nous guide vers le but à atteindre.
Mais en attendant, il nous faut parer au plus pressé.
Je crois camarades qu'on a attaché à la SFIO l'expression de "vieille maison" ; moi, je dis que des principes sont vieux, que des idées sont vieilles, lorsqu'ils se sont concrétisés dans les faits, et qu'il n'y a donc plus rien à en attendre.
Je ne pense pas qu'il en soit ainsi pour nous.
Je pense que tant qu'il n'y aura pas eu cette conciliation entre la justice sociale et la liberté, pour laquelle nous combattons aujourd'hui, pour laquelle il nous faudra combattre demain, tant que nous ne serons pas arrivés à ce résultat, il y aura toujours place pour le parti Socialiste SFIO.

Le président - La parole est à Pierre Thibaut, Loiret, pour 20 minutes.

Pierre Thibault

Camarades, pour les historiens 1968 sera une des années les plus étonnantes, une de ces années où les rebondissements ont été tels que le bilan ressemble à un champ de ruines.
Mai, août, novembre sont des mois clés, et rarement secousses auront été plus fortes, tant pour la Gauche et l'opposition que pour l'UNR et le pouvoir.
Ce sont des semaines où les désastres succédèrent aux victoires, et l'amertume suivit de très près les plus grandes espérances.
A la révolte de mai, à l'explosion populaire maitre de la rue et des usines a fait suite la poussée gaulliste, certes très amplifiée par le système électoral.
Au cri d'allégresse du printemps tchécoslovaque, a répondu trop vite le bruit des chenilles des chars soviétiques sur les pavés de Prague. Aux orgueilleuses prophéties gaulliennes ont succédé des lamentations de M. Couve de Murville. Le stock d'or et de devises a fondu plus vite que neige au soleil. L'Élysée ayant chanté tout l'été se trouva fort dépourvu quand l'hiver fut venu...
Oui, année étonnante, mais aussi, pour la Gauche, n'est-ce pas l'année des occasions manquées ?
Nous pouvons faire ce rapide bilan, puisque nous avons la chance de siéger à quelques jours de la fin de l'année. Comme dans une partie de cartes, la Gauche

Fondation Jean-Jaurès

démocratique a eu à trois reprises l'occasion de remporter la levée : en mai, lorsque le pouvoir était vacillant, la FGDS est passée à côté d'une grande victoire, si elle avait été mieux structurée, plus en prise sur les masses.
En août, c'était sur le Communisme moscoutaire que nous pouvions marquer des points décisifs.
Depuis novembre enfin, il n'apparait pas que nous profitions mieux de la tempête monétaire secouant le régime.
Saurons-nous maintenant saisir la nouvelle chance qui se présente ? L'année se termine dans le désarroi. Le monde capitaliste se débat dans des problèmes monétaires de plus en plus aigus, tandis que le monde Communiste voit s'aggraver les lézardes de l'édifice.
Moscou ne règne plus, et encore, que sur le glacis est européen.
Le monde s'interroge, et comme nous l'avons peut-être un peu trop fait, hésite. Les tendances autoritaires au contraire se sont renforcées. Les putschs militaires se succèdent, de l'Afrique noire au Brésil, et les patrouilles trop nombreuses de garde-mobiles ou CRS dans les rues de nos villes autour de nos facultés devraient nous faire réfléchir sur le coup d'état militaire d'Athènes.
Trop de nuages sombres, gris ou noirs, dans le ciel où pourtant, sorte de symbole du progrès des sciences et de la volonté humaine, à travers mille et une embûches, trois astronautes sont partis vers la Lune.
Oui, l'an 2 000 est à notre porte, certes, porteur de toutes sortes de maléfices, mais aussi riche de promesses, si nous savons capter les énergies, canaliser les forces, les techniques.
D'un côté, donc, une année désespérante, ingrate, de l'autre, les conditions d'un nouveau départ. C'est un peu cela aussi le bilan de la Gauche démocrate et Socialiste en 1968.
Voilà, cinq ans, nous nous étions fixés deux objectifs, regrouper les forces de la Gauche Socialiste, renouveler nos structures, nos formes d'expression. Une longue marche, comme plusieurs camarades l'ont déjà dit, dans ces domaines a été effectuée. Il faut voir aujourd'hui où nous sommes parvenus, et surtout examiner si nous pouvons aller plus loin et plus vite.
En ce qui concerne le regroupement, la marche n'a pas été assez rapide. Il est vrai que nos partenaires ne nous ont pas facilité la tâche.
La création d'un nouveau et véritable parti au lendemain de l'élection présidentielle ou des législatives de 1967, se présentait avec de meilleures chances de succès peut-être qu'en décembre 1968. Il est plus facile de rallier à sa cause les hésitants après des succès qu'après des échecs, tant pour les membres de la FGDS que pour l'opinion.
L'action politique, nous le savons, a souvent quelque chose de désespérant. Nous le savons tous. Il faut demander beaucoup pour obtenir un peu, et lancer dix propositions pour qu'une seule aboutisse. Ce n'est pas nouveau, à quoi bon le nier ?
Un historien, Bainville, dont bien sûr je ne partage pas du tout les thèses, a pu dire, jugeant l'histoire : "au fond, tout a toujours très mal marché". C'était un pessimiste, comme les hommes de Droite. Mais nous, nous savons que rien n'est

facile, et c'est justement parce que nous savons cela au départ que nous restons optimistes.
Des partenaires, la Convention et deux autres clubs, sont aujourd'hui prêts à se joindre à nous, dans un parti nouveau et Socialiste. Certes, certains rechignent, ajoutent des conditions. A nous d'être fermes sur les principes essentiels. Ainsi il est évident que les Socialistes ne peuvent céder sur les points 11 et 20 du Mémorandum de la Convention.
Des garanties sont offertes pour le futur parti, et pour la constitution de ce parti, à savoir les deux tiers de la représentation que donnerait l'application de la proportionnelle. Il a été envisagé d'appliquer cette proportionnelle stricte pour la Constitution. Ce sont là des offres que nous pouvons faire à nos partenaires. Mais sur le reste, ferions-nous des complexes d'infériorité ? Et s'il y en a qui sont plus dynamiques, où seraient les inconvénients pour le nouveau Parti ?
D'ailleurs c'est là un problème secondaire. Nous n'avons jamais dit que le nouveau Parti serait l'addition des seuls membres existants. L'opération serait alors presque sans avantage.
Nous devons tout faire pour que la naissance du Parti démocrate Socialiste corresponde à l'arrivée de nouveaux adhérents, et à un choc sur l'opinion en vue des futures élections. Ce sont les conditions de ce choc qu'il faut déterminer.
En ce qui concerne les structures, issues de nos propositions et de discussions récentes avec nos partenaires, des progrès notables ont été réalisés. Ce n'est peut-être pas encore suffisamment novateur. Par exemple en ce qui concerne la création de sections d'université, de sections d'entreprise, on a prévu dans la phase transitoire que les comités paritaires départementaux pourraient les créer. Il semble que cette facilité devraient être maintenue pour l'avenir, et pas seulement après proposition départementale et accord du national.
Craindrait-on la décentralisation et la déconcentration que nous, Socialistes, réclamons pour les rouages de l'État ? Si on veut accorder des pouvoirs à la base, il faut en même temps laisser le pouvoir à l'imagination, donc donner de la souplesse aux structures.
Des camarades manifestent une certaine peur devant ces changements retenus. C'est plutôt une crainte de ne pas avoir été assez loin que nous devrions avoir.
Dans la phase de lancement d'un parti, de recrutement de nouveaux adhérents, ne commençons pas par rebuter un certain nombre de sympathisants en multipliant les serrures et les verrous à nos portes.
Pour résumer notre pensée sur la situation actuelle, et en empruntant une comparaison qui a été faite pour l'Europe, nous pourrions dire que le train est maintenant sur les rails, le feu va passer de l'orange au vert, il faut maintenant donner de la vitesse à ce train et augmenter le nombre des wagons et non pas le laisser au dépôt ou sur une voie de garage.
Comment aujourd'hui accélérer le mouvement, donner de la puissance, accroître le rayonnement ? Ce sont là des conditions à examiner. Nous en retiendrons deux seulement, à nos yeux essentielles, les techniques d'action et la rapidité.
Pour reprendre et continuer la comparaison d'il y a un instant, le train doit être moderne. Il doit correspondre aux données techniques de la fin du 20ème siècle.

Moderne, n'ayons pas peur du mot, même si quelquefois ce mot est transformé en "modernité" ou "modernisme".
I1 apparait par contre que les techniques nous font peur. Notre condamnation à juste titre des technocrates nous fait par trop oublier les techniques. Les Socialistes, comme tous les Français, sont très forts sur les statuts et les constitutions, et peut-être moins sur les problèmes techniques.
Un parti moderne est celui qui s'appuie sur des méthodes, du matériel et des spécialistes de son temps.
Si l'action doit être menée dans trois directions, recherche, formation, propagande, elle doit s'appuyer sur les outils nouveaux, d'avant-garde.
Pour les recherches, d'abord, le Parti démocrate Socialiste doit user largement des statistiques, des enquêtes, des sondages, qu'on a par trop tendance à négliger ou à mépriser. Certes, les interprétations peuvent être contestables, mais la matière chiffrée est indispensable. Il ne peut y avoir de sociologie électorale sans ces études. C'est toute la science de la prospective. La Commission N°1 devrait être celle de la prospective, comme le CEDEP en avait créé une, en y associant des spécialistes de toutes les branches : économistes, financiers, sociologie, démographie, psychologie. Du fichier à plaque de zinc traditionnel, il faut passer à celui à carte perforée, utilisables par des ordinateurs de bureau.
Ces études doivent être concrètes, et porter aussi bien sur toutes les expériences Socialistes à travers le monde que sur le système américain qui offre la chance d'avoir le modèle d'une société que nous connaîtrions dans 15 ou 20 ans si nous n'orientions pas à temps notre société vers d'autres objectifs.
C'est à partir de ces études que devrait être construit le programme fondamental. Ce dernier en effet ne devrait pas être un résumé de la charge, mais un plan d'action à long terme, sur 15 à 20 ans, avec pour chaque phase les réformes et décisions à prendre, de même qu'il existe des plans de 15-20 ans, le programme gouvernemental n'étant alors qu'une tranche de ce programme à long terme, constamment remis à jour, ce programme étant précis et chiffré.
Ce sont les mêmes préoccupations qui doivent nous animer dans la deuxième voie d'action, la formation, l'éducation permanente, ou même le recyclage, comme le disait hier Jules Moch, ce qui n'a rien de déshonorant compte tenu de l'évolution très rapide des données.
La connaissance de la pensée Socialiste est évidemment indispensable, et Guy Mollet a raison d'insister sur cela. Ce n'est pas suffisant. La formation économico-financière est tout aussi indispensable ; elle est même la base de l'autre.
Or nous avons peut-être un peu trot négligé cette formation économique que l'enseignement public malheureusement n'apporte pas.
La priorité des priorités de l'éducation Socialiste doit être économique, avec comme annexes les finances, la sociologie, la démographie.
La troisième grande commission technique pourrait être celle des moyens de propagande des "masses média", pour reprendre une expression à la mode.
Là aussi, recherche et mise en place de moyens modernes n'ont pas été poursuivies suffisamment dans le passé. Et ce n'est pas seulement une question

financière, il est certains moyens peu coûteux, pas plus coûteux que ceux utilisés traditionnellement.
Moins d'écrits, plus d'images, des couleurs et des sons, telle pourrait être la ligne directrice. Il ne faut pas être plus effrayé par le magazine en matière de presse que par les sondages en matière de recherche ; à nous de les utiliser, de les adapter.
Des questions se posent en matière de propagande, comme celle d'un quotidien politique : a-t-il encore une place ? Ne faut-il pas mieux miser sur un mensuel formule magazine, des conférences de presse hebdomadaires, des communiqués fréquents poursuivant de près les événements marquants, des mallettes audio-visuelles circulant dans les départements? A-t-on bien réfléchi sur les types de réunions à organiser ?
Nous dépassons là, bien sûr, les seuls problèmes techniques ; ils débouchent en fait sur des questions politiques essentielles.
Pour avoir un parti vivant et puissant, les idées doivent circuler de bas en haut et de haut en bas. De même, avec l'opinion, les échanges doivent être permanents.
De l'extérieur vers le Parti, et inversement.
Dans l'un et l'autre cas, il faut bien choisir les vecteurs de communication de la pensée Socialiste, qui sont autant techniques que politiques.
De ces techniques, de ces sciences modernes, le Parti s'est toujours méfié, sans doute en raison de sa vieille et riche tradition humaniste. Seulement les techniques existent, nos adversaires les utilisent, et d'abord contre nous. Nous devons nous aussi les maitriser pour en user, c'est une première conclusion.
D'autre part, alors que les événements s'accélèrent, et là aussi les sciences ont un rôle capital dans ce phénomène, il est une deuxième leçon que nous devons pas oublier, c'est la notion de temps. Il faut non seulement suivre la marche des événements, mais les devancer, et ne plus perdre un instant pour la création du Parti démocrate Socialiste. Nos militants attendent, l'opinion aussi, et particulièrement les jeunes. Le Parti démocrate Socialiste doit naitre à l'issue de ce Congrès, et les organismes être mis en place dans les plus brefs délais. L'histoire ne nous attendra pas, les événements de 1968 doivent ici nous servir de leçon.
La période transitoire n'a que trop duré, toute l'année 1968, au minimum, et c'est pour éviter les inconvénients de cet exercice passé qu'il faut réduire le provisoire. Nous étions nombreux à penser qu'au 1er janvier le nouveau parti aurait une existence autre que virtuelle.
Nous savions, bien sûr, que seule une consultation démocratique de l'ensemble des adhérents du nouveau parti permettrait de dégager les équipes responsables, en commençant par le bas. Mais il faut aller plus vite maintenant, et il y a tout intérêt, compte tenu de la situation aiguë dans laquelle se trouve la France, à aller plus vite, à accélérer cette mise en marche.
Un fait est certain : si depuis Pascal nous savons que la nature n'a plus horreur du vide, l'opinion, elle, continue à avoir peur du vide politique, et c'est le sentiment aussi ressenti par de très nombreux militants.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Hintermann, Val d'Oise.

Hintermann (Val d'Oise)

C'est pour trois raisons principales, une raison de fond, une raison de temps et une raison de nom, que la fédération du Val d'Oise s'est prononcée dans sa grande majorité en faveur de la motion pour le nouveau Parti démocrate Socialiste.

Je voudrais vous dire pourquoi très brièvement en dix minutes, dans une sorte d'explication de vote, puisque j'ai déjà exprimé notre point de vue longuement au dernier Conseil national.

Une raison de nom : nous tenons en effet à l'appellation démocrate Socialiste, à cause de la conjoncture, en premier lieu. Nous souhaitons tous donner demain l'impression d'un renouveau. Si nous adoptions comme titre "Parti Socialiste", ce qui nous est proposé, personne ne verrait ce qu'il y aurait de changé, puisqu'on nous appelle déjà le Parti Socialiste.

La modification de notre titre est d'autant plus importante qu'on risque de nouveaux délais sur le plan de l'organisation et sur le plan du programme qui seraient de nature à décevoir l'ensemble de l'opinion publique et de nos amis.

A ce motif qui tient à la conjoncture, s'en ajoute un autre qui est lié à notre époque.

Nous sommes en effet à une époque où les mots valent moins par la définition que leur attribue le dictionnaire que par celle que leur donne tout un appareil de propagande privé et public...

Les mots en arrivent à prendre un sens dans l'opinion publique qu'ils n'avaient pas à l'origine, et il en est ainsi du mot "Socialisme". Le Socialisme est par définition démocratique, mais on appelle communément "pays Socialistes" - je l'ai même entendu hier à cette tribune - les états de l'Europe de l'est gouvernés par des régimes totalitaires.

Nous avons donc le devoir et tout intérêt à nous distinguer de ce "Socialisme", entre guillemets, et à mettre en valeur notre vocation démocratique.

C'est pourquoi il est nécessaire, indispensable, de mettre le mot "démocrate" dans notre appellation avant le mot "Socialiste", que nous ne renions pas, bien au contraire, ce qui donne le nom : Parti démocrate Socialiste.

Une raison de fond : notre motion pour le nouveau Parti démocrate Socialiste établit le lien, par sa demande insistante d'un programme, entre les préoccupations des Français relatives à l'emploi, au revenu des ménages, au développement du pays, est un lieu entre ces préoccupations et notre ordre du jour du nouveau Parti.

Dans notre texte, il n'est pas question que des problèmes internes de la Gauche non Communiste, car nous devons combattre un penchant naturel à vivre en vase clos, à se comporter en myope, et à ne voir que notre petite sphère, nos petits problèmes, ce qui se passe ici, et à ignorer ce qui peut se passer plus loin à l'extérieur de cette enceinte.

Fondation Jean Jaurès

Cette myopie, cette vision rapprochée, a pour résultat de donner trop d'importance à ce qui divise, et à faire oublier tout ce qui unit les démocrates Socialistes d'ici et d'ailleurs, quand ils sont confrontés aux réalités de notre pays.
Or les réalités du pays sont plus graves qu'elles ne paraissent, car il ne s'agit pas seulement des difficultés du franc ; ces difficultés sont en réalité le reflet d'une crise en profondeur de l'économie. La perte de valeur du franc vient au départ de ce que notre pays vit au dessus de ses moyens, et qu'il s'est donné des facilités monétaires qu'il ne pouvait pas faire correspondre à un accroissement de la production. Il vit au dessus de ses moyens parce qu'une économie comme la nôtre n'est pas en mesure de supporter à la fois un certain nombre de dépenses improductives et de prestige, et des dépenses de développement économique et social.
Deux chiffres éclairent cette analyse : 1° les dépenses improductives atteignent, selon M. Lemann (?), rapporteur général du budget du Sénat, entre le quart et le cinquième des dépenses de l'État, environ 5% du produit national brut, 32 milliards pour 1968, et ces dépenses improductives sont deux fois supérieures au déficit budgétaire de 1968, et cinq fois supérieures aux incidences budgétaires des événements de mai telles que les a évaluées M. Giscard d'Estaing.
Deuxième chiffre : la production industrielle française a augmenté de 1958 moins que la production industrielle de l'ensemble du Marché commun, 55% contre 70%.
Donc nous ne savons pas, nous n'avons pas su faire un effort suffisant de développement économique.
L'effort de développement social est lui aussi très insuffisant, puisque par exemple nous construisons seulement 8 logements et demi par 1 000 habitants contre 11 en Allemagne, ou depuis 1958 on a construit chaque année plus de logements que chez nous.
Or notre économie se dirige tout droit vers un ralentissement général, nous allons malheureusement vers un chômage croissant. On a cité, Gaston Defferre a cité cet après-midi le chiffre de 470 000, qui est le chiffre le plus élevé pour un mois de novembre depuis la libération.
Nous allons vers un tassement des affaires, suivant la réduction imposée du train de vie des consommateurs.
Nous allons à une moindre augmentation des investissements, à un taux de croissance économique affaibli, et donc à un développement du pays très insuffisant.
Or la valeur du franc repose en définitive sur la force de notre économie, sa capacité de production, sa propension à exporter, qui influe sur la balance des paiements, et la valeur d'une monnaie est le résultat de la concurrence de plusieurs économies ; nous sommes de plus en plus mal placés comme l'ont montré les chiffres que j'ai indiqués tout à l'heure, sur le plan de la concurrence internationale.
Alors on peut donner l'impression que le franc est consolidé pour quelque temps par des taux d'intérêt élevés, qui attirent des capitaux flottants en mal de rémunération, qui d'ailleurs s'en vont à la moindre alerte aussi rapidement qu'ils

arrivent, et qui ont surtout pour effet le renchérissement du crédit, et de ralentir le développement de l'économie, et donc à long terme, d'affaiblir le franc.
En vérité, le franc ne sera fort que dans la mesure où notre économie sera forte, où notre économie sera compétitive, et notre économie ne peut se renforcer et devenir compétitive que si on lui donne, et c'est là qu'est notre tâche, une autre orientation.
Le problème est donc pour nous d'opposer au choix politique et par conséquent économique du gaullisme des choix politiques de développement économique et social, logement, dépenses d'équipement sanitaire, routes, téléphone, etc. Pour cela, il nous faut un programme, en particulier dans le domaine économique et social, et il le faut rapidement, comme nous le demandons dans notre motion.
Mais il n'y a pas de programme sans parti, et j'en viens à la dernière raison pour laquelle dans le Val d'Oise nous avons soutenu la motion pour le Nouveau Parti démocrate Socialiste, une raison de temps : les événements n'attendent pas, car les possédants qui se trompent rarement en matière économique, ont fait la même analyse que nous sur ce qui va être l'évolution économique du pays. Ils savent comme nous que l'économie est en train de subir les choix politiques de la majorité, alors que de deux choses l'une : ou le gaullisme cède devant le mur de l'argent, et il cesse en fait d'être le gaullisme pour prendre les traits de MM Edgar Faure, Pompidou, Giscard d'Estaing, et la droite réaliste, libérale, européenne, démocratique, s'installe au pouvoir ; ou le gaullisme restera fidèle à lui-même, et il imposera, il impose déjà à l'économie des contraintes qui provoqueront des résistances, et ces contraintes économiques tôt ou tard risquent de se transformer en contraintes politiques.
Si, par contre, nous présentons au pays une solution de rechange démocratique de développement économique et de progrès social, une solution de rechange qui soit attrayante, la droite autoritaire craindra de tenter l'aventure et la droite libérale cherchera à composer, car la droite n'est pas très courageuse, on tient toujours compte des rapports de forces qu'on raisonne soit en termes militaires, si on est de la droite autoritaire, soit en termes d'intérêt si l'on est de la droite libérale.
La démocratie a besoin d'une majorité, elle a besoin d'une opposition, elle peut mourir du fait d'une majorité étouffante, elle peut mourir aussi faute de combattants, faute de démocrates organisés et c'est là qu'est notre responsabilité vis-à-vis de la démocratie.
Car notre pays est dans une double crise, une crise de l'économie caractérisée aujourd'hui par les difficultés du franc, demain par la récession, une crise de la démocratie en raison de l'inexistence de cette alternative au gaullisme que tout le monde cherche et que personne ne trouve.
Le malaise est à la fois économique et politique. On peut même dire que les événements financiers de novembre ont fait voir l'état d'impréparation de l'opposition démocratique. Notre devoir de militants et de citoyens est donc clair.
Et j'en arrive à ma conclusion :

Fondation Jean Jaurès

Il faut mettre en place immédiatement le nouveau Parti ; ne pas faire quelque chose immédiatement, au 1er janvier, ce serait décevoir l'attente de l'attente de l'opinion publique de nos amis et de ceux qui attendent ce que nous allons faire, une opinion publique qui souvent déjà a été déçue par nous, car depuis les perspectives ouvertes par la grande fédération en 1965, nous allons en fait, de rétrécissement en rétrécissement.
Après l'échec de la grande fédération, nous avons eu la petite fédération, avec les radicaux ; maintenant, on en est réduit à la fusion sans les radicaux, avec quelques clubs. Nous sommes donc obligés de compenser le manque d'ampleur de se regroupement par quelque chose.
Par quoi ?
Par le respect d'une date et la définition d'un délai.
La date ? Au 1er janvier, un exécutif provisoire qui montrera notre volonté de novation, de dépassement des structures actuelles.
Pourquoi un exécutif provisoire ? Parce qu'on ne peut pas faire plus au 1er janvier, mais on ne peut pas non plus faire moins, si l'on veut qu'on nous croit quand nous proclamons ici notre volonté de renouveau, et cet exécutif provisoire aura d'ailleurs d'autant moins d'importance que les délais seront courts.
Une date, ai-je dit, et un délai. Un délai d'un mois pour la mise en place du nouveau Parti depuis la base.
Impossible, nous dit-on. Impossible n'est pas français, entend on dire parfois. Impossible, n'est pas Socialiste. Nos militants, à commencer par les plus anciens, l'ont souvent montré et nous sommes prêts, tous, j'en suis sur, à en faire une nouvelle démonstration.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je voudrais vous faire une proposition : nous devions suspendre les travaux maintenant et les reprendre à 21 h pour une séance de nuit. Plusieurs camarades nous ont fait observer qu'il serait préférable de poursuivre jusqu'à 21 h, ce qui nous permet trait ainsi non seulement d'éviter la séance de nuit, mais d'abréger un peu la séance de demain matin.
Est-ce que vous êtes d'accord avec cette formule ? Est-ce que vous êtes prête à siéger encore deux heures ? Nous pourrions entendre tous les orateurs prévus pour la séance de nuit et quelques uns prévus pour la séance très longue de demain matin.
Les orateurs qui pourraient passer d'ici 21 h seraient : (lecture de la liste)
Le Congrès est d'accord ? Pas d'objections ?
21 h, il en est ainsi décidé.
La parole est à Carouja (?) Alpes maritimes.

Carouja (Alpes maritimes)

Camarades, il n'est pas dans les habitudes de la fédération des Alpes Maritimes de faire entendre sa voix à la tribune des Congrès. Malgré que nous ayons notre propre position sur les sujets débattus, nous estimons d'ordinaire plus sage de mettre à profit les idées, les interventions de nombreux camarades qui, par leurs

Collection Jean Jaurès

qualités, leurs responsabilités, leur charge politique, sont à même de maitriser les problèmes du moment à un niveau et dans un climat tout à fait différent de celui dans lequel se meut et se débat une modeste fédération.
Si aujourd'hui nous abordons cette tribune, c'est pour vous dire justement que depuis quelque temps, nous ne trouvons plus dans ces Congrès ni l'atmosphère, ni la clarté, qui nous réconfortaient et qui donnaient à nos débats le tonus nécessaire à l'élaboration de nos options et de nos positions.
C'est pour vous dire aussi notre sentiment et notre inquiétude face aux nuages qui peu à peu s'accumulent sur le pays et menacent le Parti.
En un mot, je suis mandaté pour vous dire que nous sommes un certain nombre dans les Alpes Maritimes qui souhaitons ardemment que s'instaure dans notre Parti un climat sensiblement différent de celui qui nous environne depuis un certain temps. Parmi ces camarades, il y a des anciens, ceux qui ont toujours donné et jamais rien reçu ; ils restent unis dans la vieille maison ou dans la jeune maison, la question ne se pose pas. Pourtant, après avoir vu ce qu'ils ont vu, je veux parler d'un certain nombre de péripéties politiques locales qui pourrait leur reprocher d'être découragés ? C'est sans doute pour cela qu'ils estiment que les principes s'inscrivent surtout dans les faits bien plus que dans les chartes.
Il y a aussi depuis quelques mois des nouveaux qui viennent à nous, qui nous disent leur confiance dans notre action tendant à regrouper la gauche et combler ainsi un vide politique qu'ils sentent grandir de jour en jour.
Avons-nous le droit de décevoir les anciens qui n'ont jamais désespéré et les jeunes chez qui nous avons fait naitre l'espoir ?
Certes, nous sommes bien placés pour imaginer les obstacles auxquels se heurtent les camarades qui mènent les négociations avec les clubs et la Convention des institutions républicaines.
Je dois vous dire que si une fédération a bien joué le jeu de la FGDS c'est bien la nôtre, qui a animé des structures départementales, soutenu des campagnes électorales de nos partenaires, abandonnés par leurs propres militants et face à une situation inextricable, en accord d'ailleurs avec les responsables de la Convention, nous avons décidé de dissoudre la FGDS dans les Alpes maritimes, et ce avant la lettre, dès le mois de juillet... en attendant les jours meilleurs.
Nous comprenons donc bien les difficultés que doivent rencontrer nos camarades, cela a été souligné en Congrès départemental et nous avons tenu à les féliciter pour leurs efforts, leur patience, leur persévérance. Mais nous avons aussi admis que l'analyse de l'action visant à agrandir la famille Socialiste ne pouvait pas être traitée comme un fait isolé, disjoint de la conjoncture politique que l'on peut résumer ainsi de façon sommaire : personne, à l'heure actuelle, ne peut présumer de ce que sera la situation en France d'ici quinze jours, d'ici un mois.
Nous avons, nous aussi, mis un instant de côté les sentiments, voire les rancœurs, même la foi, la mystique les vapeurs d'encens, fussent-elles profanes, pour prendre la mesure des réalités. Nous avons estimé alors que si le pouvoir gaulliste s'effondrait sans formation politique majeure, apte, préparée à prendre la relève, il était certain, une fois de plus, que le peuple aille vers l'ordre,

n'importe quel ordre, et que par la force centrifuge des événements, nous soyons appelés à épauler le Parti Communiste dans les pires conditions en ce qui nous concerne.
Un autre point a retenu notre attention : si nous sommes d'accord sur le fait que certains problèmes fondamentaux, économiques, financiers, militaires, ne peuvent être résolus que dans un cadre européen, pourquoi et comment élaborer à court terme du moins une alliance ou des accords avec les partenaires ?

Le président - Abrège, ton temps de parole est épuisé.

Caruja - Moi aussi ! Ne devons nous pas plutôt faire en sorte que ces derniers constituent la plateforme à partir de laquelle pourra s'élaborer l'alternative au gaullisme, en fonction de quoi nous avons élaboré une motion qui résume l'essentiel de mon propos et que je ne vous lirai pas étant donné le rappel du président.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Allies, Hérault.

Allies (Hérault)

Au conseil national des 2 et 3 novembre dernier, la fédération Socialiste de l'Hérault a donné un tiers de ses mandats à la motion minoritaire, deux tiers à la motion majoritaire. Nous estimons que le texte voté, la déclaration de principe sont désarmais la règle du Parti. Tout nouveau débat sur ce point, quel que soit le talent des orateurs qui expriment leur pensée nous parait actuellement inutile et inopportune
Notre Congrès fédéral, dimanche dernier, a regretté de ne pas être informé du résultat des conversations que les délégués mandatés ont menés avec ceux des partenaires, notamment avec ceux de la Convention des institutions républicaines. Il aurait certainement approuvé les termes de l'accord donné par nos amis et leur attitude quant aux propositions qu'ils n'ont pas acceptées.
Depuis novembre, le Parti radical a défini sa position, il n'a pas cru pouvoir accepter la déclaration de principes qu'il trouve trop doctrinale ; c'est donc avec les autres partenaires qu'il faut continuer à se mettre d'accord, et c'est aux Socialistes n'appartenant à aucune organisation qu'il faut lancer un pressant appel et leur offrir une organisation dans laquelle ils se trouvent chez eux.
Les Socialistes de l'Hérault adjurent les camarades que l'avenir de la vieille maison inquiète, de reconsidérer leur position comme tant de camarades le leur demandent.
Ainsi se fera une imposante unanimité et le Parti n'en aura que plus de force et plus d'autorité.
Par ailleurs, nous estimons que les délais et atermoiements n'ont que trop duré, l'opinion publique, et en particulier celle qui se réclame de la gauche non Communiste, est inquiète.

Fondation Jean-Jaurès

En janvier 1968, nous avions promis que le nouveau Parti serait constitué en décembre 1968 ; nous avons confirmé cette volonté en novembre, il faut maintenant aller vite, très, très vite.
Ceux qui par des procédés dilatoires, par des marchandages inacceptables, retardent cette création doivent être solennellement mis en face de leurs responsabilités.
Cela le Congrès peut le décider, le Congrès doit le décider.
Il doit indiquer, et nettement, les limités au delà desquelles il refuse d'aller, quel que soit son désir de novation.
Les textes qui nous sont soumis et les commentaires qui ont été faits par les signataires ne présentent aucune opposition sérieuse, à notre avis, et ils sont notamment d'accord :
- sur la nécessité d'élaborer au plus tôt un programme fondamental inspiré de la déclaration de principes et la traduisant en termes précis,
- sur la non moins grande urgence de présenter un programme de gouvernement adapté à la situation actuelle, après avoir établi le bilan de dix années de gaullisme à l'image de ce qu'a exprimé tout à l'heure Gaston Defferre.
Cependant, tandis que le texte pour le renforcement de l'unité Socialiste estime que la mise en place du nouveau parti devrait intervenir au cours du 1er semestre 1969, celui qui nous est présenté sous le titre "pour le nouveau Parti Socialiste" insiste pour que cette mise en place soit faite dès les premiers jours de janvier.
Le délai proposé par le premier texte est trop long, celui que nous propose le second est trop court.
Les événements politiques et sociaux de ces derniers temps, l'incohérence du gaullisme nous invitent à aller très vite et le malaise de la gauche démocrate et Socialiste doit prendre fin, afin qu'elle puisse présenter un front solide et uni et affirmer ses positions avec autorité dans les graves conjonctures d'aujourd'hui et dans celles que nous prépare demain.
Sur ces bases une motion de synthèse et d'unité est possible. Dans ce but, la fédération de l'Hérault verse au dossier de la Commission des résolutions un texte reprenant les idées que je viens d'exprimer et qu'elle a voté dimanche dernier à l'unanimité.
(Applaudissements)

Le président - Je passe la parole à Jacques Mellick, du Pas-de-Calais.

Jacques Mellick

Camarades, nous voici enfin arrivés au dénouement, et il n'en est que temps - que d'espoirs déçus ! - que de discussions inutiles ! Que de vaines palabres et que d'énergie gaspillée !
Jetons un bref regard sur ces cinq dernières années.
C'est d'abord juin 1963 et le 54ème Congrès de notre Parti qui, sous la poussée de ses éléments les plus dynamiques, s'engageait dans une voie inédite, en réclamant le rassemblement des Socialistes.

Fondation Jean Jaurès

C'est ensuite février 1964 et juin 1965 avec la candidature de Gaston Defferre et l'essai d'élargissement du regroupement jusqu'aux hommes du MRP.
C'est quelques semaines après la candidature de François Mitterrand et la création de la FGDS regroupant les démocrates de gauche et les Socialistes.
Et c'est enfin décembre 1968, avec le regroupement des Socialistes et la création du nouveau Parti. Ainsi, après avoir suivi les chemins tortueux de l'école buissonnière, sommes-nous rentrés au bercail pour y appliquer notre décision commune de juin 1963 ?
Certains le déploreront, d'autres s'en réjouiront. L'heure n'est plus aux récriminations, ni aux lamentations - le pari se gagne ou se perd à Paris – l'inventaire du gâchis n'est plus à dresser, la recherche de ses causes profondes est maintenant l'affaire des historiens.
La question qui nous importe est de savoir si l'heure qui sonne au cadran, de la gauche démocrate Socialiste est pour nous celle de la liquidation sans gloire, pour cause de faillite politique ou du concordat honorable qui nous permettra de repartir du bon pied.
C'est dire la responsabilité immense, extraordinaire que vous avez entre vos mains. De notre décision dépendra le sort des générations qui montent.
Ou nous créerons un parti puissant, moderne et un symbole d'une gauche généreuse et fraternelle qui sera, l'outil indispensable pour bâtir la société nouvelle,
Ou nous hériterons d'une gauche meurtrie, usée des coups qu'elle a reçus, divisée par des querelles intestin né s. qui ne saurait être qu'un jouet dans la société industrielle.
L'enjeu est important, nous avons confiance en vous.
Vous laisserez à vos fils et à vos filles un flambeau étincelant : de fraîcheur, de vivacité, d'ardeur, qui leur permettra d'aborder leur action dans les meilleures conditions.
Si les Socialistes ne veulent pas apparaître comme les descendants dégénérés d'une race en voie de disparition, il nous faut, quoiqu'il arrive, fusion ou pas, montrer notre vrai visage et ne pas rester seulement entre nous. Laissons portes et fenêtres largement ouvertes !
Nous ne pouvons pas nous laisser condamner à être les suivistes éternels de la droite et des libéraux, en matière de dynamisme, d'esprit créateur et de modernisme. Là, comme ailleurs, c'est à nous de prendre l'initiative.
Il faut que le nouveau Parti donne aux citoyens de notre pays, une vision attractive de l'avenir. Un tel mouvement sera un pôle d'attraction pour de nombreux hommes et femmes qui cherchent à s'engager, à condition qu'en adaptant sa forme d'action à la société contemporaine, il ne renie en rien ses principes fondamentaux.
La gauche démocrate Socialiste a vécu, au cours de cette dernière décennie, une histoire tragique. Elle a été bousculée de tous côtés. Elle a vieilli de tous les coups qui l'ont accablée.

Fondation Jean Jaurès

Alors qu'elle est encore divisée, des forces continuent à vouloir rallumer les feux de la guerre civile dans ses rangs. Et le rapport de Pierre Mauroy n'est pas fait pour nous rassurer.
Camarades de la Convention, soyez donc logiques avec vous-mêmes. Souvenez-vous de la campagne présidentielle et de l'élan que nous avions donné, ensemble, à la Gauche ! Votre combat, notre combat était celui du rassemblement des démocrates et des Socialistes. Vous n'avez pas le droit par personnes intermédiaires de trahir cet espoir. Vous n'avez pas le droit, pour des questions de dosages d'état major de faire capoter une grande idée.
Ce n'est pas au jeune que je suis de rappeler que l'unification Socialiste en 1905 n'a pu se réaliser que par la ferme volonté des composantes de surpasser les problèmes d'amour propre.
Ne craignez rien, si vos militants sont les veilleurs et les plus dynamiques, nos camarades les reconnaîtront comme tels. Ici, dans notre Parti, et c'est notre fierté, nous reconnaissons la qualité de militantisme comme première et la plus noble.
Et puis, et vous le répétiez, le principal ce n'était pas la fusion des organisations, c'était les adhésions nouvelles des hommes de gauche muets. Permettez aux silencieux de parler.
Devant ce réveil des démons, nous devons serrer les coudes en professant, notamment le devoir moral et politique de lutter contre ces actes.
Il faut que la gauche non Communiste se réconcilie avec elle-même.
Nous devons apprendre à distinguer entre ambition malsaine et erreur. Il n'est personne ici ou à Levallois, lors de la dernière convention des clubs, qui ne soit libre de fautes et chacun devrait rechercher ses propres fautes avant de montrer du doigt celle des autres.
C'est dans cet esprit que la Gauche doit liquider son passé en l'assumant avec tout ce qu'il implique. Nous devons tous nous efforcer à contribuer à ce que soient surmontées toutes nos divisions afin de pouvoir donner le meilleur de nous-mêmes contre nos adversaires.
A vous, les ainés, je dis que vos succès vous ont valu le droit d'être écoutés et celui d'être pris au sérieux. Il faut espérer que vous ne les perdrez pas en croyant, à tort, que notre Parti ne peut pas absorber des idées nouvelles, c'est-à-dire évoluer. Il le peut ! Il le doit ! Il en a besoin pour faire vivre l'idée du Socialisme.
Certes, de nombreux jeunes esprits, parfois les plus volontaires, ont conclu que les structures de notre Parti ne valaient pas l'effort nécessaire pour rendre le Socialisme plus accessible. Et ils ont tort, mais c'est aussi à vous, la génération qui nous précède, d'accepter, de comprendre que vos filles et vos fils possèdent leurs propres perspectives et leurs propres priorités et qu'il faut les aider à les insérer dans notre cadre général. Peut-être que ces jeunes que vous avez vu, au hasard des revues, perchés sur des barricades, ne sont ni réalistes, ni polis, je vous le concède, mais leur idéalisme fondamental et leur désir de réforme sont irrésistibles. Dans un sens, ils sont gênants, parfois irritants, mais combien nécessaires. Ils nous empêchent de nous scléroser. Ils nous ont dit des choses

que nous n'aimions pas entendre, mais ce sont des choses que nous devrions savoir.
Nous ne devons pas offrir à la jeune génération seulement une image d'hommes et de femmes commémorant les batailles gagnées, mais essentiellement une image de citoyens forgeant, dans la chaude fraternité, les matériaux nécessaires à leur action.
Abraham Lincoln, lors d'une crise mortelle pour l'unité de son peuple, a repris le mot biblique "qu'une maison fissurée ne saurait se maintenir". Ceci s'applique à la Gauche démocrate Socialiste. Avec nos personnalités diverses, nous constituons tous une même famille, c'est pourquoi nous devons faire la paix avec nous-mêmes.
La chartre adoptée lors du dernier Conseil national et approuvée par nos partenaires permet à chaque homme de gauche de se reconnaître en tout ou partie. Elle permet de réunir sous un même toit tous ceux qui, dans notre pays, se réclament de la Gauche humaniste et qui veulent s'atteler à la tâche ardue mais, oh ! Combien exaltante qu'est la construction d'une grande force de la Gauche non Communiste.
L'objectif premier du Parti démocrate Socialiste se dessine clairement :
- libérer les énergies ;
- dégager les forces enfouies sous le poids des discussions et des négociations.
Il est certain, qu'alliant réflexion et action, le nouveau Parti pourra contribuer à désenclaver et à rassemblée à gauche, des bonnes volontés précieuses, mais trop souvent, jusqu'à ce jour, dispersés et en quête de leur vraie vocation.
Arrêtons la querelle, entre le présent et le passé car nous risquerions de ne pas gagner l'avenir.
Dans une telle situation, il faut que toutes les forces vives et toutes les idées créatrices, soient placées au service de la cause commune. Certes, dans les grandes controverses, à l'intérieur du Parti, nous pouvons nous empoigner rudement, nais ceci ne doit pas nous faire oublier que toutes les forces responsables doivent, lorsque la décision est prise, savoir se plier aux exigences d'une collaboration à toute épreuve, un peut et on doit lutter pour les décisions à prendre, mais la loi au Parti demeure la loi commune de tous les militants. Nous devons parler d'une voix unanime et nous ne devons pas nous laisser détourner des sujets que nous avons choisis. Ne raisonnons plus en termes d'alliances. Le nouveau Parti devra proposer aux Français, un avenir qu'ils choisiront clairement. Montrons que nous entendons être la première force de l'opposition qui aspire au pouvoir. Les démocrates Socialistes ont l'ambition du pouvoir mais cette ambition doit être noble et elle a son rôle à jouer dans une République retrouvée.
En effet, l'existence d'un parti d'opposition puissent d'une équipe capable, aux yeux de l'opinion, d'assurer la relève de celle qui gouverne, est une des garanties les plus efficaces contre le vertige de domination dont les caractères les plus solides sont toujours menacés quand il leur est donné d'exercer sans frein le pouvoir.

Collection Jean Jaurès

Il est grand temps, à gauche, que la politique devienne affaire de laboratoire plutôt que de chapelle. Les moyens de communications modernes et les progrès de l'instruction ont transformé le monde. La société dans laquelle nous évoluons se bouleverse un peu plus chaque jour.
Ce phénomène de mutation est arrivé à un point de non retour et son rythme va en s'accélérant. Si notre Société change de visage, il s'établit, en conséquence, des rapports nouveaux entre gouvernants et gouvernés, d'une part, responsables d'un parti et militants ou adhérents, d'autre part.
Aujourd'hui, un parti n'est pas un redresseur de courant, il est, quoiqu'en disent certains, celui qui bâtit au jour le jour, en fonction :
- d'une doctrine ;
- d'un programme ;
- d'un style.
- Le nouveau Parti a déjà sa doctrine avant la charte.
- Il doit mettre rapidement en chantier son programme qui définira le type de la société que nous voulons construire.
En effet, condamnant le capitalisme et les atteintes qu'il porte à la dignité de l'individu, il récusera, de la même manière, la société soviétique qui, sous des formes évidemment différentes, aliène l'homme et le prive de ses responsabilités. Il reconnaîtra donc l'éminente valeur de la personne humaine et concevra la démocratie comme assurant, au maximum, la responsabilité et la participation aux affaires publiques. En un mot, ce programme sera une projection de la société à construire, mais il sera adapté à notre temps. Le style nouveau que nous voulons introduire sera insufflé par les structures.
Vous allez me dire que c'est faire grand cas de ce problème, mais je suis persuadé cependant qu'à l'époque où nous vivons que son importance est primordiale.
Voyez-vous-mêmes, autour de vous, l'influence du comportement des individus sur votre appréciation à leur égard. Aujourd'hui, l'homme de la rue qui souhaite s'engager dans une formation politique, le fait en fonction d'impulsions qui ne sont plus uniquement commandées par les seuls choix doctrinaux.
- Il faut que le Parti nouveau, bien que structuré, soit d'une grande souplesse qui permettra un brassage permanent des individus et des idées.
- Il faut que chacun y trouve son centre d'intérêt afin d'y donner le meilleur de lui-même.
- Il faut qu'à côté de chaque groupe d'action et de décision politique, se constituent des groupes de réflexion et d'élaboration.
En fait,
- Il faut qu'à l'intérieur du Parti, le phénomène clubs, non pas groupe de "franc-tireur", mais "laboratoire de pensées" qui s'est développé en dehors de notre influence, puisse le faire dans notre communauté.
Pour crier le choc nécessaire dans l'opinion, la création du nouveau Parti doit se faire rapidement, très rapidement.

Confédération Jean Jaurès

Depuis deux ans, à chacune de nos assises, nous répétons que nous allons créer un nouveau Parti mais, faute de le voir naître, les citoyens de ce pays ne nous croient plus.
Il faut, permettez-moi cette expression, cueillir à froid l'opinion, il faut que dimanche soir, lorsque nous nous quitterons, le cause soit entendue.
Il ne peut plus être question, afin d'attendre quelques retardataires hypothétiques, de rater le train qui mène vers un avenir meilleur.
Ces quelques semaines qui nous séparent du Congrès constitutif, doivent être employées utilement.
Depuis juin 1968, nos militants sont démobilisés. Passé la trêve de Noël et du Nouvel an, il faut monter à l'assaut. Partout dans le pays, dans chaque fédération, dans chaque section, chacun doit sortir de l'état de mélancolie, chacun doit reprendre le combat avec foi et enthousiasme.
Que dans chaque ville, que dans chaque village, les haines, les rancœurs et les luttes fratricides s'arrêtent, que les retrouvailles soient fêtées dans la joie.
Aujourd'hui, la tâche de la SFIO n'est pas de philosopher, mais de dire clairement, durement peut-être, mais avec réalisme ce qu'elle entend faire pour la Gauche démocrate Socialiste, dans notre pays.
Nous ne faisons pas appel à la presse de l'esprit et à la modestie des militants, au contraire, nous attendons de vous tous une contribution positive.
Les difficultés et les obstacles ne manqueront pas de surgir, à chaque carrefour, mais avec votre aide et votre enthousiasme, nous sommes certains de les surmonter.
L'enjeu de 1969 est beaucoup plus important qu'une victoire électorale car il s'agit de forger l'instrument qui nous permettra de vaincre.
La Gauche est aujourd'hui à un tournant de son histoire ; nous devons faire un choix entre la facilité et la difficulté, entre l'air pur du progrès et l'atmosphère étouffante d'une gauche divisée.
La jeune génération, celle-là même à qui nous devons transmettre le flambeau, attend notre décision.
Vous ne pouvez pas décevoir l'espoir immense que nous mettons en vous.
Avec votre aide, avec votre expérience, tous ensembles, nous irons au coude à coude au combat, avec la volonté de vaincre et de sortir du tunnel dans lequel nous sommes plongés.
Le passé nous guide, le présent trace nos tâches, l'avenir nous encourage.
Alors, soyons nous-mêmes et ayons confiance en nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lhonorey (Seine-Maritime) pour 10 minutes, ensuite à Sierra.

Lhonorey (Seine-Maritime)

En ce qui ne concerne, chers camarades et chers amis, mon intervention ne sera pas longue, mais touchante, disons "vache", intervention à l'emporte pièce car,

Fondation Jean Jaurès

quand on vient à un Congrès, c'est pour vider son sac et, quand à moi, je ne me suis jamais gêné, je n'ai pas de complexes.
Je regrette que nous n'ayons pas été informés des résultats des conversations avec nos partenaires, ce qui éventuellement a pu fausser les positions des deux tendances car nous ne devons pas être la seule fédération dans ce cas. J'ose espérer que ce manque d'informations n'était pas prémédité, que c'était par discrétion ou par déception, mais le fait est là !
Nous avons voté la motion du Comité directeur, en ce qui concerne la Seine-Maritime, par 13 mandats et il pour la motion Defferre.
Chers camarades et chers amis, c'est un bien simple ouvrier métallurgiste et militant syndicaliste qui vous parle, mais c'est avec une certaine inquiétude que je suis venu assister à ce Congrès car, en réalité, je me demande si ce n'est pas à un enterrement de 1ère classe de la SFIO auquel je suis venu assister !
J'ai entendu successivement nos camarades, Pierre Mauroy et Jules Moch et je n'ai pas, pour autant, été entièrement convaincu. Il est vrai que, par ma mère, je suis breton et, par mon père, normand, donc têtu et me laissant peu facilement convaincre. Cela peut être un défaut, mais cela peut être aussi une qualité.
Je rappellerai qu'au Congrès national de 1956, où je fus porté au Comité directeur avec nos amis Grirnberg (?) et Marceau Pivert, j'avais dit : "Si vous n'ouvrez pas vos portes à la classe ouvrière, il en sera fini du Parti, à plus ou moins longue échéance".
J'ai l'impression que si nous sommes arrivés où nous en sommes aujourd'hui, c'est parce que notre manque de psychologie vis-à-vis des travailleurs nous y a conduits !
En ce qui me concerne, je n'ai fait que passer au Comité directeur car le Congrès suivant nous étions ressortis aussi vite que nous y étions entrés. Remarquez que j'ai été sous-marinier, en 1930, et que j'ai bien souvent, de ce fait, plongé et refait surface, aussi cela ne m'a jamais dérangé de plonger, mais les travailleurs qui, eux, ne connaissent pas les dessous de la politique, ne sont pas rodés à ce genre de gymnastique ce qui fait que, pour eux, le Parti Socialiste n'était plus le Parti de la lutte des classes sur lequel ils pouvaient compter et ils ont donc continué à être attirés par le Parti Communiste.
Eh bien, voyez-vous, je souhaite de tout cœur que le nouveau Parti Socialiste, qui doit prendre naissance, attire les travailleurs qui, eux, cherchent qui arrivera à les sortir du bourbier dans lequel ils se trouvent.
Voyez-vous, i1 y avait douze ans que je n'étais pas élu en tant que membre de "Force ouvrière" dans mon entreprise, chez moi, que je ne trouverais même plus de camarades pour se présenter avec moi, et figurez-vous qu'au mois de mai, j'ai été élu avec 30% des voix et, cependant je me suis présenté tout seul, non seulement au Comité d'entreprise mais encore comme délégué du personnel.
(Applaudissements)
Sincèrement, je demeure fidèle à cette vieille doctrine qui est de rester maître de son avenir et j'aurais préféré voir une refonte de notre Parti plutôt que de le voir risquer de sombrer car, lui, n'aura plus la possibilité de refaire surface si l'opération échoue.

Je ne peux évidemment savoir d'avance quel sera le verdict que rendra le Congrès, mais je demande que des garanties sérieuses nous soient données et je croie que ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra accepter cette fusion.
Qu'apportent nos partenaires dans la corbeille de mariage ?
Tant que je n'aurai pas entendu le point de vue de notre camarade et ami Guy Mollet, j'avoue que je reste sceptique.
En ce qui me concerne, je ne veux pas me déguiser en bourgeois de Calais avec la clé au cou (!) Fusion, oui mais avec toutes les garanties essentielles ; ce n'est que dans ces conditions que je pourrai rallier la position majoritaire de notre fédération que je représente ici. J'attends une intervention claire et clairvoyante de notre camarade Guy Mollet, position que j'abonnerai peut-être pour une motion de synthèse qui me donnerait satisfaction et ferait l'unité Socialiste.
Et j'en terminerai, mes camarades, par une question importante :

- puisque certains camarades, à cette tribune, et moi également d'ailleurs, avons parlé de mariage, que deviendra notre personnel, ce personnel dévoué au travail que nous leur avons demandé d'accomplir ?

Je voudrais bien qu'on me réponde à cette question et je remercie par anticipation le camarade Pierre Mauroy qui se fera certainement un plaisir de nous répondre, puis que c'est lui qui nous a fait part des tractations avec les conventionnels, assez tardivement, il faut le reconnaître, mais je ne le mets nullement en cause ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Serra (Tarn).

Serra (Tarn)

Camarades, secrétaire fédéral d'une fédération, essentiellement issu de la classe ouvrière, qui a connu toute la carrière politique de Jean-Jaurès, je suis, à la demande du Congrès fédéral, dans l'obligation d'intervenir dans ce débat.
J'ai écouté avec émotion l'intervention de Lamarque-Cando, ce matin, lorsqu'il a évoqué la mémoire de Jean Jaurès, mais son intervention est incomplète.
L'action de Jean Jaurès avait été avant 1905, de rassembler tous les groupes qui se prévalaient de l'idée Socialiste. Nous sommes persuadés, dans la fédération du Tarn, que le même souci de rassembler tous ceux qui sont d'accord sur la doctrine et l'idéal Socialiste qu'anime Guy Mollet. Et, parlant de Guy Mollet, je tiens à livrer au Congrès un fait qui m'a frappé et j'aurais aimé que les milliers d'adhérents du Parti puissent voir, comme je l'ai vu, mangeant le menu du foyer des jeunes, seul !
Eh bien, camarades, j'aurais voulu qu'un de ces journalistes qui a si souvent caricaturé la physionomie et le caractère de Guy Mollet puisse rapporter ce fait dans la presse, afin que tous les Secrétaires généraux de tous les partis, quels qu'ils soient, puissent suivre l'exemple de notre camarade Guy Mollet ! (Applaudissements)
J'admire les secrétaires fédéraux qui sont montés à cette tribune et qui apportent l'unanimité de leurs militants. Je ne puis, hélas ! en faire autant. Avant le

Congrès fédéral, j'ai suivi les réunions de toutes les sentions et j'ai été frappé par l'état d'esprit qui règne au sein des militants, car ils sont un peu découragés. J'ai constaté le désarroi, l'angoisse des militants et je vous dis en toute modestie qu'ils ont assez la notion que tout cela ne cache que des querelles de personnes.
Je ne vais à cette tribune défendre aucune des motions en présence, mais j'ai le mandat impératif de demander au Congrès, à l'issue de ses travaux, que sorte une motion d'unanimité. J'ai aussi le devoir de demander à notre camarade Georges Guille, pour qui tous les militants du Tarn ont tant d'admiration et tant d'estime, de peser les conséquences d'une éventuelle scission.
Mais, camarades, le temps presse. Il faut accélérer le processus de la fusion, en fixer les dates, sinon nos militants perdront la confiance qu'ils ont en eux-mêmes et, en même temps, la confiance qui avait été et qui est toujours la leur au Parti.
Et maintenant je vais en terminer en demandant au Congrès de voter unanimement une motion de confiance sur l'action de Guy Mollet au sein du Parti. Ne pas le faire, le laisser sortir par la petite porte, il ne faut pas le faire ; il faut lui demander surtout qu'il reste à la disposition du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Desenne, de la Vendée

Desenne (Vendée)

Camarades, je ne retiendrai pas très longtemps l'attention du Congrès et je dirai tout de suite que Claude Fuzier a dit beaucoup mieux que je ne l'aurais pu faire l'essentiel de ce que mes camarades, au Congrès fédéral du 15 décembre dernier, m'avaient demandé de dire. Mais je veux tout simplement répéter, ou ajouter ce qui suit.
Est-ce bien nécessaire de nous diviser ici, à l'intérieur de la SFIO, pour permettre l'entrée d'autres éléments se réclamant de l'idéal Socialiste ? Est-ce indispensable de rechercher des responsabilités chez les uns ou les autres de chez nous ? Serions-nous à ce point damnés que, pour faire avancer le Socialisme, nous devions nous déchirer, ou nous lancer à la face des mots qui frisent l'injure ?
Mes camarades de la Vendée, en contact journalier avec les vexations des gaullistes triomphants et toujours aux prises avec la collusion épouvantable de la droite et du cléricalisme classique, m'ont demandé de vous dire, dans la mesure où vous voudriez bien m'entendre, que deux choses sont importantes.
1°) Les décisions que nous allons prendre doivent être telles qu'aucun des camarades jusqu'ici à l'intérieur du Parti ne puisse en déduire qu'il n'y pourrait souscrire de bonne foi et en toute conviction.
2°) Qu'il n'est possible de solutionner les fameux points 11 et 20 que par leur annulation pure et simule. Et puis tout le reste viendra.
Il a été dit dans la motion pour le renforcement de l'unité Socialiste que si, malgré notre désir de voir réunis tous les Socialistes dans un seul et même parti, il se trouvait que nos partenaires s'en tiennent à la désignation des responsables nationaux avant le Congrès constitutif et puissent mettre en cause la

Fondation Jean Jaurès

souveraineté du Congrès constitutif, alors nous leur dirions ensemble, mais tous ensemble :"Ce n'est pas possible." Nous leur dirions ainsi que ne n'est pas parce que nous avons accepté des révisions de vocabulaire que nous sommes disposés à prendre des vocables comme "collectif communal" ou "collectif départemental". Nous garderons nos sections.
Les camarades qui ont notre confiance, car tout de même, quoiqu'on puisse dire au-dehors, ils ont toujours été élus démocratiquement par les délégués au Congrès et nombreux étaient ceux qui gardaient sur le même bulletin l'élection au Comité directeur à la fois des majoritaires et des minoritaires, il n'y avait pas de collusion, de fraction organisée, de désir condamnable bien sur d'éliminer un camarade minoritaire. Cela devrait rassurer nos partenaires.
Et voila que certains camarades, et non des moindres pour le Parti, annoncent qu'ils ne recherchent et ne désirent aucune responsabilité dans le Parti nouveau. Alors nous disons que ces camarades doivent réviser leur décision. Ils ont été des militants indispensables au Parti depuis plusieurs années. Ils ne doivent pas s'éloigner.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Basse, du Var.

Basse (Var)

Mes camarades, j'apporte ici le point de vue d'une partie de la fédération du Var, partie minoritaire qui a décidé de soutenir la motion pour le renforcement de l'unité Socialiste de la majorité du Comité directeur. Et je voudrais dire ici quels critères ont prévalu pour nous permettre de faire ce choix.
Nous avons tous en mémoire le Conseil national de Clichy et ses résolutions, qui nous dictent aujourd'hui la nécessité de prendre une décision de nature à éclairer pour l'opinion publique, mais aussi pour les militants et les sympathisants l'avenir du mouvement Socialiste. Avenir à court terme pour les combats que nous aurons à mener demain, mais aussi avenir dans le temps, puisque pour nous, Socialisme égale philosophie et plus précisément philosophie du bonheur. Alors des tendances s'expriment dans le Parti et c'est normal dans un parti démocratique comme le nôtre. Et les uns disent "non, nous avons assez tergiversé et, plutôt que de nous lancer dans une aventure imprécise, restons ce que nous sommes, rajeunissons le Parti : ce faisant, nous lui rendrons son âme, son rayonnement, son audience." Je ne pense pas qu'il soit possible de suivre ces camarades.
Comme eux, je suis attaché à la vieille maison et je ne pense pas qu'ici, dans cette salle, qui que ce soit veuille un jour renier la famille qui l'a formé, au sein de laquelle il s'est épanoui, au nom de laquelle il s'est battu.
Mais pour autant je ne pense pas qu'il nous soit possible de suivre ces camarades purs. D'abord, parce que j'estime avec Guy Mollet que le monde ayant changé et les Socialistes militants à l'extérieur du Parti, il importe de mettre en place une formation nouvelle où le maximum de citoyens qui possèdent l'idée Socialiste se sentent à l'aise.

Fondation Jean Jaurès

D'autre part, parce que nous nous sommes engagés sur une voie délibérément choisie lorsque nous avons constitué la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, la voie de la fusion, la voie de la novation, et qu'aujourd'hui barrer cette voie équivaudrait à revenir sur ce que nous nous sommes promis, sur ce que nous avons promis au pays.

Et puis, mes camarades, il y a les événements de mai et le climat politique nouveau qui y est afférent. Les jeunes ont pris la parole, les jeunes ont dit leur foi dans le Socialisme et nous savons les problèmes multiples qui se posent à eux pour s'insérer dans un mouvement politique. Alors il importe de ne pas perdre de temps, car si l'idéal qui nous anime est à la mesure de leurs aspirations, je dois dire que la réalité nous oblige à reconnaître qu'i1 n'en est pas de même en ce qui concerne les structures, les appareils, les formations comme les nôtres, mais aussi comme la Convention des institutions républicaines et autres clubs.

Pour toutes ces raisons, mes camarades, il me paraît évident qu'il convient de mettre en place une formation réellement nouvelle dont les structures d'accueil soient adaptées et je sais gré à Guy Mollet d'avoir dit que si, sur le plan doctrinal, il nous fallait rester très fermes, par contre nous devions savoir faire preuve de beaucoup d'esprit d'ouverture en ce qui concerne les structures. Faire du nouveau pour faire du nouveau ne servirait à rien. Faire du nouveau doit équivaloir à rajeunir le Parti et, ce faisant, à préparer un bel avenir au mouvement Socialiste français.

Cela dit s'affronte deux textes : l'un présenté par la majorité du Comité directeur : l'autre par Gaston Defferre et ses amis.

Et je dois dire après avoir écouté Pierre Mauroy qu'il ne m'apparait pas que les tenants de l'une ou de l'autre des motions soient séparés par un fossé si maigre soit-il. Les uns et les autres, nous sommes, je crois, décidés à favoriser sincèrement la mise en place de la nouvelle famille Socialiste. Alors, faut-il sous entendre qu'à un moment aussi important, aussi solennel, qui engage la vie de notre cher Parti, qui engage l'avenir du Socialisme, des questions de personnes prendraient le pas sur l'intérêt général ou pour le moins lui nuiraient ?

Je ne veux pas le croire.

Le soutien que j'apporte à la motion présentée par la majorité du Comité directeur, compte tenu de la volonté exprimée de mettre en place le nouveau Parti Socialiste, et j'ajoute dans les délais les plus brefs, est un soutien de militant qui fait confiance au comité directeur comme il s'est félicité de lui avoir fait confiance au dernier Conseil national de Clichy.

Vouloir préserver l'unité du Parti d'une part, sauvegarder le plus grand nombre de chances d'unifier le plus grand nombre de Socialistes, dans un même Parti, me parait à l'évidence être la ligne de conduite d'un Comité directeur responsable, et le comité actuel me parait décidé à répondre à cette attente. C'est pourquoi je lui fais confiance.

Ce faisant, j'engage le Congrès à prendre ses responsabilités.

Il importe plus que jamais que le Parti sorte uni de ces assises. Il importe également de préparer l'avenir, l'avenir du Socialisme qui se confond avec l'avenir de la République et de la démocratie.
Tous ensemble, ne perdons pas de temps, sachons saisir les chances du Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Savouroux, des Hauts-de-Seine.

Savouroux (Hauts-de-Seine)

Chers camarades, l'avancement du programme de nos travaux me forcera à vous infliger une improvisation, je vous prie de m'en excuser.
Nous voici arrivés au terme de cette longue négociation qui doit préfigurer la naissance du nouveau parti Socialiste.
Dans ce débat, la fédération Socialiste des Hauts-de-Seine, la quatrième par son importance numérique, a voulu apporter sa pierre au nouvel édifice. Pour ce faire, elle n'a retenu aucune des motions qui ont été soumises au vote dans les sections et les fédérations, elle a voulu se singulariser en essayant de préfigurer ce que nous souhaitons tous, à savoir un texte de synthèse.
Je dois dire que nous y sommes parvenus, puisque c'est à l'unanimité que notre fédération déposera à la Commission des résolutions son texte propre. Ce qui veut dire qu'à la fédération Socialiste des Hauts-de-Seine, nous avons voulu les uns et les autres, faire les réformes nécessaires, afin que ce nouveau Parti puisse se construire dans les meilleures conditions, conditions qui sont pour nous l'unanimité de notre SFIO.
Ce que nous demandons, c'est que tous ceux qui, dans cette salle, sont partisans du nouveau Parti, de sa rénovation, de son rajeunissement, fassent l'effort nécessaire afin que demain soir, il n'y ait qu'un texte qui prouve que le Parti est unanime pour envisager avec confiance l'avenir.
Mais par delà cet appel aux deux principales motions, nous voulons aussi nous adresser aux camarades qui, ex abrupto, ont dit non avant que se tiennent nos assises nationales extraordinaires.
Nous pensons, en effet, qu'il est absolument indispensable que ces militants de valeur, restent avec nous pour poursuivre le même combat, dont nous savons qu'il est le leur.
Il serait impensable, en effet, que de bons camarades, que de nombreux camarades, restent en dehors du nouveau Parti, parce qu'ils ne veulent pas se frotter a un certain nombre de risques.
Certes, ces risques nous les connaissons, et nous particulièrement, dans les Hauts-de-Seine, nous avons eu un certain nombre d'avatars avec ceux qui étaient hier nos alliés et qui seront demain nos camarades de parti...
Nous sommes une fédération départementale qui, sur le plan de la FGDS, n'a jamais été officialisée. Nous avons connu, du côté des conventionnels, quatre ou cinq délégations successives, animées par Marie-Thérèse Eyquem d'abord, puis par Bassis (?), puis par Charles Hernu lui-même, puis par Jacques Vauchin,

etc... chaque fois, les interlocuteurs changeaient. On nous abreuvait de propositions différentes ; mais malgré cela, et malgré dernièrement la triste expérience électorale du conventionnel à Issy les Moulineaux dans notre département, alors que nous avions décidé, nous, de ne pas présenter de candidat, malgré tout cela nous souhaitons sincèrement que pour défendre demain l'esprit Socialiste et les thèses du Socialisme, apparaisse un Parti nouveau.
Par contre, il y a quelques points qui nous chiffonnent et dont je voudrais me faire l'interprète au nom de mes camarades.
Bien sûr, nous approuvons pleinement les réponses que Pierre Mauroy, au nom de la délégation Socialiste, a faites à nos camarades de demain, en ce qui concerne les points 11 et 20.
Il ne nous parait pas possible en effet, qu'avant la constitution du nouveau Parti, et avant la réunion de ses assises nationales, soient décidés les noms des camarades qui auront à le diriger, et que soit aussi fixée une certaine proportion entre eux, entre les camarades venant des différentes familles.
Nous acceptons bien sûr, et nous considérons comme nécessaire que cette garantie soit donnée à ces camarades, mais nous n'acceptons pas d'être liés pour l'avenir par des textes ou des formules trop rigides.
Et il y a aussi un point qui a été donné comme un accord réalisé, dont je dois dire qu'il nous inquiète, et même auquel nous sommes hostiles, c'est celui qui concerne la composition des futures commissions départementales.
Il a été envisagé et annoncé comme accordé, que la moitié des représentants serait effectivement déléguée, soit de circonscription électorale, soit de circonscription géographique, dans le cadre du département, et que l'autre moitié des délégués de la commission départementale seraient élus lors des assises départementales.
Il nous semble qu'il y a là une concession par trop importante et nous aurions souhaité que, comme cela existe depuis toujours chez nous, les délégués de la direction départementale soient tous élus par un Congrès départemental.
En effet, je pense que la situation risque de se trouver la même dans presque tous les départements, il existe des circonscriptions soit électorales, soit géographiques, où il y a très peu de militants et ainsi on risque d'avoir des délégués dans les bureaux fédéraux, dans les commissions départementales, qui représenteraient véritablement un trop petit nombre de militants.
Enfin, camarades, ce que nous souhaitons - c'est pour cela que nous nous adressons aux camarades tant de la majorité du comité directeur qu'à ceux des camarades qui, avec Gaston Defferre et Quilliot, ont présenté d'autres textes - c'est que l'on aille très vite.
En effet, il nous semble difficile d'attendre six mois à nouveau pour mettre en marche ce nouveau Parti.
Bien sûr nous savons qu'il est souvent illusoire de fixer à l'avance un calendrier trop rapide ou trop proche, mais nous insistons pour que le maximum soit fait afin que notre Parti puisse partir le plus vite possible.

Voilà, camarades, les grandes lignes de la thèse de la fédération Socialiste des Hauts-de-Seine.
Nous regrettons aussi peut-être que les sections et les fédérations n'aient pas été davantage tenues au courant des dernières négociations, de celles dont Pierre Mauroy nous parlait hier, encore que nous pensons valable l'argument que nous donnera sans doute la direction du Parti, à savoir que, si on nous avait donné d'une façon assez sèche le catalogue des vingt conditions et surtout les conditions 13 et 20, peut-être le fonds du débat eut-il été caché par les questions secondaires qui sont celles de répartition ou d'hommes, alors qu'en fait le plus important est quand même la question de fond des structures totales.
Camarades, celui qui vous parle appartient à une génération qui, paraît-il, est assez rare dans le Parti, puisqu'à quarante ans je suis de cette génération dite creuse dans notre SFIO, venu au Parti il y a maintenant vingt quatre ans, au lendemain de la libération, qui ayant eu en plus la satisfaction et la joie d'y assumer des responsabilités, tant au sein des formations d'étudiants Socialistes, que de jeunesse, que comme adjoint de la fédération de l'aide sociale de Claude Fusier, a maintenant dans les Hauts-de-Seine, trouvé toujours la liberté d'expression et y a trouvé une seconde famille.
Et ce n'est pas sans une certaine nostalgie que nous verrons cette vieille maison fermer portes et volets.
Mais, nous espérons que demain, avec l'appui et le concours de tous, et je répète bien "de tous", de Guille à Defferre, en passant par les camarades de la majorité, du comité directeur et en particulier par notre camarade Guy Mollet - pour lequel la fédération Socialiste des Hauts-de-Seine a tenu à déposer à la Commission des résolutions un texte de sympathie particulier - que nous réussirons à faire un parti encore plus fort et à faire triompher notre idéal commun.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous avons travaillé très vite et notre programme d'aujourd'hui est terminé.
Pour demain matin, je vous propose la présidence de Marcel Champeix, assisté de Cambrin, (Rhône), Bourblanc (Côtes du Nord), Wavelh (Meuse) et Aymé (Haute-Garonne).
La séance commencera à 9 heures 30 précises.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, Puteaux

Séance du dimanche 22 décembre 1968 (matinée)

Fondation Jean Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Marcel Champeix, assisté de Cambin, Rhône, Bourblanc, Côtes du Nord, Wavelli, Meuse, Aymé, Haute-Garonne.

Le président (Marcel Champeix)

Camarades, la séance est ouverte ; la parole est à Lamousserie (?) du Lot.

Lamousserie (Lot)

Mes chers camarades, je tenais absolument à vous donner quelques précisions sur la motion du Lot qui a été déposée et je suis mandaté également par les militants pour souligner devant le Congrès l'urgence du regroupement de la gauche non Communiste.
Voici la motion :
"La fédération du Parti Socialiste SFIO du Lot, réunie pour préparer le Congrès national a adopté la motion suivante :
se faisant l'interprète de tous ses militants et sympathisants, la fédération Socialiste du Lot estime qu'il est de la plus grande urgence de regrouper toute la gauche non Communiste dans un nouveau Parti qui soit authentiquement Socialiste, démocratique, européen et international.
Rappelant sa précédente motion dans ce sens au mois de novembre dernier, la fédération Socialiste du Lot demande la création immédiate d'un nouveau Parti Socialiste et la désignation dès janvier d'un exécutif provisoire chargé de mettre en place définitivement le nouveau Parti à tous les niveaux, communal, départemental, régional et national.
Cette motion a été votée à l'unanimité, sauf une abstention et c'est à cause de cette abstention que j'ai demande à venir à la tribune.
Je suis mandaté par des militants et des sympathisants qui ont souligné au Congrès le caractère d'urgence du regroupement de la gauche non Communiste. On pense que nous risquons, en effet, d'être débordés par la base, l'heure n'est plus aux discours, mais aux actes, car tous nos militants s'impatientent, parce qu'ils ont l'impression de stagnation, d'inefficacité, de promesses non tenues.
Depuis 1963, on parle du nouveau Parti, mais rien de positif n'a été fait. Querelle de procédure sans doute, nous ne pouvons attendre six mois pour agir ; déjà les mouvements régionaux se dessinent un peu partout par des réunions, des articles dans la presse régional. Le risque est grave de voir des gens qui se disent de gauche et qui puissent constituer sans nous un nouveau Parti.
Le renouveau est à la mode, tout le monde a soif de changement, à nous d'épouser notre temps ; ayons la sagesse de le comprendre. Se méfier des jeunes, c'est se méfier de l'avenir et le refuser, alors le Parti se constituera sans nous.
Changeons nos méthodes, nos structures, en conservant les bases pour travailler à un Socialisme moderne, démocratique, européen. Faisons surtout notre unité face à ceux qui s'efforcent de nous diviser pour régner.
Il faut impulser un sang nouveau, avec des hommes nouveaux, qui acceptent notre charte et notre programme, comme le souhaitent les militants de la base.

Fondation Jaurès

Évitons le culte de la personnalité dans notre Parti. Le militant de la base doit avoir la parole ; c'est à lui de choisir et de décider ; il veut que ça change.
Camarades, allons de l'avant. Vive le nouveau Parti Socialiste démocrate.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Bourbon, Tarn,

Bourbon (Tarn)

Un nouveau Parti va naître dans très peu de temps. Il a été décidé à Clichy, lors du Conseil national, que ce Parti serait nouveau et Socialiste. Ces deux conditions suffiront elles pour que les jeunes viennent de plus en plus nombreux vers nous ? Il semble que non.
En effet, les jeunes veulent de nos jours être des adultes à part entière et considérés comme tels.
Les structures du nouveau parti doivent donc permettre aux jeunes de s'intégrer encore plus à la vie du mouvement.
Trop souvent, au sein de la SFIO, les jeunes ne sont pas associés aux grandes décisions politiques. C'est ainsi que dans les réunions de sections, par exemple, lorsqu'un jeune parle on l'écoute d'une oreille distraite ou bien l'on trouve son intervention "sympathique" et çà s'arrête là…
A la SFIO, les jeunes peuvent, théoriquement, avoir des postes de responsabilités dans le Parti, mais généralement on ne les leur donne pas parce que ce sont des jeunes.
C'est pour cela qu'il faut éviter ces erreurs et bannir ces craintes dans le nouveau Parti pour qu'il ne soit pas considéré comme vieux dès sa naissance.
Pour que les jeunes adhèrent à ce parti, il faut leur montrer un visage autre que celui qui a été trop souvent le nôtre. Il est vrai, comme dit Guy Mollet dans son dernier livre "les chances du Socialisme", que la période récente a obligé le Parti à se préoccuper davantage des libertés politiques que de la révolution Socialiste. Il a dû agir selon l'échelle des valeurs du capitalisme et il a pris figure d'allié au système qu'il combat. De même, il n'a pu empêcher que des réformes sociales passent pour être l'œuvre des conservateurs et non la sienne.
Aujourd'hui, le Socialisme doit, à la demande des jeunes et de la classe ouvrière, mettre en cause le capitalisme lui-même.
Pour cela, il faut un effort d'analyse et d'imagination qu'accompliront ensemble les hommes d'action et d'idéal. C'est la synthèse du Socialisme selon la formule célèbre de Jaurès.
Il est donc nécessaire d'apporter une profonde transformation des structures et des méthodes du Parti à tous les échelons pour permettre l'engagement politique d'hommes qui, découragés par l'impuissance de la FGDS, à prolonger en actes le courant qui l'avait d'abord portée, sont restés en marge de l'action politique.
Certains prônent ou ont prôné la disparition du mouvement de la jeunesse Socialiste et ont demandé que ces jeunes soient purement et simplement intégrés aux sections adultes.

Fondation Jean-Jaurès

Nous devons dire que ces militants là se trompent lourdement, car il est plus facile - tout est relatif -de recruter un jeune pour les jeunesses Socialistes que de l'amener directement dans le Parti. De même, il est plus facile de l'éduquer dans le mouvement jeune.
Il n'y a donc pas contradiction entre le désir d'être associé encore plus à la vie du Parti et dans la volonté de maintenir le mouvement de la jeunesse Socialiste.
D'autre part, il devrait être retenu comme obligation que chaque section adulte importante crée une section jeunesse Socialiste, car les jeunes, c'est l'avenir du Parti.
En effet, n'oubliez pas qu'en 1972 les jeunes représenteront plus de 50% de l'électorat.
En conclusion, les jeunesses Socialistes du Tarn souhaitent que dans le nouveau Parti :
- Le mouvement de la jeunesse Socialiste soit associé plus étroitement aux décisions en lui donnant une représentation plus large et voix délibérative dans les différents échelons du Parti, alors qu'il a été décidé à Clichy qu'elle n'aurait que voix consultative.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cépède.

Denis Cépède

Camarades, j'aurais volontiers renoncé à la parole au cours de ce Congrès où les orateurs ont été nombreux, si nous n'avions pas entendu hier notre camarade Boulloche nous adjurer à nouveau de renoncer à rappeler les caractères fondamentaux du Socialisme, parce qu'ils ne seraient plus vrai ou, à tout le moins, parce qu'ils ne sauraient être compris par nos contemporains.
Hier, il nous a donné un conseil : "Ayons l'œil fixé sur le monde qui vient et non sur ce qui a été dit depuis cent ans"
Je crois que c'est un excellent conseil et je voudrais, au cours de mon intervention, tenter de le suivre.
C'est à quelques très caractéristiques du monde qui est et qui vient que je voudrais vous rendre attentifs pour savoir s'ils ne confirment pas ce que Marx fait dire depuis cent ans à ceux qui se sont donné la peine de le lire.
Pour ne prendre qu'un exemple... n'est-il pas vrai que la prolétarisation s'accroit sous l'effet de la concentration ? La prolétarisation, c'est-à-dire l'accroissement du nombre de ceux qui doivent utiliser les outils qui appartiennent à autrui, à qui ils vendent leurs forces de travail, la prolétarisation, c'est-a-dire l'aliénation du travailleur dans son activité production où il devrait pourtant se retrouver.
Chaque année, c'est plus de 300 000 français qui passent du travail libre au travail salarié, sur une population totale de 20 millions. Chaque année, plus nombreux sont les artisans et les paysans qui deviennent les travailleurs à façon des grandes entreprises capitalistes.
Autre exemple : n'est-il pas vrai que les besoins d'investissement vont croissant et en même temps que le nombre de ses détenteurs diminue ?

Fondation Jean Jaurès

N'est-il pas vrai qu'aux États-Unis, paradis du capitalisme populaire, la part des investissements fournis par l'autofinancement est toujours plus importante ? N'est-il pas vrai par conséquent que la contradiction fondamentale du capitalisme décrite depuis cent ans il est vrai, ne fait que s'accuser : un pouvoir économique de plus en plus concentré décidant d'une production de plus en plus sociale.

Cette évolution accuse entre les régions des disparités considérables. Elle se traduit par un renforcement de l'impérialisme qu'exercent les pays industrialisés sur les pays pauvres, Avec l'aide aux gouvernements, ils achètent le droit de piller leurs ressources en matières premières, en main d'œuvre et en cerveaux.

En Europe même, la création du marché commun est moins le signal d'une compétition que celui des absorptions, fusions, concentrations avec les conséquences humaines terribles qu'elles comportent toujours et dont on ne se soucie jamais.

Cette évolution ruine les espérances des libéraux en réalisant les prévisions des Socialistes, il est vrai, plus récentes, puisque, vous l'avez reconnu, il s'agit de Jaurès.

Les réalistes vont dire que ce sont lu les conséquences du développement, et ils ont raison. Mais il faut en tirer les conséquences : la principale conséquence de cette évolution, c'est que le capitalisme de compétition arbitré par les consommateurs, dans lequel l'élévation du pouvoir d'achat libère l'homme de la misère, tandis que le marché juge le discernement des entrepreneurs, n'est plus qu'un songe, que les mesures anti trust sont un cautère sur une jambe de bois, qu'au contraire, ni la collectivité, ni l'État ne sont en mesure d'exercer le pouvoir compensateur rêvé par les néolibéraux.

Ce qui disparait dans cette évolution, c'est la marge du réformisme. Le problème posé est celui de la stratégie de la collectivisation pour satisfaire au respect des valeurs de liberté, de dignité, de responsabilité que rappelait Boulloche dans son intervention.

Car cette évolution, trop rapidement et trop partiellement décrite, est la conséquence des conditions pratiques de mise en œuvre du progrès technique dans cette seconde moitié du XXème siècle.

C'est vrai qu'il faut une énorme concentration de capitaux, c'est vrai qu'il faut avoir les reins longtemps solides pour prendre les risques de lancer des produits nouveaux, c'est vrai qu'il faut que les unités de production rassemblent toutes les conditions de sécurité qu'exigent des projets aussi considérables.

Mais cette recherche de la sécurité passe par le contrôle de, eu plutôt sur l'État dont la préférence va aux commandes à long terme qui sont, bien sûr, et d'abord, des commandes d'armement, lorsqu'on ne parvient pas à les lancer dans une course dans l'espace dont, de si haut, sans doute, on éprouve moins les misères scandaleuses qui règnent encore sur notre globe.

Le contrôle s'exerce sur l'État. On a lui demander une planification qui réduit les incertitudes des programmations privées, des crédits à long terme pour se soustraire aux caprices des épargnants, une politique des revenus pour impressionner les travailleurs et une université qui va tenter d'éveiller

l'intelligence de la jeunesse pour, comme l'annonçait Marx, il y a plus de cent ans, faire de la science, une force productrice directe, tout en lui demandant de s'aliéner dans des tâches parcellaires et provisoires.
Il faut à ce capitalisme contrôler aussi le consommateur. Plutôt que de deviner ses besoins, il est plus sûr de les créer, Plutôt que de cumuler dans un même produit tous les progrès des techniques, on préférera mettre la ménagère devant de faux choix entre des biens distincts seulement par leurs marques et les plus périssables possibles.
Plutôt que de tenter d'en assurer la meilleure utilisation, en permettant leur usage communautaire quand il est possible, on va, au contraire, éveiller le désir de leur possession et rendre impossible leur utilisation collective.
Parce que le contrôle des travailleurs, de l'État, du consommateur, des matières premières est une condition du fonctionnement même des grandes entreprises capitalistes, au stade de développement auquel nous sommes parvenus, c'est un renversement des pouvoirs qu'il faut opérer»
Il est clair que c'est la propriété des moyens de production qui, en tant que fondement du pouvoir concentré dans les mains des ménagères, aboutit à l'inversion inhumaine dont travailleurs et consommateurs sont les victimes, faisant de la production, non une fin, mais un moyen, creusant chaque jour davantage l'écart entre te que les résultats du progrès scientifique permettraient de donner de bonheur et les satisfactions finalement goûtées, tandis que la publicité creuse toujours l'écart entre les besoins des hommes et leur pouvoir d'achat.
Les statistiques dont se flatte le capitalisme sont là pour nous faire apprécier cet écart. En deux générations, le produit national brut par personne a été multiplié par 3, peut-on dire que le bonheur intérieur des hommes s'est amélioré d'autant ?
Non, camarades, c’est jérémiades de s'apitoyer sur le tiers monde sans combattre le capitalisme qui implique la pérennité de sa misère ; c'est rêverie que de vouloir le désarmement lorsque les grandes entreprises y trouvent leurs marchés les plus sûrs.
C'est faire un rêve, qui est d'ailleurs un cauchemar pour le petit blanc américain et les noirs, que de croire que nous pouvons suivre la route qu'ont empruntée les États-Unis. En effet, c'est une fausse analogie, puisque leur puissance même leur a permis d'accaparer les matières premières avant de prendre le contrôle de nos entreprises.
Si nous étions les seuls à le dire, nous ne serions que l'honneur de l'homme. A combien de signes, ne voyons-nous pas que nous le partageons avec d'autres !
Le drame actuel n'est pas dans l'embourgeoisement des masses, il est dans le fait que nous avons honte de proclamer notre idéal Socialiste. Il est dans le fait aussi que devant l'ampleur de la tâche, son indéniable complexité, nous sommes tentés par le réformisme : le résultat le plus clair de cette fausse pudeur et de cette véritable paresse, c'est qu'on peut nous dire, sans même éprouver le besoin de démontrer, tant cela parait évident, que nous nous employons à faciliter une évolution, que nous aurions renoncé à combattre.

Là est la cause profonde de la constitution de groupes gauchistes qui ont fait pire que nous combattre, puisqu'ils nous ont ignorés !
Certes, la tâche est rude. Pour l'entreprendre, il faut commencer par y croire» Et savoir que la Socialisme ne fera pas son monde en un jour. Fondé sur le concours permanent des hommes à l'élaboration de leur avenir, il ne peut ni imposer, ni briser l'outil capitaliste, mais il doit le mettre enfin au service de l'homme.
Cela suppose des étapes, une stratégie. On conviendra que les délais seront longs quand, par exemple, on se sera convaincu de l'évidence que c'est dans le cadre européen qu'il faut placer cette lutte. Mais si nous ne situons pas les étapes de notre combat par rapport à nos buts, si nous ne faisons pas prendre conscience autant de notre volonté que des difficultés que nous aurons à surmonter, nous ne serons prêts que pour les rêves utopiques et pour les combats douteux où l'image du Socialisme, c'est-à-dire l'espérance de l'homme est dénaturée, contribuant alors à préparer les aventures funestes et désespérées.
En effet, si nous ne sommes pas capables de démontrer notre volonté et la réalité de notre projet, les minorités agissantes vont fournir au Parti de l'ordre l'alibi de leurs excès. Camarades, pensons-y, en juin notre défaite était consommée dès le début de mai, dès qu'il était patent que ceux qui pensaient tout d'un coup comme nous, n'avaient pas même à oublier, car ils ne l'avaient jamais appris, que nous pensions depuis plus longtemps qu'eux ce qu'ils découvraient.
Ce que les jeunes, les cadres, les ingénieurs, les techniciens ont découvert et découvrent dans le monde, c'est que le développement économique en système capitaliste appelle aujourd'hui la prolétarisation de l'esprit.
Le taylorisme gagne le travail intellectuel et les étudiants ont voulu cesser l'université de Fouchet comme les canuts de Lyon cassaient leurs machines.
Ce que les travailleurs découvrent, c'est non seulement que le capitalisme les exploite plus que jamais, mais c'est que tout ce qu'ils lui ont arraché leur est partiellement repris et que ce qui leur est laissé est récupéré, parce qu'en tant que consommateurs, même pauvres, ils sont conditionnés à acheter des biens dont la durée d'usage est volontairement raccourcie et les satisfactions qu'ils en escomptaient, compromises par l'absence des moyens collectifs d'en jouir. Ô les délices de Capoue de la société de consommation qu'éprouve le travailleur lorsqu'il est pris dans un embouteillage parce que l'urbanisation est aberrante et pauvre, au volant de sa voiture dont il ne sait pas encore comment il paiera les traites, malgré les heures supplémentaires auxquelles il consent pour y faire face !
Le progrès a vidé les sanatoriums mais rempli les asiles.
Nous sommes dans une société si heureuse qu'on prend des pilules pour ne pas s'y reproduire, et d'autres pilules pour ne pas y penser.
Que la jeunesse refuse cet avenir, que les travailleurs posent en termes de pouvoir leurs revendications, elle plaide pour l'esprit mais ne plaidera pour nous que si nous sommes capables d 'aller au-delà des apparences qui laisseraient croire que la prolétarisation en cours signifie le gonflement des classes moyennes et que la croissance capitaliste trace la courbe du progrès humain.

Au-delà des apparences, il y a ce que les hommes ressentent chaque jour et expriment parfois. Il va falloir que le nouveau Parti y pense tout le temps, actualise perpétuellement ses analyses, définisse pour l'immédiat et le plus lointain les objectifs et le cadre d'un combat authentiquement Socialiste.
Tandis que le Parti doit résoudre des problèmes irritants et fastidieux, des camarades travaillent à poser les questions fondamentales de la planification, de la régionalisation, de la construction européenne, du cheminement de l'appropriation collective.
Mais même s'ils ne se découragent pas, si leurs travaux doivent encore rester longtemps sans recevoir une formulation politique, il risquerait de s'opérer une division des tâches telle que les uns se replieraient dans des méditations inutiles ou pire s'érigeraient en technocrate prétentieuse, tandis que les autres, que la masse des militants mènerait son combat sur des slogans vagues et vieillis.
Pour éviter cette cassure, le nouveau Parti ne doit pas se contenter de recruter, il va lui falloir faire un effort de formation doctrinale qui doit être la priorité des priorités.
Cette formation devra comporter une analyse précise da capitalisme actuel et des aspirations des hommes pour en finir avec les approximations douteuses»
Les structures prévues offrent la possibilité de faire de la pensée du parti l'œuvre du parti/entier. Il faut que le nouveau Parti, non seulement soit perpétuellement nouveau, mais qu'il offre l'exemple de ce qu'est une société où des hommes libres définissent collectivement les conditions de l'épanouissement individuel et collectif.
En regard de cette ambition, les ultimes mesquineries sont dérisoires. Il faut qu'elles soient emportées dans l'élan que notre Congrès doit créer. Il y va du Socialisme en France, il y va donc de l'espérance pour l'homme d'être un homme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Georges Guille.

Georges Guille

Camarades, si l'importance d'une motion se mesure, soit au nombre des signataires, soit à l'accumulation des titres de parlementaires ou de membres du Comité directeur qui en accompagnent les noms, la nôtre doit paraître bien insignifiante, et il convient des lors à ses auteurs de faire preuve de discrétion et de brièveté.
D'ailleurs, rassurez-vous, je ne serai ni long, ni passionné dans la tristesse sans précédent de ce Congrès, jamais je n'ai été tenté aussi peu par l'éloquence qu'aujourd'hui.
Aussi bien, depuis quatre ou cinq ans que cet interminable et déprimant débat absorbe exclusivement le Parti, nous avons, les uns et les autres, à longueur d'innombrables Congrès, épuisé le sujet et dit surabondamment tout ce que nous pouvions avoir à dire.

Fondation Jean-Jaurès

A quoi bon ressasser, de part et d'autre, les mêmes arguments ? Maintenant, il faut trancher.
C'en est fini du byzantinisme, des habiletés tactiques, des manœuvres compliquées, des calculs subtils, des oui-mais, des non-si, et des peut-être.
Les données du problème sont connues et précises :
Le Parti radical s'est prononcé, négativement, comme prévu, et je le comprends. Ce qui reste en question, c'est donc une fusion étriquée, avec une poignée de conventionnels et de clubistes, c'est-à-dire la création d'un parti nouveau avec des gens qui, pour la plupart, n'ont et n'auront jamais aucun sens de ce qu'est- et de ce que doit être un parti organisé digne de ce nom.
Car l'esprit des clubs est de restreindre à une élite intellectuelle, ou supposée telle, des laboratoires d'idées, des creusets de cogitation, qui n'empiètent en rien sur l'individualisme sacro-saint de leurs adhérents ;
Cet esprit là est une chose.
L'esprit de parti en est une autre, le Parti étant une organisation de masse conçue pour l'action, avec ce que cela suppose de cohésion, de discipline et d'abnégation. Le club se veut intellectuellement au moins d'essence aristocratique. Le Parti ne peut être que d'essence populaire. Il a moins besoin, pour parler comme Braque, de surhommes qui se croient tels, que d'hommes sûrs, moins besoin de cadres (?) que de militants.
Les partis et les clubs peuvent avoir des rôles complémentaires ; ils ne peuvent pas se fondre, se confondre et fusionner.
Voilà le problème qui nous est posé, il s'agit dès lors de "peser le pour et le contre, de faire la balance des avantages et des inconvénients et pour chacun de nous, de mesurer objectivement la part d'espérance raisonnable et de risque réel que comporte l'opération, car vous ne réunirez, et vous le savez bien, ni la totalité des membres de la Convention et des clubs, ni tant s'en faut l'ensemble des militants de la SFIO.
Mais au terme de ce Congrès, il va falloir répondre par "oui" ou par "non", sans aucune ambigüité possible et aucune Commission des résolutions ne pourra, cette fois, quoi qu'en pense Jules Moch, réaliser une synthèse.
Notre décision est importante, dit Guy Mollet, dans sa lettre aux militants. Je suis enclin, pour ma part, à penser que c'est une des plus graves, sinon la plus grave que, pour son existence même, le Parti ait eu à trancher depuis l920.
Renonçons donc, dans ces conditions, les uns et les autres, à des arguments de commodité, et cessons notamment d'invoquer à tout propos l'opinion publique à l'appui de nos thèses.
Quand autrefois, Maurice Sarraut écrivait, dans La Dépêche de Toulouse qu'il dirigeait, ses articles étaient émaillés de formules comme : " Le peuple veut...", "l'opinion ne comprendrait pas...", "Les citoyens de ce pays exigent...". C'était sa manière de dire ce qu'il voulait, ce qu'il pensait et ce qu'il souhaitait lui-même.
L'opinion publique, on peut toujours lui faire dire ce qu'on veut, sauf les jours d'élection, sauf à Malakoff, l'autre dimanche. On peut en dire bien des choses, mais nous avons pu au moins y mesurer l'attrait respectif qu'exercent les nouvelles formations et les vieux partis.

Restons-en à notre sujet. Certains camarades pensent, sincèrement sans doute, que l'intérêt et l'avenir du Socialisme commandent que soit abandonné, dissous, sacrifié le Parti Socialiste SFIO, et qu'un autre parti nouveau lui soit substitué. Ces camarades ont, depuis longtemps, sous des formes diverses, quelquefois dans ces sens divers, agi dans ce but avec une persévérance à laquelle il convient de rendre hommage. Je trouve tout naturel que ceux-là disent ce qu'ils pensent et s'ils le peuvent, qu'ils fassent ce qu'ils disent, mais je m'adresse aux autres, aux autres dont les noms ne se retrouvent pas forcément au bas de la même motion, à tous ceux qui sont visiblement inquiets, troublés, voire angoissés, à l'idée de jouer à quitte ou double la réalité du Parti existant, et perfectible, contre un futur problématique plein de risque et d'incertitude.

A ceux dont la perplexité devant ce pari dangereux est évidente, à ceux qui mesurent les conséquences possibles d'une erreur peut-être irréparable, à ceux qui savent ce qu'est un parti et que, s'il est facile de le détruire, il est difficile et long de le créer et de l'implanter, à ceux qui ont appris par leur propre expérience qu'il en est en politique comme en géologie, les dunes de sable se forment, se déforment et se transforment plus vite que les rochers granitiques, mais elles sont moins consistantes et moins durables, à tous ceux qui savent que le militantisme n'est pas synonyme de carriérisme et à tous ceux-là, je demande simplement de bien réfléchir avant de se prononcer.

C'est Jules Moch - il m'excusera de le citer, mais c'est une bonne caution - qui, récemment, à Clichy, avec la netteté et l'autorité qui lui sont propres, traduisait sans doute le sentiment de beaucoup d'entre eux. "La fusion", disait-il, "ne m'enthousiasme pas. Je la redoute, mais je m'y soumets parce que je ne vois pas d'autre moyen", mais vous êtes nombreux, camarades qui, en votre for intérieur, la redoutez comme lui.

Eh bien ! nous aussi, nous la redoutons telle qu'elle se présente, et c'est parce que nous la redoutons que nous la refusons, parce que nous ne pensons pas qu'il faille se résigner à ce que l'on juge mauvais et redoutable quand on peut l'éviter, et parce que nous pensons qu'il y a d'autres moyens meilleurs avec le Parti, dans le Parti, et par le Parti ; nous l'avons dit à Clichy, nous n'y reviendrons pas.

Ces moyens excluent, bien sûr, certain masochisme, certain défaitisme et certain complexe de culpabilité et d'impuissance... (applaudissements)... trop complaisamment entretenus et trop fréquemment étalés.

Je ne veux pas être trop dur, mais après tout, c'est l'heure de la vérité entre nous.

À ceux qui estiment suffisant de venir une fois l'an dans nos Congrès transformer cette tribune en mur des lamentations... (applaudissements)... pour rentrer ensuite chez eux ou dans leur bureau, et les pieds dans leurs pantoufles y discuter avec quelques amis choisis de la façon de refais le monde, je conseille de battre leur coulpe sur leur propre poitrine plutôt que sur celle du Parti.

Le Socialisme est exaltant ; il n’est pas neurasthénique. Le militantisme se manifeste dans l'action sur le terrain, au sein de la masse populaire, par la propagande, le recrutement, l'organisation l'éducation. Le reste, les parlottes, les petits cercles, n'est souvent que vanité.

Oui, c'est de militants que le Socialisme a besoin, non point de censeurs stérilisants.
Alors, vous proposez un nouveau Parti. C'est l'opération miracle, la baguette magique, la panacée. Vous changez le sigle et vous croyez que, du même coup, vous aurez transformé les hommes. Le timoré, le flagornard, deviennent des foudres de guerre. Le fatigué, le désabusé, l'apathique, vont devenir des militants ardents.
Tout cela est dérisoire. Nous jugerons de l'importance numérique et du dynamisme de ce Parti nouveau là où on n'a pas su maintenir la vigueur de l'ancien. En attendant qu'on nous dispense de ces trop faciles analyses mélancoliques sur l'évolution et la courbe des effectifs, des analyses qui ne vont pas au fond des choses et qui se réfèrent trop volontiers à 1936 ou à 1935, car c'est ignorer ou vouloir ignorer que certaines fédérations ont accru sensiblement leurs effectifs dans la même période où d'autres s'affaiblissaient.
Depuis quatre ou cinq ans qu'on passe ailleurs son temps à fédérer et à fusionner, le petit département de l'Aude, avec ses 270 000 habitants, a vu la SFIO passer de 2 650 à 3 450 adhérents ; je parle d'adhérents réels... (applaudissements)… la Haute-Garonne est passée de 2 670 à 2 970. Quant aux Bouches-du-Rhône, qui étaient tombées à 4 900 en 1949, elles sont passées à 7 800 en 1954, à 9 500 en 1959 ; elles en sont à 10 800 aujourd'hui, dépassant ainsi les chiffres des temps euphoriques de 1935.
(Applaudissements)
Et mon ami Gauthier-Preuvot, hier, à cette tribune, nous annonçait qu'en Loire-Atlantique, à Nantes, les effectifs avaient augmenté en 1968 de 60%. À en juger par certain silence qui a accueilli ses propos, on aurait pu penser qu'il annonçait une catastrophe ou qu'il commettait une incongruité !
(Rires)
Essayez donc de m'expliquer tout ce que je viens de dire ! Essayez de m'expliquer tout cela par les tares, les fautes, les insuffisances et le discrédit du vieux Parti.
Par ailleurs, c'est faire bon marché du phénomène gaulliste de dépolitisation générale et négliger un peu trop l'importance des courants variables d'une opinion, hélas, moutonnière, versatile et opportuniste.
Si l'on considère le mouvement syndicaliste, par exemple, en 1934, nous devions être à peu près 800 000 à la CGT de Jouhaux, et beaucoup moins à la CGTU de fraction. Deux ans après, en 1936, nous étions 6 millions. En 1940, plus personne. En 1945, de nouveau 6 millions. Combien y a-t-il de syndiqués aujourd'hui, toutes centrales confondues ? Et quelles conclusions en tirer ? Et combien y a-t-il d'ailleurs d'adhérents ? Au total, dans l'ensemble des partis politiques français, à ce jour, d'un extrême à l'autre.
Car nous sommes en France, n'est-ce pas, non pas en Allemagne ou en Grande Bretagne, ou en Italie ! Alors, honnêtement, faisons la part de toutes choses, car c'est un jeu hasardeux et bien léger, croyez-moi, que de tirer argument ou prétexte, pour les besoins de la cause, d'éléments circonstanciés, pour remettre en cause des choses fondamentales ! Et il est trop commode de se donner bonne

conscience en rejetant sur l'outil la responsabilité d'un travail insatisfaisant. Il n'y a pas de bons outils, pour un mauvais ouvrier.
Mais il s'agit, selon la motion dite majoritaire de se donner un instrument "meilleur", et là est, en effet, la question : elle est de savoir si le meilleur instrument serait ce nouveau Parti tel qu'on le conçoit, tel qu'il serait composé et dont on peut prévoir l'évolution, ou bien le Parti actuel, rénové, rajeuni, ranimé, réadapté aux conditions de la vie et du combat modernes ?
Il faut faire un nouveau Parti, nous dit Guy Mollet, où tous les Socialistes se sentiront à l'aise !
Fort bien, mais j'attends toujours et depuis longtemps, en vain d'ailleurs, j'attends que quelqu'un m'explique clairement en quoi et pourquoi un Socialiste démocrate, s'il est vraiment Socialiste et s'il est vraiment démocrate, et s'il a l'unique souci de servir le Socialisme, en quoi et pourquoi il pourrait ne pas se sentir à l'aise au sein du Parti SFIO et ce qui a pu l'empêcher d'y entrer et de s'y battre ?
(Applaudissements)
Cette explication, je l'attends et j'attends aussi qu'on me dise en quoi et pourquoi le même citoyen se sentirait plus à l'aise dans le nouveau Parti, si c'est vraiment un parti organisé ? Car l'explication pourrait être édifiante !
Quant à savoir, puisqu'une motion en fait état, dans quel cas la réaction serait la principale bénéficiaire, la question mérite examen, en effet, car plus encore sans doute que de savoir quel est le meilleur outil, le problème est de savoir s'il y aura encore un outil !... si le Socialisme démocratique disposera encore demain, d'une organisation, d'un parti digne de ce nom, capable de préparer, d'organiser, de mener le combat aux heures décisives, faute de quoi au terme de querelles, d'incompatibilités, de rivalités, de chicanes, de divisions et d'éclatements - dont nous avons trop d'exemples dans la Gauche française - vous pourriez vous retrouver, demain, devant le vide !
Et c'est alors, indiscutablement, c'est alors que la réaction serait le plus bénéficiaire, car il n'y aurait plus rien entre elle et le Parti Communiste, et elle aurait gagné !
Un Parti, ce n'est pas seulement une déclaration de principe et des structures, ce sont aussi des hommes et qu'on ne nous parle pas, à ce sujet, de considérations subalternes, car c'est des hommes, de leur comportement, de leur mentalité que dépend la vie d'un Parti, sa cohésion et sol, efficacité. Or, nous le répétons, nous disons tout haut ce que tant d'entre nous pensent, semble-t-il, il y a des hommes qui ne nous paraissent pas faits pour vivre dans un Parti et pour en accepter les règles !
Ce sont ceux qui ont fait de longues et parfois brillantes carrières sans jamais s'engager à l'égard de rien, ni vouloir dépendre de personne, et ce sont ceux qui, en quelques années ont successivement adhéré à divers partis ou groupements et les ont chaque fois quittés avec fracas, après avoir brisé les vitres et cassé la vaisselle.
Ce sont des individualistes, c'est leur droit, mais ce sont des démolisseurs !
(Applaudissements)

Et nous ne pensons pas que l'on puisse construire avec eux !
Et ce que nous avons appris des dernières rencontres au plan national, comme ce que nous avons su de certaines attitudes dans quelques départements, ne fait que nous confirmer dans cette opinion.
Pierre Mauroy, dans son rapport, avant-hier, déclarait : "Je n'ai pas le parchemin de l'accord". C'est évidemment regrettable, si l'on songe au calendrier qui avait été établi, mais il n'avait pas davantage la pièce officielle prenant acte du désaccord !
Il était très démuni, en somme… (rires)… et tout ce qu'il pouvait nous dire, c'était : "Les négociations ne sont pas terminées, elles sont suspendues..."
Dites-moi, vous ne trouvez pas que cette plaisanterie de mauvais goût n'a que trop duré ?
(Applaudissements)
Est-ce que nous allons encore longtemps nous couvrir et nous laisser couvrir de ridicule ?
Je rejoindrai volontiers sur ce point Chandernagor, Roger Quilliot, Gaston Defferre ! C'est assez lanterner, il faut trancher, et aujourd'hui.
Pierre Mauroy ne nous a d'ailleurs rien apporté de nouveau, rien, rien que nous ne sachions déjà au Comité directeur du 5 décembre, c'est-à-dire le jour du dépôt des motions.
Alors, je veux, à mon tour, après Arthur Notebart, regretter que ces informations n'aient pas été, puisque nous n'en avons pas eu d'autres, que ces informations n'aient pas été portées par le Bulletin intérieur à la connaissance des militants, avant les réunions des sections et la tenue des Congrès fédéraux, cela les aurait édifiés !
(Applaudissements)
Car, enfin, vraiment, ces hommes qui se classent d'autorité dans la majorité du fameux nouveau Parti, avant même qu'il ait vu le jour, c'est énorme ! Ce n'est pas gentil pour toi, Gaston - pour moi, c'est normal - mais te révéler comme ça, toi, ce n'est pas juste !
Les hommes qui prétendent faire table rase et partir à zéro, mais qui entendent bien, au préalable, s'assurer personnellement des postes de dirigeants dans les organismes directeurs... c'est trop beau… (rires)... c'est trop beau, c'est comme une toile de Goya, on admire, on frémit, mais on ne commente pas !
Si vous ne sentez pas tout ce que cela dénote d'ignorance délibérée, de mépris de l'esprit démocratique, vous aurez tout le temps, je pense, de le découvrir ensuite !
Et c'est avec ces gens-là que vous voulez faire un nouveau Parti !
Voyez-vous quels qu'aient pu être, et quels que soient, à l'occasion, mes désaccords avec Gaston Deferre ou avec d'autres, il n'en reste pas moins, entre nous, une estime, une amitié personnelle qui résulte de ce que, formés à la même école, nous en avons accepté les mêmes règles et les mêmes lois, et de ce que, dans nos divergences mêmes, il se manifeste une même mentalité qui vient d'une même conception de la vie en commun au sein d'une organisation démocratique,

Collection Jean-Jaurès

une mentalité, c'est fait que cela aussi, en partie… (applaudissements)… et vous auriez tort de le sous-estimer.
Certaines impatiences, trop visibles, d'éliminer ici ou là, des militants qui compte souvent parmi les meilleurs, nous paraissent insolites et significatives. A ce compte, et pour les mêmes raisons, il eut fallu, il y a trente ans éliminer Léon Blum, car il était le passé, et c'est ce que demandait d'ailleurs Marcel Déat !... mais le rapprochement n'est pas très rassurant !
Cela n'empêcherait pas, au contraire, d'ouvrir toute grandes les portes de notre tarti à tous ceux, aux jeunes surtout, qui se sentent dignes d'entrer, désireux d'y servir et capables d'y vivre, selon la loi commune !
Vous voulez faire un nouveau Parti ! La belle affaire ! Ce n'est même pas original !
Le phénomène "néo", il faudrait pouvoir dire le "néo-partisme", est périodique, dans la gauche française ! Le résultat n'en est généralement pas bon.
Laissons de côté, s'il vous plait... s'il vous plait, laissons de côté 1905, qui n'a absolument rien à voir avec ce dont nous parlons. En 1920, au Congrès de Tours, une majorité décidé la constitution d'un nouveau Parti. C'est alors que Léon Blum défendit la vieille maison - il faut le dire, pour ceux qui emploient parfois cette expression dans une intention péjorative et qui en ignorent l'origine exacte. Dans cette vieille maison, sept ans après, j'ai choisi d'entrer, sachant où j'allais et avec qui. Je ne l'ai jamais regretté.
En 1933/1934, de nombreux militants, et parlementaires nombreux, et souvent de poids et de qualité, créèrent encore un néo-parti. Léon Blum, "épouvanté", défendit contre eux, une fois de plus, la vieille maison.
Nous y estâmes avec lui. Nous ne l'avons jamais regretté, mais que sont devenus les autres ?
En 1958, d'autres élus et d'autres militants, formèrent une nouvelle fois un nouveau Parti : PSA, puis PSU.
J'étais pourtant alors en plein accord, en plein accord avec eux sur le problème politique dominant, de ces heures graves, et en désaccord profond avec la majorité de la SFIO.
J'y suis néanmoins resté, je ne l'ai jamais regretté !
De ces camarades qui le fondèrent il y a dix ans, il n'en reste à peu près plus aucun, à ce nouveau Parti. Ils s'en sont tous allés, les uns après les autres, écœurés, désabusés ou bien ils en ont été chassés par leurs nouveaux compagnons recueillis en cours de route, par ces forces vives, dévorantes, boulimiques, scissionnistes par nature et destructives par vocation.
Vous feriez peut-être bien d'y penser.
Vous voulez faire un nouveau Parti... voire, et vous prétendez, bien sûr, n'en changer d'abord que l'étiquette et le flacon mais, bientôt, fatalement, dans la foulée de la rénovation, vous serez conduits à changer aussi le contenu ! Le néo-parti vous mènera à un néo-Socialisme !
Ce n'est pas pour rien, croyez-moi, qu'il y a deux mois - je ne citerai personne... - ce n'est pas pour rien qu'il y a deux mois, à Clichy, ceux de nos camarades qui furent toujours les plus chaleureux et les plus ardents défenseurs de la fusion,

rompirent à la Commission des résolutions, non point sur le projet de structure, mais sur la déclaration de principe, au point qu'un canaris dont l'autorité morale n'est contestée par personne, put s'exclamer : "mais c'est 1933" !
Vous voulez faire un nouveau Parti ? Bien. Prenez garde de ne pas aboutir à une sorte de super-club bouillon et anarchique, avec de petits messieurs très distingués, très intelligents, très "intelligentsia", mais d'où le peuple, la classe ouvrière, serait de plus en plus absent. Car il n'y a ni Socialisme, ni Parti Socialiste sans le peuple, et dans au moins une fraction importante de la classe ouvrière.
Les jeunes... Les jeunes ? Dites-vous ? A notre Congrès Fédéral, dimanche, sur 400 délégués, il y en avait une bonne centaine qui avaient entre 20 et 35 ans, et notre délégation ici, aujourd'hui, sur 9 membres, elle en compte 6, les deux tiers, de moins de 30 ans ! Étudiants, ouvriers, enseignants, chercheurs, unis, solidaires, et profondément attachés à la SFIO.
Non, je ne vous comprends pas.
Je ne comprends pas certains d'entre vous, et j'ai peur de comprendre les autres.
Pour le reste, que nous importe les jugements absurdes émis ici ou là sur notre attitude. Je lis quelquefois : "conservatisme, nationalisme, patriotisme, chauvinisme de parti"... Comme c'est facile, et comme c'est bête !
On s'apercevra peut-être avant qu'il soit longtemps qu'il y a plus de réalisme politique, plus de réalisme politique que de pur sentimentalisme dans notre comportement.
Nous sommes d'ailleurs aussi insensibles à cette littérature imbécile qu'aux pressions du dandysme gauchiste sans consistance et sans durée.
"Une affaire de cœur", dit Claude Fuzier. Une affaire de cœur... Nous ne sommes pas de ceux qui considèrent que les questions de cœur sont une chose honteuse. Mais nous avons montré, je crois, Claude, nous avons montré à l'occasion qu'en politique nous savions aussi faire preuve de raison.
Nous avons entendu les appels qui nous ont été lancés au cours de ce Congrès, et nul nous connaissant ne peut penser que nous y avons été insensibles. Mais justement, il ne s'agit pas en l'occurrence de sentiment. Il s'agit d'une chose qu'on décide de faire ou de ne pas faire.
Si vous pensez que cette chose est bonne, et nécessaire, et bénéfique, si vous le pensez, il est naturel que vous le fassiez, en conscience. Mais si nous avons, nous, la conviction, et nous l'avons, qu'elle est mauvaise, qu'elle est dangereuse, et qu'elle peut devenir catastrophique, comment pouvez-vous honnêtement nous demander d'y participer ?
Un camarade nous a dit que notre responsabilité dans l'immédiat était grande. C'est possible. C'est possible, mais la vôtre à terme pourrait l'être bien davantage !
Nous pensons sincèrement que vous allez commettre une erreur. Si vous le faites, puissiez-vous ne pas avoir à le regretter demain ; puissiez-vous n'avoir pas à dire devant le résultat : "nous n'avions pas voulu cela" ! Car vous l'aurez sinon voulu, du moins accepté, puisque vous en aurez pris le risque, et cela revient au même.

Pour nous, nous avons souhaité que le Parti ne fût pas placé devant ce choix dramatique. Nous avons tout fait depuis des années pour freiner, pour ralentir, pour gagner du temps, dans l'espoir que les yeux s'ouvriraient. Nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir pour l'éviter.
Aujourd'hui, nous ne prendrons pas, nous ne partagerons pas la responsabilité de mettre fin à la vie du Parti Socialiste SFIO.
(Applaudissements)
Nous ne nous associerons pas à cette décision. Nous refuserons notre vote et notre adhésion.
Pour tout vous dire, si vous décidez de vous engager dans une aventure que nous jugeons, et que beaucoup d'entre vous sentent lourde de risques, ne comptez pas sur nous pour vous accompagner.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Piette pour 30 minutes.

Jacques Piette

Camarades, permettez-moi de me reprendre trente secondes, car j'ai ressenti, comme beaucoup d'entre vous, ce qu'il y avait à la fois d'émouvant sur le plan humain dans la déclaration de Georges Guille, mais plus encore ce qu'il y avait de grave dans ce qu'elle impliquait dans sa partie finale.
Je pense que les propos que nous tenons les uns et les autres ici, à cette tribune, en cette heure de la vie du Parti, doivent être mesurés dans toute leur ampleur.
Mais je suis convaincu que la Commission des résolutions trouvera le moyen non pas de convaincre Georges Guille d'arriver à une acceptation d'une politique majoritaire à laquelle il ne serait pas associé, mais de faire en sorte que le refus d'adhésion auquel il a fait mention n'implique pas je ne sais quelle volonté scissionniste qui aboutirait alors surement à l'impossibilité de faire un nouveau Parti, et tout autant de maintenir la vieille maison.
(Applaudissements)
C'est là une responsabilité politique que l'histoire jugera sévèrement.
Mais, camarades, avant d'en venir à mon propos et en matière de préface, j'ai trois textes courts que je voudrais que le Congrès nous autorise à renvoyer devant la Commission des résolutions pour une approbation ultérieure.
Le premier de ces textes concerne les problèmes européens. Je confesse qu'à ce moment de notre discussion ce genre de problème peut paraître lointain, car il n'a ni contenu émotionnel, ni perspective bouleversante dans un très court terme.
Il a semblé cependant à un certain nombre de camarades, puisque j'ai l'honneur de représenter le Parti auprès du Bureau de liaison des Partis Socialistes qui participent à l'Europe, qu'il était bon d'inviter le Congrès une nouvelle fois à condamner formellement et fortement l'attitude antieuropéenne du gouvernement gaulliste qui a assez fait, si j'ose dire, et on me pardonnera cet affreux jeu de mots, qui a assez fait pour démonétiser l'idée européenne pour ne se souvenir que des concours monétaires qu'elle pouvait lui apporter quand il en avait besoin.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Ce texte là, je suis donc, je pense, autorisé à le transmettre à la Commission des résolutions.
Le second texte, comme je le sens dérisoire, après cette importante déclaration ; et si Georges Guille se défendait d'éloquence, qu'aurait-ce été s'il avait fait appel à l'éloquence ?
Le point sur lequel je voudrais attirer l'attention du Congrès, c'est presqu'une anecdote ; c'est en tous cas une image qui me poursuit depuis hier, 13 heures 51.
Mais je voudrais ici anticiper sur mon propos de tout à l'heure pour faire observer aux camarades qui nous ont mal suivis sur la déclaration de principe, qu'il y avait dans cette déclaration de principe une novation fort importante, c'est celle qui prévoit dans les dispositions finales que "le Socialisme moderne tiendra compte des apports de la science et de la technologie, notamment dans l'ordre de la biologie et de la génétique."
Camarades, ce n'est pas simplement un salut aux couleurs de la science que nous vous demandons. Nous vous demandons un peu plus, dans l'observation et dans le contenu philosophique de cette observation.
En réalité, par cette petite phrase - et cela devient une manie chez certains d'entre nous d'introduire des petites phrases à conséquence historique -, c'est peut-être le procès du déterminisme historique, référence à laquelle nous avons toujours accordé notre préférence dans le passé, que nous sommes en train de remettre en question. C'est peut-être, alors que nous sommes Roussophiles et que nous croyons à la perfectibilité de l'homme par la transformation des institutions, c'est peut-être la science qui va demain apporter la réponse à cette question. Vous devriez, au moins ceux qui ne sont pas d'accord sur la profession de foi, constater que notre modernisme vaut bien celui d'un certain nombre de ceux qui nous condamnent de l'extérieur.
Et pourquoi étais-je hanté par deux images ? Eh bien ce n'est pas pour faire appel à une vaine sensiblerie, mais je voudrais présenter à ce Congrès, comme en surimpression, Jaurès, quelques semaines avant la guerre, au Pré Saint-Gervais, s'efforçant par son talent, et sans micro, devant la multitude, de contenir la guerre menaçante, levant le doigt vers le ciel.
Cette image, nous l'avons tous devant les yeux car c'est la dernière image, je crois, la dernière photographie militante de Jean Jaurès.
Eh bien, camarades, il me parait important que le Congrès se souvienne de cette image de Jaurès, et qu'il se souvienne qu'hier, à 13 h. 51, des hommes sont partis faire le tour de la Lune. Et cela n'a pas l'air aussi absurde de rapprocher l'une et l'autre image, car elles sont l'une et l'autre la confiance dans la science et dans l'homme.
Peut-être conviendrait-il, sans distinguer les formes de science que représente l'effort soviétique ou l'effort américain, que le Parti salue, non pas comme un exploit sportif, mais comme une prévision encourageante, une démarche scientifique qui répond plus au sentiment d'aventure humaine auquel faisait allusion hier Boulloche, qu'à travers un programme économique réactionnel.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

La troisième mission qu'il m'a été demandé de remplir devant vous est plus difficile. Elle m'est surtout à moi plus difficile qu'à aucun autre.
Parmi les documents qui vous ont été adressés pendant cette période, et pour la préparation du Congrès, vous avez reçu une lettre aux militants signée de Guy Mollet.
J'ai entendu hier à la tribune nombre d'orateurs faire allusion à cette communication de notre Secrétaire général, la plupart d'ailleurs de nos camarades pour s'en féliciter, les uns, j'en suis sûr, avec loyauté, et les autres avec un sourire un peu goguenard, un peu comme si cette lettre répondait à l'espérance qu'ils avaient entrepris de réaliser depuis dix ans dans un combat incertain, ou douteux, comme aurait dit John Steinbeck avant sa mort.
Mais, camarades, puisque les hasards de la politique font que depuis 25 ans, dans la clandestinité d'abord, et sous l'éclairage Socialiste ensuite, j'ai travaillé côte à côte avec Guy Mollet, parfois et même souvent en désaccord, mais en homme libre, et pas en Socialiste de libre examen, mais en homme libre, je pense que le Parti voudra unanimement me permettre de lui dire ici - et je n'ai pas le sourire du requin, dans cette perspective, je n'ai pas les arrière-pensées de certains, ni ces victoires a posteriori qu'on n'ose pas faire triomphantes parce qu'elles sont trop heureuses; la "divine surprise" dont parlait Maurras, appliquée au Parti Socialiste, ce serait singulier ! - Mais, camarades, qu'on me permette de souhaiter que ce Congrès unanime, sans arrière-pensée, dise à Guy Mollet, dont le style est sec, sévère, dépouillé, parfois déshumanisé - mais c'est que pour notre compte il a reçu beaucoup de coups depuis 25 ans ! Des coups de l'extérieur, des coups de l'intérieur ! - je voudrais que ce Congrès lui dise fraternellement, après tant d'efforts et tant d'années consacrés au Parti, qu'il l'assure de sa reconnaissance, de son amitié et de son estime !
(Applaudissements)
Camarades, j'en ai terminé avec mon avant ; propos et je voudrais maintenant dire ici les quelques réflexions que ce Congres national m'a inspirées.
Qu'on me permette de penser que quand je jette ces fleurs, les pots ne sont pas accrochés après...
La bataille qui est posée devant le Congrès national aujourd'hui n'est pas une bataille d'hommes. Georges Guille l'a très justement dit. C'est une bataille qui est d'autant plus tragique que chacun d'entre nous l'a livrée dans la solitude de sa conscience de militant. Qui d'entre nous n'a été tenté, je le dis loyalement, de signer la motion de Notebart et Georges Guille.
Qui d'entre nous n'aurait pas trouvé une espèce de libération de sa conscience et de ses craintes en signant le texte de Georges Guille ?...
Mais c'est un auteur politique important de ce temps qui a écrit qu'on ne faisait pas de politique avec des appréhensions... c'est le General de Gaulle. Et moi, je n'ai pas les appréhensions de Georges Guille.
Je comprends bien ses raisons, il les a dites d'une manière éloquente, émouvante ... J'aurais signé son texte sans me sentir déshonoré, parce que c'est vrai qu'a certaines heures de la méditation, en nous posant les problème du proche avenir du Parti Socialiste, ou de l'instrument Socialiste, nous avons le devoir de nous

poser la question de savoir si la vieille maison, lorsque nous l'aurons transformée en une nouvelle, sera aussi accueillante, aussi libérale, aussi généreuse et porteuse d'autant d'espoirs qu'elle l'a été naguère…

J'avoue que si je n'avais pas entendu hier les déclarations de Boulloche, prolongeant les réflexions de Chandernagor au dernier Conseil national, j'aurais pu aussi presque sans équivoque, signer le texte proposé par un certain nombre de parlementaires, parce que je comprends aussi qu'on, puisse chercher, par un regroupement plus large, débordant le Socialisme traditionnel, des concours d'hommes qui se refusent à respecter notre discipline, et notre métaphysique. C'est vrai.

Il est vrai aussi que j'aurais été plus difficile dans le choix de ma signature, après la déclaration de Boulloche faite hier. Je ne m'y attarderai pas longtemps, ca c'est Cépède qui l'a fait ce matin d'une excellente manière.

Enfin, j'ai finalement signé la troisième motion sans embarras. Sans embarras, parce que la vie politique est une vie faite de choix, et comme John Douglas, ce philosophe qui a formé John Kennedy, le dit : "Après tout le choix de l'homme politique est de faire des paris prophétiques, généralement démentis par l'histoire." Dans le cas d'une philosophie aussi libérale je me sens à l'aise pour justifier mon choix et pour le faire.

Je voudrais le faire à partir du contenu de la Charte que nous avons approuvée sur les principes, et tout d'abord, pour marquer qu'il y a avec les principes et la vie de tous les jours - ce que les Communistes appellent la "praxis", un enrichissement, que nous n'avons pas le droit de négliger, et permettez moi de le résumer rapidement.

Qui peut douter qu'au début de mai 1968, nous étions dans l'antichambre du pouvoir ?... Qui peut douter qu'en mai 1968, il n'y avait plus de pouvoir ? Qui peut douter qu'à la fin du mois de juin 1968, il y avait un pouvoir déjà militarisé, aux mains d'un général de brigade, au cadre intérimaire, et devenu général de division par vocation ?...

Et puis, qui peut contester qu'en septembre 68, il n'y avait plus qu'un simple pouvoir unique, puisque même le groupe parlementaire de la FGDS votait les textes de fiscalisation qui permettait aux entreprises, quelques semaines plus tard, d'aller chercher refuge à Francfort, ce qu'on leur avait refusé sur les Champs Élysées.

Qui peut douter enfin qu'en novembre 1968, la crise monétaire elle-même avait remis en question toute la structure et la nature même du pouvoir ?

S'il est vrai que nous avons à cette époque était défaillants, ça n'est pas, comme dirait Descartes, que nous ayons manqué de génie, mais c'est parce que nous avons manqué de méthode.

Et si nous avons manqué de méthode, c'est parce que nos structures d'accueil n'étaient pas en place et que c'est précisément à de défaut qu'il faut remédier. Parce qu'il est évident, après l'analyse économique faite hier par Gaston Defferre et prolongée par certains camarades, qu'un Sedan économique menace le pays. Mais ce n'est pas le Sedan économique qui fera le bouleversement politique.

Contribution Jean Daniel

En réalité, le pouvoir n'a plus aujourd'hui que trois attitudes possibles : laisser faire - et quand je dis laisser faire, c'est bien ce qui se produit dans les contorsions, dans les acrobaties de la politique économique que nous connaissons depuis six mois ; on a fait appel un temps, à la consommation pour relouer l'économie et on a failli y arriver, car contrairement à certaines affirmations, nous n'avons pas le droit de nous tromper sur l'analyse économique, le nombre de chômeurs, ou plutôt de demandeurs d'emplois, que l'on confond trop volontiers dans notre langage que nous voulons simplifié, n'a pas augmenté jusqu'au mois d'octobre...
Par contre, il est vrai qu'une distorsion nouvelle s'est faite entre les jeunes sans emploi et les plus âgés, privés de leur emploi.
Mais, ce Sedan économique est la conséquence du laisser faire, et ne peut donner place qu'à deux autres politiques.
Un pouvoir de faire… et pouvoir de faire quoi ? Quand on voit que le gouvernement a tout en même temps libéré les échanges, et menacé les possédants, sur lesquels il s'appuyait, de droits de succession qui les ont amenés à chercher à l'extérieur non pas une spéculation, puis une protection...
Alors, il ne reste plus qu'une troisième politique, c'est celle du mépris de faire...
Et ce mépris de faire, c'est nécessairement l'orientation vers un pouvoir politique.
Je ne m'en réjouis pas. C'est la classe ouvrière qui en fera les frais. Mais de le dénoncer, nous donne à la fois bonne conscience et peut-être un encouragement à aller plus vite dans les décisions que nous sommes amenés à prendre.
Alors, camarades, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque sur les structures d'accueil que nous proposerons, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque pour que ne recommence pas cette espèce d'absence où pendant le mois de mai nous avons dû constater que nos efforts étaient venus se heurter au mur du silence, à la complicité des groupuscules qui ne nous entendaient pas, parce que nous n'avions pas les moyens de nous faire entendre, car nous n'étions plus nous-mêmes dans le cadre d'une FGDS à pouvoir confédéral, il faut tout de même être d'accord sur l'essentiel de la déclaration de principe.
Et c'est ici que le désaccord est grand avec certains de nos camarades, ce qui n'impose pas que eux ou moi nous sortions du Parti, ce qui impose qu'en tout cas, une majorité se prononce sur les principes qui font notre attachement à l'idéal Socialiste.
Or, ces principes, ils en ont pris hier un sérieux coup. Ca avait déjà commencé au Conseil national, où sur deux observations fondamentales présentées par Chandernagor, je suis obligé de dire mon désaccord total.
Le premier, "C'est - dit Chandernagor - que la dynamique réclamée par notre enseignement marxiste, que constitue l'antagonisme croissant des classes, est en voie de disparition par l'accroissement des classes ou des couches moyennes."
Camarades, comme j'aimerais être sûr que les défilés du mois de mai étaient des défilés d'enfants de Marie en bleu et blanc ! et non pas des défilés rouges et noirs !
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Parce qu'alors, si la lutte de classes ce n'est pas ça, j'aimerais bien qu'on m'explique ce que c'est...
Et peut-être en effet y a-t-il d'autres formules de lutte des classes. C'est la convention collective, mais la convention collective est encore l'expression d'un rapport de forces et est toujours en mouvement, toujours remise en question.
On ne décrète pas le matin à 6 heures qu'on fera la révolution à 6 heures l5… comme une manœuvre militaire. On fait la lutte des classes toute la journée, tous les jours, elle s'exprime tous les jours. C'est tout les jours un combat renouvelé dans sa forme et parfois, c'est la non violence, souvent c'est la violence... En tous les cas il est difficile de prétendre à un élargissement des couches moyennes quand on sait que le nombre des salariés en France - et c'est bien la définition du prolétariat, est passé de 50% de la population active à 77% en vingt ans !
Si donc aussi nous vérifions sur le plan numérique l'intervention croissante de la condition prolétarienne et si les effets de cette condition prolétarienne ne sont pas différents selon qu'on s'adresse à un ingénieur chômeur ou à un ouvrier du textile chômeur, alors, camarades, les conditions de notre analyse antérieure restent vraies.
Moi, je voudrais qu'on me dise pourquoi un homme qui sort d'une grande école, qui a passé vingt ans dans une entreprise sans se recycler, et qui à 45 ans, au nom de la fusions réclamée par le néo-capitalisme, au nom de la grande entreprise réclamée par un néo-Socialisme qui figure parfois dans le rang, je voudrais savoir si cet ingénieux en chômage n'a pas une conscience de classe aussi aiguë finalement que celle du mineur qui sera demain chômeur, ou de l'ouvrier du textile déjà au chômage ?...
Notre problème, camarades, n'est pas de chercher a faire un part particulier à l'ingénieur en question, notre problème est d'éveiller cet ingénieur en sa conscience de classe, à sa participation à l'unité de la classe ouvrière, car il est comme la classe ouvrière soumis à la même condition juridique, à la même condition d'exploité.
(Applaudissements)
Et c'est parce que probablement nous n'avons pas eu le courage intellectuel d'aller l'expliquer aux cadres qui n'ont découvert le syndicalisme que parce que Léon Blum le leur avait autorisé en 36, que parce que Pétain leur a donné le corporatisme en 40, c'est parce que nous n'avons pas eu le courage, je le répète, d'aller à ces travailleurs intellectuels, dont la distinction avec les travailleurs manuels est sans intérêt par rapport à une certaine conception de l'évolution du monde, que nous n'avons pas été suivis.
Il nous faut peut-être avoir un langage qui ne soit pas ouvriériste, comme le disait Chandernagor. Mais moi, j'aimerais bien savoir ce que c'est qu'un langage ouvriériste, quand il s'agit de camarades ingénieurs, de camarades chefs comptables que les lois inéluctables de la concentration capitaliste et notamment financière réduisent à la condition du prolétaire traditionnel...
Enfin, dans l'histoire, camarade nous savons bien que la classe ouvrière n'a pas eu tout le temps une conscience aiguë du fait qu'elle était la classe ouvrière et qu'elle était exploitée. Ca a été précisément le mérite du mouvement ouvrier

pendant un siècle et demi, que d'essayer de résoudre ce problème d'éducation, de formation, d'intéressement à sa propre condition, et nous savons bien qu'à chaque fois que nous avons apporté quelque chose à la classe ouvrière, le capitalisme a trouvé le moyen de le lui reprendre, sous une forme toujours habilement déguisée.
Enfin, camarades, c'est Léo Lagrange qui a donné à la jeunesse le soleil et la joie des congés payés, et c'est Monsieur Trigano qui est aujourd'hui l'exploiteur de la jeunesse, à qui nous avons donné des avantages, précisément !
(Applaudissements)
En quoi l'exploitation est-elle moins grande ? En quand a-t-elle changé de sens ? L'aliénation est restée la même elle a simplement pris des formes plus subtiles et il nous faut les dénoncer. Notre langage, pour autant, n'a pas à être remis en question, ce qui est à remettre en question, c'est le contact qui nous manque avec précisément des couches de la population.
Camarades, j'ai dans ce court délai, dit l'essentiel et je ne veux pas excéder un temps de parole qui appelle les réponses de Guy Mollet.
Je voudrais tout de même essayer d'exprimer mon sentiment au moment où ce Congrès va trouver son issue.
Je l'ai dit en commençant, il ne me semble pas possible que ce Congrès ne recherche pas une unité, une synthèse. Je rappellerai simplement qu'au 52ème Congrès, aux côtés de Robert Lacoste, de Max Le jeune, de quelques autres, nous étions minoritaires par rapport au Parti. Je ne suis pas sûr que l'application des accords d'Évian et l'occupation de Mers el Kebir par la flotte soviétique ne donnent pas, quelques années plus tard - satisfaction un peu tardive et je ne m'en vente pas - aux thèses que nous défendions alors, raison.
Au 54ème Congrès, avec Claude Fuzier, nous revendiquions contre Jules Moch et la majorité du Parti, une gestion démocratique de la sécurité sociale et de l'entreprise nationale. Nous avons été battus. Nous sommes restés fidèles au Parti et nous avons défendu ses thèses.
Depuis le 54ème Congrès, nous nous battons dans une certaine direction qui est la reconstitution de l'unité ouvrière - et cela nous savons bien que ce n'est pas pour demain et que les Communistes ne font rien pour nous faciliter la tâche...c'est vrai, mais il nous faut être probablement unitaires pour deux, au moment où cela devient déjà difficile d'être unitaire dans le Parti... - on sera donc deux fois unitaires, une fois à l'intérieur du Parti et à l'extérieur, et nous serons sûrement condamnés par les uns, incompris par les autres.
Mais nous aurons tout de même notre conscience Socialiste pour nous, mes camarades.
Je le dis, camarades, pur avoir ressenti gravement notre absence au mois de mai, qui a permis à certains de nos alliés du moment d'errer entre Charlety et la place Kossuth, en n'intéressant pas les premiers et en inquiétant les seconds, et alternativement sur d'autres sujets...
Au moment où des hommes comme Fourastié quitte la présidence de la Commission ce la main d'œuvre au commissariat au Plan sous le prétexte qu'il n'y a plus de commissariat au Plan, alors que l'état gaulliste est en train de se

décomposer, que la société capitaliste est entrée dans un nœud de contradictions dont elle ne peut sortir que par nos solutions, il est indispensable que ce Congrès ne tire pas la conclusion la plus simple, la plus élémentaire de bon sens, qui s'impose.
Il nous faut, dès demain, des structures d'accueil pour toute la Gauche non Communiste ; nous avons des réserves sur les uns ou sur les autres, mais Debesson le disait hier, est-ce qu'à l'intérieur du Parti, tout au long de notre longue histoire, nous n'avons pas eu aussi des conflits d'nommes qui se sont bien ou mal terminés pour certains d'entre eux ?
Est-ce que le Parti, dans sa majorité, n'a pas finalement eu raison contre tous les déviationnistes locaux, contre tous les déviationnismes de pensée, même traduits sous forme d'action institutionnelle par de petits partis placés à côté du nôtre...
Camarades, si vraiment nous ne trouvons pas le moyen de sortir une motion de synthèse de nos travaux, si nous n'ouvrons pas largement les voies de l'avenir à la gauche non Communiste, en direction de cette unité ouvrière toujours insaisissable, toujours reportée mais toujours nécessaire, alors il n'y aura ni nouveau. Parti, ni ancienne SFIO !
Et le mérite, si mérite il y a, sera contesté comme tous les mérites, parce que c'est le rôle des citoyens et des hommes politiques de le faire... Si mérite il y a pour la majorité du Comité directeur, c'est celui qu'a traduit la phrase finale de notre motion que je vous rappelle :
"En 1968, tous membres de la vieille maison, nous serons en droit d'avoir la fierté de dire que sans nous, c'était impossible, que cela dépendait de nous et que nous l'avons fait, camarades, tous ensemble !"
(Applaudissements)

Guy Mollet

Mes camarades, je m'étais bien promis d'éviter dans les premières comme dans les dernières phrases de mon intervention, de faire allusion à mon émotion.
Mais je ne peux plus le faire, et qu'il m'en excuse, ce n'est pas l'allusion faite par Piette à mes décisions qui me fait changer d'avis, c'est la décision de Georges Guille qui me fait parler d'émotion !
Il a fait peser sur le Parti la menace la plus grave qui soit, même s'il n'a pas employé le mot, ça s'appelle la scission.
J'avais cru, dans mon manque de modestie bien connu de tous, un instant, que ma décision avait quelque intérêt. Je reconnais volontiers qu'elle est effacée. La décision qui compte ici, si elle devait être maintenue, c'est celle qu'a annoncée Georges Guille. J'y viendrai.
Mais pour le faire, il m'en excusera lui aussi, je ne vais pas pour autant modifier le schéma, l'ordonnance, que j'avais prévus dans mon intervention. J'espère même que m'ayant entendu, il lui sera plus facile, de ne pas commettre le péché d'orgueil.
Je vais limiter mon propos à ce qui est l'objet même de notre discussion : la création du nouveau Parti Socialiste. Non que je sous-estime les autres problèmes, les problèmes politiques, économiques, sociaux, dans la France

Fondation Jean Jaurès

d'aujourd'hui. Je suis même convaincu, je l'ai dit, écrit, répété, que c'est cela l'essentiel. Il est grand temps que nous consacrions la totalité de notre travail, et de nos efforts, à en discuter et à faire des propositions.
Mais je ne crois pas qu'il y ait sur ces problèmes de grandes divergences entre nous. Je suis même convaincu qu'à ce Congrès, comme dans tous les précédents, il y aura une motion de la Commission des résolutions à ce sujet, qui fera l'unanimité.
Par contre, je crois qu'il faut mettre un point final aux discussions que nous avons sur le thème à notre ordre du jour.
A plusieurs reprises, j'ai essayé de dire les raisons. Je vais avoir beaucoup à insister aujourd'hui, puisqu'il me semble que les camarades continuent à s'interroger sur ces raisons.
Je vous renvoie à ma lettre, non pas pour vous la lire car j'espère que c'est au moins un des documents que j'aurai produits que vous aurez lu, mais je résume une phrase. Le monde a changé. Il y a des Socialistes hors du Parti. Quiconque ne comprend pas que le monde ayant changé, il faut que l'instrument avec lequel on s'attaque au monde change, a tort. Quiconque ne concevant pas que s'il y a des Socialistes hors du Parti, il faut, par quelque méthode que ce soit, trouver le moyen de bâtir un instrument où tous les Socialistes se retrouvent et se sentent à l'aise autant qu'il est possible d'être à l'aise entre des hommes dans une même formation comme nous et notre propre vie interne, prouve suffisamment que c'est déjà assez difficile.
Voilà les raisons.
Que faut-il faire pour fabriquer un semblable instrument ? Il eut fallu peut-être commencer par créer un nouveau climat. Ma foi, je ne crois pas que ce sera à l'égard de nos amis journalistes présents une confidence de quelque chose qu'ils n'aient pas eux-mêmes ressenti, le climat n'y est pas, si j'en juge d'après ces quelques jours de Congrès.
Il n'y est pas, il n'y est pas chez nos partenaires. C'est vrai. Nous avons entendu reprendre ici un certain nombre des propos tenus par les uns et par les autres, mais est-on bien sûr qu'il y soit tellement chez nous, ce climat ? Êtes-vous bien sûrs que tels des propos ici tenus et telles de nos attitudes, telles de nos mises en cause, soient vraiment très encourageants pour des partenaires ? Et quand je parle de partenaires, je ne parle pas de telles ou telles personnalités ici nommément désignées, mais de tant d'autres dont je pense qu'elles devraient nous rejoindre.
Est-ce qu'il est juste, en effet, de mettre dans le même sac, sous la même réprobation, ces hommes assez nombreux, ô je ne me fais pas d'illusion quant au nombre, je ne crois pas que l'heure soit à l'adhésion massive à quelque parti que ce soit qui se réclame de la pensée Socialiste ; ce n'est pas le moment où, à mon avis, les adhésions seront multiples ; il y a plus de coups à ramasser à l'heure actuelle que d'avantages à recueillir. Ceux qui nous viendront maintenant sont plutôt des gens qui se sentiront profondément, vraiment Socialistes et, au fond, ce genre de qualité là compense la quantité de ceux qu'on a connus, en d'autres heures, arrivant avec la mode, et repartant avec la mode.

Mais, dis-je, il y a donc des hommes à amener et nos propos ne sont pas encourageants pour eux, pas plus que des formules employées ici hier encore, et j'y reviendrai, sur manière dont vit notre Parti, cette condamnation maladive, souvent intéressée, que formulent quelques-uns contre le Parti, son appareil, etc.
Il faut, bien sûr, que ce ne soit pas un encouragement à tenir les mêmes propos chez ceux de nos partenaires qui ne seront pas non plus dans un bon état d'esprit.
Non. Je dis que le climat n'y est pas, et comme je jetais ces notes hier soir, je concluais en disant : je souhaite de tout cœur que, demain, le climat ait changé.
Eh bien ! Demain, c'est aujourd'hui. Il vous reste peu de temps, mes camarades, pour que le climat change. Il faudrait maintenant que ce soit fait avant l'heure du vote, cet après-midi.
Il faut enfin, pour faire un parti nouveau - je vais entrer dans le concret - établir un certain nombre de documents. Il y a eu un malentendu, une "salade" extraordinaire dans l'esprit de quelques-uns, en tout cas dans leurs propos.
Des documents pour faire un parti nouveau, il en faut cinq. Je vais essayer de les définir.
Le premier, c'est la Déclaration de principe. La déclaration de principe, c'est la fixation de l'objectif final, je dirai presque de l'idéal. Cela ne se situe pas dans le présent. C'est une indication de ce vers quoi on veut aller. C'est plus que cela. C'est la limite qu'à n'importe quelle heure, le plus obscur des militants du Parti peut opposer à celui qui se croit grand ou fort parce qu'il est élu, parce qu'il est représentatif de ceci ou de cela, en lui disant : "Non ! Cela, ce n'est plus conforme au Socialisme !".
C'est cela, une déclaration de principe. C'est bien plus qu'une constitution. C'est bien moins qu'un programmée C'est tout autre chose.
Nous avons la fierté d'avoir obtenu de nos partenaires éventuels qu'ils en retiennent les idées, qu'ils en acceptent les principes. Il a fallu revenir ici pour entendre mettre quelques-uns de ces principes en cause. Je souhaite que le Parti d'aujourd'hui ou de demain maintienne la même intransigeance dans ce domaine ; autrement, il cesserait d'être ce qu'il est.
Voilà le premier document.
Le deuxième, ô plus trivial : un texte de statuts, précisant des structures, et cela a fait l'objet d'interminables discussions, bien sur.
J'entends des camarades donner à cela une gigantesque importance. Pas moi. Les structures, il faudra qu'inlassablement, les partis en changent ; il faudra qu'inlassablement, ils se mettent à jour, en fonction des structures mêmes de la société.
En ce qui concerne les structures, il y a une seule dominante, il y a une seule préoccupation qui nous a parfois opposés les uns aux autres quant à la manière - non pas sur le fond, mais quant à la manière - de la réaliser. C'est la volonté démocratique dans les structures. Est-ce que cela existe dans la SFIO ? Je le crois pour l'essentiel. Qu'il y ait des lieux où l'on triche, je le sais, malheureusement. Que quelques-uns, dans leur comportement, aient fourni un alibi à la critique faite par nos partenaires, je le regrette profondément, mais je veux dire ma certitude, ma conviction, que dis-je ? Mon expérience après un

certain nombre d'années, les quelques bavures qu'il a pu y avoir ici et là, ce n'est rien, en face de la gigantesque honnêteté démocratique qui anime notre Parti. Il n'y en a pas d'autre en France qui à l'heure actuelle, travaille sur les mêmes bases démocratiques... (applaudissements)... il n'a pas de leçon à recevoir.

Troisième document, temporaire, provisoire celui-là, que dis-je ? même pas provisoire, qui s'éteindra, qui disparaîtra à l'heure même où il aura été connu et à l'heure où l'on annoncera le nouveau Parti, il ne suffira pas de dire : "Voilà une déclaration de principe" ; il ne suffira pas de dire : "Voilà les statuts", il faudra tout de même qu'il y ait un document, un manifeste appelant les gens à comprendre ce qu'est ce nouveau Parti, les invitant à y adhérer, c'est-à-dire disant l'essentiel, ni d'une déclaration de principe, ni d'un programme, mais l'essentiel des points sur lesquels les participants à la création sont aujourd'hui en accord.

Voilà les trois premiers documents : déclaration de principe ; texte des statuts ; manifeste à l'opinion.

Ces trois-là, il faut les avoir à sa disposition le jour où naît le nouveau Parti.

Il est deux autres documents que nous avons proposés à nos partenaires. L'un, c'est un programme fondamental. Il faut sans doute expliquer ce que c'est. Trop de camarades ne sont pas familiarisés avec ce vocabulaire que, dans les organes responsables, on emploie, qu'on emploie avec tellement de fréquence que nous, nous savons très bien tout ce qu'il y a derrière, mais qu'après tout, le copain qui travaille, le copain qui est dans sa fédération et qui fait cela en plus de son travail quotidien, peut très bien ne pas avoir perçu. Alors, je m'excuse auprès de ceux qui savent.

Dans une déclaration de principe, par exemple, nous condamnons le capitalisme, et il a pu apparaître, même lors du dernier Conseil national, qu'il y avait une sorte d'intransigeance dans l'esprit de quelques-uns d'entre nous, en ne retenant pas d'un texte proposé par Quilliot, certaines formules qui, pourtant, étaient bonnes, pas du tout intransigeantes, mais qui, dans notre esprit, ne trouvaient pas leur place dans la déclaration de principe, mais dans ce que je vais appeler le programme fondamental.

Qu'est-ce donc ? Nous condamnons dans la déclaration de principe le capitalisme, mais le capitalisme, il évolue, il évoluera encore. Dans le programme fondamental, l'on doit procéder à une analyse nous permettant de dégager ce que sont les formes actuelles, changeantes, mais actuelles du capitalisme, de telle manière que nous déterminions les formes actuelles de notre contrat.

Ce n'est pas non plus le programme d'actualité ; c'est autre chose ; j'y viendrai dans un instant ; c'est la tentative par nos économistes, par tous ceux des nôtres qui sont capables de faire ce genre d'analyse, c'est la tentative d'y voir clair dans l'état présent d'une société.

De la même manière, dans notre déclaration de principe, on affirme l'attachement à la démocratie. C'est tout. On s'en tient là. C'est le principe.

Dans un programme fondamental, il faut s'interroger sur ce que peuvent être les formes modernes de la démocratie et pas seulement, comme me le faisait dire un

Fondation Jean-Jaurès

jeune qui m'avait mal lu, pas seulement de la démocratie parlementaire, les formes de la démocratie économique y compris.
Il faut le dire, et il faut le dire dans un programme fondamental. Les exemples, je pourrais les multiplier.
A mes yeux - je vais résumer cela d'un mot, d'un mot simple - dans une déclaration de principe, on fixe l'idéal. Dans un programme fondamental, on précise la stratégie, et c'est alors qu'intervient la nécessité du dernier document ; après la stratégie, il faut passer à la tactique. Après le moyen à long terme que l'on trouve dans le programme fondamental, il faut penser au terme immédiat, c'est-à-dire qu'il faut un document, ou deux documents supplémentaires, pour définir un programme, une tactique, un programme législatif, et éventuellement de gouvernement.
Ses deux derniers documents, il n'est pas nécessaire de les avoir à sa disposition le jour de la création du nouveau Parti, mais il est nécessaire qu'avant le Congrès constitutif, le nouveau Parti soit prêt à les produis. Il est donc urgent que des groupes de travail se mettent à l'œuvre le plus tôt possible et disons, pour être franc, que la SFIO n'arrivera pas les mains vides.
Je suis toujours terriblement étonné quand j'entends des gens avertis, membres du groupe parlementaire, membres du Comité directeur quand ce n'est pas du Bureau du Parti, nous dire qu'on n'a pas de programme Quelle excessive modestie ! Je les ai vus au travail un certain nombre de fois. Ils sont rarement muets quand on en discute. Nous avons des éléments. Nous avons des groupes qui travaillent, commission économique, commission de prospective. Tout cela a fait du bon travail et nous sommes à même d'apporter au nouveau Parti, les résultats acquis.
Nous avons donc abordé avec nos partenaires l'étude de ces cinq documents, mais au départ, une organisation, la CIA, puis une autre s'est ralliée à elle - je ne sais jamais comment elle s'appelle, mais c'est le groupe Poperen - nous ont demandé d'ajouter un sixième document, qu'il fallait établir immédiatement.
Je ne vais pas m'appesantir là-dessus. C'était le point 11, c'est-à-dire la proposition d'une motion-contrat, à établir entre les majoritaires des formations constitutives. Nous avons refusé. Je n'insiste pas. Il me parait parfaitement inutile. Je souhaite seulement que le Congrès confirme ce refus. Nous nous sommes comportés comme les représentants de tout le Parti. Nous espérons que, là-dessus au moins, le Parti aura conscience que c'est en son nom tout entier que nous parlions, et qu'il confirmera ce refus.
Il a donc fallu aborder la discussion sur les cinq documents de base dont je vais de parler. Pierre Mauroy, dans un rapport d'ouverture remarquable et extraordinairement réussi où il a accompli ce tourde force de ramasser les résultats, en quelques pages claires, de discussions qui ne l'étaient pas toujours et qui furent longues et pénibles, vous a expliqué les résultats acquis. Je ne vais pas y revenir, mais je vais vous faire part, moi, de mes impressions dominantes au cours de ces rencontres.
Il y a, chez nos partenaires, d'abord, une sorte de contrainte, voire de méfiance à notre égard. Cela se résume à ceci : ne risquent-ils pas d'être absorbés, pour

employer le langage plus cqquet et plus juste de quelques-uns d'entre eux, d'être phagocytés ?
Par ailleurs et plus encore peut-être il y avait, au départ, chez certains d'entre eux, disons les plus sincères et les plus sympathiques, une véritable ignorance, mais une ignorance étonnante que nous ne devinions pas, de notre vie intérieure.
J'ai habitué le Congrès à lui dire très franchement ce que je pense. Aujourd'hui, ici, je soutiens une cause. C'est clair. Alors, je ne vais pas prétendre, pour faciliter ma tâche dans la défense de cette cause, qu'entre nos interlocuteurs et nous, il n'y aurait eu que malentendus. Oh ! Non. Cela vaut pour quelques-uns de nos interlocuteurs. Cela ne vaut pas pour tous. Tel qui a bâti son crédit - et comme cela ne peut pas se lire, il faut donc le préciser, j'écris crédit à l'occasion entre guillemets - sur notre dénonciation qui affirme ne voir en nous que des mandarins, sclérosés, manipulant je ne sais quel appareil, un appareil fondé sur les mandats et les votes des absents, qui ne va pas jusqu'à faire voter les morts chez nous mais c'est tout juste, celui-là n'a toujours pas compris, et je suis honnête : il n'a pas compris. On se demande d'ailleurs pourquoi, avec une telle conviction, il peut souhaiter la cohabitation avec nous.
Mais, par contre, je veux dire que plusieurs de nos interlocuteurs découvraient très sincèrement qu'ils s'étaient trompés ou qu'on les avait trompés, que dans nos sections, seuls les présents notent, et ils nous jetaient pourtant à la figure la revendication de la votation des seuls présents et pas des autres. Je ne connais pas de section de France où il y ait vote des absents. De la même manière, ils découvrent que ce qu'on appelle mandat, ce n'est pas du tout comme on le leur avait dit, une sorte de vote incontrôlé par procuration, par correspondance, mais la simple représentation proportionnelle de toutes les opinions exprimées.
Alors, ceux-là ont aussi non seulement compris leurs erreurs, mais été sensibles aux propositions qui étaient faites par nous, pour créer de vraies structures d'accueil de vraies structures spécialisées, de même qu'ils ont été sensibles à notre proposition d'un exécutif collégial, et tous, dans le même temps, se sont affirmés d'accord sur le contenu de la Déclaration de principe, sauf à en améliorer si possible la formulation. Je crois que, vraiment, il ne s'agit que de formulation. Il ne faut pas que nous ayons, ni les uns, ni les autres, d'amour-propre d'auteur.
Sur le titre, un accord est intervenu, et très facilement, sur le titre de "Parti Socialiste". Plusieurs titres étaient avancés : Parti Socialiste démocratique, Parti Socialiste de France, Parti démocrate Socialiste, et Parti Socialiste. Je ne retiens que ces quatre-là.
Le premier "Parti Socialiste démocratique" a été rejeté et je m'en félicite car je l'ai très vivement critiqué. Je considère que c'est la plus dramatique des erreurs que d'employer ce vocable, car parler de Socialisme démocratique, c'est accepter a contrario qu'il puisse exister un Socialisme non démocratique.
Le père Braque, quand il parlait de cela, avait coutume de dire : mais je n'ai jamais entendu faire aux Communistes un plus beau cadeau !
Eh ! oui, bien sûr, c'est le plus beau cadeau qu'on puisse leur faire, puisque c'est la justification du fait, accepté par la presse, par nos adversaires, quelquefois

dans le langage de quelques uns des nôtres, quelquefois dans les textes de quelques uns des nôtres, qu'on puisse parler de Socialisme démocratique ou de Socialiste démocrate... mais enfin, tout le monde n'est pas obligé d'être un puriste, quant à la grammaire, de la qualité du père Braque.
Celui-là, donc, c'est et cela a été unanime : tout de suite dehors.
Le deuxième : Parti Socialiste de France.
Il n'y a pas eu discussion sur le fond, car cela ne devrait heurter personne, mais ce sont les souvenirs historiques qui l'ont fait écarter, les souvenirs historiques de nos partenaires retenant surtout les souvenirs historiques extérieurs au Parti, à cause des initiales... Il n'y a jamais eu de Parti Socialiste de France extérieur au Parti comme ils l'entendent, au Socialisme en tout cas, mais il y a un certain P S F, avec lequel nous aurions pu peut-être être identifiés. Et c'était pour les Socialistes des souvenirs internes, car ce Parti Socialiste de France, effectivement, un jour, il a été créé et, paradoxe des paradoxes, c'étaient ceux de la majorité, c'est-à-dire ceux qui vraiment se battent contre un réveil, un sursaut du néo-Socialisme qui s'en étaient fait les protagonistes. On a tout de suite tous été d'accord pour renoncer à ce vocable.
Il ne restait que deux titres : Parti démocrate Socialiste et Parti Socialiste.
Nous avons préféré le second et là ce n'est vraiment pas un problème de fond, et je dis tous... nous avons préféré le second, parce que démocrate Socialiste ou démocratie Socialiste, ça a une signification importante, intéressante pour un démocrate qui se sent devenir Socialiste, alors là il fait un sacré progrès… mais pour un Socialiste du point de vue de la grammaire, c'est une redondance qu'un Socialiste ait besoin de préciser qu'il est démocrate… C'est un peu grave ! Car c'est admettre qu'il avait besoin de le préciser, alors que pourtant s'il n'était pas démocrate, il ne serait pas Socialiste, il ne pourrait pas l'être.
Alors, tous nous avons été d'accord, et ce qui m'a étonné, encore une fois, c'est un peu comme sur les principes, c'est que c'est ici que la contestation est réapparue et pas avec les partenaires. Je n'en ai trouvé aucune explication, sauf chez un camarade, encore jeune, qui nous a expliqué qu'il fallait que "ça change"… mais est-ce qu'on en est vraiment là : changer pour changer ?
Sur la structure, la discussion est souvent allée jusqu'à des détails imprévus. En fait, l'accord est facile sur tout. Le seul point qui, à l'heure actuelle, fait vraiment obstacle à un accord complet entre nos partenaires et nous sur la structure du nouveau Parti, c'est très exactement le refus qu'unanimement les responsables de la SFI0 ont opposé a la demande qui nous était présentée de faire dès aujourd'hui, en tout cas avant le 20 janvier - je veux apporter là une précision, lorsque Pierre Mauroy vous a dit : avant le 20 décembre, il avait raison, c'est la première date qui avait été avancée, puis elle fut reportée au 5 janvier, puis enfin reportée au 20 janvier, en tout état de cause avant que ne se tiennent les assises nationales de la Convention des institutions républicaines, un accord sur la composition du futur bureau politique…
Oh ! Je comprends bien la préoccupation de nos partenaires. Ils se savent moins nombreux que nous, ils craignent de se trouver éliminés ou abusivement réduits dans la représentation intérieure du Parti.

Même la garantie que nous leur offrons, à savoir bénéficier, s'ils le désirent, pour le Congrès constitutif, d'une représentation tenant compte de leur apport numérique, comme nous le faisons aujourd'hui, à l'intérieur de la SFIO pour les minorités, d'aller même plus loin jusqu'à la proportionnelle dans cette représentation, rien de tout cela ne les satisfait. Ils répugnent même à l'idée d'être considérés comme des minoritaires et cela vous a été expliqué.
C'est bien vrai d'ailleurs, ce n'est pas toujours manier le brocard que de ne voir que l'aspect négatif d'une proposition, mais il y a un aspect qui est réel, c'est qu'il est bien fort celui qui, aujourd'hui, sait qui sera majoritaire ou minoritaire dans le Parti de demain, sur des problèmes aujourd'hui inconnus ! Donc, il y avait quelque chose de valable dans ce qu'on nous disait.
Nous avons tout essayé. Nous leur avons rappelé nos traditions, multiple les exemples, montré comment chez nous, dans la SFIO, depuis des années et des années, alors que les minorités se sont affrontées, quelquefois temporairement, parfois, trop souvent, jamais, à aucun moment, et sans qu'il y ait eu besoin de faire jouer la garantie, sauf une fois et pour un siège, jamais une majorité n'a éliminé ou écrasé les représentants des minoritaires.
Nous avons pris tous ces exemples, on n'a convaincu personne… si... mais une fraction seulement et pas les porte parole les plus officiels.
Nous avons dit que demain il en serait certainement ainsi... pas de changement, la demande est restée posée : combien ? Qui ? À quelle place ? Trois questions impératives.
A cette demande, nous avons refusé de répondre positivement et je souhaite, sans phrase et sans effet, que le Congrès soit unanime, comme le fut le comité directeur, à confirmer cette réponse.
Les raisons de notre refus sont claires, elles sont de principe.
Demain, de la base au sommet, librement, démocratiquement, il faut que les adhérents du nouveau Parti choisissent leurs nouveaux responsables. Il faut que les membres de ce parti une fois constitué fassent librement ce qu'ils veulent, qu'ils passent entre eux des accords pour présenter au suffrage du futur Congrès constitutif des noms, des listes. C'est normal. Que cela se fasse à porte ouverte, par des combines de couloir, c'est sain. Que ceux qui auraient quelque autorité dans ce Parti fassent tous leurs efforts pour qu'aucune injustice ne soit commise, pour qu'aucune erreur politique ne soit faite, c'est souhaitable.
Mais je ne sais plus... je ne sais plus si je connais bien encore notre Parti, je voudrais dire ma conviction, ma certitude que le passé de la SFIO est le plus sûr garant qu'il en sera ainsi.
Seulement, il est à nos yeux inconcevable, et nous leur avons dit, et vous devez le leur redire, que l'on puisse présenter un tel accord, celui dont je biens de parler, à la veille du Congrès constitutif, comme un préalable à l'adhésion au Parti.
Cela peut se faire entre les membres d'un parti, cela ne peut pas se faire comme condition à l'adhésion à ce Parti.
Il nous semble même, nous leur avons dit sans les convaincre, qu'il y a une véritable contradiction entre la multiplication des précautions qu'ils nous ont

demandées pour que le Parti à créer soit vraiment nouveau à la base, que nul ne bénéficie d'une antériorité, d'ancienneté, ils ne savent même pas ce que cela veut dire d'ailleurs, et la proposition faite aujourd'hui de se partager d'une manière plus ou moins fondée les responsabilités nationales.
J'ai vu des camarades heurtés, utilisant l'argument à cette tribune, par les chiffres 10-11, exactement 11-7-3, chiffres qui d'ailleurs ne ressentaient pas, il faut être précis, des rencontres officielles, mais de bavardages à côté, mais qui sont sûrement valables, j'ai vu, dis-je, des camarades heurtés par ces chiffres, par la proportion... pas moi… ce n'est pas la proportion qui se heurte, c'est la proposition préalable de faire un partage, quelle qu'en soit la pondération, avant qu'il y ait un parti organisé !
(Applaudissements)
Il faut qu'on sache choisir entre novation - un ami journaliste m'a appris que je partais la responsabilité d'avoir lancé un néologisme, j'ai pris avec lui un mauvais pari, car j'étais convaincu que le mot était aujourd'hui valable, mais ce n'est pas vrai, c'est lui qui avait raison, dans le sens où je l'emploie, ce mot n'existe pas. Il n'y en a pas encore pour le dire, on parle d'esprit novateur, d'intention novatrice, mais le substantif "novation" dans ce sens n'est pas entré dans le dictionnaire... toutefois il est entré dans la vie et vous allez me permettre de continuer à l'employer - Je dis donc qu'il faut choisir entre une novation et une fusion.
On peut faire une fusion de la base au sommet, une novation de la base au sommet, on peut faire les deux de la base au sommet, il y a une chose qu'on ne peut pas faire, c'est la novation à la base pour les adhérents et les militants et la fusion au sommet pour ceux qui se proclament les responsables avant qu'ils n'aient été choisis comme tels !
(Applaudissements)
Je suis de ceux qui souhaitent profondément cette novation et cette fusion, de ceux qui espèrent et qui sont convaincus que demain, se connaissant mieux, se rencontrant, travaillant ensemble, tous les Socialistes se sentiront des camarades, quelle que soit leur famille d'origine et plus encore s'ils ne viennent d'aucune des familles d'aujourd'hui.
J'espère, je le veux, oserai-je dire que la décision que j'ai prise marque tout de même ma volonté que, pour que çà réussisse, je suis de ceux qui savent payer le prix ?
Alors, je suis en droit de m'adresser à eux et de leur dire qu'ils connaissent encore mal les militants de la SFIO, et que leur demande si elle était maintenue, même s'il arrivait à certains d'entre nous, ce qui n'est pas mon cas, d'essayer de leur donner satisfaction, porterait le coup le plus grave qui soit au climat nécessaire, si nous voulons que l'opération de novation réussisse.
Depuis notre refus, les membres de la Convention des institutions républicaines ont modifié la formulation de l'ancien point 20 dont je viens de parler, et ils nous l'ont fait savoir. Ils viennent de le reprendre dans un communiqué que publia le Journal Le Monde hier soir auquel vous pouvez vous reportez, et dont la

première phrase se lit ainsi, elle est totalement différente de celle dont nous avions, avec eux débattu d'abord :
"La Convention des Institutions républicaines se fie à l'esprit unitaire du Congrès constitutif, afin que dans la direction du Parti soient largement et justement représentées la génération nouvelle, ainsi que les familles d'esprit qui concourent à l'entre prise commune. "
Nous avons eu connaissance de cela après le 5, et comme incidente à ceux de nos camarades qui demandent pourquoi ils n'ont pas eu l'information écrite suffisante, je dirai qu'après le 5, ça a continué et, camarades, j'en étais, si bien qu'il m'est difficile de chanter les louanges de la délégation qui a poursuivi ce genre de travaux, mais j'aime mieux vous dire que la critique me parait curieuse... vous ne vous rendez pas compte du genre d'exercice qu'il a fallu faire jusqu'au 16... et il était impossible de faire état des conversations avant… si on l'avait fait le 5, à un moment où tout était en gestation, où nous espérions les faire revenir sur certaines de leurs idées... la preuve il y a un changement que vous ignoriez… vous auriez eu une information incomplète.
Mais c'est une critique de plus à l'égard de l'appareil que je représente encore, et que je vais quitter, eh bien, camarades, allez-y, cela n'a plus d'importance !
Mais nous avons immédiatement dit que nous acceptions cette formulation... que dis-je... j'ai même promis que je demanderais au Congrès de la faire sienne, et je savais, disant cela, que je traduisais une opinion courante dans le Parti, puisqu'au Comité directeur, auquel on a rendu compte de cela, l'immense majorité des camarades ont dit : là, il faut être d'accord.
Nous l'avons dit, mais la demande qui a suivi a été la suivante : eh bien, bravo, si vous êtes d'accord avec cela, mais nous avons tout de même besoin de précisions. Cela veut dire quoi que vous soyez d'accord avec cet esprit unitaire, cela veut dire : combien ? À quelle place ?
Nous avons opposé le même refus.
Il y a un petit changement, il vaut ce qu'il vaut, mais c'est pour que vous soyez parfaitement informés, avant on disait : combien ? Qui ? A quelle place ? Une des questions était en route disparue ? C'était qui ? Il restait : combien ? A quelle place ?
Je continue simplement, et je termine là-dessus, à souhaiter deux choses :
- que le Congrès reprenne dans sa résolution finale cette très jolie phrase "que les Socialistes se fient à l'esprit unitaire du Congrès constitutif", alors là bravo, nous serions d'accord si l'esprit du texte était bien interprété comme je le fais ;
- qu'à la question de combien ? A quelle place ? Même s'il n'y a plus qui ? nous continuions à répondre non, il ne sera jamais par nous répondu à cela avant le Congrès constitutif.
J'en viens maintenant à nos propres débats et aux thèses défendues ici.
D'abord, un certain nombre de camarades ont présenté, défendu un texte intitulé "Pour le nouveau Parti démocrate Socialiste". J'aurai le souci d'éviter toute polémique acerbe, tant je pense que l'unité des Socialistes, y compris de ceux qui sont hors de la famille, devrait commencer par l'unité de ceux qui sont dans la famille, mais je veux tout de même, sans passion, poser quelques questions

simples ; est-ce qu'il est juste d'écrire, après avoir laissé entendre que le 1er janvier 1969 serait la date ultime de la rénovation nécessaire, «voici qu'on nous invite à de nouveaux délais" ? Qui est ce "on" ?
Les camarades signataires du texte savent exactement comme nous, encore que j'ai pu entendre un membre du comité directeur expliquer ici qu'il avait entendu de la bouche de Pierre Mauroy ce qu'étaient les propositions faites… or, il en a été question trois fois au Comité directeur et je porte témoignage qu'il est rarement aussi absent que cela.,, savent comme nous que la CIR convoque sa Convention nationale pour les 20 ou 25 janvier, ce n'est pas encore fixé, qu'il nous est demandé, et d'une manière très ferme, qu'avant la réunion constitutive des sections de base, se soit écoulé un temps suffisant de propagande et de recrutement sur les bases du manifeste, de telle manière qu'à la réunion de la première... car il peut y en avoir plusieurs... qu'à la réunion constitutive il y ait le maximum d'adhérents possible et que ce soit seulement à ce moment là que soient constitués les organismes représentatifs de la section, bureau, etc.
C'est seulement alors que devraient suivre les organisations départementales et le Congrès constitutif.
J'entends bien, je le sais, je l'ai senti dans les discussions et ici à la tribune, que la formule utilisée dans le texte "pour le renforcement de l'unité Socialiste avant la fin du premier semestre" a été très mal interprétée.
Mais,"avant la fin", cela peut être autre chose qu'à la fin de 5ème mois, n'est-ce pas, cela peut être bien plus tôt que cela. J'y reviendrai les signataires du texte dont je parlais tout à l'heure, eux, ont été tenus au courant de nos négociations, l'un d'entre eux a été quelquefois à côté de nous, dans la négociation, ils savent que c'est nous qui avons demandé sans arrêt le raccourcissement des délais !
Alors, je pose une nouvelle fois ma question : qui est donc ce "on" qui vous invite à de nouveaux délais ?
Deuxième question : quelqu'un, de nous, a-t-il mérité que vous écriviez comme si le souci essentiel était que les appareils en place assurent eux-mêmes la préparation du Congrès constitutif, avec tout le poids que cela leur confère ?
Le soir du Comité directeur où nous avons rendu compte, pour la première fois, des propositions qui venaient de nous être faites, et qui ne tendaient à rien moins qu'à organiser entre les majoritaires, une majorité nouvelle dans le nouveau parti, se partageant les responsabilités, nous avons refusé.
Nous l'avons dit, à un Comité directeur et celui-ci a été unanime à dire : "Vous ne pouvez pas faire autrement", c'était normal et c'est sain.
Nous avions dans les mains le texte que cette motion, écrite avant de savoir cela.
J'ai proposé, et les membres du Comité directeur dans cette salle en sont témoins, que les auteurs de cette motion puissent revoir leur texte en connaissance de cause, après avoir su cette proposition et notre refus, car nous n'avions pas besoin de préparer longuement un Congrès constitutif avec tout le poids qu'y serait le nôtre. Un offrait mieux que cela.
Les textes n'ont pas été pour autant modifiés.
Alors, nos camarades qui, eux, dans leurs sections des fédérations ont voté ces textes, ils doivent se demander encore si nous n'avions pas, comme arrière

pensée, nous, l'appareil, l'appareil auquel on sait qu'aucun d'entre vous n'a jamais appartenu, "d'assurer la préparation d'un Congrès constitutif" ?
Mais est-ce que vous croyez, vraiment, sincèrement, que vous avez le droit d'écrire cela ? Est-ce que nous avons mérité cela ?
Autre question. Vous dénoncez le risque, je vous cite toujours on peut contrôler dans les documents. "Le risque que nous ferions courir de ne réaliser qu''un regroupement de cadres, savamment dosé, sans véritable pouvoir d'attraction extérieure", ou encore autre part, de tourner le dos à une transformation véritable, issue de la "base même du Parti nouveau, et d'elle seule "..." ce qui exige un renouvellement préalable et profond des habitudes et des appareils".
En même temps, dans le même texte, il est proposé "de mettre immédiatement en place un exécutif provisoire".
J'espère que vous sentez qu'il y a tout de même quelque chose de contradictoire entre les deux propositions !
Efforçons-nous à la logique ensemble et sans passion.
S'il faut mettre un exécutif provisoire dès le début janvier, eh bien, épargnez-nous, ou en tout cas épargnez nous, la peine d'avoir à subir un renouvellement préalable et profond de ce triste appareil et de ses fâcheuses habitudes !
Non, mes camarades, il reste à peine huit jours ! Est-ce que, vraiment, il faut reprendre la prière célèbre : "Encore un quart d'heure, Monsieur le bourreau ?"
Seulement, après avoir essayé d'être logiques, soyons sérieux.
Cet exécutif provisoire, avec qui allez-vous le faire dans ce début de janvier ? Où puisera-t-il son autorité pour décider et exécuter pendant la période provisoire ?
Comment sera-t-il issu de la base même du Parti nouveau, et d'elle seule ?
Comment éviterez-vous qu'il soit autre chose que ce que vous dénoncez, qu'un regroupement de cadres savamment dosé au sommet, ou ce compromis d'État-major, lui aussi dénoncé ?
Enfin et surtout, il faudra qu'il soit savamment dosé ! Comment se fera ce dosage ? En vertu de quelle pondération ? Êtes-vous prêts à accepter ce que nous avons refusé et de répondre à la question : Combien ? Qui ? A quelle place ?
(Applaudissements)
Non, n'est-ce pas, j'en suis convaincu, car c'est bien là le problème, vous sentez bien que, comme le dirait un bon polytechnicien, à partir du moment où on retombe sur les questions : Combien ? Qui ? A quelle place ? On se retrouve placé devant l'épure du problème précédent.
Et pourtant, vous avez répondu sur un point, un de vos arguments est très valable, une préoccupation très sage, il faut y fournir une réponse :
- S'il se produit, pendant les quelques mois de la Constitution, la plus courte possible - là-dessus, nous serons d'accord facilement, tout à l'heure, vous le verrez - des événements importants, qui sera habilité à prendre alors des responsabilités ?
Il faut répondre.
La réponse que je suggère, je le sais, est simple, mais un peu insuffisante, à mes propres yeux. Si je ne peux pas en proposer d'autre, c'est parce qu'il n'en est pas

d'autre : au lieu d'un exécutif provisoire, sans autorité démocratique établie, mauvaise préfiguration de l'exécutif définitif, disons que, sans pondération, sans dosage, les équipes responsables des familles concernées par la création du nouveau Parti, devront organiser, la nécessaire concertation entre elles et, tout à l'heure, dans les propositions concrètes que je ferai, je vous proposerai quelque chose de plus précis encore.
Venons-en au débat lui-même, et non plus aux textes.
Dans le débat, peu d'arguments nouveaux du fait des tenants de cette thèse, à peine quelques considérants supplémentaires et qui n'améliorent pas nos rapports.
Nous avons au moins, à deux reprises, entendu parler de l'influence par personnes interposées !
Je me demande pour qui c'est injurieux ? Si c'est pour ceux qui l'encaissent ou ceux qui le disent ?
Nous avons aussi entendu dénoncer les états-majors, les appareils, les structures surannées où les nouveaux ne peuvent faire entendre leur voix... ce n'est pas d'un nouveau venu, c'est d'un militant de base du Parti, qui est toujours député Socialiste et qui était, il n'y a pas longtemps membre de l'équipe formatrice du gouvernement... il faut le faire !
Un troisième, ou un quatrième, s'en est pris aux technocrates du Comité directeur.
On ne nous avait pas habitués à cela. Il a conclu en demandant à l'équipe et, de peur qu'on ne comprenne pas, à l'homme qui dirige le Parti, de sentir que lorsque l'opinion publique les condamne, même injustement - merci quand même - ils doivent comprendre.
Eh bien, il serait vraiment trop facile de répondre à ce très chic camarade par ailleurs : "Je vous ai compris ! "
Je ne vais pas me contenter de cette réponse, parce que tout cela ce n'est pas sérieux. Rien n'est jamais sérieux qui est excessif.
Or, le problème qui nous est posé est un problème sérieux et j'essaierai, tout à l'heure, de vous proposer des solutions sérieuses.
Je me tourne maintenant vers ceux qui ont présenté et défendu la motion intitulée très clairement et très amplement "Non".
Nul, dans le Parti, ne conteste la rigueur ou la continuité de notre attitude.
Au 54ème Congrès, en 1953, nous disions déjà ce que je viens de dire : la nécessité de la novation.
A cette date, la plupart des signataires actuels de la motion pour le nouveau Parti démocrate et Socialiste, refusaient de s'y associer et s'abstenaient. Vous, déjà, les signataires de la notion "non" d'aujourd'hui. Vous répondiez déjà "non" et vous votiez "non".
Tout semble donc simple et logique. Et le Parti, lentement, difficilement, douloureusement, continuait sur sa lancée ; nous arrivons au terme.
Vos craintes, je le dis, ne sont pas justifiées.
La manière dont vous les exprimez est insultante pour les responsables du Parti !
Je sais que ce n'est pas dans votre intention, mais c'est le fait !

Collection Jean Jaurès

Vous vous demandez si nous nous sentons comptables du passé du Parti !
Puisse-t-il y avoir un militant, honnêtement Socialiste, qui ne se sente pas, comme vous, autant que vous, en tous les cas - et je m'en porte garant pour l'équipe de la majorité du Parti, autant que vous, comptable de l'héritage idéologique du Socialisme, et du vrai, sans bavure, et sans déviation, comptable des années de lutte, de nos échecs et de nos succès. Oui, comme vous, avez-vous, autant que vous, comptable même de l'héritage matériel - ah ! Je suis mesquin - même de l'héritage matériel, un héritage matériel qui a été formé par les sacrifices accumulés des camarades, souvent anonymes, depuis maintenant 63 ans.
Je ne crois pas que vous ayez le droit de nous faire ce reproche, pas plus que nous n'ayons le droit de vous le faire. Il n'y a pas un militant Socialiste qui puisse mériter ce reproche. Aucun n'est prêt à renier tout cela.
C'est encore un des points sur lesquels pourtant on devrait être unanimes.
Votre argument est fait essentiellement de ce que vous jugez - et vous l'écrivez - l'idée dangereuse et redoutable.
Je pense très sincèrement que cette crainte est injustifiée, mes camarades, et, c'est drôle, ce sont ceux chez qui on sent le plus l'attachement au Parti, la certitude de la vitalité du Parti, ceux qui chantent le rieux le dynamisme de nos camarades, ceux qui viennent ici nous donner des effectifs et des chiffres et montrer que là où on se bat, ça va bien - et j'en porte témoignage, c'est vrai ! - ce sont ceux-là qui font un complexe d'infériorité à l'égard des autres.
Ce n'est pas possible, mes camarades !
(Applaudissements).
Car si vous avez confiance vraiment dans les militants du Parti, si vraiment vous pensez à ce dynamisme que vous chantez et que vous clamez, vous croyez que d'autres vont vous battre facilement, accaparer facilement ces militants ? Ce n'est pas vrai... ce n'est pas vrai, mes camarades qu'il y ait drame, sauf si vous le créez !
Il n'y aura de drame que dans la mesure où l'on voudra dramatiser !
Voyez-vous, mes camarades, les derniers mots de notre camarade Georges Guille seraient effrayants, s'ils n'étaient vraiment trop exagérés pour être vrais.
Ce n'est pas possible... ce n'est pas possible, c'est même déjà trop que cela ait pu exister, et c'est impossible que ceux qui l'ont dit le fassent et, Georges Guille. C'est encore plus impossible que ceux qui se reconnaissent en toi et en ce qui a été dit par ceux-là, te suivent ! Ce n'est pas possible... ce n'est pas possible parce que c'est un faux drame.
Enfin, tu as évoqué toi-même des drames réels qui nous ont parfois trouvés côte à côte et parfois opposés, c'est vrai, et tu as conclu en disant : j'ai souffert d'avoir à m'être trouvé dans la minorité, mais je suis resté, et voilà qu'aujourd'hui, sur quelque chose est qui factice, enfin quant à l'importance relative, grotesque, tu parles de scission ! Ce n'est pas possible... ce n'est pas possible !
Une scission sur ce sujet... mais vous-mêmes, dans quelques années, vous en auriez oublié la raison !

Fondation Jean Jaurès

Il est de votre menace de scission ce qu'il en est des conflits familiaux, quand quelquefois on rompt avec un cousin, un frère, une sœur et puis que, quelques années après, si on essaie de se souvenir des raisons pour lesquelles on a cessé de se voir, on se dit : "Mais, mon Dieu, qu'est-ce qu'il y avait, au départ ?".
Ce n'est pas vrai, ce que vous faites... non, je veux dire ce dont vous parlez, ce n'est pas possible !
A plusieurs reprises, quelques-uns des vôtres se sont tournés vers moi, en particulier, pour me dire : "Guy, tu n'as pas le droit". Vous me permettrez de vous renvoyer la formule : "Vous n'avez pas le droit", car parler de la décision la plus importante depuis 1920, c'est manifestement, exagéré.
Ah ! Je comprends, je ressens, je partage en partie l'émotion, mais vraiment je n'arrive pas à m'expliquer la passion ni le ton dramatique.
En dehors de cette inquiétude, de cette méfiance que vous avez dite, je ne demande qu'à aborder le débat.
Georges Guille a posé une question importante, en disant : il ne m'a jamais été répondu à cette question, je voudrais qu'il le soit : "Pourquoi Parti nouveau ? Pourquoi des hommes susceptibles de venir à ce Parti nouveau ne se trouveraient-ils pas à leur aise à l'intérieur de la SFIO et ne peuvent-ils pas y adhérer ?" - Ce n'est peut-être pas la formulation exacte, mais il est certain que c'est le sens de la question.
Je vais essayer de répondre car il est possible que je n'aie jamais eu l'occasion de le faire à l'intérieur d'un Congrès du Parti - je crois que si, mais en tout cas je l'ai fait souvent en réunions publiques.
Mes camarades, il faut avoir les yeux ouverts et voir les choses telles qu'elles sont. Il y a des Socialistes hors de la SFIO, c'est un fait, et tout le monde le dit. Or, ce qui a été dit, écrit, hors du Parti - et pourquoi pas, dans le Parti, - depuis des années. C'est normal que, dans le Parti, on se dise ce que l'on pense, du moment qu'on le fait honnêtement - sur l'attitude du Parti en tout cas de sa majorité, sa majorité de l'heure, sur le comportement des Socialistes sous la IVème république, sur l'Algérie, sur Suez, sur les événements de 1938 et le comportement des uns et des autres à cette époque - pourquoi nous cacher une vérité d'évidence - à chacune de ces occasions, des camarades nous ont quittés, à cause de l'attitude que nous avions à chacune de ces occasions, des jeunes ne nous sont pas venus !
D'ailleurs, à ce sujet, il m'arrive quelquefois d'employer cette image et sans rien regretter des responsabilités que j'ai assignées, à votre demande : "Oui si, en 1956 j'avais eu 20 ans, je n'aurais sans doute pas été d'accord avec un certain Guy Mollet !".
Il faut comprendre cela, mes camarades… (applaudissements)… même si ça fait mal !
C'est injuste, dis-tu ! A qui le dis-tu ? Je le sais et le ressens sans doute plus que quiconque, justement en ces heures, et je revois chaque jour un peu plus mes coresponsables d'alors se dégager de leurs responsabilités !... (applaudissements)… et battre leur coulpe sur ma poitrine, surtout lorsque, moi, je reste solidaire de ce que fut leur action, et exiger avec véhémence le

renouvellement, le rajeunissement avec d'autant plus de vigueur qu'ils pensent bien, eux en faire partie !
Mais, la politique, cela ne se fait pas avec des regrets, avec des justifications du passé. Il faut aimer son tarti et le Socialisme qui le sert assez pour en tirer les conséquences, et ce n'est pas en expliquant les attitudes passées que l'on progresse.
Il vaut mieux démontrer que c'est à demain que le Parti pense et que pour le dire et le faire sont plus qualifiés ceux qui n'ont pas été trop mêlés à la vie d'hier ou d'avant-hier.
un autre camarade, un vieux et solide camarade, un ami, ce qui est un mot plus rare que le mot "camarade", Lamarque-Cando comme avec regret, nous a dit : "Ce que vous allez faire, c'est plus qu'un abandon, c'est une trahison" !
Mon Dieu, comme j'aime bien Lamarque-Cando, je sais que, lui aussi, exagère mais, tout de même, il me permettra de lui dire que ça fait mal et que c'est injuste.
Cela ne tient pas debout ! Enfin, il va falloir nous mettre d'accord les uns avec les autres. Si je comprends bien, les membres de la majorité et moi, nous avons réussi un tour de force qui unit les tenants des deux tendances, contradictoirement. Ce tour de force consiste à trahir notre passé commun, parce qu'on veut créer un nouveau Parti mais, dans le même temps à trahir la beauté novatrice en manipulant l'appareil de façon à empêcher la naissance de ce même nouveau Parti.
Eh bien, mes camarades, vous m'accorderez que c'est un exercice...
Mes camarades, vous m'accorderez que c'est un exercice d'équilibre difficile à faire ; il faut le réussir !
Vous savez bien que tout cela est excessif dans un sens comme dans l'autre, et qu'au fond, tout cela fait du mal au Parti, à l'ensemble, à tout le monde.
Des camarades, avec Lamarque Cando, ont rappelé en termes émouvants leur attachement au Parti. Comme je les comprends !
Un parti, c'est deux choses : un parti, c'est une famille ; mais pas la famille où le hasard de la naissance vous a jeté ; la famille qu'un jour, librement, volontairement, vous avez choisie, et je comprends pour la partager l'émotion de ceux qui ont passé leur vie, l'essentiel de leur vie, le meilleur de leur vie au service du Parti !
Je prendrai, camarades, au mois de janvier prochain, à 63 ans, la 47ème carte de la SFIO... Je sais ce que cela veut dire, et je comprends l'attachement des anciens. Et hier, c'est avec un peu de peine que sur les yeux de quelques uns de mes plus jeunes camarades du Pas-de-Calais, je lisais quelques sourires quand Lamarque Cando évoquait, oui, son passé, notre passé.
Oui, je comprends tout cela. Je le comprends comme chacun de vous.
Mais un parti, c'est tout de même encore autre chose.
C'est un instrument, ce n'est qu'un instrument au service d'une cause. C'est beau de vouloir mourir avec sa carte du Parti Socialiste dans sa poche, et j'en ai vu, même quand je ne vous en ai pas fait la confidence, des anciens, de ces anciens qui nous avaient quittés, quelquefois de ces anciens qu'avec notre rigueur nous

avions condamnés, reprendre le chemin de la cité Malesherbes et ne dire : "Guy, je ne veux pas mourir sans ma carte du Parti". Et on la leur a donnée.
Je comprends cela.
Je comprends, camarades, cet attachement à une famille à laquelle vous avez tant sacrifié. Car les sacrifices d'hier étaient autre chose que ceux que l'on demande à nos militants d'aujourd'hui ! Ah ! Comme ils ont la vie facile, ceux dont on fait aujourd'hui des parlementaires parce qu'ils sont arrivés à l'heure où on pouvait l'être, mais sans avoir connu les combats grâce auxquels on y arrivait autrefois !
(Applaudissements)
Ah ! Comme ils ont de la chance ! Et comme c'est facile !
Oui, je comprends cela, et je partage ces sentiments.
Mais un parti, c'est autre chose. Et puis, tant pis pour nous si on doit payer pour que ce soit autre chose. Un parti, c'est un instrument, et ce n'est qu'un instrument ; c'est un instrument au service de la cause, du Socialisme. Ce à quoi on est attaché, c'est le Socialisme, ce n'est pas le Parti. Il ne faut jamais sacrifier le Socialisme ; mais au Socialisme, peut-être sacrifier le Parti, encore que je trouve cela grotesque, et que je ne vois pas à quoi cela correspondrait.
Vous savez, je n'aime pas non plus les comparaisons.
On a dit ici qu'il ne fallait pas comparer à 1905 ; mais on s'est évertué, c'est Georges Guille, en refusant la comparaison avec 1905, de comparer avec 1920.
Tout cela, ce n'est pas vrai, pas plus l'un que l'autre !
Il y a des faits qui valent, dans l'un ou dans l'autre. Tu ne vas pas plus sauver la vieille maison que tu vas refaire 1905 ou 1920 ! Tout cela, ce sont de fausses comparaisons ! De fausses images !
Non, il y a des choses qui valent.
Tu es, pas plus que nous, pas plus que moi, attaché à ce qui est le Socialisme. Je suis attaché à refaire l'unité des Socialistes, de ceux qui sont dedans et de ceux qui sont dehors. C'est cela, ta comparaison avec 20, ma comparaison avec 5.
Mais les anciens, il n'y en a plus beaucoup qui peuvent s'en souvenir, mais il y en a un certain nombre qui le savent, et les autres, qu'ils l'apprennent ; si vous croyez qu'en 1905 ça n'a pas été long, et lent, et difficile ? Si vous croyez qu'il n'y avait pas entre les hommes de 1905 qui allaient faire l'unité, des différences monstrueusement plus grandes que celles qui nous différencient de nos voisins ? Si vous croyez que ce n'était pas dur, pour les membres des différentes familles constituantes, de renoncer à leur passé, à ce qu'ils étaient avant, à leurs appareils, à leurs camarades responsables, pour faire eux aussi l'unité ?
Mais c'est la même idée ! Et c'est la seule comparaison que je fais.
Alors, ne mettons pas trop nos tripes sur la table, d'autant plus que, je ne le dis pas pour toi que je connais, Georges, mais c'est une mauvaise manière d'être sentimental que de mettre ses tripes sur la table, parce que ce sont souvent ceux qui ont le moins de tripes, qui avec le plus d'aisance les mettent sur la table !
Être sentimental, sauf dans votre région, c'est trop facile.
La vraie sentimentalité, ce n'est peut-être pas comme cela que cela s'exprime...

Collection Jean Jaurès

Alors, regardons les choses en face, et disons-nous : cet instrument, est-ce qu'on peut l'améliorer ? - Et tu as bien posé la question - est-ce qu'on peut le faire meilleur ? Je dis : oui, si l'on reste intransigeant sur l'objectif Socialiste, et qu'on soit ouvert sur la construction de l'instrument du Parti, c'est-à-dire que cet instrument soit démocrate.
Et j'en viens au texte, qui conclut ainsi : "Aucune Commission des résolutions ne pourra dégager une motion de synthèse. Au demeurant, nous ne pensons pas que l'heure soit aux unanimités de façade ou d'illusion".
Mais, camarades, quand j'ai lu cela dans le texte, j'ai tout de suite compris quelque chose : vous avez peur de vous ! Vous avez pris l'engagement avant, pour ne pas être troublés ; vous vous êtes solennellement promis les uns et les autres : il n'y aura pas de synthèse, il n'y a pas d'accord possible; "aucune Commission des résolutions ne pourra dégager une motion de synthèse".
Quoi ? Vous n'êtes pas sensibles à l'argument ? Quoi ? Vous, les anciens, vous qui nous rappelez le mieux et le plus les souvenirs du passé, vous ne savez pas que c'est interdit, dans le Parti, cela ? Vous ne savez pas qu'une phrase comme celle-là, vous n'avez pas le droit de l'écrire ? Vous ne savez pas que toujours la démocratie de nos Congrès exige, impose qu'après avoir confronté les idées, on cherche d'abord la synthèse à la Commission des résolutions, et qu'on ne la refuse que si elle n'est pas possible ?
Et vous vous êtes mutuellement promis à l'avance, et sans le savoir, à cette heure ci, et sans connaître les propositions que je vais faire, vous vous êtes déjà promis de dire "non" en tout état de cause, et de ne pas accepter une synthèse !
Je reprends ma formule : vous n'avez pas le droit !
C'est là que vous... Oh ! Je ne vais pas dire "trahissez" ; pas moi. Mais c'est là que vous manquez à la tradition que vous évoquez, camarades.
Alors, donc, pas d'unanimité de façade ou d'illusion.
C'est très drôle, je me sens vieillir terriblement puisque c'est en vieillissant qu'on retrouve ses illusions ! Malgré tout ce qui a été dit, malgré les déclarations de Georges Guille, malgré la menace subjacente, je vais plaider, et plaider la synthèse et l'unanimité.
Je me sens vraiment foncièrement d'accord, autant que toi, autant que vous, avec le refus des fausses synthèses et des unanimités de façade ou d'illusion.
Je crois qu'il est normal, je crois qu'il est sain de se compter quand il s'agit de différences de fond, et qu'il y a entre les membres d'un parti des oppositions essentielles. Pour ne prendre qu'un exemple, il était normal, il était sain qu'au mois de novembre dernier nous nous comptions. Autrement c'eût été je ne sais quel ralliement anormal.
Il eût été anormal, oui, si à ce Conseil national ou à ce Congrès il avait été essentiellement question de structurée. Mais vous savez bien que notre débat fut limité ; vous savez bien qu'il fut limité à la déclaration de principe, et il est vrai qu'il y avait là, et qu'il y a encore là, des oppositions sérieuses à mes yeux, fondamentales, entre les conceptions des uns et des autres. Et là, je n'aurais pas accepté, certainement pas, un mauvais compromis.

Ah ! J'avais proposé à la Commission des résolutions un accord, celui que nous avons pris pour nos partenaires, pour que l'on cherche la rédaction conjointe d'une actualisation de la déclaration de principe, c'est-à-dire de la rédaction des caractères essentiels du programme fondamental.
Cela, c'était possible.
Ce qui était impossible, c'était l'accord sur le fond entre certaines des thèses - et je ne fais plus de personnalité - qui ont été ici reprises, même aujourd'hui, et les nôtres. Là, il faut se compter.
Mais s'agit-il du principe Socialiste ? S'agit-il de l'orientation générale ?
Ah oui, encore s'il s'agissait de l'ouverture ou de la non ouverture au centre ou vers le centre, si tant est qu'elle fût reposée ; mais je ne l'ai pas ressentie de nouveau aujourd'hui ; mais si elle devait l'être, oui, il faut se compter, ou il faudra se compter.
Mais aujourd'hui, j'estime, au risque d'étonner, après ce qui a été dit, quoi que je pense de l'argumentation utilisée par les uns ou par les autres, que nous ne sommes pas en face d'un problème de fond, ou de différence essentielle. L'unanimité, c'est le cas où je l'ai sentie peut-être la plus facile !
Claude Fuzier a fait de cette évidence une démonstration que je ne vais pas reprendre, elle est sans réplique. Il n'y a pas de réponse à la démonstration qu'il a faite.
Je vais seulement essayer de la compléter.
Pour le faire, je voudrais d'abord montrer l'impossibilité, d'après moi, de vous suivre les uns ou les autres sur votre thèse, puisque vous pouvez, que je le peux, que nous pouvons tous être d'accord.
Je dis d'accord pour vous montrer qu'on ne peut pas vous suivre sur votre thèse, parce que lorsqu'on présente une motion, qu'on la soumet au vote, ce n'est pas pour être minoritaire, et je ne fais d'injure à personne, c'est avec l'espoir de l'emporter.
Eh bien, mes camarades, qu'est-ce que vous feriez les uns ou les autres de votre victoire ? Il faut tout de même s'interroger publiquement. Voyons ! Georges Guille, Notebart, et tous autres ! Vous avez cité des noms de partenaires qui ne vous inspirent pas confiance. Mais accepteriez-vous la responsabilité de voir des jeunes de 20 ans, quand je dis des jeunes, un seul jeune de 20 ans, refuser son engagement dans le combat pour le Socialisme parce qu'il penserait que, votre motion adoptée, nous aurions refusé de répondre à son désir de militer ?
Je suis sûr que non ! En tous cas, pas moi, et pas l'immense majorité non pas seulement du Parti, mais de ceux qui sont avec nous.
Ce n'est pas vrai !
Quant à vous, les signataires de l'autre motion, mais si demain vous l'emportiez, vous êtes de ceux qui veulent absolument qu'on fasse un parti nouveau ; mais vous tenez un langage tel que s'il était suivi, c'est vous qui vous condamneriez à ce qu'il n'y ait pas de parti nouveau !
C'est clair ! Ce serait la rupture immédiate, évidente, avec nos partenaires. Vous ne pourriez pas plus que nous accepter certaines conditions. Vous mettriez par contre la condition d'une hâte immédiate, 1er janvier, etc...

Fondation Jean Jaurès

Inapplicable, inacceptable.
Enfin, je vois renaitre le même cheminement qui un jour vous a amenés à dire : les radicaux, on sait bien qu'ils diront non. Alors, tout de suite sans eux. Et voilà ! Rejetant par là même l'hypothèse que le Parti Radical ayant dit non, un certain nombre d'hommes de la base, électeurs radicaux hier, mais allant jusqu'au bout du cheminement de la pensée, pourraient demain, devenant conséquents, en tant que démocrates rejoindre le parti nouveau.
Vous savez, on peut devenir facilement Socialiste quand on est un radical Socialiste sincère. Je ne crains pas cela. Il m'arrive de craindre l'inverse.
(Applaudissements)
Mais aujourd'hui, vous prendriez le même risque, celui qu'impliquerait l'exigence d'un démarrage immédiat.
Or, sur quoi portent - on va tâcher maintenant de serrer le problème, avant d'arriver aux propositions - entre nous les différences ?
Les délais. Presqu'avec tout le monde. Georges Guille lui-même précisait : "voilà un point sur lequel je suis d'accord avec Chandernagor, etc... Il faut aller vite".
Bien sûr, il faut que les délais soient les plus courts possible. Nous en sommes tous d'accord. Les propositions que je ferai devant le Congrès vous le montreront dans un instant.
Mais je voudrais exprimer cependant ici une préoccupation triviale, ou, comme un camarade fort bien intentionné d'ailleurs le disait hier, strictement administrative.
J'entends dire par les uns qu'à partir du 1er janvier il faut recruter pour le nouveau parti, et que ce serait vraiment aller à l'encontre du courant que de continuer à distribuer les cartes de la SFIO.
J'entends dire par d'autres - en tous cas cela se dit dans les couloirs, et je commence à croire qu'il y a quelque consistance, après ce qu'a dit Georges Guille - qu'à partir du 1er janvier ils ne paieront pas leur cotisation à la SFIO.
Alors, mes camarades, il est parmi ceux-là un certain nombre d'entre vous qui quelquefois es qualité ont attiré mon attention sur le sort de ceux qui constituent le véritable appareil, c'est-à-dire de ce personnel de camarades et d'amis qui depuis des années travaillent à la cité. Je vous demande pardon, mais un parti, il n'est pas seulement comptable du passé, des idées, des luttes, des avoirs, il est aussi comptable des engagements, ou alors je ne comprendrais plus, et je ne vous reconnaîtrais plus.
Un seul exemple : une trentaine de camarades, femmes et hommes, surtout des femmes, sont, et souvent depuis des années, depuis quelquefois deux décennies, les fidèles serviteurs du Parti. Nous avons passé avec eux, parce que nous sommes des employeurs Socialistes, une convention collective.
Vous allez nous refuser les cotisations, les gens pressés, ou ceux qui ont peur de notre hâte. Sur quelles ressources tiendrons-nous nos engagements, les vôtres, vis à vis de ces fidèles serviteurs du Parti ?
Bien sûr, pour le Congrès constitutif, il faudra bien que ce soit réglé. Bien sûr, il faudra bien que le nouveau Parti prenne en charge non pas seulement les avoirs,

comme semblaient le craindre quelques uns d'entre vous, dans leurs propos un peu hâtifs, mais les engagements.
Alors moi, j'admire toujours les discours bien faits, et quand j'entends les parlementaires dénoncer en notre nom les effets de la concentration, la concentration qui se traduit par des suppressions d'emplois, proclamer en notre nom encore le respect que l'on doit avoir pour les travailleurs, la nécessité d'en faire des pairs, des égaux avec les employeurs, moi je trouve cela très bien, mais dans la mesure où nous sommes des employeurs, permettez-moi de vous le rappeler, et permettez-moi de vous demander de ne pas l'oublier.
Voici quant aux délais.
Deuxième préoccupation : mettre un terme à ces débats.
J'ai noté une phrase d'Arthur Notebart : "il nous faut dire à tous que cela suffit !"
J'en suis complètement d'accord, je vais vous le prouver dans un petit instant. Je souhaite même que nous le disions au nom du Congrès unanime. Vous voyez bien que là dessus encore on pourrait faire l'unanimité !
"Il ne faut pas laisser se créer un vide entre les formations constituantes, face aux événements qui peuvent surgir".
Là c'est Roger Quilliot qui m'a offert la solution.
Je l'ai entendu proposer que le bureau politique de la FGDS, dans sa forme réduite actuelle fonctionne pendant la période intérimaire, non plus en tant que bureau politique d'une FGDS disparue, mais cela veut dire que les responsables de la famille Socialiste et les responsables des autres familles qui se trouvent actuellement sous la forme réduite dans le bureau politique se concertent, face à la prise de position.
Réponse : bravo !
Vous voyez bien qu'on peut encore faire l'unanimité là dessus.
Quoi encore ?
Je vais me permettre de proposer un certain nombre de décisions concrètes, et présentées dans l'ordre où je les ai notées au cours du débat. Cet ordre n'est pas logique, il faut me le pardonner, mais il sera facile de rétablir cela dans l'ordre logique.
1° Décider aujourd'hui que nous ne délibérerons plus de ce problème. Je veux dire qu'il n'est absolument plus question de reprendre des négociations, de converser, de discuter pour refaire des propositions. Non ! Les contacts, il peut y en avoir pour la mise à jour de la rédaction de tout ce sur quoi on s'est mis d'accord, mais nous n'acceptons plus de délibération sur des problèmes nouvellement soulevés. C'est terminé !
(Applaudissements)
2° Au 1er janvier, reprise des cartes SFIO. Prise immédiate de contact entre nos responsables locaux et leurs homologues, pour se mettre d'accord sur le lieu, la date de la ou des réunions constitutives.
Là il y a un petit degré, mais je vous demande de le comprendre et de l'admettre,
Dès le lendemain de la décision des organisations avec qui nous discutons, c'est-à-dire au plus tard le 25 janvier, démarrage des réunions constitutives sous la forme prévue dans les points qui vous ont été exposés par Pierre Mauroy. En

Fondation Jean-Jaurès

tout état de cause, avec qui viendra, ou seul, et je le regretterai s'il faut le faire, application des statuts sur lesquels nous nous sommes mis d'accord avec les partenaires, c'est-à-dire, cela répond à la formule, appliquer tout cela à nous-mêmes si on ne peut le faire avec d'autres, mais en ayant tout fait pour que d'autres viennent, sauf bien sûr les points 11 et 20 auxquels nous continuons à opposer un refus clair et définitif.
Attribution des cartes du nouveau Parti aux adhérents des formations constituantes dès qu'il y aurait eu constitution du nouveau Parti, c'est-à-dire pas au lendemain du Congrès constitutif, dès le jour où on passe à la création des sections de base. Cela veut dire que sur présentation de la carte d'une des formations existantes, on se voit donner en plus la carte du nouveau Parti, et l'année prochaine il n'y en aura plus d'autre, et puis vente de ces cartes aux nouveaux adhérents n'appartenant à aucune des autres familles.
Dans la période intermédiaire, fonctionnement du bureau restreint de la FGDS pour confronter les points de vue face à tout événement nouveau.
Fixation du Congrès constitutif dans un délai qui tienne debout, et je dis avant le 1er mai 1969. Je dis "avant" ce qui ne veut pas dire qu'il faut aller jusqu'au 1er mai. C'est parce que j'essaie d'avoir des délais qui tiennent debout.
Janvier ? On n'aura pas commencé, puisqu'il y aura encore une réunion le 25. On commencera fin janvier, début février, février-mars pour l'organisation sur le plan départemental, sauf si on ne veut pas que cela réussisse, car dans ce cas là on impose des délais impossibles à tenir.
Mais si on veut que ça réussisse, il faut des délais normaux, sérieux.
Janvier, fin janvier et février, les sections de base ; mars, les organisations départementales, ce qui met en avril, c'est-à-dire avant mai, - c'est pourquoi j'ai pris cette date - le Congrès constitutif.
En tout état de cause, dès janvier, dès le début de l'année, étude par les commissions compétentes des problèmes posés par la rédaction au programme fondamental et du programme immédiat.
Enfin, reprise à notre compte de la formule que j'ai déjà citée : nous nous fions à l'esprit militaire du Congres constitutif, afin que dans la direction du Parti, soit largement et justement représentées la génération nouvelle ainsi que les familles d'esprit qui concourent à l'entreprise commune.
J'ai terminé, mes camarades, il me reste à conclure et à conclure en évoquant brièvement, rapidement, ma décision personnelle, et sans grande phrases.
J'ai essayé, dans ma lettre, d'en rendre la raison claire. Je ne sais si j'ai réussi ; en tout cas, ce que je veux qu'on sache, c'est que cette raison est simple.
Dans, un passage, par ailleurs très chic, tu as dit, Notebart, que tu craignais que j'ai cédé à la pression... ce n'est pas le mot que tu as employé, tu as dit "au chantage" d'un de nos partenaires… Non !
Non. Je vous demande à tous, je te demande à toi de ne pas croire ça. Car le reste du texte était tellement chic à mon égard que tu ne peux pas, tu n'as pas le droit de penser ça de moi. Je n'ai pas cédé à ce chantage. Je n'ai cédé à aucune pression ; même pas - vous me pardonnerez le ton ironique jusqu'à la dernière minute… car c'est la dernière fois que je parle en cette qualité - même pas à ce

que, dans d'autres temps, on appelait "la pression amicale" de certains camarades.
Je n'ai cédé à rien de tout cela. Ma décision est beaucoup plus simple que ça.
Je ressens profondément ce besoin d'un instrument nouveau… je l'ai dit, même si on joue sur la formule, et on a tort ; il ne suffit pas qu'il soit nouveau, il faut encore qu'aux yeux des plus incrédules, il apparaisse comme tel…
Voyez-vous, mes camarades, notre Parti est friand d'images ; je n'ai jamais cherché ce genre d'effet pour terminer un débat, je ne vous ai pas gâtés dans ce domaine. Aujourd'hui, vous allez me permettre de le faire.
Je continue à penser - et tu vas mieux me comprendre, Georges Guille - que 1905 a été uns grande année... "Le Globe", l'unité… forte difficile… longue, lente, puis le succès... Et 1905 - pour une fois je vais personnaliser - c'est aussi à mes yeux une grande année, parce que c'est cette année là que je suis né !... (Applaudissements)
J'aurai 61 ans le 31 décembre prochain… (rires)... 63 ans, on ne peut plus se rajeunir ! L'âge de la SFIO !
Mais il est dans l'ordre des choses - comme dirait l'autre - logique, en quelque sorte, que le jour où la SFIO laisse sa place à un parti nouveau, aussi Socialiste qu'elle, mais plus jeune, ce même jour, le dernier Secrétaire général de la SFIO passe le flambeau et les difficultés, à un camarade aussi Socialiste que lui, mais plus jeune.
Beaucoup m'ont dit - d'autres m'ont écrit - leur estime, et leur amitié. Je les remercie.
A ceux qui sont ici, je ne demande qu'un geste, et j'insiste, un seul. Si vous voulez aussi me dire votre amitié, essayez de faire entre vous tous, ce soir, l'unanimité si possible. Mais si cela ne vous parait pas possible, si quelques uns ne pensent pas que ce soit possible, préservez au moins l'unité d'un parti qu'ensemble nous aurons beaucoup aimé et que nous aurons essayé de servir, le moins mal possible.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, nous allons maintenant procéder au vote indicatif.

Ernest Cazelles - Je demande aux délégués de rester à leur place, nos camarades du service d'ordre vont venir porter les feuilles de vote à vos places.
Je pense que la meilleure solution, pour voter et que le vote soit clair, c'est qu'on se prononce sur les trois motions en présence, et la meilleure façon de les désigner est je crois : motion du Comité directeur, motion des Bouches-du-Rhône et motion de l'Aude...

Georges Guille - Je lui ai donné un titre… prenons les titres.

Fondation Jean Jaurès

Ernest Cazelles - Alors, le vote aura lieu sur les trois motions suivantes : pour le renforcement de l'unité Socialiste ; pour le nouveau Parti démocrate Socialiste, et pour la motion intitulée "Non".
Quand vous aurez procédé à ce vote, il y a un certain nombre de fédérations, assez nombreuses d'ailleurs, qui ont manifesté le désir d'une motion de synthèse. Je demande alors qu'après ce vote, sur la même feuille, les fédérations qui se sont prononcées pour une synthèse le manifestent au bas de la feuille en mettant le mot "synthèse".

Le président - Avant le vote, notre camarade Boulloche me demande la parole. Je la lui accorde immédiatement.

André Boulloche - Je n'ai pas très bien compris ce que Cazelles nous a demandé...
Un certain nombre de nos camarades, lorsqu'ils se sont exprimés à cette tribune, ont indiqué que leur fédération ne s'était pas prononcée pour une des trois motions en présence, mais en faveur d'une synthèse.
Je voudrais savoir si j'ai bien compris Cazelles : a-t-il bien voulu dire que les fédérations pouvaient répartir leurs mandats non pas sur trois motions, mais sur quatre, c'est-à-dire les trois motions en question, plus la synthèse ?

Guy Mollet - Camarades, il faut que les choses soient simples, et il faut essayer de faire quelque chose de très honnête.
1° Il y a un lapsus, il n'y a pas quatre textes. Il y aura trois textes ayant recueilli des mandats, mais après il y a la possibilité de voter sur la synthèse...
Les intitulés, vous les connaissez :
1°- Pour le renforcement de l'idée Socialiste ;
2°- Non
3°- Pour le nouveau Parti démocrate Socialiste, et il y a un autre texte :
4°- 14ème section de Paris...

Giraud - Ah non ! non !... Elle a des mandats dans la Seine, mais pas alternativement avec les autres motions !

Guy Mollet - C'est secondaire. On va régler ce point tout à l'heure. Il peut y avoir des votes sur 3 ou 4 positions. Il y a ensuite des camarades qui, dans les fédérations, souhaitent ne voter sur aucun des textes, mais strictement sur la synthèse. Eh bien, ceux-là ne porteront de mandat pour aucune des thèses en question, et indiqueront simplement "synthèse".
Mais il y a aussi des camarades qui souhaitent que pour composer leur Commission des résolutions, il y ait une pondération correspondant à ce que seraient leurs voix s'il n'y avait pas de synthèse.
Ceux là vont donc procéder à un vote sur les motions, en quelque sorte, mais vont inscrire en bas, ou à côté, "synthèse"...

Fondation Jean Jaurès

C'est-à-dire qu'on peut avoir 10 mandats motion A, quinze mandats motion B, six mandats motion C, et le total de 31 mandats vont sur "synthèse"...
Voilà le vote qui vous est proposé.

Gaston Defferre

Camarades, le vote que nous allons émettre est trop grave pour qu'il puisse se dérouler dans la confusion. Il faut que les choses soient parfaitement claires. Nous sommes dans une situation que nous connaissons parfaitement. Il est déjà arrivé que le Congrès ait à se prononcer sur plusieurs motions diffusées sur le plan national, et que les fédérations départementales refusent de voter pour une des motions déposées sur le plan national mais votent sur une motion départementale.
Dans ce cas, il y a deux hypothèses : ou la motion départementale s'apparente, se rapproche d'une motion sur le plan national. Il est donc normal que les camarades apportent leur bulletin à la motion qui, sur le plan national, est le plus près de la leur. Mais il y a aussi - et cela s'est produit plusieurs fois dans le Parti, en particulier en 65 - des camarades qui refusent de s'allier ou de se rapprocher d'une des motions diffusées sur le plan national et qui votent purement et simplement "synthèse".
Par conséquent, on ne doit pas voter comme vous l'ont proposé Gazelles ou Guy Mollet en disant :
1°- motion A,
2°- motion B,
3°- motion C
et ensuite reporter le tout, tous les mandats, pour l'idée de synthèse. Car c'est à la Commission des résolutions d'examiner si la synthèse est possible et la Commission des résolutions est seule mandatée pour cela. C'est la tradition et la règle de notre Parti.
Les camarades qui ne veulent pas voter pour une des trois motions diffusées sur le plan national, peuvent soit voter en indiquant : "Pour la motion adoptée par le Congrès départemental", soit voter pour l'idée de synthèse.
Si bien qu'en fait, les mandats vont se répartir en quatre, et non pas comme on l'a dit en trois, plus le total des mandats.
Car, en définitive, à cette tribune un grand nombre de camarades ont exprimé les souhaits qu'on aboutisse à une synthèse, à condition qu'elle soit claire, que nous sachions où nous allons. Et c'est la Commission des résolutions seule qui peut le faire.
J'invoque les précédents Congrès tenus par le Parti, depuis plusieurs années, jamais nous n'avons voté comme on vous le propose aujourd'hui, en ajoutant tous les mandats sur l'idée de la synthèse.

Claude Fuzier - Une simple observation...

Fondation Jean Jaurès

Guy Mollet - J'aurais voulu permettre à des camarades qui ont des votes sur les motions, qu'ils sont aussi pour la synthèse, ainsi ce serait une indication ; il y a un effort à faire pour l'unité. Vous voulez le faire, ou pas ?

Claude Fuzier - Je m'excuse, nous avons encore le droit de parler dans ce Congrès ! Je veux simplement dire ceci : Gaston Defferre a raison, lorsqu'il s'agit d'une fédération qui ne s'étant pas prononcée sur les motions, qui ont été soumises, a fait sa propre motion, ou a fait une motion de synthèse à partir de ces motions.
Mais il a tort, et ce serait une violation de la démocratie de ce Congrès, s'il s'agit d'interdire à une fédération qui s'est prononcée pour un ou plusieurs textes, mais qui l'ayant fait a estimé ensuite qu'un effort de synthèse devait être exprimé dans le Congrès, de ne pas pouvoir le dire !
C'est autre chose !

Gaston Defferre - Je m'excuse beaucoup, mais ceci c'est le rôle des orateurs qui montent à la tribune au nom des fédérations départementales, et c'est ce qui a été fait par un certain nombre de camarades, par un certain nombre de ceux qui viennent de s'exprimer à cette tribune.
Par contre, en ce qui concerne les votes, la procédure qu'on propose aujourd'hui n'a jamais été employée dans nos Congrès nationaux. Par conséquent...

Augustin Laurent - Nous sommes pour la novation !

Gaston Defferre - Nous sommes encore dans la SFIO et puisqu'on a évoqué les règles du Parti, je demande que pour cette séance, si importante, les choses se passent dans la clarté et non pas dans la confusion.

Albert Gazier - Camarades, je voudrais essayer de trouver une formule qui réponde à un souci à la fois de clarté et d'entente. C'est vrai qu'il est bon qu'une indication pour une unanimité souhaitable soit formulée à l'occasion de ce vote. C'est vrai aussi qu'un certain nombre de fédérations ou de délégués n'ont pas pris position pour l'une des trois motions qui sont mises au vote, parce qu'elles souhaitent un rapprochement entre deux ou trois d'entre elles, et qu'un vote doit être conduit de telle manière que chacun puisse exprimer clairement son opinion.
Or, une fédération importante, la fédération des Hauts de Seine, dont le texte a été distribué sur vos tables, a émis un texte différent, mais en essayant de reprendre dans les diverses motions, ce qui lui paraissait être les éléments principaux.
Je demande donc que soit mis au voix... (c'est dans le bulletin que vous allez remplir)... que l'on vote sur les trois motions dont il a été question, plus la motion des Hauts de Seine, qui encore une fois est sur vos tables, dans le journal Notre commune, qui a un sens de synthèse ; et qu'ensuite il y ait, conformément

Fondation Jean-Jaurès

à la proposition de Guy Mollet, une dernière ligne exprimant un souci d'unanimité.

Arthur Notebart - Excusez-moi, camarades, je n'avais rien dit jusqu'à présent, mais je demande tout simplement que l'on mette, ce qui est la loi du Parti : le Congrès souhaite que la Commission des résolutions soit capable d'établir un texte d'unanimité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Defferre. Ensuite, clôture du débat.

Gaston Defferre - Notebart vient de faire une proposition qui peut parfaitement être retenue. Nous pouvons voter pour chacune des trois motions. Les fédérations répartiront leur vote comme il conviendrait aux délégués de faire, conformément aux mandats qu'ils ont reçus. Ensuite, s'il y a des fédérations qui n'ont pas voté un des trois textes sur le plan national, elles indiqueront quelle motion elles ont votée ; cela peut être une motion départementale ; tous les mandats n'iront pas à des motions de caractère national et si des camarades ont le désir qu'en définitive, la Commission des résolutions aboutisse à une synthèse, ils peuvent le formuler, mais cela ne comptera pas pour la Commission des résolutions. Il faut appeler les choses par leur nom : ce qui est important, c'est de savoir comment la Commission des résolutions sera composée. Cela dépend du vote qui va être émis.

Jean-Pierre Chevènement - Camarades, je dois dire que la quatrième motion... (Protestations. Mouvements divers)

Dans la salle - Tu n'as pas la parole !

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet - Il y a, semble-t-il, entre les responsables des différents courants, des problèmes qui se posent pour savoir où iront les mandats de telle fédération ; il y en a même une de nommément désignée ; il y en a peut-être d'autres. Je propose quelque chose de très simple, il n'y a pas ici de responsables nationaux de tel ou tel courant de pensée. Il y a des responsables départementaux de fédérations départementales. Que ces responsables prennent la responsabilité d'indiquer sur le feuillet qu'on va leur donner ce qu'ils veulent, eux, et non pas ce qu'on attend qu'ils disent. Qu'ils le disent eux-mêmes en clair, soit en fonction des mandats nationaux, soit en fonction de mandat fédéral, soit avec répartition des mandats nationaux et l'indication qu'ils veulent l'unanimité.
Je vous en conjure. Tout à l'heure, j'avais cru comprendre qu'il y avait une sorte de courant volontaire dans ce Parti. Allez-vous le recréer ou allez-vous le casser, pour des broutilles ? Savoir s'il y a 15, 50, 70 ou 80 mandats de plus sur telle ou telle motion, ce n'est pas le problème. Ce n'est qu'un vote indicatif. Tout va se

Fondation Jean Jaurès

jouer ce soir dans le vote définitif. Il ne s'agit pas de savoir combien on sera sur tel ou tel texte à l'heure actuelle. Il s'agit de savoir combien on va être ce soir pour l'unanimité, dans ce Paris. Alors, dites-le !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, vous êtes maintenant informés dans la liberté de votre conscience. Remplissez vos mandats qui vont être ramassés par nos camarades du service d'ordre.
La séance sera reprise à 17 heures précises, après que nous aurons les résultats du vote en cours.
(La séance est suspendue jusqu'à la proclamation des résultats du vote pour la constitution de la Commission des résolutions)

Le président - Camarades, voici les résultats du dépouillement :
2 922 suffrages exprimés.
Pour le renforcement de l'unité : 1 507
Pour un Parti démocrate Socialiste : 858
Non : 333
Synthèse : 166
Pour la synthèse, je précise qu'il s'agit là d'un nombre de mandats qui ont été exprimés sur la synthèse, mais qu'un certain nombre de fédérations - qu'on n'a pas dénombrées d'ailleurs - ont ajouté après la répartition de leurs suffrages, qu'ils étaient partisans de la synthèse.

Un membre - Je demande la parole sur le vote pour une explication.
(Protestations)

Le président - L'explication de vote se donne avant le vote et pas après lorsqu'il est acquis !
Une rectification : Le chiffre de 2 922 que je vous ai indiqué est le nombre de mandats total, et le nombre de suffrages exprimés est de 2 864.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968, Puteaux

Séance du dimanche 22 décembre 1968 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Kléber-Loustau.
Assesseurs : Tourelle (Gard), Gut (Oise), Martin (Haut-Rhin), Genesse (Basses-Pyrénées).

Fondation Jean-Jaurès

Le président (Kléber-Loustau)

La parole est à Robert Pontillon, pour rapporter le texte concernant les répercussions des événements de Tchécoslovaquie.

Robert Pontillon

Comme ce texte a fait l'objet d'un accord unanime de la Commission des résolutions, et compte tenu de votre impatience très légitime, je me bornerai à le lire, tout simplement :

Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968

A Puteaux

Répercussion de l'agression soviétique en Tchécoslovaquie.

Le Parti Socialiste a condamné par la résolution du Comité directeur du 5 septembre, l'agression soviétique du 21 août.

Il a également dénoncé l'intolérable pression exercée sur le gouvernement de Prague pour légaliser par un prétendu accord, qui n'est en réalité qu'un diktat, cette inadmissible intervention.

Ainsi ont disparu les espoirs nés à Prague d'une réelle renaissance démocratique.

Le Parti Socialiste a enregistré comme une évolution favorable la première réaction du PC français, réprouvant l'intervention militaire.

Mais il doit malheureusement constater qu'aussitôt après, le PC a marqué un recul regrettable, en considérant comme un fait positif qu'un accord ait été conclu à Moscou, alors qu'il fût en réalité imposé par la force.

Le drame de la Tchécoslovaquie met ainsi en relief les contradictions entre les objectifs de l'État soviétique et les intérêts fondamentaux des travailleurs, qu'ils soient aujourd'hui tchèques et slovaques ou demain français. La prise de position du PC est donc en contradiction avec ses affirmations de principe selon lesquelles chaque pays peut passer au Socialisme par des voies qui lui sont propres.

Néanmoins le Parti confirme les orientations définies au 54ème Congrès.

Il estime toutefois que le dialogue sur les problèmes idéologiques engagés avec le PC ne nous paraît pas pouvoir aboutir, aussi longtemps que ces équivoques et ces ambigüités subsisteront dans l'attitude du PCF.

(Applaudissements)

Le président - Pas d'amendements ? Alors, nous votons avec les mandats rouges. Ceux qui acceptent ce texte sont priés de bien vouloir le manifester en levant la main.

Avis contraires ?

(1 avis contraire)

Abstentions ?

(2 abstentions)

Adopté.

J'indique au Congrès que nous avons à nous prononcer sur un certain nombre de textes, ce qui est parfaitement normal. Le Parti ne peut pas tenir un Congrès

Fondation Jean Jaurès

National sans se prononcer sur un certain nombre de problèmes. C'est la raison pour laquelle la Commission des résolutions a élaboré un certain nombre de textes.
La parole est maintenant à Jacques Piette, pour rapporter le texte sur les problèmes européens.

Jacques Piette

Ce texte est adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions.
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968
A Puteaux
L'Europe
Le Parti Socialiste SFIO, réuni en Congrès national extraordinaire à Puteaux les 20, 21 et 22 décembre 1968.
- Alarmé par les menaces de démantèlement qui pèsent sur les communautés européennes et qui constituent une violation délibérée de la lettre et de l'esprit des traités de Paris et de Rome ;
- prenant acte avec regret des orientations auxquelles ont abouti les discussions au Conseil des ministres consacrées à la recherche nucléaire communautaire ;
- considérant que l'absence d'un effort commun et coordonné dans le domaine de la recherche technologique signifie la fin de toutes perspectives de progrès pour l'Europe ;
- condamne l'attitude du pouvoir gaulliste dans l'arrêt des travaux communautaires, prélude à la destruction de la Communauté européenne ;
- se félicite de la manifestation publique organisée à Bruxelles le 17 décembre 1968 par les organisations syndicales des fonctionnaires européens, et se déclare solidaire de leur action ;
- adresse un pressant appel à tous ceux qui veulent une Europe unie pour alerter l'opinion publique française sur les dangers encourus par l'Europe ;
- souligne la nécessité d'une relance de l'intégration européenne en vue de la démocratisation et du renforcement des communautés.

Le président - Pas d'amendements ?
Alors, nous votons avec les mandats rouges à la main.
Ceux qui acceptent ce texte sont priés de bien vouloir le manifester en levant la main…
Baissez les mains.
Avis contraires ?...
Il n'y en a pas.
Abstentions ?...
Le texte est adopté.
Je donne la parole à Jacques Piette, qui rapporte le texte économique et social :
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968
A Puteaux
Politique économique et sociale

Contribution Jean Jaurès

Le Congrès national extraordinaire du Parti Socialiste SFIO constate que l'évolution de la situation économique confirme son analyse de la politique de l'État gaulliste dont les conséquences sociales sont désastreuses.
Dans sa volonté d'annuler les effets des conquêtes ouvrières de mai et de juin, cherchant l'appui des classes possédantes par l'action d'une fiscalité de classe et les largesses inconsidérées accordées à l'entreprise, le pouvoir a nourri la spéculation et multiplié les contradictions qui ont conduit la monnaie, orgueil du régime, à une dévaluation déguisée.
Négligeant l'expansion et la relance économique que permettait l'accroissement de la consommation qui résultait des conquêtes sociales de juin pour réaliser les réformes de structure indispensables à la modernisation de l'économie française, consacrant la déplanification, sacrifiant les réalités agricoles dont à la fois le consommateur et le paysan feront les frais au printemps prochain, poursuivant une politique de prestige illusoire et coûteuse, le pouvoir a entraîné l'économie française sur les voies de la faillite.
La crise de confiance à l'égard du régime est désormais ouverte, notamment par ceux sur qui il s'appuyait.
Les Socialistes dénoncent une politique aberrante dans ses objectifs, contradictoire dans ses moyens, dont les travailleurs feront les frais.
Ils rappellent que le programme qu'ils avaient proposé au peuple français garde sa valeur, que le moment est proche où un effondrement économique et monétaire condamnera les erreurs multipliées du pouvoir et imposera le recours à nos solutions.
Le Parti Socialiste adresse aux travailleurs l'assurance de sa solidarité dans les combats qu'ils mènent pour le maintien des avantages arrachés au pouvoir et remis en question et réaffirme son opposition irréductible à une politique conservatrice menée au bénéfice des seuls possédants.
(Applaudissements)

Le président - Pas d'amendements ?... Alors, ceux qui acceptent ce texte sont priés de bien vouloir lever la main... Baissez les mains.
Avis contraires ?...
Il n'y en a pas ;
Abstentions ?
Il n'y en a pas.
La motion est adoptée à l'unanimité.
Je donne la parole à nouveau à Jacques Piette, pour rapporter le texte sur les expériences spatiales...
Congrès national extraordinaire des 20, 21 et 22 décembre 1968
A Puteaux
Coopération spatiale internationale
Le Congrès, conscient d'interpréter le sentiment public devant la tentative d'Apollo 8,
- affirme sa confiance dans le développement de la science au bénéfice des œuvres pacifiques,

Fondation Jean-Jaurès

- souhaite que s'établisse une coopération publique mondiale dans ce domaine, sans préoccupation nationaliste,
- espère que l'Europe y prendra sa place, dans les meilleurs délais,
et exprime le vœu que cette coopération servira la cause de l'homme, de la paix et du progrès.
(Applaudissements)

Le président - Pas d'amendement ?
Ceux qui acceptent ce texte sont priés de le manifester en levant la main ?
Baissez les mains.
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
Pas d'abstention,
Le texte est donc adopté à l'unanimité.
La parole est maintenant à Claude Fuzier pour rapporter le texte politique...

Guy Mollet - On commence par le texte minoritaire, s'il y en a un.

Le président - La parole est à Georges Guille.

Georges Guille

Chers camarades, comme prévu et comme c'est normal, il n'a pas pu y avoir une motion de synthèse entre les partisans d'un parti maintenu et rénové, d'une part, et les partisans d'un parti nouveau, d'autre part.
Il y aura donc deux textes, mais en réalité, il y a trois courants, parce que je sais que de nombreux délégués s'abstiendront.
Ceci étant dit, je voudrais faire deux déclarations préalables.
La première, pour dire que mes amis et moi-même, nous aurions souhaité pouvoir voter par division deux parties du texte de la majorité qui vous sera rapporté tout à l'heure par Claude Fuzier, je crois. Nous aurions voulu pouvoir voter l'expression relative à l'intransigeance doctrinale et à la fidélité rigoureuse à la déclaration de principe, et nous aurions voulu pouvoir voter aussi l'adhésion, la nécessité de l'adhésion à l'Internationale.
Si nous ne l'avons pas fait, c'est uniquement parce que le texte est construit de telle sorte que tout s'imbrique autour de l'idée du Parti nouveau, mais j'ai tenu à dire que, sur ces deux points, notre accord était total.
A la demande des camarades de la majorité de la Commission des résolutions, je voudrais faire une autre déclaration.
Il paraît que les propos que nous avons pu tenir à cette tribune, mes amis et moi, ont été interprétés par certains camarades et plus encore, me dit-on, dans les milieux de presse, comme l'annonce d'une scission.
Quand on connaît des hommes comme Charles Lamarque-Cando, comme Routier-Prévot, comme Arthur Notebart et comme-moi-même, l'idée que nous

Fondation Jean-Jaurès

pourrions provoquer une scission au sein du Parti SFIO est invraisemblable et absurde !
(Vifs applaudissements)
Ce que je veux préciser, c'est ceci : c'est qu'aussi longtemps que le Parti SFIO existera, nous serons dans le Parti Socialiste SFIO, minoritaires comme nous l'avons toujours été, mais disciplinés.
Et puis, le jour où le Parti Socialiste SFIO aura cessé d'exister, nous serons tous dans la même situation vous et moi, c'est-à-dire que nous serons des gens libres, et j'en prends la responsabilité, d'une adhésion nouvelle, certains la prendront, d'autres pas, cela, c'est autre chose, mais pas tant que la SFIO existera, je vous l'ai déjà dit.
Maintenant, je vais vous donner lecture de notre motion simple et brève, qui sera soumise à votre vote tout à l'heure, en même temps que le texte de la majorité. La voici.
Le Congrès national extraordinaire rappelle les décisions du Conseil national des 2 et 3 novembre 1968, à Clichy, dont le dernier paragraphe était : - je cite :
"Il donne mandat au Comité directeur de mener ces négociations avec la plus grande diligence, en tout état de cause dans des délais tels que le Congrès de décembre puisse prendre des décisions définitives".
L'heure de ces décisions est venue.
Le Congrès national, informé au dernier moment de l'état des négociations avec nos partenaires éventuels, regrette que les militants n'aient pu en délibérer démocratiquement dans leurs sections et leurs Congrès fédéraux.
Il constate que ces négociations n'ont pas abouti à un accord total sur les bases fixées.
Dans ces conditions et conformément à la déclaration faite par le Secrétaire général Guy Mollet dans son discours de Clichy, je cite :
"Le Parti décide de s'appliquer à lui-même les modifications de structures ainsi proposées et de retenir pour lui-même la nouvelle rédaction de la déclaration de principe.
Le Congrès national donne mandat au Secrétariat général et au Comité directeur de prendre sans délai toutes dispositions pour l'application immédiate des mesures de rénovation décidées le 3 novembre.
Le Parti rénové appelle solennellement tous les militants à l'action, tous les jeunes, épris de justice sociale et de liberté, tous les Socialistes de pensée et de cœur, à rejoindre ses rangs pour créer un puissant mouvement d'unité Socialiste cohérent, structuré, efficace, seul capable de mettre un terme au régime gaulliste et de bâtir une société nouvelle, conforme aux principes Socialistes".
Je n'ajouterai pas de commentaires.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Claude Fuzier, pour rapporter le texte élaboré par la majorité de la Commission des résolutions.

Claude Fuzier

J'aurais souhaité, comme ont pu le faire Robert Pontillon et Jacques Piette tout à l'heure rapporter au nom d'une Commission des résolutions unanime. Cela n'a pas été possible et le texte que je vais porter à votre connaissance a recueilli les suffrages de 16 membres de la Commission des résolutions, 4 d'entre eux votant contre et 9 s'abstenant.

Je crois qu'il serait tout à fait mauvais entre nous de chercher à savoir s'il y a des responsabilités à cet état de chose. Sans aucun doute, l'objectivité conduirait à constater qu'elles ont été partagées et qu'en tout cas elles expriment ce qui me parait quant à moi quelque chose qui en définitive n'est pas tellement mauvais.

Je ne veux pas utiliser pour qualifier ce sentiment le mot d'inquiétude, mais beaucoup plus celui de préoccupation devant la gravité des décisions que nous avons été amenés à discuter pendant ces journées du Congrès national et sur la gravité de la décision finale que nous sommes appelés à prendre.

Ce texte, camarades, a été rédigé dans un esprit de synthèse, celui qu'un certain nombre de membres ont défendu à cette tribune.

Nous avons essayé, et je demande que vraiment là dessus on nous croit, de tenir compte des préoccupations des uns et des autres.

Sans doute, nous n'avons pas pu y réussir, et de ce point de vue, nous en portons la responsabilité, puisque c'est notre insuffisance peut-être qui ne nous a pas permis d'obtenir cette unanimité que nous souhaitions.

En tout cas, c'est le texte d'hommes qui souhaitent réellement, comme je le crois, l'unanimité de ce Congrès, la rénovation authentique du mouvement Socialiste en France. C'est le texte d'hommes qui, comme la majorité du Congrès peut-être pas l'unanimité, pensent que cette rénovation passe par des apports nouveaux à l'organisation représentative du Socialisme français, et c'est enfin le texte d'hommes qui ont eu le souci, dans cette affaire, de défendre à la fois les intérêts du Parti et ceux de la rénovation, ce qui, vous avez pu vous en rendre compte par les interventions des uns et des autres au cours de ce débat, n'a pas toujours été facile.

Je vous donne donc lecture maintenant du texte qui, contrairement au texte de Georges Guille, est assez long.

Depuis son 54ème Congrès en 1963, le Parti Socialiste a consacré le meilleur de ses efforts à l'union au sein d'une même organisation, de tous ceux qui adhèrent au Socialisme.

Pendant cinq années, il a consenti les plus grands sacrifices à l'unité et ses militants, à tous les niveaux, ont été constamment à l'avant-garde de la marche unitaire.

Le Parti et ses militants ont refusé d'abuser de leur puissance et d'une autorité acquise par la fidélité à un combat de plus d'un demi-siècle pour la liberté et la justice. Ils ont, d'autre part, proposé ou accepté des réformes profondes dans les structures de l'organisation Socialiste en France, afin d'adapter celles-ci à la situation nouvelle de notre Pays et d'assurer mieux encore qu'hier la pénétration des idées des solutions Socialistes.

Ils ont ainsi montré qu'ils n'abordaient pas les problèmes les plus actuels avec un esprit conservateur, mais avec la volonté de réunir dans les tâches de la modernisation et de la novation.
A l'issue des conversations menées par la délégation du Comité directeur, conformément au mandat du Conseil national extraordinaire des 2 et 3 novembre, le Congrès national extraordinaire constate avec satisfaction que l'accord a été réalisé sur la déclaration de principe proposée par le Parti.
Il confirme qu'il ne saurait accepter la moindre altération de ces principes.
Il estime que l'affiliation de l'organisation nouvelle du Socialisme français à l'Internationale Socialiste devra être décidée par son Congrès constitutif.
Le Congrès national approuve les nouvelles structures, telles qu'elles ont été définitivement fixées à l'issue des négociations, tout en confirmant que le respect des règles démocratiques interdit totalement de priver les membres de l'organisation du droit entier de décider librement comment seraient composés les organismes directeurs du Parti.
Tout accord préalable passé à ce sujet entre des organisations représenterait une violation de la liberté de choix de ses membres et ne réaliserait qu'un regroupement de cadres savamment dosé au sommet.
Le Parti Socialiste SFIO, ayant ainsi fixé sa position, considère que les conditions sont remplies pour la mise en place de l'organisation nouvelle représentative du Socialisme français et qu'en conséquence aucune nouvelle négociation n'est nécessaire, les seules rencontres envisageables étant celles indispensables à la formulation des accords déjà intervenus.
Il lance un appel pressent à la Convention des Institutions républicaines, à l'UCRG et l'UCGS pour que soient installées, dès janvier 1969, les organisations de base du Parti et que soit engagée une vaste campagne de propagande et de recrutement en faveur du Socialisme.
En tout état de cause, et comme il l'a déjà dit, il appliquera, en ce qui le concerne, à la même date, la totalité des décisions prises.
L'organisation nouvelle, porteuse des espérances et de la responsabilité du Socialisme en France, est ouverte à tous ceux qui en acceptent la déclaration de principe et les structures.
Tous ses membres auront des droits et des devoirs égaux ; ils se prononceront souverainement sur la ligne politique et le programme d'action de la nouvelle organisation, et sur les hommes qu'ils entendent charger d'appliquer cette ligne ;
Les membres du Parti Socialiste SFIO n'useront ni de leur nombre, ni de leur force, pour éliminer qui que ce soit.
Ils font confiance à l'esprit unitaire qui les anime, qui n'a cessé de les animer, ainsi qu'à l'esprit unitaire de tous, qu'ils viennent des autres organisations, ou aient été inorganisés, pour que dans la direction du Parti soient largement et justement représentées la génération nouvelle, ainsi que les familles d'esprit qui concourent à l'entreprise commune.
Le Parti Socialiste SFIO est d'ailleurs prêt à proposer les mesures institutionnelles propres à assurer aux minorités une juste représentation.

Collection Jean-Jaurès

La période préparatoire au Congrès national de l'organisation nouvelle, qui ne devra pan excéder le 1er mai 1969, doit permettre la rédaction définitive des statuts du Parti, l'élaboration d'un programme fondamental et d'un programme d'action politique, la mise en place des structures de base et la tenue des assises départementales en vue du Congrès national.
Pendant cette période, et jusqu'à l'issue du Congrès constitutif, la vie du Parti Socialiste SFIO continue. Ceci implique notamment que la reprise des cartes du Parti soit effectuée et dès le début janvier, dans les fédérations et les sections, afin d'assurer la continuité nécessaire.
Les responsables locaux et départementaux du Parti prennent immédiatement contact avec leurs homologues des autres organisations, pour fixer en commun le lieu et la date des réunions constitutives de l'organisation nouvelle.
Ces réunions se tiennent sous la forme prévue, dès le lendemain de la décision des autres organisations participantes, au plus tard fin janvier.
Ces réunions seront l'occasion de la délivrance des cartes de l'organisation nouvelle aux adhérents des organisations constituantes et aux nouveaux adhérents.
Enfin, pendant la même période, la concertation et la coordination entre les formations s'étant prononcées pour l'organisation nouvelle seront rassurées, par un organisme provisoire, composé des délégués de ces formations, à l'actuel bureau politique de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste. "
Voici ce texte, camarades. Je n'ajouterai qu'un mot, et un mot personnel, mais qui je crois exprime l'opinion de beaucoup.
Quel que soit le résultat du vote tout à l'heure, dans ce Congrès, il faut que maintenant, une fois le Congrès terminé, le Parti marque dans son action une grande unité. Les uns ont parlé de risques, les autres d'aventure, d'autres de péril...
En tout cas, il est vrai que dans l'affaire, nous tentons une expérience qui n'a de chance de réussir que si nous sommes unis. Et c'est le vœu que je forme en ce qui me concerne.
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il des amendements ?... Quilliot demande la parole, je la lui donne.

Roger Quilliot

Camarades, si j'ai déposé au nom de mes camarades de la minorité un amendement, c'est afin de vous donner une explication de vote qui vous est due.
C’est pour moi, croyez le, une tâche très pénible. J'étais venu ici, avec mes camarades du Puy de Dôme, avec le plus grand désir de synthèse, et au bas même du vote indicatif que nous avions émis, j'avais rappelé ce désir, désir d'unanimité qui est le nôtre.
Je dois dire que les conditions n'ont pas été réunies pour qu'un tel vote d'unanimité intervienne, avec la totalité de ceux qui sont ici présents.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le climat de la Commission des résolutions a été à la fois émouvant et pénible. Émouvant lorsque, pendant des heures, à la fois les camarades de la majorité et de la minorité ont souhaité que les amis comme Georges Guille, comme Note art, restent en tout état de cause des nôtres. Pénible lorsqu'après une suspension de séance de plus d'une heure et quart, la majorité est revenue devant nous ou plutôt à nos côtés pour nous faire part de ses décisions. Nous avons eu alors connaissance de toute la série des textes que vous avez bien voulu voter tous, puis du texte qui vient de vous être lu par Claude Fuzier.

Une courte discussion s'est engagée ; il était évident qu'il n'était pas question de participation réelle à l'élaboration d'un texte commun.

Sur trois points, d'ailleurs, les désaccords subsistent.

Un premier, qui à mes propres yeux serait assez secondaire, c'est celui de la date que nous aurions aimé avoir la plus rapprochée possible, et nous pensions d'ailleurs avec quelques autres camarades qui soutenaient la synthèse, qu'on pouvait fixer cette date aux alentours du 15 mars, ou de la fin mars. Nous n'avons pas discuté à l'infini de ces problèmes. Nous avons simplement rappelé que cette hâte que nous mettions, que nous avions mise depuis de longues années, cette hâte nous la mettions d'autant plus aujourd'hui que les circonstances extérieures étaient particulièrement difficiles.

J'ajouterai que sur deux autres points, en ce qui concerne au moins ma fédération, un désaccord profond subsiste : celui du placement des cartes d'abord, sur lequel tous mes camarades ont été unanimes à considérer qu'il était impossible - chez nous en tout cas - de demander qu'on prenne d'abord les cartes du Parti, pour los remplacer ensuite, étant donné la configuration géographique des départements, et surtout étant donné l'effet que cela produirait sur ceux que nous inviterions.

Enfin, si la majorité a repris, comme Guy Mollet vous l'a déjà dit ce matin, l'idée que j'avais lancée d'un transfert au Bureau politique, moins les radicaux, de pouvoirs de coordination et de concertation, je crains que ces formules ne cachent au total le maintien d'activités parallèles et parfois divergentes, et que cela ne recouvre pas exactement - ce n'est pas une question de noms, soyez-en sûrs - la notion d'exécutif provisoire que nous souhaitions, compte tenu des extrêmes difficultés que nous allons connaître, auxquelles nous serons affrontés, avant même la fin de la période que nous nous sommes donnée.

Voilà les quelques raisons qui motivent notre abstention.

Je voudrais maintenant terminer par un mot personnel. Je m'étais risqué à ma laisser aller à une réaction d'humeur et à vous dire comme Prévert : "Mes compagnons des mauvais jours, je vous souhaite une bonne nuit, et je m'en vais ! Je ne vous dirai pas cela.

Je dirai simplement ce que j'avais écrit à Guy Mollet avant même le Congrès : que si sur ces deux points (ce n'était pas une menace le moins du monde)- si sur ces deux points que je viens d'évoquer, nous ne pouvions pas obtenir satisfaction, je me sentirais moralement obligé de me retirer des fonctions nationales. Je précise.

Parce que je ne me vois pas appliquant une décision que tous mes camarades ont condamnée et je ne me vois pas, honnêtement, rester au Comité directeur, si je ne l'applique pas ! C'est une question de moralité personnelle, je vous demande de le comprendre.
Je resterai à vos côtés dans la lutte, soyez-en sûrs, mais pour moi cette soirée est celle d'un échec, après cinq ans de lutte. J'espère que ce n'est qu'un échec provisoire. J'espère que dans les mois qui viennent, ce dont nous, avons rêvé pourra se réaliser.
Vous m'excuserez si je me replace, si j'ose dire, à la base, si je continue ce combat aux côtés de mes camarades et au niveau de mon département.
Soyez sûrs, au moins, de mon amitié, de mon attachement au Parti ; soyez sûrs enfin que tous les camarades de la minorité qui, eux, restent à la tête, n'ayant pas las mêmes engagements personnels que moi-même, feront en sorte que ce texte même sur lequel nous nous abstenons, soit malgré toutes nos réticences et toutes nos inquiétudes, un succès !
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il d'autres amendements ?... Pas d'amendements ?...
Je donne la parole à Claude Fuzier.

Claude Fuzier

Camarades, notre ami Quilliot a posé 3 questions qui, effectivement, ont été abordées au cours des travaux de la Commission des résolutions.
Sur la question de date, nous avons proposé qu'au lieu de mettre la date limite du 1er mai pour le Congrès constitutif de la nouvelle organisation représentative du Socialisme, on indique une date plus avancée, avec simplement cette formule : "courant avril".
Nos camarades n'ont pas eu l'air d'estimer que cette marge, qui pourtant est un progrès, était suffisante.
J'attire cependant votre attention sur les raisons qui sont de simples raisons de circonstances, des raisons matérielles.
Il faut successivement le temps de mettre en place les organisations locales, de faire le travail de rassemblement des militants de notre organisation, de préparer ensuite et de réunir des assises départementales, enfin de préparer et de réunir un Congrès national dont l'importance n'est pas négligeable puisqu'il sera à la fois Congrès administratif et Congrès politique.
Nous avons entendu à cette même tribune des camarades se plaindre du fait que, pour les travaux de ce Congrès, les informations n'aient pas été données suffisamment à l'avance. Je ne voudrais pas que l'organisation de demain puisse entendre les mêmes critiques, et cette fois, avec quelque valeur !
En ce qui concerne le placement des cartes, Guy Mollet a apporté là-dessus des précisions à la tribune, je n'insiste pas. Il faut bien que le parti Socialiste SFIO et aussi que l'organisation qui se constituera, puissent vivre dans des conditions matérielles normales, au début de l’année prochaine...

Fondation Jean-Jaurès

Camarades, selon les régions, selon les départements, on placera les cartes de la SFIO, et ensuite les cartes du nouveau Parti, ou bien on placera tout de suite les cartes du nouveau Parti. Mais cela dépendra des circonstances locales.
Il est évident qu'en fonction du nombre des adhérents de chaque fédération, du fait qu'il s'agit de fédérations à prédominance ou urbaine, ou rurale, des solutions différentes seront retenues.
En ce qui concerne enfin l'organisme provisoire, nos amis, effectivement, avaient souhaité qu'il y ait un véritable exécutif provisoire. Je ne veux en dire qu'un mot.
Créer un exécutif provisoire est à mon sens, d'une part préfigurer ce que serait l'organisation définitive de la direction du Parti nouveau ; ce serait faire une pression qui n'est pas souhaitable, quand oh affirme une volonté réelle de incontestablement, de donner à la période provisoire, contrairement à ce que souhaitent nos propres amis, un caractère beaucoup plus durable, du point de vue même de cette tonalité que Roger Quilliot invoquait tout à l'heure !
Qu'entre les organisations qui feront l'effort en commun de créer le Parti de demain, il y ait concertation - et vous savez bien que si des problèmes politiques graves se posent, cette concertation se fera réellement - qu'entre ces organisations, il y ait un organisme qui a déjà reçu un mandat dans le passé, nous le comprenons et nous avons retenu la proposition même de Roger Quilliot et de la fédération du Puy-de-Dôme, mais il n'est pas bon, après les années que nous venons de passer, que cet organisme apparaisse demain comme en réalité la direction du Parti Socialiste en France de façon durable.
Je ne réentamerai pas le débat avec Roger Quilliot sur les conditions dans lesquelles ce Congrès s'est déroulé, sur les conditions dans lesquelles la Commission des résolutions a pu se tenir. Nous écrirons sans doute un jour tous l'histoire mais, pour ce moment, en ce moment, il ne s'agit pas de cela, il s'agit d'aller de l'avant.
Je considère en tout cas - et cela, je se permets de le dire, et notamment à Roger Quilliot - que je ne crois pas qu'il soit systématiquement bon, dans une Organisation politique de penser que lorsque les choses ne vont pas comme on a souhaité qu'elles aillent, il faille, sous une forme ou sous une autre, se renvoyer à la base, entrer chez soi ou attendre que ça se passe.
Camarades, beaucoup de ceux qui sont ici ont émis des positions, des opinions ou des réflexions personnelles.
J'ai été, quant à moi, pendant quatre ans, le porte-parole du Journal national du Parti, d'une politique que je désapprouvais dans les Congrès nationaux du Parti, et cela ne m'a jamais gêné : c'est la majorité qui a raison dans un Parti démocratique, et lorsque j'exprime la position de la majorité, je pense que si je suis convaincu au fond de moi-même d'avoir eu raison, vous êtes bien nombreux pour me prouver que j'ai eu tort, et je crois que c'est le comportement naturel et normal de gens qui ont justement accepté, comme le disait Georges Quille, en venant dans une Organisation comme la nôtre, d'abdiquer une partie d'eux-mêmes pour une cause qui les dépasse.

Mon vœu le plus cher, c'est que nous restions vraiment, comme je l'ai dit tout à l'heure, tous ensemble dans cette bataille difficile, dans ce combat plein de délicatesse, dans une expérience qui, je le répète, est une grande expérience pour le Parti Socialiste SFIO et pour le Socialisme français.
(Applaudissements)

Le président - Nous allons procéder au vote par mandats.
Je rappelle que nous sommes en présence de 2 textes, que nous appellerons, pour faciliter le vote, le texte Guille et le texte Fuzier.
J'indique au Congrès qu'après ce vote, notre ordre du jour ne sera pas complètement épuisé : nous aurons à nous prononcer sur un dernier texte ; je demande donc aux camarades de ne pas quitter le Congrès.
Il va être procédé à l'appel des fédérations.
(Il est procédé au vote par appel nominal des fédérations)

Le président - En attendant qu'on procède au dépouillement du scrutin, je vais donner la parole à notre camarade Christian Pineau pour rapporter le dernier texte soumis au Congrès.

Christian Pineau

Camarades, ma tache sera beaucoup plus facile que celle des rapporteurs du précédent sujet. Je l'accomplis en tant que président de la commission unanime.
Le texte se suffit à lui-même :
Le Congrès du Parti Socialiste SFIO, réuni à Puteaux le 22 décembre 1968, tout en comprenant le sens profond et noble de son geste, enregistre avec regret la décision, qu'a prise Guy Mollet de quitter le Secrétariat général du Parti.
Les Socialistes n'oublieront jamais que, pendant vingt-deux ans de sa présence au Secrétariat général, Guy Mollet a su magnifiquement traduire la pensée et les sentiments du Parti dont il a été le fidèle interprète. C'est lui qui, du poste de Secrétaire général, ou de chef du gouvernement, a reçu tous les coups que les adversaires du Socialisme destinaient au Parti.
Le Congrès unanime lui exprime son affectueuse sympathie.
(Vifs applaudissements, le Congrès, debout, applaudit Guy Mollet)

Le président - Je crois, camarades, que vos applaudissements dispensent le président de faire procéder à un vote.
Le texte est, par conséquent, adopté à l'unanimité.
Voici maintenant le résultat du scrutin :
Nombre de mandats : 2 922
Fuzier : 1 664
Guille : 367
Abstentions : 836
Absents : 41
N'ont pas pris part au vote : 14
Camarades, je vous remercie de votre attention.

Fondation Jean-Jaurès

La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès